NAZIONALE
B. Prov.
XXI
91
NAPOLI
BIBLIOTECA
VITT. EM. III

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio 1

Palchetto 8

Num.° d' ordine 17.

3727

122
5.
37

B. Pam.
XXI
91

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

REALE OFFICIO TOPOGRAFICO

Armadio XXII

Scansia Lett. G

N.° 3

73N
5485-91

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE,

Depuis la première Assemblée des Notables jusqu'à la paix de Presbourg;

PAR ANT. FANTIN-DESODOARDS.

CINQUIÈME ÉDITION,
REVUE ET CORRIGÉE PAR L'AUTEUR.

Posteris an aliqua cura nostri nescio, non certè meremur, ut sit aliqua..... studio. ..... labore..... reverentiâ posterum. PLIN. EPIST.

TOME SEPTIÈME.

DE L'IMPRIMERIE DES FRÈRES MAME, A ANGERS.

PARIS,

CHEZ { Belin, libraire, rue Saint-Jacques, n.° 41.
Calixte Volland, libraire, quai des Augustins, n.° 25.
Bossange, Masson et Besson, libraires, rue de Tournon.
Arthus-Bertrand, libraire, rue Haute-Feuille, n.° 23.
Belin, fils, libraire, quai des Augustins.

1807.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III"
NAPOLI

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Les conventionnels s'établissent corps électoral de la France, et nomment une partie des députés à la nouvelle législature.

La convention nationale avait terminé ses séances, pour les continuer sous un autre mode. Tous les corps électoraux forcés par la loi du 5 fructidor, de prendre dans l'ancien corps législatif les deux tiers des candidats portés à la nouvelle législature, ne voulant élire que des législateurs purs et sincères amis des hommes, de l'ordre et de la vertu, et dignes, par leurs qualités morales, de régé-

1795. An 4.

nérer la France, avaient concentré leurs choix
1795. sur les mêmes individus. Le résultat de cette combinaison ne composait le nouveau corps législatif que d'environ six cents députés, en y comptant deux cent cinquante individus choisis librement sur la généralité de tous les Français. Les jacobins en avaient été exclus de la manière la plus formelle.

Si cette tournure déconcertait les projets des anarchistes, qui avaient déterminé le mouvement de vendémiaire pour rester en place, elle augmentait en même tems les espérances des royalistes, qui avaient concouru à ce mouvement, parce que, d'un côté, plusieurs républicains énergiques, confondus avec les désorganisateurs, étaient éloignés des affaires; et de l'autre, ils se flattaient que dans le nouveau tiers plusieurs représentans préféreraient la constitution de 1791 à celle de l'an 3. Cet incident pouvait conduire à une nouvelle révolution.

Les journaux dans lesquels chaque parti plaidait sa cause, sans cependant que les orateurs se déclarassent ouvertement royalistes ou jacobins, développaient ces sentimens divers. Les uns tonnaient sans ménagement sur la conduite des conventionnels; ils traitaient les décrets des 5 et 13 fructidor d'attentat envers la souveraineté du peuple. Regardant la constitution comme violée dès sa naissance

par ceux même qui l'avaient rédigée, ils auguraient qu'elle ne serait pas mieux observée dans la suite, si les mêmes hommes maniaient le gouvernail de l'Etat. Leurs regards se tournaient avec inquiétude vers le nouveau tiers et vers les députés réélus par les corps électoraux. Ils s'attendaient que les premières opérations des uns et des autres seraient de réunir de nouveau les assemblées primaires pour compléter le corps législatif, sans s'arrêter aux lois du 5 et du 13 fructidor. An 4.

D'autres journaux présentaient ces lois des 5 et 13 fructidor comme la seule barrière capable de garantir la constitution nouvelle des atteintes des royalistes, dont l'objet était de l'étouffer dans son berceau. Les réflexions de leurs adversaires, leurs craintes simulées, leur constitutionnalité littérale et minutieuse voilaient, selon eux, une ruse dont les patriotes devaient se défier.

L'opinion humaine est un sanctuaire obscur et presque impénétrable. Comment ne pas se défier des entreprises secrètes que pouvaient tenter les ennemis de la révolution, malgré leurs démonstrations publiques, lorsqu'on faisait réflexion que le roi de Suède, *Gustave III*, protestait de son attachement inviolable pour le gouvernement républicain, dans le tems qu'il prenait les mesures les plus efficaces pour le renverser; et que, le 18 août 1772,

1795. la veille du jour qu'il s'investit du pouvoir souverain, il offrait sa tête dans le sénat de Stockholm, en garantie de son républicanisme.

Mais les précautions indiquées par ces journalistes, étaient évidemment excessives, se jetant dans *Sylla* pour éviter *Carybde* (1). Ils osaient publier que tout ce qui n'était pas jacobin en France, penchait pour le royalisme ouvertement ou en secret. Ils assuraient, en conséquence, que les conventionnels ne pouvaient abandonner l'administration de la république, sans que les rênes de l'Etat ne tombassent dans les mains des amis des nobles, des prêtres réfractaires, et peut-être des émigrés eux-mêmes, rentrés de toutes parts, et protégés presque ouvertement.

Pour éviter cet inconvénient, les conventionnels déploient sur-le-champ un nouveau pouvoir. Se mettant à la place des assemblées primaires, ils se constituent corps électoral de la France entière, et ne finissent leur session, que pour s'occuper de suite à compléter dans leur sein le nouveau corps législatif.

Le 4 brumaire, à deux heures et demie, *Génissieux*, président, ayant prononcé que la mission de la convention nationale était terminée, les députés s'étant réunis sous la présidence de *Rudel*, doyen d'âge, procèdent

(1) *Incidit in Syllam cupiens vitare Carybdim.* VIRG.

sur-le-champ à compléter les deux tiers des membres conventionnels qui, d'après les décrets du 5 et du 13 fructidor, devaient rester dans les deux conseils. Cette opération fut terminée le 5, à neuf heures du soir. Le nouveau corps législatif se forma aussitôt sous la présidence du doyen d'âge; l'archiviste donna lecture des procès-verbaux des élections. An 4.

A mesure que chaque député était appelé, il déclarait, conformément à un décret de la convention, du premier vendémiaire, son âge, s'il était garçon, marié ou veuf, et déposait dans une urne un billet contenant cette déclaration. Les secrétaires ayant fait les relevés des écrits déposés dans l'urne, on plaça dans un vase les noms des députés mariés ou veufs, et âgés de plus de quarante ans, parmi lesquels devait être formé le conseil des anciens ou des deux cent cinquante. On se sépara le 6, à quatre heures du matin; et l'assemblée générale s'étant formée de nouveau à deux heures après midi, on lut la liste des représentans désignés par le sort pour l'un et l'autre conseil. Les membres des cinq cents, escortés par un détachement de la force armée, se rendirent sur-le-champ à la salle du Manège, où la constituante avait tenu ses séances. Les anciens restèrent dans la salle des Tuileries, où la conventionnelle avait terminé les siennes. Les cinq cents furent transférés,

l'année suivante, dans une salle nouvelle, 1795. construite au palais Bourbon, connu dans la suite sous le nom de palais des cinq cents, et aujourd'hui sous celui de palais du corps législatif.

CHAPITRE II.

Constitution de l'an 3.

La constitution de l'an 3 ne portait aucune atteinte aux assemblées primaires exigées par la constitution de 1791, ni à tout ce qui concernait le pouvoir judiciaire.

Le corps législatif était composé d'un conseil des cinq cents et d'un conseil des anciens ou des deux cent cinquante, nommés par les électeurs choisis par les assemblées primaires de chaque département. Les deux conseils devaient être renouvelés chaque année par tiers. Ils étaient permanens. La proposition des lois appartenait exclusivement au conseil des cinq cents. Le conseil des anciens approuvait ou rejetait les résolutions prises au conseil des cinq cents. Les résolutions adoptées prenaient alors le nom de loi. Le conseil des anciens n'avait le droit de faire seul un décret, que lorsque des circonstances imprévues exigeaient

que la résidence du corps législatif fût brusquement changée. Le décret du conseil des anciens sur cet objet était irrévocable ; le jour même de ce décret, ni l'un ni l'autre conseil ne pouvaient plus délibérer dans la commune où ils avaient résidé jusqu'alors. Tel était le texte précis des articles 102, 103 et 104 de la constitution. Le conseil des anciens s'en servit le 18 brumaire an 8, pour transférer le corps législatif à Saint-Cloud où la constitution de l'an 3 fut abrogée. An 4.

Le pouvoir exécutif était délégué à un directoire de cinq membres, nommé par le corps législatif, faisant alors fonctions d'assemblée électorale au nom de la nation. Le conseil des cinq cents devait former, au scrutin secret, une liste décuple des membres du directoire à nommer, et l'envoyer au conseil des anciens, qui choisissait dans cette liste. Les membres du directoire devaient être âgés de quarante ans au moins ; ils ne pouvaient être pris que parmi les individus qui avaient été membres du corps législatif ou ministres ; un des directeurs devait être renouvelé chaque année.

Le directoire exécutif était tenu de faire sceller et publier les lois et les autres actes du corps législatif, dans les deux jours après leur réception. Le président du directoire avait la garde du sceau de la république. Le

1795. directoire veillait à la sûreté intérieure et extérieure de la république, faisait les proclamations convenables, disposait de la force armée, surveillait l'exécution des lois dans les administrations et les tribunaux, par des commissaires à sa nomination; nommait les ministres, et pouvait les révoquer à son gré; nommait le receveur des impositions directes de chaque département, les préposés en chef aux régies des contributions indirectes, à l'administration des domaines nationaux, et tous les fonctionnaires publics dans les colonies.

CHAPITRE III.

Nomination des cinq directeurs.

La nouvelle législature, divisée en conseil des cinq cents et en conseil des anciens, d'après le vœu de la constitution, commença ses travaux par la nomination des cinq directeurs chefs suprêmes du pouvoir exécutif. Ils furent choisis dans le sein de la convention nationale: c'étaient *Jean Rewbel*, avocat de Colmar, avant la révolution; *Antoine-François-Louis-Honoré Letourneur*, capitaine dans le corps du génie; *Louis-Marie Révellière-Lépeaux*,

garçon apothicaire d'Angers ; *Paul-François-Jean-Nicolas de Barras,* lieutenant au régiment de Pondicheri, devenu général de division pendant la révolution ; et *Lazarre-Marguerittè Carnot*, officier dans le corps du génie. An 4.

Les conventionnels qui n'avaient pu entrer dans la composition du nouveau corps législatif, occupèrent presque toutes les places importantes, et même celles de l'institut national créé par la constitution de l'an 3, pour recueillir les découvertes, perfectionner les arts et les sciences. La plupart des emplois d'une moindre valeur étaient confiés à des hommes qui avaient pris une part plus ou moins active aux excès dont la révolution fut accompagnée, et dans les factions sanguinaires qui ensanglantèrent la république.

Quand on se plaignait d'une disposition capable de perpétuer l'esprit révolutionnaire sous le régime constitutionnel, et détruire, à la longue, toutes les ressources de la France, il était répondu que, dans la situation délicate où se trouvait la république, pressée au-dehors par la coalition des puissances européennes, et au-dedans par des ennemis d'autant plus redoutables, que leurs attaques physiques et morales étaient combinées avec autant d'art que de secret, les considérations politiques s'anéantissaient devant la nécessité de ne confier le sort de la constitution qu'à

1795. des hommes placés, par leur conduite précédente, entre le succès et l'échafaud.

On n'aurait pu raisonnablement contester la vérité de ce principe, si un très-grand nombre de ces agens révolutionnaires n'avaient prouvé, par une opulence qui constrastait avec la médiocrité de leur fortune antérieure, que la cupidité seule dirigeait leurs prétendus sentimens patriotiques, et qu'ils n'avaient fait, aux nobles et aux prêtres, une guerre mortelle, que pour s'enrichir de leurs dépouilles.

Les hommes de cette trempe étaient étrangers, sans doute, aux mâles et austères vertus, sans lesquelles la liberté n'est qu'un vain nom. Le directoire dut en être convaincu, lorsque la découverte de la conspiration de *Babeuf*, dont je parlerai bientôt, lui apprit que les hommes de sang, auxquels il donnait sa confiance, étaient disposés à l'égorger lui-même pour prix de son aveuglement.

D'un côté, les royalistes sapaient par leurs écrits clandestins, par leurs propos et par leurs manœuvres, les bases du gouvernement républicain; de l'autre, les jacobins ne voulaient aucun gouvernement quelconque, mais seulement la continuation du bouleversement général, au sein duquel, depuis plusieurs années, ils se jouaient des fortunes particulières et de la fortune publique.

Au milieu d'eux, les sincères et loyaux amis

de leur pays, traités par les jacobins de royalistes, et par les royalistes de jacobins, étaient en butte à tous les traits. Ils marchaient sur le bord des précipices où les poussaient l'une et l'autre faction. Le gouvernement avait l'intérêt le plus pressant de les environner de toute la force publique, peut-être même en avait-il la volonté; mais, circonvenu lui-même par les ruses de l'intrigue, il prenait l'apparence pour la réalité, et se livrait presque sans défense dans les mains de ses ennemis. An 4.

J'avais remarqué, dans un de nos journaux, des réflexions assez judicieuses à ce sujet; je les transcrivis sur mon mémorial; elles présentent une peinture naïve de l'embarras dans lequel se trouvait le directoire, en choisissant les dépositaires de son autorité. Je crois devoir les insérer en note au bas de cette page. (1)

(1) Donnez-nous donc des commissaires du pouvoir exécutif qui réunissent la probité, les lumières et un patriotisme. Tel est le résumé de 7843 lettres, suppliques et pétitions, renfermées dans les bureaux du directoire.

Cela est aisé à demander, et nullement facile à donner, répondent les directeurs. Qui vient auprès de nous, avec qui correspondons-nous? Qui nous recommande-t-on?

Une foule de parasytes révolutionnaires assiègent nos bureaux, nos commis, nos personnes. Le bon citoyen reste chez lui, l'homme prévoyant nous craint. La besogne est difficile, les succès traînent après eux l'in-

1795. Parmi les cinq directeurs choisis par le corps législatif pour gouverner la république, *Carnot* seul était connu par ses talens. La nullité des quatre autres, parfaitement constatée, laissait douter si ceux qui les avaient élus, voulaient sincérement le maintien du régime constitutionnel, ou si leur arrière-pensée, en choisissant un directoire au-dessous des fonctions difficiles qui lui étaient confiées, n'était pas d'encombrer tellement les premiers pas de la constitution nouvelle, que les dangers où sa

---

gratitude; les revers sont vus comme des crimes. On punit ceux-ci de leur malheur, on calomnie les talens de ceux-là. Il n'y a que des enfans perdus qui osent s'élancer dans la carrière.

Choisissez ce brave républicain, nous dit-on; il déteste les chouans et les aristocrates. Son existence tient essentiellement à la révolution. Son patrimoine est composé de biens nationaux qu'il vient d'acquérir. Les meubles des émigrés remplissent son appartement; il a été, il est vrai, un peu pillard, un peu mangeur d'hommes, mais il vous est tout dévoué. C'est un homme d'un civisme énergique, vous pouvez le mettre aux épreuves que vous choisirez; il est également propre à tout. Nous le nommons à la place vacante.

Voilà pourquoi on se plaint en général que la composition de nos commissaires dans les départemens est vicieuse. Nous le sentons nous-mêmes. Au lieu de nous parler inutilement de la maladie, indiquez-nous le remède; car nous sommes las d'être persécutés pour nous, et haïs pour les autres.

vacillation entraînait la république, conduisissent à la traiter comme on avait traité la constitution de 1793, à suspendre son exécution, et à rappeler la convention nationale avec son régime révolutionnaire. An 4.

Les événemens que je rapporterai dans la suite, donnent beaucoup de poids à cette dernière assertion. Il exista, presque sans relâche, une guerre sourde entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; mais les choses prirent une direction à laquelle aucun des meneurs ne s'attendait. Les déviations perpétuelles du gouvernement, au lieu de ramener les conventionnels sur la scène, brisèrent leur ouvrage, et produisirent la révolution du dix-huit brumaire l'an huit.

Plusieurs des cinq directeurs s'étaient déclarés contre les jacobins dans des circonstances remarquables. La comparaison de leur conduite antérieure et de leur conduite subséquente, donne lieu de penser que ce ne fut par aucun sentiment d'estime ou de bienveillance, qu'ils se jetaient dans les bras des anarchistes. Ils obéissaient à la pusillanimité de leur caractère. Peut-être aussi que, dans la perplexité où les plaçait la fortune, lorsque, d'un côté, les fauteurs de l'ancien régime confondaient les amis de l'ordre et des mœurs, avec les anarchistes *éverseurs* de toute morale et de toute règle; et de l'autre, les jacobins

1795. traitaient de chouans tous les individus qui ne partageaient pas leur esprit de rapine et de meurtre : ils firent taire leurs affections particulières, pour s'entourer des hommes dont l'existence dépendait de la conservation du nouvel ordre de choses.

CHAPITRE IV.

Tableau de l'intérieur de la France pendant les premiers mois de l'an 4.

Des deux factions jacobines, celle des orléanistes paraissait la plus puissante pendant les premiers mois de la quatrième année de l'ère républicaine. On pensait même généralement qu'elle était sur le point d'étouffer la république, et de relever la constitution de 1791, en plaçant sur le trône un prince qui ne fût pas descendant de *Louis XV*. Mais bientôt la distinction de cordelier et de jacobin s'évanouit sans retour ; une nouvelle combinaison, inspirant de nouveaux sentimens, modifia d'une manière différente les affections révolutionnaires.

Quoique le papier-monnaie eût insensiblement perdu une partie considérable de sa valeur numérique, par la trop grande quantité d'assignats mis en circulation par le gouver-

nement, l'absolue dépréciation de ce signe d'échange date cependant des mois qui suivirent les événemens de vendémiaire. Ce fut le tems de la plus effroyable famine dans Paris. Les familles qui n'étaient pas salariées par la république, ou qui n'avaient pas partagé les horribles profits de l'agiotage, dévorant leurs larmes amères, attendaient en vain quelque soulagement dans la calamité dont elles étaient dévorées; les malheureux avaient usé jusqu'à l'espérance, ce baume réparateur, cette dernière consolation que l'indulgente nature nous conserve dans les angoisses de la vie. Combien de fois j'ai vu des mères de famille recueillir, pour nourrir leurs enfans, des débris d'herbes et de légumes rejetés au coin des rues, et dont les animaux auraient refusé de se nourrir! Scène de douleur dont le souvenir ne saurait s'effacer de mon ame! An 4.

La chûte des assignats, dont la masse effrayante montait à plus de cinquante milliards, fut accélérée dans une proportion si rapide, qu'au mois de ventose, une livre de pain fut payée cent livres (assignats); une livre de viande, trois cents livres; une paire de souliers, trois mille livres; une demi-corde de bois, vingt mille livres. Les assignats ne valaient plus les frais de leur fabrication. Il fut question de les remplacer par d'autres papiers; ils furent nommés *mandats territoriaux*. Mais

1795. la confiance n'existait plus. Les mandats territoriaux étaient décrédités avant de sortir des presses nationales.

Au milieu d'une subversion incalculable, réduisant aux dernières extrémités de la misère les propriétaires de maisons dans les grandes villes, les rentiers et presque tous les individus qui vivaient de leurs revenus, de quelque nature qu'ils fussent, et qui rendaient totalement nulles les ressources de la république; les fournisseurs des armées, les agioteurs, et en général tous les agens de la révolution, s'exemptaient de la loi commune. Ils étaient payés en papiers; mais, pour solder les plus minces objets, on leur distribuait des sommes si prodigieuses en assignats ou en mandats, que bientôt, ne trouvant plus de facilités pour les convertir contre des pièces d'or et d'argent emmagasinées par eux, ils prirent le parti de les employer en biens nationaux.

On ne parlait alors en France que par millions. Les prodiges opérés sous la régence, par le système de l'Ecossais *Jean Lass*, étaient peu de chose auprès de ceux qui s'opéraient sous nos yeux. Les possesseurs des assignats vous disaient que la république vendait à des prix exhorbitans, où l'on ne pouvait atteindre; mais ces prix prétendus exorbitans ne représentaient aucune valeur réelle. On se procurait

un joli presbytère, avec sa cour et son jardin, pour douze louis d'or, qui valurent jusqu'à deux cents quarante mille livres en assignats. Le château et le parc de Gaillon, appartenant auparavant aux archevêques de Rouen, estimés deux cent mille écus, furent vendus pour une somme de papier, laquelle, avec ses accessoires payés en argent, ne représentait pas trente mille livres; c'était à peine un pot-de-vin raisonnable pour un tel marché. An 4.

Presque tous les biens nationaux étaient vendus de cette manière. *Mirabeau* avait osé dire à la tribune de la constituante, qu'il s'agissait moins de vendre les biens nationaux que de les distribuer aux amis de la révolution; ce procédé avait son exécution presque littéralement. La plupart des héritages appartenant avant la révolution au roi, au clergé, aux émigrés, eurent bientôt de nouveaux propriétaires.

Ces riches et superbes aubaines furent la proie de tous les individus possesseurs de grandes sommes d'assignats; et comme les jacobins des deux factions partageaient presque exclusivement cet avantage, l'immense fortune territoriale qui en résultait pour eux, leur faisant oublier d'anciens démêlés dont les causes n'existaient plus, ramenait leurs soins réciproques vers la conservation de ces magnifiques héritages dont ils étaient devenus les

maîtres par une espèce d'enchantement. Il
1795. n'était plus question de jacobins chez les nouveaux riches. On passait même condamnation sur ces vastes scènes de brigandages, dont le souvenir effraiera nos neveux. Ceux qui couvraient les *Marat*, les *Robespierre*, les *Lebon*, les *Carrier*, de l'exécration méritée, n'éprouvaient aucune contradiction apparente.

Il s'était fait dans Paris une métamorphose générale; elle surpassait celles dont l'ingénieux *Ovide* nous a tracé la peinture.

Tandis que des hommes et des femmes qui avaient possédés cent mille écus de rente, demandaient l'aumône dans les places publiques, les sales et hideux jacobins, aux cheveux noirs et plats, aux yeux hagards et sanguinolens, aux propos insultans et féroces, à l'habillement crasseux et cynique; ces spoliateurs de la fortune publique, ces brise-scellés, ces fournisseurs de tribunaux révolutionnaires, ces voleurs, ces incendiaires, ces noyeurs, ces buveurs de sang, ces sans-culottes étaient transmués, par art de féeric, en autant de seigneurs maniérés, qu'on eût presque pris pour des petits-maîtres. Leurs dégoûtans haillons se remplaçaient par des ameublemens précieux; les greniers dans lesquels ils avaient caché leurs vols sous le voile d'une feinte indigence, se changeaient en magnifiques palais; et leurs gros bâtons noueux, en voitures élégantes. Un

palefrenier occupait l'hôtel qui avait appartenu à un duc et pair ; et un laquais, devenu entrepreneur des vivres, se trouvait à l'étroit dans l'habitation d'un prince. An 4.

La nouvelle jurisprudence concernant les mariages, convenable ou du moins sans inconvénient dans un pays où les mœurs domestiques, religieusement respectées, étaient un frein égal et quelquefois plus restreignant que celui des lois, ouvrait la porte à tous les excès d'une prostitution publique. Les nouveaux riches prenaient et quittaient leurs femmes comme une marchandise ordinaire livrée au commerce ; quelques-uns même donnaient ces mutations comme une marque de patriotisme. Les femmes ne pouvant plus compter sur la stabilité de leur état, jouissaient du présent sans songer à l'avenir ; joignant à l'ancienne liberté des femmes françaises l'ignorance absolue des convenances sociales qui les empêchaient d'en abuser, et les superfluités du luxe le plus déhonté, elles offraient le spectacle public de ce débordement de mœurs que la fabuleuse antiquité attribuait à quelques îles de la Grèce, consacrées à l'impudique *Vénus*.

Sous le règne de la montagne, on soutenait que les seuls jacobins étaient patriotes. Les choses avaient pris une tournure différente, depuis que ce patriotisme enrichissant leur avait procuré des terres, des châteaux et des

monceaux de métaux précieux. Abattant eux-
1795. mêmes l'échafaudage dont ils s'étaient servis pour élever leur fortune prodigieuse, chacun d'eux se défendait d'avoir *jacobinisé*; mais, en échange, ils vous assuraient tous qu'il ne fallait chercher les vrais amis du réginie républicain, que parmi les possesseurs de biens nationaux.

Ces assertions, répétées simultanément en mille endroits et de mille manières, auraient subjugué l'opinion publique, si l'abus fait de l'opulence par ces millionnaires, n'avait frappé les regards les moins attentifs. Au surplus, ces acquéreurs de biens nationaux, éveillés par l'intérêt, encombrant toutes les avenues du directoire exécutif, comme les fauteurs des anciens abus encombraient autrefois les avénues du trône, concouraient directement ou indirectement à la détermination du gouvernement dans le choix des agens qui partageaient sa confiance dans les départemens.

Non-seulement on traitait de chouans, de contre-révolutionnaires, les observateurs indirects qui jetaient quelques doutes sur la légitimité de certaines acquisitions particulières ou communales, faites sous le nom de biens nationaux, mais on donnait hautement ce nom aux républicains les plus reconnus, lorsque, jetant les yeux sur la fortune publique et sur la récompense des défenseurs

de la patrie, dont les biens nationaux étaient le gage précieux, examinant les acquisitions en elles-mêmes et sans prétendre les annuller en aucun cas, ils rapportaient en valeurs monétaires les sommes de papier qui en avaient été le prix idéal, et s'étonnaient que des hommes qui à peine avaient donné un léger à-compte sur des propriétés dont l'emploi exact et rigoureux étayait seul la prospérité de la république, se conduisant en dévastateurs plutôt qu'en propriétaires, coupaient les bois de haute futaye, abattaient les maisons, détruisaient les clôtures, vendaient les bestiaux, et se procuraient, par ces inconcevables excès, les moyens de se livrer à des prodigalités scandaleuses. An 4.

La crainte de cet examen put entrer pour quelque chose dans les efforts que nous avons vu faire pendant les années V et VI pour maintenir exclusivement, à la tête des affaires, ceux qui, étant eux-mêmes acquéreurs de biens nationaux, avaient intérêt qu'une clarté importune ne vînt troubler leurs douces jouissances. Connaissant parfaitement le principe machiavéliste de rendre odieux son ennemi, les soumissionnaires de biens nationaux accusaient de vouloir ravir leurs possessions, les citoyens qui observaient combien il importait au sort de l'Etat, que ces héritages fussent payés leur vraie valeur, sans faire

1795. attention que, par ces remarques, les observateurs voulaient au contraire assurer leur propriété, puisqu'un acquéreur n'est vraiment le maître de la chose par lui acquise, que quand il en a payé le prix. On voulait en même tems assurer le paiement des récompenses promises aux défenseurs de la patrie, et qu'ils avaient bien méritées.

J'ai déjà observé qu'une des principales causes de la réaction du Midi fut cette foif de biens nationaux succédant chez les jacobins à la soif du sang. Ceux qui, en vertu de la loi du 22 germinal, étaient expulsés des biens qu'on jugeait avoir été mal acquis par eux, publiaient que les juges, vendus au royalisme et aux émigrés, condamnaient les acquéreurs de biens nationaux pour faire crouler la république, et, par le même motif, renvoyaient absous les sicaires royaux, les compagnons de Jésus et du Soleil.

CHAPITRE V.

Procès de Lemaître. Conspiration royaliste.

La découverte faite vers le tems des événemens de vendémiaire, de quelques agens secrets, entretenus dans Paris par les puissances coalisées et les émigrés, augmentait encore

l'inquiétude publique. On avait découvert dans Paris des espions royalistes ; les jacobins en concluaient que tout Paris était entaché de royalisme ; que les assemblées primaires n'avaient confié les fonctions électorales qu'à des fauteurs de la royauté, et que tous les députés nommés par ces électeurs, devaient être considérés comme des contre-révolutionnaires. Une correspondance assez étendue, trouvée chez *Lemaître*, ancien secrétaire du roi, un de ces agens secrets, fut imprimée. Je place dans une note le rapport fait à ce sujet par *Isabeau*, dans la séance de la convention du 25 vendémiaire (1) ; elle ne prouve pas que

An 4.

(1) *Lemaître*, ancien secrétaire du roi, ci-devant noble, demeurait rue Sainte Croix de la Bretonnerie ; un grand nombre de lettres composent sa correspondance. Elles sont presque toutes timbrées *Huningue*. Dans ces lettres, le prince de *Condé* est désigné par 77, *d'Artois* par 29, *Monsieur* par 49, etc.

Juillet et août 1795. On est bien embarrassé de *Puysaie* à Londres ; *Saint-Maurice*, parent de *Calonne*, est nommé intendant de l'armée catholique. Il est parti avec huit millions de faux assignats et d'autres drogues. 77 est bien l'être le plus maussade qui existe. Les Anglais sont bien déterminés à recommencer, si la première tentative ne réussit pas. Il faut nous procurer les papiers relatifs à la cérémonie du sacre. *Nantouillet* veut les avoir. Tâchez au moins d'avoir les livres du sacre de *Louis XIV*, de *Louis XV* et de *Louis XVI*. *L'abbé Maury* pense qu'il faut bientôt terminer.

Enfin on s'est embarqué. 29 est à bord de l'Asia, de

1795. les émigrés et les puissances coalisées jouassent un grand rôle dans les assemblées primaires

64 canons; voilà nos argonautes qui vont à la conquête de la toison d'or. Les entretiens roulent ici sur Quiberon. On croit au masque de Berlin, je n'y crois pas. L'oncle de *Frédéric* est rentré dans son taudis; il ne se tirera jamais de la boue dont il est couvert. L'Espagne a donc traité! Si *Charles III* ressuscitait, comme il rougirait de la paix de son fils? Les affaires vont mal; il ne fallait pas faire le *Henri IV* et le *Louis XII* avant le tems, il fallait cajoler 77.

La couronne ensanglantée qui tombe sur ma tête, écrit *Monsieur* au duc d'*Angoulême*, doit être pour vous l'occasion des plus sérieuses réflexions. Le fils de 77 se conduit à merveille; c'est la valeur et la loyauté même.

Les Anglais viennent d'enlever cinq millions d'écus, envoyés à Gênes par la convention, pour achats de grains... Il est question de l'échange de *Madame Royale* contre ces coquins de députés; il est bien à désirer que cet échange ne s'effectue pas.

Huningue, 17 *août*. Me voilà de retour de Vienne où j'ai eu une conférence avec l'ambassadeur anglais. L'Angleterre donne de l'argent tant qu'on veut, pour augmenter l'armée de 77. *Merlin* de *Thionville*, *Rewbel* et *Rivaut* sont venus dîner dimanche chez *Barthélemy*; ils étalaient un luxe asiatique.

Huningue 19 *août*. *Wurmser* arrive; on craint que les Lyonnais et les montagnes n'éclatent avant le tems. On fait tout ce qu'on peut pour les retenir. Nous devons entrer sous un mois, probablement par le Porentruy. Alors, la grande armée passerait le Rhin, et nous agirions dans la Franche-Comté, avec le corps de dix-huit mille hommes, commandé par *Wurmser*, pourvu

de Paris, puisqu'à cette époque ceux qui écrivaient à *Lemaître*, lui demandaient en quel AN 4.

toutefois que les Autrichiens ne nous laissent pas seuls, en nous disant : vous y voilà, tirez-vous en.

Huningue, 22 *août*. *Puysaie* n'est qu'un intrigant, il faut espérer que l'affaire de Quiberon aura fait ouvrir les yeux sur son compte. *Vienne* retient tout aujourd'hui par sa ténacité. Son système m'épouvante. On ne sait plus où donner de la tête ici. Le territoire bâlois va être violé par une armée de soixante mille hommes, qui est à ses portes. En attendant, arrivent à Basle les ouvertures de paix de tous les petits princes d'Allemagne. *Barthélemy* est malade ; il avait été proposé de lui faire remettre une note, pour lui ordonner, au nom du roi, de quitter son ambassade, et de remettre les papiers, ce qui eût procuré des renseignemens précieux ; mais on n'a pas répondu, parce qu'on ne répond jamais. Il serait nécessaire d'établir à Paris une correspondance avec Charette.

Le ciel et la terre sont sourds à ma voix, rien ne marche que le tems et notre ruine totale. Il n'y a d'énergie que dans la Vendée. Je vois avec plaisir *Madame Royale* sortir des fers, mais je ne la vois pas avec plaisir dans les mains des Autrichiens. J'aimerais mieux la voir dans celles de *Charette* : ce serait-là sa vraie place. L'expédition de la flotte de *d'Artois* n'est que de quatre mille hommes. Jamais l'Empereur n'a eu une si belle armée. *Wurmser* commande quatre-vingt mille hommes d'élite. Il menace de passer le Rhin, mais il n'en fera que le semblant. *Clairfayt* reste sur la défensive. Le recrutement de l'armée de *Condé* n'est pas fort. *Dewins* ne fait plus rien en Italie ; le roi Sarde est traité fort lestement. *Cateau* a les jambes enflées, elle ne marche presque plus. Le corps anglais à cocardes blanches va

sens allaient les élections, et l'engageaient à
1795. sonder *Laharpe*, *Richer-Sérisy* et *Lacretelle*,

à l'armée de *Condé*; cela ne la renforcera pas beaucoup. Tout le monde est officier, personne n'est soldat: Vienne et Londres ne s'entendent pas trop.

8 *septembre*. Les chansons étant ce qui convient le mieux au peuple français, nous en avons établi une fabrique. En voilà un prospectus, vous le ferez réimprimer, cela sera un peu plus gai. La Vendée! La Vendée! c'est notre refrein.

10 *septembre*. C'est la chûte des deux tiers qui peut nous sauver, si les constitutionnels ne prennent pas le timon des affaires; il ne faut pas s'en rapporter à Vienne, qui nous joue. Ce n'est qu'en donnant une grande consistance à *Monsieur*, par *Charette*, qu'on réussira..... Londres et Vienne s'observent. On ne sait que penser, c'est un bois. L'Empereur n'a pas voulu qu'on répandît de son côté la déclaration du roi. Si Paris voulait aller, que ces gens fourbes et atroces seraient trompés! Ils le craignent. Faites faire explosion, crier vive le roi, vous aurez mérité de la patrie les honneurs de la séance, l'accolade.... Ce que je propose est peut-être plus facile en spéculation qu'en réalité... Nous n'avons d'espoir que dans les troubles intérieurs; *Charette* est l'horreur de la convention. Les Lyonnais disent avec raison qu'ils sont malheureux par les efforts des hommes qui veulent tout faire, et ne savent rien faire.

Je ne conseille pas au roi d'accepter la place de maire perpétuel de Paris; j'aimerais mieux le voir entre les mains des patriotes, que dans celles des puissances qui n'ont ni foi ni loi. Le triomphe des constitutionnels n'a pas été long, il n'y a eu qu'un cri contre eux.

Basle, 30 *fructidor*. Le peuple de ce pays est tout

pour savoir si on pouvait se confier à eux, et leur faire écrire de Vérone, où le préten- AN 4.

jacobin; il tue les soldats et les gentilshommes à coups de fusils. Il y a deux partis à Vienne; l'un veut la paix, l'autre veut la guerre. Ah ! si on voulait sérieusement la guerre ! si les sections de Paris sentaient qu'elles peuvent devenir le point d'union de la France entière, elles conserveraient leur attitude résolne. Si elles ont voulu tout détruire, elles penvent tout ramener. Alors, l'Autriche restera avec un pied de nez. Il dépend encore de l'Angleterre de déjouer Vienne. A vos sections, à *Charette* appartient de réparer tous vos maux. Il faut un coup d'éclat. Plus de convention, cela tient à un brouhaha de Paris; sans cela, plus d'espoir.

Dans une autre lettre, on lit : Vérone est une bonne position pour joindre *Charette*; rien n'empêche d'y arriver : au lieu que, d'un autre côté, l'empereur peut barrer le chemin. Paris tient bon, voilà l'essentiel. Tout ira, s'il ne mollit pas. Je ne vois pas ce que disent les journalistes qui prétendent que déjà on lâche le pied, qu'on ne va plus aux sections.

Dans une autre lettre, signée *Magny*, on lit : On ne pouvait s'attendre qu'à ce qui est arrivé; tout est trop décousu dans cette grande ville, pour opérer un ensemble convenable. Elle est trop grande de moitié pour toutes sortes de raisons. *Raffet* est parti hier pour se rendre auprès de vous. Je n'ai de nouvelles ni de *Dreux* ni de *Chartres*.

Dans une autre lettre, datée de Huningue, il est dit : Tout s'annonce pour l'avantage des sections. Quelle force n'auront-elles pas, aidées de la coalition et de l'opinion des départemens? Quelqu'un, qui arrive de Paris, dit qu'il y a bien des partis; qu'il y en a un

dant s'était réfugié, depuis que le voisinage
1795. des armées républicaines et la neutralité du Nord de l'Allemagne l'éloignaient de la Westphalie.

Le procès de *Lemaître* et de ses complices avait été renvoyé devant le conseil militaire séant dans le local où s'assemblait la section Lepelletier. Ce conseil était une des trois commissions créées par la convention nationale, pour juger les auteurs de la conspiration de vendémiaire.

Pendant le cours des débats, fut produite une nouvelle pièce de correspondance, qui semblait, au premier abord, compromettre le député *Cambacérès*. C'était une lettre datée de Zug, le 10 octobre 1795, et qui était attribuée à *d'Antraigues*. On y lisait : « Je ne crois pas que le roi puisse, par un acte public, par-

---

pour le duc de *Chartres*, mais que la masse est composée de républicains. Les principaux chefs sont *Laharpe*, la *Cretelle* et *Serisy*; mais ces hommes ne sont pas républicains, comment peuvent-ils mener ceux qui le sont ? Si on était sûr de ces trois personnages, ne serait-il pas aisé de les faire servir 49 ? Basle pourrait être le lieu du rapprochement; un mot du roi pourrait être donné. L'Empereur a écrit à la diète de Ratisbonne, pour demander comment serait puni le *Landgrave* de *Hesse-Cassel*, pour avoir fait sa paix particulière avec la France ? Cela est honteux, lorsque lui-même abandonne l'Empire d'une manière aussi absolue.

donner aux juges qui ont voté la mort de *Louis XVI*; mais le roi regarde comme une chose différente le pardon accordé à ceux qui, ayant commis ce crime, rendraient de si grands services, que ce serait à leurs actions que serait dû le rétablissement de la monarchie. Je ne suis nullement étonné que *Cambacérès* soit du nombre de ceux qui voudraient le rétablissement de la royauté. C'est un homme de beaucoup d'esprit; et si quelque chose m'a étonné en lui, ç'a été de le voir s'asservir à obéir à des gens qu'en tout autre tems que celui où les passions aveuglent, il eût commandés. Mais en même tems que le roi desire que vous écoutiez les propositions qui peuvent vous être faites, sa majesté croit qu'il ne doit pas échapper à votre sagacité que ces négociations peuvent avoir pour objet de faire languir les efforts qu'on va faire. Le roi a recommandé à Monsieur de n'entendre à aucune négociation; la conduite de *Tallien* à Quiberon, a prouvé quelle foi on pouvait leur accorder. Ainsi l'effet de toute négociation ne sera jamais de ralentir un seul moment ce qui se passe dans la Vendée. Le roi l'enjoint expressément et impérieusement. » An 4.

Il n'était pas difficile à *Cambacérès* de repousser cette imputation. Si on l'avait admise, il eût dépendu de tous les ennemis de la révolution de feindre des correspondances avec les

1795. amis de la liberté, non-seulement pour leur ravir la confiance du peuple, mais pour les perdre entiérement. Cette lettre a les rapports les plus intimes avec la conspiration de *Brottier* et de *Lavilleurnoy*, dont je parlerai dans la suite. *Lemaître* et quelques-uns de ses complices furent condamnés à la peine de mort, par sentence du 18 brumaire. Quelques autres, sur le compte desquels les preuves n'étaient pas claires, furent acquittés (1).

(1) Le conseil militaire, après avoir pris la communication des pièces, et avoir entendu les témoins, tant à charge qu'à décharge, a trouvé *Pierre-Jacques Lemaître* convaincu d'être le principal agent de la conspiration qui a existé, en entretenant des correspondances en pays étrangers, avec les émigrés et les ennemis de la république, tendant à rétablir la royauté et renverser le gouvernement républicain; laquelle correspondance prouve qu'il a cherché à seconder les mouvemens rebelles des sections, en entretenant dans l'intérieur, et principalement à Magny, une correspondance tendant à fomenter la rebellion à Dreux, Orléans et Rouen, d'y avoir répandu des écrits contre-révolutionnaires, et en les colportant chez différens libraires;

Charles Perrin, convaincu d'être l'agent passif de *Lemaître*, tant en recevant des lettres pour lui, qu'en lui procurant des prête-noms pour recevoir celles qui lui venaient de l'étranger, lesquelles étaient écrites en encre sympathique; en répandant des écrits contre-révolutionnaires, et en les colportant chez différens libraires;

Antoine Huquet, dit *Desforges*, atteint et convaincu

An 4.

CHAPITRE VI.

Evénemens militaires en Allemagne et en Italie. Bataille de Loano.

JOURDAN et *Pichegru*, après avoir achevé de chasser les Allemands et les Anglais de la Belgique et de la Hollande, pénétraient, à la droite du Rhin, dans le cœur de l'Allemagne.

---

d'être complice de *Lemaître*, par les liaisons et entrevues qu'il a eues avec lui, en recevant en présent une paire de pistolets, et en ne révélant pas les desseins suspects de *Lemaître*;

Théodore André, atteint et convaincu de la même complicité, en ne révélant pas les desseins suspects de *Lemaître*, qui étaient plus que démontrés dans les différentes entrevues qu'il a eues avec lui;

Jacques-François Brière, atteint et convaincu d'être l'agent direct dudit *Lemaître*, ce qui est prouvé par la correspondance qu'il a entretenue de Magny, laquelle correspondance est écrite en encre sympathique, et dans les interlignes d'un texte insignifiant écrit en encre noire, tendant à provoquer des mouvemens de rebellion à Dreux, Orléans et Rouen, en indiquant dans la seconde de ces villes une adresse pour y faire passer les écrits contre-révolutionnaires;

Nicolas-Laurent Favier, atteint et convaincu d'être complice de *Lemaître*, à la conspiration duquel il n'a pas pris une part très-active et suivie;

1795. En vain le général *Wurmser*, annonçant clairement le projet formé par les puissances coalisées de démembrer la France, avait répandu en Alsace une proclamation impériale, dans laquelle il engageait les habitans de l'Alsace, de la Lorraine et des Trois-Evêchés à rentrer sous la domination de la maison d'Autriche; chassé, par les républicains, de toutes les positions occupées par lui à la gauche du Rhin, le seul résultat de son expédition infructueuse fut de convaincre les émigrés que ces princes

---

Jean Langevin, atteint et convaincu d'être propagateur d'écrits incendiaires, d'avoir correspondu avec des émigrés et des prêtres fanatiques, ce qui est prouvé, tant par les écrits trouvés chez lui, que par les notes écrites de sa main;

Le nommé *Ratel*, absent, prêtre et ci-devant secrétaire de la municipalité de Mantes, convaincu d'être auteur d'un des mouvemens qui ont eu lieu à Dreux, et d'être complice de *Lemaître*:

Pour réparation des délits exposés, le conseil militaire a condamné *Pierre-Jacques Lemaître* à la peine de mort; *Jacques Perrin* à deux ans de détention; *Antoine Huguet* dit *Desforges*, à une année de détention: *Théodore André* à six mois de détention; *Jacques-François Briere* à six années de détention; *Jean Langevin* et le nommé *Ratel*, absent, à la peine de déportation; *Nicolas-Laurent Favier* à six mois de détention.

François Supery, *André-Charles Brottier* et *Jean-Denis* de la *Riberette*, n'ayant aucunes charges contre eux, dans le cours de la procédure, sont acquittés, et seront remis sur-le-champ en liberté.

paraissant armés en faveur de la maison royale et de la noblesse de France, ne songeaient réellement qu'à leurs avantages particuliers. An 4.

Les Impériaux conservaient à la gauche du Rhin, la seule ville de Mayence, étroitement bloquée; mais en échange, les Français s'étaient rendus maîtres, à la droite de ce fleuve, de la forteresse de Dusseldorf et de la ville de Manheim. Ils envahissaient tout le Brisgaw, tandis qu'en Italie, le général *Schérer*, par deux victoires remportées sur les troupes autrichiennes et sardes dans les gorges de la rivière du Ponent, préludait aux superbes campagnes de *Bonaparte*.

Depuis que *Schérer* commandait l'armée d'Italie, les Français préparaient une campagne d'hiver; elle pouvait être décisive. La conclusion de la paix avec l'Espagne conduisait, dans les Apennis, les soldats victorieux qui avaient franchi les Pyrénées. *Kellermann* était maître de toutes les sommités des Alpes, depuis les bords du lac de Genève, jusqu'au comté de Nice.

Les Français et les Autrichiens se fortifiaient respectivement; les premiers, à Borgheto et à Albenga; les seconds, à Dego. Le général *Dewins* étendait ses redoutes sur le mont Balin, qui domine Savone et Vado, soit que dès-lors il calculait la nécessité d'une retraite, ou que son projet fût seulement

d'empêcher les Français d'intercepter les
1795. secours tirés par son armée d'Alexandrie et de Tortone.

La république de Gênes, placée malgré elle au milieu du théâtre de la guerre, prenait vainement toutes les précautions imaginables pour se ménager entre trois puissances qui l'enveloppaient par mer et par terre, et dont chacune pouvait à chaque instant l'écraser.

Villars était arrivé à Gênes, le 14 vendémiaire, pour remplacer, en qualité de ministre de la république française, *Tilly*, accusé de n'avoir pas pris tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour appaiser les mécontentemens nés parmi les Génois des opérations auxquelles les détails de la guerre conduisaient les Français. Le nouveau ministre fut chargé de prévenir le sénat, que le gouvernement français avait ordonné aux généraux employés sur la frontière, de réparer les dommages qui pouvaient avoir été commis sur le territoire génois, de restituer aux propriétaires les terres qui pouvaient leur avoir été enlevées, et de ne prendre désormais aucune part à l'administration du pays; et que le général *Buonaroti*, commandant à Loano, serait puni pour avoir osé confisquer le fief du marquis *Palestrino*, piller son château, et lui écrire en termes injurieux. *Villars* remit en

même tems un arrêté du gouvernement français, décidant que les bâtimens neutres pourraient entrer dans les ports de France et en sortir librement, sans être contraints d'y vendre les marchandises dont leur cargaison était composée. An 4.

Les violences et les vexations de tout genre, exercées dans les ports de Provence envers les navigateurs génois, les avaient entiérement éloignés de ces parages. Cet acte de justice diminua ces impressions défavorables. Les grains emmagasinés à Gênes, parvinrent dans les ports de France, et diminuèrent la famine qui s'y faisait sentir. Mais, dès-lors, les ministres des puissances coalisées qui résidaient à Gênes, prirent à leur tour une attitude menaçante.

Le roi de Sardaigne avait envoyé à Gênes un ministre extraordinaire, chargé de menacer les Génois du ressentiment de son maître. Un secrétaire d'Etat fut chargé de lui répondre par la voie de l'impression; il lui rappelait les procédés de la cour de Turin, en beaucoup de circonstances; le refus par elle fait de ratifier des traités conclus en 1791, l'occupation violente d'une partie du territoire Génois, la dévastation de plusieurs villages, la protection long-tems accordée aux corsaires d'Oneglia et de Loano contre les bâtimens de la république, l'inutilité des démarches

faites par le sénat pour obtenir des réparations convenables, et plusieurs autres sujets de plaintes que la république génoise avait contre le gouvernement sarde.

1795.

Mais il n'était pas aussi aisé d'écarter les menaces faites par les Autrichiens et les Anglais.

La flotte anglaise de la Méditerranée, après avoir acheté des munitions de toute espèce dans la rade de Livourne, croisait dans le golfe de Gênes. Elle était composée de vingt-un vaisseaux de ligne et deux vaisseaux napolitains, et de quatre frégates. L'armée navale française, ne pouvant se mesurer avec des forces aussi considérables, se renfermait dans le port de Toulon. Cependant, une escadre sortit de ce port, sous le commandement de l'amiral *Richery*; elle était composée de la Victoire, de quatre-vingts canons, du Jupiter, du Barras, du Werwic, du Duquesne, de la Révolution, de soixante-quatorze, et des frégates la Félicité, l'Embuscade et la Friponne; le but de cette expédition était ignoré. On pensait qu'elle regardait les Indes Orientales.

L'amiral *Hotham* avait quitté le commandement de la flotte anglaise, le 18 brumaire. Le vice-amiral *Parker*, son successeur, menaçait les Génois de bombarder leur ville, s'ils continuaient à favoriser les Français.

En même tems, le général *Dewins* publiait une proclamation dans laquelle il déclarait que, par suite du traité conclu entre la France et l'Espagne, tous les bâtimens chargés de grains, de comestibles et de munitions de guerre, seraient arrêtés par les Impériaux, et considérés comme de bonne prise. An 4.

L'envoyé d'Espagne auprès de la république de Gênes, fit remettre une note dans laquelle il démandait au ministre impérial si le général *Dewins* insistait sur le projet d'intercepter tout chargement parti de Gênes pour l'Espagne, bien qu'il fût muni de papiers et de témoignages dans la forme ordinaire, pour prouver sa destination ; et dans le cas où son intention serait différente, quels documens, formalités et légalisations seraient nécessaires pour faire cesser toute espèce de doute aux yeux du général *Dewins*, et lui donner l'assurance que le chargement était de fait pour l'Espagne, et non pour autre pays. Il insistait encore pour savoir si l'ordre notifié par le général *Dewins* s'entendait seulement par rapport aux bâtimens génois ou à ceux qui portaient pavillon espagnol, et si cet ordre s'entendait seulement pour ceux qui faisaient voile pour le compte et aux risques des Génois, ou s'il s'étendait à ceux qui naviguaient pour le compte des Espagnols.

Le général *Dewins* répondit que ces pro-

1795. hibitions regardaient les vivres et les munitions de guerre, attendu que les vivres voiturés le long des côtes de France étaient exposés, par suite de leur rareté dans ce pays, à être arrêtés de vive force, et que la mauvaise foi des négocians ôtait toute créance aux lettres, papiers ou documens auxquels on pouvait s'en rapporter. Il ajouta qu'il regardait du même œil les bâtimens de toutes les nations qui n'étaient pas alliées avec l'Empereur, et que le ministre britannique *Drake* avait positivement assuré que l'Espagne n'avait aucun besoin de vivres.

Au milieu de cette guerre de plume, la famine commençait à se faire sentir dans l'armée d'Italie. Il fut tenu, le 5 brumaire, dans Albenga, un grand conseil de guerre, dans lequel les généraux résolurent d'attaquer les impériaux dans toute leur ligne, et de les chasser du territoire génois. Les maladies avaient emporté beaucoup de monde aux Autrichiens depuis qu'ils avaient pénétré sur les bords de la Méditerranée. Les dispositions de l'attaque furent faites sur-le-champ. Elle fut précédée de plusieurs combats partiels, dans l'un desquels, livré le 26 brumaire, les généraux de division *Augereau* et *Chastel* chassèrent les Autrichiens de la position de Campo di Pietri, et leur firent cinq cents prisonniers. Le deux frimaire, l'armée autrichienne fut at-

taquée dans la vallée de Loano. La bataille dura depuis six heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, que les Autrichiens firent leur retraite sur Garesio, après avoir perdu huit mille hommes tués ou faits prisonniers. Les Autrichiens furent attaqués de nouveau le lendemain à la pointe du jour; rompus de nouveau, ils fuyaient du côté de Savone. Dans sa détresse, *Devins* fit sommer le sénat de Gênes de lui remettre la forteresse de Savone; et, le sénat de Gênes ayant refusé de livrer cette place, les Autrichiens se virent forcés de repasser le col de la Bochetta, pour se retirer du côté d'Acqui. Les Français s'emparèrent de la Pietra, de Loano, de Finale, de Vado et des magasins immenses rassemblés par les Autrichiens dans Savone. An 4.

Cette victoire aurait ouvert aux Français les barrières de l'Apennin, si les excès auxquels se livrèrent les vainqueurs au sein de leurs triomphes, n'avaient arrêté les opérations militaires. Le désordre devint si excessif, que le général *Schérer* fut obligé de faire publier, le 30 frimaire, dans tous les cantonnemens occupés par son armée, la proclamation suivante: « Soldats, vous avez vaincu les ennemis; j'aurai soin de faire connaître à la France entière les belles actions qui vous ont distingués. Mais, après avoir triomphé pour la liberté, plusieurs d'entre vous se sont dés-

1795. honorés par des vols, par des incendies, par une conduite brutale envers les femmes; votre aveugle fureur s'est portée à des excès affreux, jusque dans le pays des Génois, qui ont constamment refusé de se coaliser avec vos ennemis.

» Je vous avertis, pour la dernière fois, de mettre fin à des procédés qui flétrissent la réputation de l'armée d'Italie. Vous connaissez les lois qui punissent de mort les excès auxquels vous vous livrez. Vous seriez sans excuse même dans les limites d'un pays conquis, puisque vous n'avez pris les armes que pour exterminer les tyrans armés contre votre patrie, et non contre les malheureux et pacifiques colons.

» Je vous préviens que je punirai ces crimes selon toute la rigueur des lois. Je sais que, parmi vos chefs, il y a des hommes assez vils pour protéger une semblable inconduite, mais leur punition effraiera ceux qui voudraient les imiter. Je rends responsables les commandans des compagnies, les chefs des bataillons, les généraux des brigades et des divisions, de toutes les malversations qui auront lieu dans la suite. La moindre négligence à cet égard sera punie exemplairement. »

L'expérience a prouvé constamment qu'une armée sans discipline non-seulement est un fléau redoutable pour les pays qu'elle par-

court, mais que ses succès les plus brillans ne sauraient avoir de suites durables. L'empereur envoya, pendant l'hiver, vingt-cinq mille hommes qui se fortifièrent sur les revers des Apennins. La cour de Turin fit passer un renfort de six mille hommes au général *Colli* qui commandait les Sardes. La rigueur de la saison s'opposait à toute entreprise ultérieure de la part des armées ennemies, séparées par des masses énormes, couvertes de plusieurs pieds de neige. An 4.

Le roi de Sardaigne, dont les Etats étaient sur le point d'être envahis, avait demandé au gouvernement britannique de porter le subside qu'on lui donnait, à quatre cent mille livres sterlings, au lieu de deux cent mille. Le refus éprouvé par lui, engageait la cour piémontaise de saisir avec empressement la première occasion qui se présenterait de faire la paix avec la France. La guerre avait toujours été désapprouvée par une partie des membres du conseil de Turin, et sur-tout par le prince de Piémont. Il semblait apercevoir l'abyme profond dans lequel la mauvaise politique de son père le poussait.

1796.

CHAPITRE VII.

Armistice sur les bords du Rhin. Cause de cet événement.

Dans ces circonstances, un armistice, publié le 11 pluviose, entre les troupes françaises et impériales cantonnées le long du Rhin, laissait espérer qu'une heureuse paix allait fermer la vaste scène de carnage dont les horreurs désolaient depuis quatre ans les plus belles contrées de l'Europe. J'ai vu ce doux espoir consoler les amis de l'humanité. Ils l'embrassaient encore, lorsque des réflexions désolantes en démontraient l'illusion. En effet, dès qu'il fut certain que cette suspension d'armes ne s'étendait pas sur les mouvemens des forces navales, on ne put douter que cette trève partielle n'avait d'autre but que des convenances locales. Chaque parti suspendait les boucheries humaines pendant la rude saison des frimats, pour se préparer à les recommencer avec avantage, lorsque le printems ranimerait la nature.

L'armistice ne s'étendit pas même aux armées d'Italie. La rigueur de la saison nécessita une cessation de combats; mais il n'y eut à cet égard aucune convention.

C'étaient les traités faits par le gouvernement français avec les rois d'Espagne et de Prusse, qui déterminaient la cour de Vienne à cette cessation d'hostilités. Cet événement inattendu avait jeté le conseil impérial dans une perplexité cruelle. En vain la cour de Londres fournissait aux Autrichiens les subsides les plus abondans, ils ne pouvaient que difficilement remplacer cinquante mille Espagnols et cent vingt mille Prussiens, qui avaient posé les armes. L'empereur, contraint par la nécessité, dépeuplait ses états par les prodigieuses levées d'hommes faites avec l'argent de l'Angleterre. Toutes les garnisons de l'intérieur de ses provinces, celles de la Bohême, et même celles qui bordaient la Hongrie vers les frontières ottomanes, s'avançaient rapidement vers le Rhin. An 4.

Les généraux autrichiens, avec ces forces, reprirent Manheim, et, franchissant la barrière du Rhin, forcèrent les Français à lever le siège de Mayence; mais, dans cette pénible retraite, *Pichegru* développa des talens supérieurs, et acquit, au sein des revers, une gloire indépendante des événemens, et inaccessible aux atteintes de l'envie. Les Allemands furent arrêtés par l'habileté des positions que savait prendre le général français sur un terrain qui devenait de plus en plus défavorable,

jusqu'à ce que l'armée eût atteint les lignes
1796. de la Queich.

Ces savantes manœuvres étaient secondées par celles du général *Jourdan*, qui, se portant entre le Rhin et la Mozelle, couvrit Trèves et Luxembourg. Jamais, peut-être, plus de courage n'honora le soldat français. Bientôt le concours des deux généraux, les attaques vigoureuses de *Jourdan* sur la Nahe, les divers combats de *Pichegru* en avant des lignes de la Queich et sur le flanc gauche, pour seconder les opérations de l'armée de Sambre et Meuse, neutralisèrent les forces impériales sur un théâtre où l'ennemi pouvait croire qu'il ne lui restait qu'à déterminer la direction de ses marches vers le centre de la France.

On ne faisait, à Vienne, les récits les plus pompeux de l'expédition autrichienne à la gauche du Rhin, que pour inspirer aux peuples une confiance que ne partageait pas le gouvernement. La Hongrie, dévastée et dépeuplée par la guerre qu'avait soutenue contre les Ottomans la maison d'Autriche, avant d'entrer dans la coalition contre la France, demandait un long repos pour se rétablir de ses pertes, et n'offrait pas toutes les ressources que l'empereur paraissait en attendre. Il restait la facilité de recruter dans plusieurs cantons

d'Allemagne indépendans de la maison d'Autriche. Ces troupes, levées à prix d'argent, n'avaient aucun intérêt au progrès de ses armes; elles désertaient par bandes nombreuses, et il était à craindre qu'au moindre échec, elles ne retournassent en foule dans leurs foyers. An 4.

Les ministres autrichiens ne se dissimulaient pas que la perte d'une seule bataille générale, sur les bords du Rhin, aurait livré toutes les provinces autrichiennes à la merci des ennemis, et que le divan de Constantinople, peut-être même la cour de Berlin, auraient pu profiter d'un événement malheureux, pour déclarer la guerre à l'Autriche. La perte de la bataille de Loano augmentait encore l'embarras du conseil de Vienne. Le roi de Sardaigne menaçait de faire sa paix particulière, si on ne lui envoyait les plus prompts et les plus pressans secours.

Les ministres autrichiens proposèrent un armistice, durant lequel non-seulement on pouvait sonder les sentimens des gouvernemens voisins, mais on se donnait le tems de former les nouvelles levées aux mouvemens militaires, et d'envoyer une nouvelle armée en Italie, où l'on prévoyait que les plus grands coups seraient portés, aussitôt que la fonte des neiges permettrait de franchir les Alpes et les Apennins.

1796. Le gouvernement français, de son côté, fut conduit à consentir à la suspension d'armes, par l'étonnement produit dans les armées françaises par la marche rapide des Autrichiens, qui aurait eu les résultats les plus fâcheux, sans la fermeté des deux généraux *Pichegru* et *Jourdan*. Cette convention, qui permettait à chaque armée de prendre paisiblement ses quartiers d'hiver, et qui ne pouvait être rompue réciproquement qu'après en avoir prévenu les généraux ennemis, dix jours d'avance, donnait le tems aux garnisons de l'intérieur de s'approcher des montagnes des Vosges, et mettait les Français en mesure de forcer les Autrichiens de se retirer, au printems, à la droite du Rhin.

La situation de l'armée d'Italie contribuait aussi à cette détermination. La proclamation de *Schérer* n'avait pas arrêté les désordres dont il se plaignait en public, et qu'il fomentait en secret.

Les soldats n'ayant plus d'armées à combattre, se croyaient dégagés de toutes les entraves de la discipline militaire. Les uns se livraient à tous les excès de la débauche et de l'intempérance, les autres quittaient leurs drapeaux pour aller passer l'hiver dans leurs familles. Des maladies qui s'étaient mises dans l'armée, l'affaiblissaient encore; elle était réduite, au mois de nivose, à vingt-cinq mille combattans.

L'armistice publié sur les bords du Rhin, permettait d'envoyer dans la Ligurie les renforts nécessaires pour continuer la guerre avec vigueur. An 4.

CHAPITRE VIII.

Bonaparte *en Italie. Caractère de ce général.*

Le général *Bonaparte*, chargé par le directoire de la conduite de la guerre d'Italie, s'était distingué sur-tout par la bravoure qu'il avait montrée pendant le siège de Toulon. Si *Bonaparte* ne partageait pas l'expérience qu'aurait dû acquérir son prédécesseur, le feu de son âge le rendait plus propre à guider les pas d'une jeunesse impétueuse, volant aux combats sans calculer les dangers.

Bonaparte (1), à peine âgé de vingt-six

(1) L'enfance des hommes célèbres n'offre pas toujours quelque chose de remarquable; mais il en est chez qui l'horoscope s'annonce presque dès le berceau. Plutarque nous a transmis plusieurs traits de l'enfance des hommes illustres dont il fut le biographe. Les notices sur celle de *Bonaparte* nous ont été données par un compagnon de ses premières études : je crois devoir offrir au lecteur un extrait de cette brochure, qui parut en messidor l'an quatre.

ans, renfermait dans son ame ce feu qui
1796. consuma les guerriers célèbres ; il ne fallait

Bonaparte naquit le 15 août 1769, à Ajaccio, petite ville de l'île de Corse, de parens nobles, mais pauvres. L'archevêque de Lyon le fit élever à l'école militaire à Brienne. Il s'y trouvait cent cinquante élèves du même âge, aucun d'eux ne lui ressemblait par les goûts et les dispositions. Sombre, farouche et presque toujours renfermé dans lui-même, on eût dit que, récemment sorti de quelque forêt, et soustrait jusqu'alors aux regards de ses semblables, il éprouvait, pour la première fois, les impressions de la surprise et de la méfiance. Il était l'ennemi des jeux et des amusemens de l'enfance. Non-seulement on ne le voyait jamais prendre la moindre part à la joie bruyante de ses camarades, il ne paraissait au milieu d'eux que pour les réprimander. Attaqué plusieurs fois par un groupe de ses compagnons réunis, il repoussait de sang-froid leurs efforts, sans s'inquiéter du nombre des agresseurs. Ainsi, dans un âge tendre, *Bonaparte* semblait prévoir que le destin l'appelerait à combattre un jour les obstacles les plus compliqués ; il semblait s'exercer d'avance au rôle difficile qu'il devait jouer sur la scène du monde.

L'enthousiasme que lui inspirait l'amour de la liberté, s'annonça de bonne heure ; il se portait même à un excès condamnable. Toute dépendance avait pour lui quelque chose d'avilissant. Souvent offensé des plaisanteries de ses condisciples sur la réunion de la Corse à la monarchie française, il disait avec l'accent de l'indignation : J'espère être un jour en état de rendre ma patrie à la liberté.

Il s'appliqua peu à étudier les langues anciennes ; les mathématiques, l'art d'attaquer ou de défendre les places, et l'histoire occupaient tous ses momens. Cette

qu'une étincelle électrique pour le développer. *Bonaparte* est d'une taille moyenne, les che- An 4.

activité, que nous lui avons vu déployer, fut puisée dans la lecture des vies de ces hommes illustres, que dès son entrée dans le monde il se proposa pour modèles.

Bonaparte employait ses heures de récréation à cultiver la portion d'un terrein partagé entre les élèves, et son humeur guerrière se montrait encore dans ce goût agricole. Après avoir forcé deux de ses co-partageans à lui céder leur portion, son premier soin fut de fortifier d'une bonne palissade le petit domaine qu'il tenait du droit de conquête.

Les arbres déjà touffus qu'il avait plantés, avaient fait de son jardin, au bout de deux ans, la retraite d'un hermite. Malheur aux élèves envieux, espiègles ou même folâtres qui eussent osé troubler sa solitude! On l'eût vu s'élancer de son asyle, repousser les assaillans sans les compter. Dans cette retraite, l'ame de *Bonaparte*, avide de renommée, fécondait des germes d'une ambition démesurée, et s'alimentait des exemples des héros, dont il devait renouveller les exploits.

Les seuls amusemens que *Bonaparte* partageait avec ses camarades, étaient les simulacres des combats militaires. Le jeune guerrier dirigeait alors les opérations. Souvent, en hiver, il faisait exécuter des redoutes, des bastions, des forteresses de neige avec une intelligence qui excitait la curiosité des habitans de Brienne et même des environs.

Telle était l'école où se formait cet homme étonnant qui, se trouvant placé à la tête d'une armée nouvellement levée, presque sans discipline, et dont les subsistances n'étaient pas assurées, suppléant à tout par

1796. veux châtains-foncés, rabattus sur un front large ; les yeux bruns, vifs et saillans ; le nez aquilin, le teint pâle ; son air est grave, mais ouvert ; son abord annonce un homme extraordinaire. La fortune avait décidé que tout serait prodigieux dans la révolution française ; je dis prodigieux dans le bien et dans le mal, dans le physique et dans le moral. Les campagnes de *Jourdan*, de *Pichegru*, de *Dugommier*, furent un tissu d'événemens à peine croyables ; il semblait que rien ne pouvait les égaler. *Bonaparte* devait prouver que l'héroïsme militaire pouvait produire des opérations encore plus brillantes, encore plus au-dessus des combinaisons ordinaires.

Jamais général ne porta plus loin que *Bonaparte* l'extrême valeur, la présence d'esprit, l'habileté des manœuvres et les ressources de la ruse. Les victoires de Lodi et d'Arcole furent dues à la supériorité de ses talens. Le

---

son intelligence et sa résolution, déconcerta les mesures des généraux les plus expérimentés, et chassa d'Italie les troupes les plus braves de l'Europe. Ce fut à ses jeux de l'adolescence qu'il prit les premières leçons de la victoire.

Lorsque *Bonaparte* partit de l'Italie, il venait d'épouser la veuve du comte de *Beauharnais*, qui présidait l'assemblée constituante, lors de la fuite de *Louis XVI* à Varenne, et qui fut guillotiné sous le règne de la terreur.

soldat, convaincu de cette supériorité possédée par son général, affrontait avec audace des dangers dont il pensait que le succès était calculé; et cette audace foudroyante augmentant la réputation du général, rendait l'armée invincible. An 4.

Aussi habile que *Frédéric-le-Grand* à combiner le plan d'une campagne, *Bonaparte* connaissait mieux que lui l'art de conduire les hommes aux grandes choses par les sentimens de l'ame. Comme *César*, on le voyait marcher à la tête de son armée, et ne pas craindre de partager la fatigue et la nourriture du soldat. Chacun pouvait s'adresser à lui comme à son camarade; et cette communication qui adoucissait en même tems le commandement et l'obéissance, lui donnait sur son armée une telle autorité morale, qu'elle l'eût suivi par-tout sans balancer un seul instant: de-là le pouvoir sans bornes qu'il exerçait en Italie, et que jamais aucun général n'avait partagé avec lui, depuis les anciens empereurs romains.

Depuis que l'ambition de *Louis XIV* avait couvert l'Europe d'armées innombrables, les ministres et les généraux s'étaient attachés presque uniquement à concentrer les plus grandes forces sur un étroit théâtre. Toutes les ressources du génie s'épuisaient à faire mouvoir les grandes masses, en conservant leur ensemble. On eût dit que le but de toutes

1796. les opérations était d'arriver au point de se battre en champ clos avec les armées les plus formidables. La perte d'une bataille rangée décidait d'une campagne, et souvent d'une guerre.

Frédéric-le-Grand, le seul général qui, depuis *César*, eût embrassé toutes les branches de l'art militaire, s'écarta de la route ordinaire. L'Europe étonnée admirait les choses prodigieuses opérées par lui avec des moyens médiocres. Les observateurs n'aperçurent d'abord dans les grands mouvemens des armées prussiennes, que des prodiges d'audace et d'activité. Il fallut les méditer long-tems pour sonder la profondeur du génie gourmandant l'inconstante fortune. Quelques généraux pénétrèrent peu-à-peu les secrets de *Frédéric*; ils étudièrent l'art de varier les manœuvres d'une grande armée, suivant le terrain; mais les traits les plus hardis de la tactique prussienne restaient encore sans imitateurs. *Frédéric* avait trouvé l'art de multiplier les hommes, en étendant sa ligne de manière que les dispositions du terrain, le cours des fleuves, le gisement des montagnes, des forêts, des défilés, permettaient aux différens corps de se soutenir mutuellement avec beaucoup de promptitude. C'est ainsi qu'il savait s'emparer des desseins de l'ennemi, et les rendre dépendans de ses propres combinaisons.

La nécessité exaltant les talens, mûrit rapidement les fruits du génie. Ce fut au milieu des dangers les plus imminens, que *Frédéric* s'éleva aux plus hautes conceptions militaires; c'est aussi le danger de la fortune publique qui donna naissance au système de guerre développé par les généraux français, pendant l'an III, et auquel nous dûmes, dans la suite, la rapidité des succès qui étonnèrent l'Europe. On considéra une grande étendue de pays, des frontières entières, le cours des fleuves, les chaînes de montagnes comme des lignes continues, comme des positions dont tous les points devaient se balancer, se flanquer, se soutenir; ces bases avaient été quelquefois adoptées sur des terrains circonscrits, pour une guerre défensive; mais on ne s'était pas encore avisé d'en appliquer les principes à une vaste guerre offensive. *Jourdan* et *Pichegru* furent les premiers qui, étendant leur ligne du Rhin à l'Océan, considérèrent cette vaste étendue de pays comme une seule position. An 4.

Cette manière de généraliser les opérations guerrières s'adoptait au génie bouillant, impétueux de la nation française, qui se prête moins à la triste uniformité, à la lenteur combinée des mouvemens d'une grande armée dans un terrain étroit, tandis qu'il s'exalte lorsqu'un vaste champ, s'ouvrant à l'imagina-

1796. tion et à l'activité des soldats, diversifie leurs mouvemens et multiplie en leur faveur les chances des opérations offensives. Ce fut à ce système qu'on dut principalement la brillante campagne de Hollande. La même tactique, renouvelée en Espagne, força la cour de Madrid à faire la paix. Elle fut perfectionnée les années suivantes. On avait pris pour base des opérations, pendant la première de ces campagnes, toute la frontière du nord, et pendant la seconde, toute celle du sud. La frontière de l'est, depuis les limites de la Hollande jusqu'aux Apennins, fut couverte par une seule armée pendant les années IV, V et VI; ce fut un combat continuel sur un théâtre si vaste et si activement occupé, que sur ce terrain immense il n'y eut presque aucune position militaire que les armées ne se fussent disputée, aucune rivière dont les eaux n'aient été rougies du sang des vainqueurs et des vaincus. Nous avons vécu dix siècles dans l'espace de deux ans, et dans cet intervalle, les événemens qui se sont succédés sont si prodigieux, qu'il en eût fallu moins autrefois pour ébranler toute l'Europe.

An 4.

CHAPITRE IX.

Dispositions des forces françaises et autrichiennes.

Bonaparte se rendit dans les premiers jours de germinal, dans le département des Alpes Maritimes. L'abondance des neiges dont les Alpes et les Apennins étaient couverts dans cette saison, ne permettait pas aux armées de tenir la campagne. Les Français, maîtres d'Ormea, au revers des Alpes, étaient cantonnés depuis Nice jusqu'aux environs de Final, leur quartier-général à Albenga, leurs avant-postes à Voltri, entre Savone et Gênes. Les troupes piémontaises, commandées par le général *Colly*, étaient postées sur les revers des Alpes, depuis le col de Tende jusqu'à Cairo, dans la province d'Acqui. Les Impériaux occupaient les hauteurs de Savone, Sassello, Musone, Campo-Fredo, la Bochetta, les vallées de la Trebie et de la Scrivia renfermant dans leurs retranchemens les deux routes qui conduisent de Gênes dans le Milanais, l'une par Novi et Tortone, l'autre par Bobbio et Plaisance.

On portait à quatre-vingt mille combattans

1796. les armées françaises dans les Alpes, en comptant le corps de troupes commandé par *Kellermann*, dans les départemens du Mont-Blanc, des Hautes et des Basses-Alpes. Mais la cour de Vienne, contrainte par l'embarras de sa position à économiser ses armemens, considérant combien il était difficile d'approvisionner une armée aussi nombreuse dans des pays stériles, où les voitures ne pouvaient rouler, et lorsqu'une flotte anglaise était maîtresse de la mer, regardait ce nombre d'ennemis comme très-exagéré.

D'ailleurs, suivant l'usage de toutes les associations hostiles de rejeter les dépenses sur les co-associés, on calculait dans le conseil impérial, que le roi de Sardaigne, menacé plus immédiatement, fournirait trente-cinq mille hommes; ce prince se montrait disposé à faire sa paix particulière; mais les dangers dont cette mesure le menaçait, répondaient aux ministres de Vienne, qu'il ne la prendrait qu'à la dernière extremité. Le roi des Deux-Siciles promettait vingt mille hommes, le pape quinze mille; on ne comptait pas sur le duc de Parme, mais le duc de Modène offrait quelques régimens.

Ces troupes devaient occuper les gorges de l'Apennin, avant le tems où l'écoulement des grosses eaux, produites par la fonte des neiges, rendit guéables les rivières de Tidone, de Tre-

bie, d'Orbe, de Vera, de Copa, de Versa et plusieurs autres dont le lit est presque à sec pendant l'été, mais qui coulent, pendant les mois de germinal et de floréel, avec la force et la rapidité des torrens les plus redoutables. An 4.

Ces circonstances et les dispositions locales de l'Italie antérieure, coupée en tout sens par des canaux et par des haies vives, qui forment autant de fortifications naturelles, tranquillisaient les ministres impériaux sur les succès ultérieurs des Français. D'ailleurs, les disgraces essuyées dans la Péninsule, par *Charles VIII*, *Louis XII* et *François I.er*, par les généraux de *Louis XIV*, après la bataille du Turin, et par ceux de *Louis XV*, en 1746, semblaient éloigner l'idée que les Français eussent le projet sérieux d'attaquer les pays autrichiens d'Allemagne, en traversant les vastes plaines de la Lombardie.

En conséquence, l'empereur ne crut pas devoir envoyer en Italie les forces considérables exigées par le général *Dewins*. Le comte de *Baulieu* offrait de faire la campagne à moindre frais. Ce général attribuait la mauvaise issue de ses expéditions dans la Belgique, aux ménagemens qu'il avait été forcé d'avoir pour les généraux anglais et hollandais, avec lesquels il se combinait; il se flattait d'acquérir de la célébrité dans une guerre de

position, dont les chances protéiformes devaient offrir à un général habile les occasions de développer ses talens.

1796.

CHAPITRE X.

Dispositions des puissances d'Italie.

Toutes les puissances d'Italie étaient entrées dans la coalition contre la France, à l'exception des républiques de Venise et de Gênes qui gardaient la neutralité, au moins en apparence. Cependant, ni le roi des Deux-Siciles, ni le pape, ni le grand duc de Toscane, ni les ducs de Parme et de Modène n'avaient aucun intérêt dans cette lutte sanglante. Le roi de Sardaigne était le seul prince italien dont on eût promis de couronner les efforts par un agrandissement de territoire. C'était aussi le seul qui pût rendre de véritables services à la coalition. Maître des sommités des Alpes, des frontières de l'Helvétie, au bord de la mer, la nature avait placé dans ses mains les clefs de l'Italie. On pensait qu'au moyen de quelques secours d'hommes et d'argent que fournissaient à la cour de Turin celles de Londres et de Vienne, cette barrière ne serait pas franchie par les Français. L'empereur, n'ayant plus d'inquié-

tude pour ses possessions d'Italie et pour celles de ses alliés, avait la liberté de réunir ses efforts sur le Rhin. An 4.

A l'abri derrière un rempart regardé comme inexpugnable, les puissances italiennes étaient conduites moins par l'intérêt que leur inspiraient les événemens extraordinaires dont la France était agitée, que par leurs relations de famille. Les ducs de Parme et de Modène, semblables aux petits princes d'Allemagne, n'avaient aucune puissance réelle. Le premier ne voyait que par les yeux du conseil de Madrid; le second, dont l'héritière avait épousé l'archiduc gouverneur de Milan, regardait déjà sa province comme faisant partie des vastes domaines de la maison d'Autriche. Le grand duc de Toscane, *Ferdinand-Marie*, frère de l'empereur, n'avait d'autre intérêt que celui du chef de sa maison. Les revenus de la Toscane s'élèvent à peine à dix millions; ils ne permettent pas à cette puissance d'entretenir une armée considérable. D'ailleurs, la Toscane est un pays ouvert, et qui peut aisément être envahi. Cette considération avait déterminé la cour de Florence d'embrasser la neutralité dans toutes les guerres élevées en Italie pendant le dix-huitième siècle.

Elle prit le même parti pendant la révolution, parce qu'elle craignait que le port de Livourne ne fût écrasé par la flotte de Tou-

lon. Mais, dès qu'une flotte anglaise domina
1796. dans la Méditerranée, le grand duc se rangea du côté de la coalition. Il revint à la neutralité, lorsque les Français eurent repris Toulon, où les Anglais étaient entrés par surprise; et dans toutes ces variations, les secours que les ennemis de la France trouvaient constamment dans le port de Livourne, ne laissaient aucun doute sur les véritables sentimens du grand duc.

Le royaume de Naples, possédé par un prince de la maison de *Bourbon*, sans mettre un grand poids dans la balance de l'Europe, était en état de concourir à la défense des Alpes et de l'Apennin. Cependant les inclinations pacifiques de *Ferdinand IV* l'auraient porté vers la neutralité, si sa femme, sœur de la reine de France, *Marie-Antoinette*, n'avait dirigé les opérations de son conseil. On promit vingt mille hommes; mais la nécessité de garantir les côtes de Naples et de la Sicile des invasions que pouvaient tenter les Français, servait de prétexte pour retenir les troupes qui n'étaient pas encore sorties du royaume.

Enfin, la cour de Rome ne pouvait rester neutre dans une guerre que tous les monarques chrétiens entreprenaient, en apparence, pour venger la mort d'un prince décoré du titre de fils aîné de l'église.

Pie VI (Jean-Ange Braschi), régnait depuis 1775. Partagé entre le besoin du repos que demandait son âge avancé, et le desir de former pour son neveu, le prince duc *Braschi*, un établissement considérable, il n'était pas un ennemi bien redoutable pour la France. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses forces, il avait envoyé à ce prince une grande médaille d'or. Elle représentait S. Pierre et S. Paul, et sur le revers, la première église patriarchale de Rome. « Combattez, écrivait le saint-père à *François II, au nom de ces deux vaillans soldats du Christ.* » On se moqua, même parmi les Italiens, de ce charlatanisme retraçant en vain le tems des croisades. Le pape employait les armes qui lui étaient propres; ces armes étaient usées. Il voulut cependant lever quelques troupes; il fallut pour cela établir de nouveaux impôts; le peuple se souleva, et fut sur le point de mettre le feu aux principaux palais. An 4.

La cour romaine, qui devait sa grandeur à l'art avec lequel elle savait se plier aux circonstances, s'apercevait parfaitement qu'elle s'était écartée des règles de la politique, en ne se renfermant pas dans les bornes d'une exacte neutralité. Mais d'un côté, on était persuadé à Rome que jamais les Français ne pénétreraient dans l'intérieur de l'Italie; de

1796. l'autre, les engagemens du saint-père avec la cour de Vienne l'obligeaient d'affecter une confiance qu'il n'avait pas. Des prières publiques furent ordonnées pendant trois jours dans toutes les églises; le pape accorda des indulgences plenières aux soldats de l'empereur, et déclara que, si les Français venaient à Rome, il les recevrait, vêtu pontificalement, sur les marches de la basilique de S. Pierre.

L'événement de la bataille de Loano avait changé les dispositions des cours d'Italie, ou plutôt il avait mis au grand jour leur extrême faiblesse, qu'elles voilaient d'une feinte audace. La terreur d'une invasion prochaine était si générale, que les émigrés français, rassemblés dans le Milanais, s'étaient dispersés dans le midi de l'Italie, jusqu'à Naples et en Sicile. Le pape fit solliciter la cour de Turin de ne signer aucune paix particulière, sans stipuler la neutralité de l'Italie entière.

CHAPITRE XI.

Premières opérations militaires de Bonaparte.

Le premier soin de *Bonaparte*, en arrivant dans les environ de Gênes, avait été de sonder les dispositions du gouvernement génois, de rassembler des subsistances, des munitions,

et les attelages nécessaires pour le transport de l'artillerie au-delà des montagnes; d'examiner avec attention tous les postes, et de faire la revue de son armée. An 4.

Les principaux officiers qui devaient faire la guerre sous ses ordres, étaient *Berruyer*, chef de l'état-major, dont les talens pour tous les détails d'une grande armée, lui furent du plus grand secours; *Augereau*, qui s'était déjà distingué dans les Pyrénées; *Serrurier* et *Massena*, qui commandaient les deux ailes de l'armée à la bataille de Loano: *Laharpe*, *Menard*, *Joubert*, *Cervoni*, *Rampon*, *Victor*, *Guieux*, *Vaubois*, *Barraguey-d'Hylliers*, *Causse*, *Rusca*, *Beygrand*, *Stengel*, *Brune*, *Dammartin*, *Dallemagne*, *Despinoy*, *Gardane*, *Murat*, *Saint-Hilaire*.

A peine, vers le milieu de germinal, les neiges qui couvraient les défilés de l'Apennin commençaient à disparaître, que le général comte de *Beaulieu* méditait d'attaquer *Bonaparte* sur les hauteurs qui dominent la ville et le port de Savone.

Depuis que les Français faisaient la guerre sur les frontières de la Ligurie, les opinions flottantes en France divisaient les Génois. Le peuple, éloigné soigneusement des affaires publiques, par une noblesse hautaine et soupçonneuse, desirait que des changemens dans la constitution lui procurassent des droits po-

litiques ; mais tous les ressorts du gouverne-
1796. ment se trouvaient dans les mains d'un sénat composé d'hommes accoutumés à la domination, et rompus à la triture des affaires. Les efforts de tous les genres qu'il avait multipliés contre les Corses, annonçaient l'obstination avec laquelle il défendrait dans Gênes un mode d'administration dans lequel il était gouvernant et le peuple gouverné.

L'Etat de Gênes avait embrassé la neutralité dans cette guerre ; il favorisait même les Français dans leurs approvisionnemens ; mais malgré ces marques de bienveillance, devenues pour les Génois une source abondante de richesses, non-seulement on s'occupait d'augmenter les fortifications de Gênes du côté de l'armée française, mais la république génoise avait laissé tranquillement passer à Novi, à Gavi, à la Bochetta, sous le canon des postes presque inexpugnables, les troupes autrichiennes. Le sénat se contentait de vaines protestations contre la violation d'un territoire qu'il pouvait défendre avec beaucoup de facilité.

Beaulieu, autorisé par cette connivence, avait fait plusieurs tentatives pour engager le gouvernement à lui confier la forteresse de Savone. Le prétexte allégué par les Autrichiens, était que la république génoise ne s'étant pas opposée à la possession que les

Français avaient prise de la ville et du marquisat de Final, l'impartialité exigeait que les Impériaux eussent aussi, sur la côte du Ponent, une ville dans laquelle ils pussent déposer en sureté leurs malades, et rassembler leurs munitions de bouche. Les Français demandaient, de leur côté, que cette forteresse leur fût remise, et pour appuyer cette prétention, quinze mille Français s'avançaient vers Gênes. Le ministre français d'un côté, les ministres autrichiens et britanniques de l'autre, déclaraient au sénat que toute cession qu'il pourrait faire, serait regardée comme un acte d'hostilité. Gênes, pressée par deux armées, craignait de voir se renouveller les malheurs auxquels elle fut en proie en 1747. Une escadre anglaise de dix vaisseaux de ligne et de quatre frégates, qui croisait entre Gênes et l'île de Corse (1), augmentait l'anxiété publique. Le sénat temporisait, et bientôt les événemens de la guerre fixèrent ses inquiétudes. An 4.

(1) Aux ordres de l'amiral Gervis.

1796.

CHAPITRE XII.

Combat de Montenotte.

Depuis quelques jours les mouvemens perpétuels de l'armée autrichienne annonçaient une expédition prochaine. Le poste de Voltri fut attaqué, le 20 germinal, par dix mille hommes. Le général *Cervoni* le défendait à la tête de trois mille hommes; il fit la résistance la plus opiniâtre : cependant, écrasés par le nombre des ennemis, les Français se retirèrent durant la nuit. Les Autrichiens, poursuivant leurs avantages, se rendirent maîtres, le vingt-un, d'une partie des redoutes qui couvraient l'armée française. Les plus grands efforts se faisaient à la redoute de Montenotte, défendue par quinze cents hommes, sous les ordres du général de brigade *Rampon*.

L'intrépide dévoûment avec lequel ce faible détachement repoussait les efforts de quinze mille combattans conduits par le général *Beaulieu* lui-même, donnait le tems à toutes les colonnes françaises de se former dans les défilés des montagnes. Bientôt la division de *Laharpe* attaque les Impériaux, à la baïonnette, tandis que celle de *Massena*, faisant un grand circuit, se portait sur leurs derrières;

les Autrichiens rompus, précipitant leur retraite, tombent dans la division de *Massena*, qui acheva leur défaite. An 4.

Le comte *de Beaulieu*, vaincu, resta cependant le maître de donner, par sa droite, la main à l'armée austro-piémontaise, dans les environs de Cairo, sous les ordres du général *Colly*. Il s'agissait de couper les communications entre ces deux armées, et de tenir l'une en échec, tandis qu'on détruirait l'autre; opération d'autant plus difficile, que l'armée française, étant inférieure en nombre à ces deux armées réunies, pouvait cependant réussir dans la sinuosité des montagnes où l'on se trouvait, en joignant la prudence à la célérité.

Bonaparte, portant son quartier-général à Carcare, dans le Montferrat, ordonne au général *Laharpe*, de marcher sur Sozello, pour menacer d'enlever huit bataillons que l'ennemi avait enfermés dans cette place, et de se porter rapidement dans Cairo. *Massena* devait gravir en même tems sur les hauteurs de Dego, tandis que les généraux *Menard* et *Joubert* occupaient, l'un, les sommités de Bietro, et l'autre, l'intéressante position de Sainte-Marguerite. Ce mouvement, à la suite du combat de Montenotte, plaçait l'armée française au-delà des Apennins, sur les pendans qui versent leurs eaux dans le Pô. Il était sans exemple

que le passage de ces montagnes eût été fran-
1796. chi en aussi peu de tems.

CHAPITRE XIII.

Combat de Millesimo.

Le vingt-quatre, à la pointe du jour, le général *Augereau*, avec sa division, forçait les gorges de Millesimo, tandis que les généraux *Menard* et *Joubert*, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre prompte et hardie, un corps de quinze cents grenadiers autrichiens, à la tête duquel le lieutenant-général comte *de Provera* se retira sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retrancha dans les ruines d'un vieux château.

Le général *Augereau* fit avancer son artillerie; on se canonna pendant plusieurs heures. *Provera* fut sommé de se rendre; il parlementait pour gagner du tems. Les Français, étonnés de voir leur marche arrêtée par une poignée d'hommes, demandaient à grands cris d'escalader la montagne. La nuit approchait; *Augereau* ordonne l'attaque sur quatre colonnes. Déjà l'intrépide *Joubert*, franchissant des obstacles qui semblaient invincibles, s'é-

tait jeté avec sept hommes, dans les retranchemens ennemis; ils furent tués, et le mouvement de cette colonne se ralentit. An 4.

La seconde et la troisième colonne furent également déconcertées par la mort de leurs généraux et de leurs principaux officiers, que les ennemis, retranchés sur un rocher, assassinaient tranquillement, sans courir eux-mêmes presque aucun risque.

La nuit survint sur ces entrefaites, elle fit craindre à *Bonaparte* que *Provera* et ses grenadiers ne profitassent des ténèbres pour s'évader. Il réunit les bataillons, et fit établir des épaulemens et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil.

Le 25, à la pointe du jour, les armées étaient en présence. *Augereau*, qui commandait l'aile gauche, continuait à tenir bloqué le général *Provera*. Plusieurs régimens autrichiens essayèrent de percer le centre. Le général de brigade *Menard* les repoussa constamment, et, avant une heure après midi, le général *Massena*, placé à l'aile droite, déborda la gauche de l'ennemi retranché au village de Dego. Le général *Laharpe* marchait sur trois colonnes serrées. Celle de la gauche, commandée par le général *Causse*, passa la Bormida sous le feu de l'ennemi, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et attaqua l'aile gauche de l'ennemi par sa droite. Le général *Cer-*

voni, à la tête de la seconde colonne, traversa
1796. aussi la Bormida sous la protection des batteries françaises, et marcha droit aux ennemis, auxquels la troisième colonne, conduite par l'adjudant-général *Boyer*, coupait la retraite.

L'aile gauche de l'ennemi, enveloppée de tous côtés, se débanda, tandis qu'*Augereau* forçait *Provera* et ses quinze cents grenadiers à mettre bas les armes. Les Français s'acharnaient à la poursuite de l'ennemi, qui perdit, dans les journées de Montenotte et de Millesimo, quinze mille hommes tués ou prisonniers, quarante pièces de canon de campagne, et presque la totalité de ses magasins et de ses bagages. Il ne restait à *Beaulieu*, pour sauver sa gloire, que de tenter quelque entreprise désespérée qui pût arrêter la marche de *Bonaparte*.

L'armée française, à peine rentrée dans son camp, se livrait à la sécurité de la victoire, lorsque le général autrichien, ayant rassemblé sept mille hommes d'élite de son armée, fond, le 26 à la pointe du jour, sur le village de Dego, et l'enlève à la baïonnette. Les Français, livrés au sommeil, s'éveillaient au bruit de la générale. Les premières attaques, exécutées par *Massena*, avaient été repoussées. Le général *Causse*, à la tête de la quatre-ving-dix-neuvième demi-

brigade, n'était pas plus heureux. Cependant, les Français se renforçaient, et le combat devenait plus égal, lorsque *Causse* est blessé à mort. Dans cet état, apercevant *Bonaparte*, il rappèle le reste de ses forces, et lui demande : Dego est-il repris ? Nous rentrons dans nos positions, répond le général. Je meurs content, ajoute *Causse* : vive la république ! An 4.

La victoire cependant n'était pas encore fixée à deux heures après midi. *Bonaparte* ordonne à la quatre-vingt-neuvième demi-brigade commandée par le général *Victor*, de se former en colonne, tandis que l'adjudant-général *Lannes*, ralliant la huitième demi-brigade d'infanterie légère, se précipite, à sa tête, sur la gauche de l'ennemi. Ces mouvemens combinés chassent les Autrichiens de Dego ; la cavalerie achève leur déroute.

Dans le même tems, le général *Rusca* s'emparait de la position de Sangiovani, qui domine la vallée de la Bormida ; le général *Augereau* occupait les hauteurs de Millesimo, et ouvrait une communication avec la division du général *Serrurier*, qui gardait la vallée d'Oneglia et les bords du Tanaro, et qui venait de s'emparer, presque sous le canon de Ceva, des postes de Baldsolo, de Bagnasco et de Noceto.

1796.

CHAPITRE XIV.

Attaque du camp retranché de Ceva.

BONAPARTE n'avait rien à redouter désormais des Autrichiens ; ils se retiraient sur Tortonne, par les routes d'Acqui et de Gavi ; ils abandonnaient même le poste important de la Bochetta, et laissaient aux Français la libre possession du territoire de Gênes. Ce mouvement retrograde, dont l'objet pouvait être de faciliter leur jonction avec les troupes napolitaines et pontificales, attendues par le comte de *Beaulieu*, laissait dans la position la plus critique l'armée piémontaise retranchée auprès de Ceva, au bord du Tanaro, qui n'était pas alors guéable, et dont les ponts avaient été coupés.

Le camp retranché fut attaqué, le 27, par les généraux *Augereau* et *Serrurier*. Les Français enlevèrent à la baïonnette le plus grand nombre des redoutes qui les couvraient. La nuit mit fin au combat. Les Piémontais, craignant d'être tournés avant le retour du jour, par Castellino, profitèrent des ténèbres pour lever leur camp, et prendre une position au confluent du Cursaglia et du Tanaro, ayant leur gauche appuyée aux deux rivières, leur

droite sur Notre-Dame de Vico, et leur centre sur la Bicoque, village différent du bourg de ce nom, devenu célèbre par la bataille que les Français, commandés par le maréchal de *Lautrec*, y perdirent, en 1522, contre les Impériaux. An 4.

La position du général piémontais *Colli* était la meilleure qu'il pût prendre dans la circonstance. Environné de deux rivières profondes et torrentueuses, il avait garni leurs bords de fortes batteries; ses lignes protégeaient la place de Mondovi; il attendait les secours que le conseil de Turin pouvait lui envoyer, ou que les Autrichiens lui feraient passer, en suivant la droite du Tanaro.

Ces espérances s'évanouirent en même tems. La cour de Turin avait ordonné l'armement général de tous les jeunes gens, depuis dix-huit jusqu'à trente ans. Le succès de cette mesure aurait procuré une armée de quarante à cinquante mille hommes. Non-seulement elle éprouva des obstacles invincibles, mais le mécontentement qu'elle répandit dans le Piémont, arrêta généralement tous les efforts auxquels pouvait se livrer le roi de Sardaigne pour la continuation de la guerre. Les Piémontais demandaient la paix à grands cris: les généraux, attribuant aux mauvaises manœuvres des Autrichiens les derniers revers éprouvés par eux, avaient perdu toute leur con-

fiance en la cour de Vienne. On parlait de
1796. trahison ; la noblesse piémontaise abandonnait en foule le pays, pour s'enfoncer dans le midi de l'Italie.

D'un autre côté, le grand duc de Toscane, craignant d'attirer dans ses états les armes françaises, refusait le passage aux renforts venus de Rome et de Naples pour se joindre à l'armée du comte de *Beaulieu*. Ce contretems ne permettait pas à ce général d'envoyer les moindres secours à l'armée piémontaise.

CHAPITRE XV.

Les Français entrent dans Ceva. Bataille et prise de Mondovi.

Le général *Serrurier* entra dans la ville de Ceva, le 28 germinal, au point du jour ; on y trouva d'immenses provisions. L'artillerie de siège n'avait pu suivre la rapidité de l'armée française dans les sinuosités des montagnes ; il fallut se contenter d'investir la citadelle, qui refusait d'ouvrir ses portes, et l'armée continua de marcher en avant.

Colli, dont l'armée, après les échecs qu'il venait d'éprouver, montait à peine à douze

mille combattans, ne pouvait résister long-tems aux divisions françaises dont il était attaqué de front, tandis que celle de *Massena*, ayant passé le Tanaro sur un pont jeté auprès de Ceva, l'environnait presque entiérement. Il fut obligé d'abandonner ses retranchemens pendant la nuit du 2 au 3 floréal, pour prendre le chemin de Mondovi ; sa marche était retardée par la pesanteur de l'artillerie et des munitions qu'il conduisait avec lui. Les Français l'atteignirent au point du jour, auprès du village de Vico. Toute son habileté ne lui servit, dans cette journée, qu'à mettre ses bagages en sureté derrière les rivières d'Elera et de Pesia. Son armée, rompue de toute part, sauva avec beaucoup de peine son artillerie. Les Français entrèrent le même jour dans Mondovi, place qui pouvait faire une meilleure résistance. An 4.

La rivière de Stura était alors presque la seule barrière qui arrêtait la marche de *Bonaparte* sur Turin, dont on n'était éloigné que de treize lieues. L'armée de *Beaulieu*, réduite à moins de trente mille hommes effectifs, n'offrait aucune ressource. *Colli* fut obligé de passer la Stura. Il campa entre Coni et Cherasco. Cette dernière ville, fort importante par sa situation, au confluent de la Stura et du Tanaro, était munie d'une enceinte bastionnée, fraisée et palissadée.

1796. La journée du 4 fut employée par les Français à passer l'Elera, à jeter plusieurs ponts sur le Pesia. Le soir, l'avant-garde arriva à Carru; le lendemain, après quelques chocs peu importans de cavalerie, elle entra dans la petite ville de Besne. Le quartier-général de *Serrurier* se porta, le 6, sur la ville de Fossano, quartier-général de *Colli*, tandis que *Massena* attaquait Cherasco. Les deux places furent enlevées presque en même tems. *Colli* s'était replié dans les environs de Turin. Les Français, maîtres du cours du Tarano, campaient au milieu de la plaine de Piémont, prêts à faire le siège de la capitale où le roi de Sardaigne s'était renfermé avec les débris de ses forces.

Une bataille excédait rarement autrefois les bornes d'une journée; mais aucune histoire ne présenta le tableau d'une campagne qui n'était qu'une suite de batailles journalières et continuelles. Cet art nouveau d'abréger la guerre est un des phénomènes de la révolution française, dans laquelle tous les événemens semblent prendre un caractère extraordinaire et colossal. *Pichegru* en donna un premier exemple dans sa campagne de Hollande; *Bonaparte*, dont le caractère se composait de feu et de salpêtre, le perfectionna.

Depuis seize jours, l'armée française se battait sans interruption, contre les Autri-

chiens et les Piémontais ; ses triomphes semblaient la rendre insensible à la fatigue dont elle devait être excédée. Le siège de Turin était résolu, et déjà l'artillerie de siège approchait pour hâter des attaques. Dans ces circonstances, *Bonaparte* prononça, à la tête de son armée, un de ces discours que les anciens historiens mettent souvent dans la bouche des généraux, et qu'il n'est pas sûr qu'ils aient prononcés. An 4.

« Soldats, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont ; vous avez fait quinze cents prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes.

» Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée conquérante de Hollande et du Rhin ; dénués de tout, vous avez supléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et quelquefois sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté, étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Graces vous en soient rendues, soldats, la patrie reconnais-

sante vous devra en partie sa prospérité; et
1796. si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de l'an 3, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

» Les deux armées qui naguères vous attaquaient avec audace, fuient épouvantées devant vous. Les hommes pervers, qui riaient des privations auxquelles vous étiez condamnés, et se réjouissaient dans leurs pensées du triomphe de vos ennemis, sont confondus et tremblans.

» Mais, soldats, il ne faut pas le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire; ni Turin, ni Milan ne sont à vous; les cendres des vinqueurs de Tarquin sont encore foulées par vos ennemis.

» Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus; les magasins pris à vos ennemis sont nombreux; l'artillerie de siège est arrivée; la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses. Justifierez-vous son attente? Les plus grands obstacles sont franchis, sans doute, mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre vous dont le courage s'amolisse? En est-il qui préféreraient de retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer patiemment les injures d'une soldatesque esclave? Non, il n'en

est point parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego et de Mondovi ! An 4.

» Tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français ; tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de nous donner des fers ; tous veulent dicter une paix glorieuse, qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : j'étais de l'armée conquérante de l'Italie !

» Amis, je vous la promets, cette conquête, mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir ; c'est de respecter les peuples que vous délivrez de leurs fers ; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis, sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait ; vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts en combattant, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire.

» Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, qui ne connaîtrait de loi que la force ; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter au petit nombre d'hommes sans cœur,

1796. les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds ; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers !

» Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos chaînes. Le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux ; nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Cette adresse fit sur l'armée française l'effet qu'on devait en attendre. Le courage des troupes était à un degré qui ne pouvait recevoir d'accroissement ; mais, en les enflammant d'une ardeur nouvelle, *Bonaparte* laissait entrevoir aux soldats, que les douceurs d'une heureuse paix les attendaient dans le sein de leurs familles, lorsqu'ils auraient détruit les forces autrichiennes en Italie.

CHAPITRE XVI.

Traité de paix entre la république française et le roi de Sardaigne.

Le roi de Sardaigne était convaincu, par une tardive expérience, que les préparatifs faits pour défendre Turin, ne sauveraient

pas cette place. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, augmentaient sa détresse. Obéissant aux lois de la nécessité, *Colly* eut ordre, le 4 floréal, de demander une suspension d'armes à *Bonaparte*. An 4.

Ce général n'ignorait pas combien un ennemi vaincu pouvait trouver de ressources dans un armistice adroitement prolongé, pour reprendre les hostilités dans un tems plus opportun. Si les lois de l'humanité ne lui permettaient pas de rejetter des propositions tendantes à diminuer le nombre des ennemis de la France, celles de la prudence entraînaient aussi d'importantes considérations. *Bonaparte* répondit que, n'étant pas autorisé par le directoire à traiter de la paix, la position militaire des deux armées rendait dans ce moment toute suspension d'armes pure et simple absolument impossible, et qu'il ne pouvait se prêter à ce provisoire arrangement, qu'autant que le roi de Sardaigne lui remettrait, pour gage de sa foi, les principales forteresses qui défendaient ses frontières.

Malgré ces ouvertures, le général français ne cessait de hâter ses préparatifs pour commencer le siège de Turin, lorsque le 7, il reçut une seconde dépêche du général *Colly*; on lui offrait toutes les sûretés demandées (1).

(1) J'ai communiqué à la cour de Sardaigne la lettre

1796. Les villes de Coni et de Tortone furent remises entre les mains des Français ; la citadelle de Ceva leur ouvrit ses portes.

---

que vous m'avez écrite, en réponse à celle que je vous avais adressée, pour vous annoncer l'envoi d'un plénipotentiaire du roi à Gênes, chargé d'y faire des ouvertures de paix, et pour vous inviter, en attendant le résultat, à épargner l'effusion du sang humain par une suspension d'armes.

Je suis autorisé, par S. M. le roi, à vous dire maintenant que le ministre français à Gênes, auquel le plénipotentiaire du roi s'est adressé pour ces ouvertures, lui a déclaré n'avoir, ni lui ni aucune autre personne à Gênes, aucune autorisation pour entrer en semblable négociation ; mais qu'il fallait s'adresser au directoire exécutif à Paris, lequel seul en avait le droit.

Sur quoi le plénipotentiaire a dit y diriger ses ultérieures démarches, à l'effet dont il s'agit ; en attendant que, par ce moyen, qui ne peut être employé, à moins que d'apporter quelque délai, on puisse arriver à une conclusion qu'on espère de l'ouvrage salutaire de la paix entre les deux Etats ; le roi desirant toujours qu'on puisse épargner, de part et d'autre, les calamités de tout genre qu'entraînent les hostilités, n'a point hésité à donner son consentement à ce que la suspension d'armes proposée, que vous vous êtes montré disposé d'accepter à certaines conditions, puisse avoir lieu.

En conséquence, S. M. m'ordonne de vous déclarer qu'elle consentira de mettre en votre pouvoir deux de ses forteresses, savoir : celle de Coni et de Tortone, comme vous l'avez demandé, pendant que dureront les négociations dont on va s'occuper, et suivant le mode dont on conviendra. Au moyen de quoi, toute hostilité

Le traité de paix ne fut signé que le vingt-neuf floréal. La cour de Turin abandonnait, à la France, la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuïl. Elle consentait que, jusqu'à la paix générale, les armées françaises fussent mises en possession des forteresses de Coni, d'Exiles, de Suze, de la Brunette, de Château-Dauphin, de Démont, de Tortone et d'Alexandrie. Elle accordait, aux troupes venant de France, le libre passage dans le Piémont, pour se porter dans l'intérieur de l'Italie. Enfin on stipulait, non-seulement que les fortifications de Suze, de la Brunette, d'Exiles, de Château-Dauphin et Démont seraient démolies, mais que la cour de Turin ne pourrait établir ni réparer aucune fortification sur les frontières de France. An 4.

Les négociateurs oublièrent de demander la restitution des vallées des Alpes, cédées à la cour de Turin par la paix d'Utrecht, dont les habitans, attachés à la France par leur

---

cessera dès à présent jusqu'à la fin desdites négociations; et au cas que, par la difficulté qui pourrait naître de la situation actuelle de l'armée autrichienne, on ne pût remettre la place de Tortone, S. M. s'est déterminée d'offrir, au lieu de celle-ci, la forteresse de Démont. A l'exception de la remise de ces places, les choses resteront *in statu quo* pour ce qui regarde les pays occupés par les armées respectives, sans qu'elles puissent passer les limites qui seront fixées respectivement.

1796. naissance et leurs habitudes, soupirent après l'instant qui les réunira à leur patrie, et dont la possession offrirait à la France un chemin beaucoup plus commode que celui du Mont-Cénis, pour entrer sans obstacle en Italie; cette faute sera sans doute réparée à la paix générale.

Au surplus, le traité de paix avec la cour de Turin rendait la situation des Français presqu'indépendante de tous les événemens qui avaient nui aux succès de leurs expéditions précédentes en Italie. L'armée de *Kellermann*, retenue dans les Alpes par les forteresses de Suze et d'Exilles, avait toute liberté de se porter sur les bords du Pô. Les communications étaient assurées avec la France par les cols de Tende, du Mont-Genèvre et du Mont-Cénis. L'armée, pouvant se recruter avec facilité, et dont les derrières restaient absolument libres, n'avait à redouter en Italie que le climat lui-même, non moins meurtrier pour les Allemands que pour les Français.

An 4.

CHAPITRE XVII.

Les Français passent le Pô sous Plaisance.

Dans l'espace d'un petit nombre de jours, *Bonaparte* avait défait deux armées, et détaché de la coalition formée contre la France un roi qui s'y était réuni le premier, et dont la cour fut long-tems le foyer des intrigues des émigrés. Ce prince, d'après le texte illusoire des traités de Pilnitz et de Pavie, s'était flatté d'incorporer à ses Etats le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, la Bresse et le Bugey. Il payait alors la témérité de son ambition par la perte de la moitié de ses Etats, et devait le reste à la modération de ses vainqueurs.

A la nouvelle de la défection du roi de Sardaigne, l'archiduc *Ferdinand*, gouverneur général du Milanais, avait dépêché à Vienne une personne de confiance, pour lui représenter le dénûment dans lequel se trouvaient les possessions autrichiennes en Italie, et la nécessité d'en prévenir la conquête par le prompt envoi d'une armée nombreuse, ou de faire la paix. Les Autrichiens avaient passé le Pô à Valenza, dont la citadelle était occupée par un corps de cavalerie napolitaine; ils se

1796. fortifiaient à la hâte le long du Logogna, du Terdopio et du Tésin, pour défendre le Milanais. L'armée des Deux-Siciles s'était réunie à eux ; et quelques renforts, venus du Tyrol, donnaient au général comte de Beaulieu l'espoir de tenter le sort des armes.

A peine *Bonaparte* avait signé, dans son quartier-général de Cherasco, l'armistice demandé par le général *Colli*, que l'armée française marchait vers le Pô. *Massena* s'empara, dans Alexandrie, des magasins considérables formés par les Autrichiens, et que la précipitation de leur retraite les avait forcés d'abandonner. On avait aussi trouvé des munitions précieuses dans les places cédées par le roi de Sardaigne ; ainsi la guerre nourrissait la guerre, et les succès procuraient les moyens d'en obtenir de nouveaux. Le traité qui subsistait entre la France et la cour de Turin, ne permettait plus aux troupes napolitaines de rester dans Valenza ; elles se réunirent à l'armée de *Beaulieu*.

Le passage d'un fleuve aussi considérable que le Pô, en présence d'une armée nombreuse, présentait les plus grands obstacles. Les dispositions de l'armistice de Cherasco donnaient la liberté à *Bonaparte* de faire tous les préparatifs nécessaires pour cette expédition dans Valenza, dont la citadelle domine ce fleuve. La quantité de troupes rassemblées

dans Tortone et dans Alexandrie annonçait aussi que les Français entreraient dans le Milanais par le Pavesan. *Beaulieu* avait dirigé son plan de défense d'après ces dispositions. *Bonaparte* sut lui donner le change ; et tandis que divers mouvemens militaires indiquaient que l'armée républicaine passerait le Pô sous Valenza, le général se transportait par une marche forcée à Castel - Sangiovani, sur les bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora. Le chef de bataillon *Andreossi* et l'adjudant - général *Frontin*, parcourant avec cent hommes de cavalerie la rive du Pô jusqu'à Plaisance, arrêtent cinq grands bateaux chargés de provisions de bouche, de cinq cents malades, et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne. An 4.

Le dix-huit floréal, à neuf heures du matin, la division de cinq mille grenadiers et de quinze cents chevaux se trouvait au bord du Pô, auprès de Plaisance. Elle se précipite dans les bateaux et aborde à la rive gauche, où deux escadrons de hussards s'opposaient en vain au débarquement. Les divisions de l'armée française, disposées en échelons à diverses distances, précipitaient leur marche ; presque toutes passèrent le Pô le 19 et le 20. Les chevaux de luxe trouvés dans Plaisance, facilitaient le transport de l'artillerie et des munitions.

1796. Cependant *Beaulieu*, instruit que les Français avaient exécuté le passage du Pô, abandonnant les inutiles fortifications élevées au bord du Tésin, suivait à la hâte la gauche du Pô, pour attaquer *Bonaparte*, avant que sa position fût consolidée entre l'Olona et l'Adda, et qu'il pût se porter sur Lodi ou sur Pizzighitone.

Le dix-neuf, à midi, un corps de huit mille Autrichiens était au village de Fombio, avec vingt pièces de canon. *Bonaparte* les fait attaquer par le général *Dallemagne*, et les culbute dans l'Adda. Un autre corps de cinq mille hommes est défait auprès de Codogno, par la division de *Laharpe*. Ce général fut tué dans le combat, et emporta dans la tombe les regrets de ses camarades, et l'admiration des ennemis.

CHAPITRE XVIII.

Les princes d'Italie font des propositions de paix.

A la nouvelle du passage du Pô par les Français, les potentats d'Italie se hâtaient de traiter avec *Bonaparte*, regardé dès-lors comme le régulateur et l'arbitre de l'Italie. Le

duc de Parme, embrassant une prudente neutralité, envoyait en France les plus superbes monumens de peinture et de sculpture dont ses Etats étaient décorés. Le grand duc de Toscane ordonnait aux vaisseaux britanniques de diminuer les vexations qu'ils exerçaient sur les Français dans le port de Livourne; le pape faisait des propositions pacifiques, dont l'exécution fut suspendue par les intrigues des courtisans; le roi des Deux-Siciles envoyait un négociateur à Gênes, pour proposer des termes d'arrangement; les puissances italiennes fournissaient à l'armée française des contributions immenses en or, en chevaux, en provisions, et fermaient les ports de la presqu'île au commerce britannique. Le duc de Modène, voulant se soustraire par de vains subterfuges à des conditions regardées par lui comme trop onéreuses, était obligé d'abandonner en fugitif sa résidence et ses Etats, qui furent bientôt occupés par les Français. An 4.

La suspension d'armes entre la France et le duc de Parme fut conclue, le 20 floréal, entre *Bonaparte* et les marquis *Palavicini* et *della Rosa*, sous la médiation du ministre d'Espagne à Parme. Le duc s'engageait à payer, dans un très-court délai, deux millions de livres monnaie de France, seize cents chevaux, deux mille bœufs, dix mille quintaux

de bled, cinq mille d'avoine, et vingt tableaux
1796. au choix du général en chef.

La république de Venise, à la vue du torrent qui menaçait de l'engloutir, avait d'abord levé une armée pour protéger la neutralité de son territoire. Bientôt, abandonnant le système d'une vaine défense, elle eut recours à des moyens qui convenaient mieux à sa situation.

Depuis que *Monsieur*, frère de *Louis XVI*, tenait dans Vérone un simulacre de cour, le gouvernement français, regardant cet asyle donné à un prince prenant le titre de roi de France, comme la protection d'un rassemblement d'émigrés, avait témoigné ses inquiétudes à ce sujet. Le noble *Querini*, ambassadeur de Venise à Paris, eut ordre de répondre que la république vénitienne, ne refusant jamais l'hospitalité à qui que ce fût, se tenait néanmoins dans les bornes des bons égards, et que d'ailleurs le comité de salut public avait fait connaître au sénat sa satisfaction de ce que le ci-devant comte de Provence résidait plutôt dans les états vénitiens, qu'ailleurs; et qu'il se flattait que le directoire exécutif voudrait bien, à cet égard, ne point s'écarter des principes et des sentimens déclarés par le comité de salut public.

Il ne fut pas fait alors d'autres instances; mais, lorsque les Français s'avançaient vers

les frontières de la république, le sénat, voulant éloigner tout sujet de plainte, non-seulement chassa tous les émigrés français de son territoire, mais le marquis *Carlotti*, noble véronais, fut chargé de signifier à Monsieur, que l'asyle qui lui avait été accordé à Vérone cessait, et que la force des choses lui commandait de sortir dans le plus court délai des terres de la république. Ce prince, traversant la Suisse, se réfugia dans l'armée de Condé, qu'il fut bientôt obligé d'abandonner, pour mener une vie obscure dans le château de Hertolshein et ensuite dans celui de Blankembourg. An 4.

On assure qu'avant de quitter Vérone, le prétendant au trône de France, conservant sa dignité au sein de sa mauvaise fortune, déclara au commissaire qui lui intimait les ordres du sénat, qu'en qualité de noble vénitien, il avait le droit incontestable de résider dans Vérone, mais qu'il quitterait cette ville aussitôt qu'on lui aurait rendu l'épée dont *Henri IV* avait fait présent à la république, et que le livre d'or lui serait représenté pour y rayer le nom de sa famille. Le marquis *Carlotti* répondit que, quant à sa radiation, le sénat, sur sa demande, la ferait sans difficulté; mais que, douze millions étant dus à la république par *Henri IV*, son épée lui serait remise, s'il voulait payer cette dette.

1796. Réponse indécente, digne d'un prêteur sur gages, et non l'agent d'un Etat souverain.

A l'égard de l'armée qu'on levait, le noble *Zacharie Valerezo*, nommé provéditeur général avec une autorité dictatoriale, avait reçu ordre de parcourir les villes de terre ferme, pour prendre les mesures convenables. Mais après les débats les plus vifs dans le sénat, ayant été démontré que l'armée vénitienne ne pourrait arrêter ni les Autrichiens, ni les Français qui voudraient entrer dans les Etats de Venise, il fut résolu de s'en tenir à la force armée nécessaire pour maintenir la tranquillité dans l'intérieur du pays.

CHAPITRE XIX.

Bataille de Lodi.

La route de Milan était ouverte désormais aux Français ; mais la possession de cette capitale ne pouvait être paisible qu'après avoir chassé les Autrichiens des bords de l'Adda. Le comte de *Beaulieu*, après avoir mis une nombreuse garnison dans la citadelle de Milan, célèbre par la longue résistance qu'elle avait faite plusieurs fois, s'était replié à la gauche de l'Adda. Son armée occupait des retranchemens prolongés depuis la grande route

de Lodi à Crème jusqu'au confluent de l'Adda et du Pô, au-dessous de Pizzighitone. Maître du cours d'un fleuve anssi profond que rapide, et dont tous les ponts étaient fortifiés, ses postes pouvaient inquiéter les détachemens français répandus dans le Bas Milanais, tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il attendait les secours promis par la cour de Vienne, et qui ne pouvaient parvenir jusqu'à lui sans traverser les provinces vénitiennes ; il donnait ainsi aux Français le dangereux exemple de violer le territoire d'un gouvernement hors d'état de faire respecter son indépendance. An 4.

Le général autrichien se croyait d'autant plus en sureté dans ses lignes, qu'il pensait que les Français, fatigués par leurs marches aussi rapides que brillantes, et affaiblis par leurs victoires, prendraient quelque repos dans les plaines délicieuses de la Lombardie. *Bonaparte* avait d'autres projets. A peine toute son artillerie était transportée au-delà du Pô, que, laissant à sa gauche Pavie, Come, Milan, qui ne pouvaient lui échapper, il faisait ses dispositions pour attaquer de nouveau les Autrichiens. Ils n'avaient laissé, pour garder la tête du pont de Lodi, que deux escadrons de cavalerie et quelques bataillons d'infanterie.

Pendant plusieurs jours, les Français me-

naçaient successivement les différens points
1796. de défense de l'armée autrichienne ; et tandis que cette perplexité forçait *Beaulieu* à étendre ses quartiers, plusieurs divisions françaises, se portant rapidement sur Lodi, attaquaient cette ville avec tant d'impétuosité, le 22 floréal, que les Autrichiens passèrent l'Adda sur le pont sans avoir le tems de le couper, mais ils le couvraient des feux d'une nombreuse artillerie.

Sous ce feu le plus terrible, 4 mille grenadiers se forment en colonne serrée, ayant à leur tête les généraux *Berthier*, *Massena*, *Cervoni* et *Dallemagne* ; ils se précipitent au pas de charge sur ce pont, dont la longueur est de cent toises. Cette colonne redoutable, bravant la mort, renverse tout ce qui s'oppose à elle ; l'artillerie autrichienne est enlevée à la baïonnette.

Dans le même tems, la cavalerie française traversait le fleuve à la nage. *Augereau* accourait avec sa division. Les Autrichiens, rompus de toute part, fuient dispersés, abandonnant leur artillerie, leurs caissons, leurs bagages. *Beaulieu*, passant l'Oglio pendant la nuit, se réfugia sous le canon de Mantoue, abandonnant aux Français Pizzighitone, Cremone et tout le Milanais. Les Autrichiens perdirent quatre mille hommes tués, blessés ou prisonniers.

La journée de Lodi, très-importante en elle-même, l'était encore davantage par l'impression qu'avait faite en Italie une des plus belles manœuvres de guerre que jamais on eut exécutée. L'exaltation guerrière qui était le germe des triomphes de *Bonaparte*, se communiquait aux Italiens, de tout tems amoureux de la liberté. An 4.

Après l'armistice obtenu par le roi de Sardaigne, *Beaulieu* s'était flatté de disputer aux Français le passage des rivières qui se jettent dans le Pô entre Lomello et Belgiojoso. Dans cette vue, après avoir abandonné les rives du Pô auprès de Valenza, il forma un cordon sur le Tesin, depuis Buffalora jusqu'à Pavie, et depuis Pavie jusqu'à Belgiojoso et Casale-Pusterlengo. Lorsque les Français eurent passé le Fleuve auprès de Plaisance, sur des ponts volans, des barques et des radeaux, *Beaulieu* rappela ses troupes de Buffalora, de Sesalte, de Pavie; il prit ses positions entre l'Olona et l'Adda, dans l'espoir de couvrir Milan : mais, après la bataille de Lodi, rien n'empêchait les Français de marcher sur cette ville.

L'archiduc *Ferdinand* en était sorti avec sa famille, pour se retirer dans le Tyrol, en remontant l'Adige. La défaite de *Beaulieu* augmentait la précipitation avec laquelle cette grande ville était évacuée par les individus attachés au gouvernement autrichien; les émi-

1796. grations devenaient si nombreuses qu'on pouvait difficilement se procurer des chevaux. La ville de Milan n'est pas fortifiée ; elle envoie ses clefs à toute armée qui se présente à ses portes ; mais, dans cette occasion, un enthousiasme général qui saisissait la multitude, annonçait les événemens les plus extraordinaires. Les armes de l'empereur, sculptées sur plusieurs édifices, furent enlevées ; la plupart des nobles faisaient dégalonner leur livrée. Le gouverneur général avait ordonné l'armement des milices bourgeoises, et presque personne ne s'était fait inscrire. Les magistrats de la ville renouvelèrent cet ordre après le départ de la cour ; chacun voulut faire le service, et ce qu'on n'avait jamais vu jusqu'alors, les nobles, les gens de loi et les plus riches particuliers se mêlaient indistinctement dans la foule du peuple.

CHAPITRE XX.

Entrée des Français dans Milan. Expédition de Modène.

Un détachement de l'armée française prit possession de cette capitale le lendemain de la bataille de Lodi. Le général *Massena* n'y fit cependant son entrée que le 23 floréal. La

citadelle fut sur-le-champ investie ; la garnison était composée de dix-huit cents hommes, sous les ordres du colonel *Lami*. An 4.

Tous les ordres des habitans de Milan se réunissaient pour engager *Bonaparte* à venir prendre quelque repos dans la capitale du pays que les armes françaises venaient de conquérir. Cédant au vœu public, il se rendit dans cette ville le 26 floréal.

Une députation, chargée de présenter les clefs de Milan au général français, s'était rendue sur les bords du Lambro, dans Marignan, ville célèbre par la victoire remportée en 1515, par François premier, sur les Suisses. *Bonaparte* fut complimenté, à la porte Romaine, par le magistrat revêtu de ses habits de cérémonie. Il entra dans la ville, précédé d'un gros détachement d'infanterie, entouré de sa garde de hussards, et suivi de la garde nationale milanaise ; il vint loger dans le palais habité par les gouverneurs-généraux de la Lombardie.

Une colonne française, approchant de Modène, jetait la terreur dans l'ame du duc *Hercule III*, dont l'unique héritière avait épousé l'archiduc *Ferdinand*, et devait réunir le duché de Modène aux domaines de la maison d'Autriche. Ce prince, hors d'état d'opposer aucune résistance aux troupes françaises, avait envoyé le chevalier *d'Est*, son frère

naturel, à *Bonaparte*. Il en obtint un armistice,
1796. en promettant une somme de sept millions cinq cent mille livres, des munitions de bouche et de guerre pour deux millions cinq cent mille livres, et vingt tableaux à prendre dans son palais ou dans ses Etats, au choix des artistes qui seraient chargés de cette commission par le directoire exécutif. Mais, au lieu de prendre les moyens de remplir ses engagemens, il se retira furtivement dans Venise, emportant avec lui vingt-trois millions en or, et ne laissant à la régence de Modène aucune ressource pour satisfaire les Français, et couvrir les frais d'administration.

CHAPITRE XXI.

Révolte dans le Milanais.

On demandait à la ville de Milan une contribution provisoire de vingt millions. Le départ des plus riches propriétaires, qui avaient emporté leurs effets les plus précieux, rendait cette somme très-difficile à recouvrer. On employa l'argenterie des églises, et tous les fonds qui se trouvaient dans les monts-de-piété; mais ces ressources étaient bien loin de remplir la somme demandée, et qu'il fallait compter dans les plus courts délais. Dans cette

fâcheuse circonstance, malgré les protestations d'attachement que le général français recevait des habitans du Milanais, ceux auxquels étaient connues les opinions religieuses des Italiens, et la méthode dont les gouvernemens d'Italie s'étaient toujours servis avec succès pour arrêter les progrès des Français dans la péninsule, ne doutaient pas que des troubles populaires ne fussent prochainement excités par les hommes ayant intérêt au maintien de l'ancien gouvernement. An 4.

Pour prévenir cette explosion, *Bonaparte* imitant dans Milan la conduite tenue par *Custines* dans Mayence, une société populaire fut établie dans cette ville. Les orateurs de la liberté parcouraient les campagnes, et avertissaient les habitans que les contributions demandées par les Français, ne peseraient que sur les riches, et que les pauvres en seraient exempts. Pavie envoya des députés pour fraterniser avec la société populaire de Milan, et cette ville choisit aussi des orateurs pour éclairer le peuple. Il fut question d'envoyer des plénipotentiaires à Paris, pour proposer l'établissement, en Italie, d'une république sous la protection de la France. Le général *Bonaparte* adressa une proclamation aux habitans du Milanais, pour animer leur courage, et les engager à fournir à l'armée française les vivres et les munitions dont elle manquait,

avec promesse de payer la valeur des objets
1796. mis en réquisition, sur le produit de la contribution de guerre.

Mais, soit que les habitans auxquels on enlevait leurs subsistances, n'eussent pas confiance dans le paiement promis, ou que les violences presque toujours employées par les subalternes, lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force dans les campagnes les denrées des paysans, eussent soulevé le peuple, une insurrection éclata.

Le général *Despinoy*, commandant de Milan, s'aperçut, le 5 prairial au soir, que des mouvemens se dessinaient dans le faubourg de cette ville, du côté de Pavie. Il y fit marcher quelques piquets; les mutins voulurent les désarmer. Aux premiers coups de feu, l'attroupement se dissipa.

Le mouvement était combiné; il avait lieu en même tems à Pavie, à Lodi, à Varèse, et dans un grand nombre de villes et de villages. On sonnait le Toscin dans les campagnes; les paysans assassinaient sur les routes les soldats français qu'ils trouvaient isolés, et les employés à l'administration pour le recouvrement des subsistances. La garnison de Pavie, surprise chez les bourgeois qui logeaient les soldats, avait été désarmée.

Bonaparte, après avoir visité les troupes nécessaires au siège du château de Milan,

avait quitté cette ville, le 5 avant midi, pour se rendre à Lodi. L'empressement du peuple sur son passage, et les applaudissemens qu'on lui prodiguait, éloignaient de son idée les scènes de trahison sur le point d'éclater. An 4.

Il était à peine dans Lodi, que les détails de l'insurrection lui parvenaient de toutes parts. On publiait que Nice et le château de Villefranche étaient au pouvoir des Anglais; que l'armée de *Condé* arrivait, par les montagnes de l'Helvétie, sur les confins du Milanais, et que *Beaulieu*, renforcé de soixante mille hommes venus de Hongrie, marchait sur Milan. Le peuple était excité, par toutes sortes de moyens, à se réunir pour exterminer les Français.

Les habitans de Pavie, renforcés par cinq à six mille paysans, bloquaient trois cents hommes formant la garnison du château. *Bonaparte* se porte rapidement sur Milan, accompagné de trois cents chevaux et d'un bataillon de grenadiers; il ordonne que les révoltés, pris les armes à la main, soient fusillés; déclare à l'archevêque de Milan, au chapitre de la cathédrale, aux nobles et aux moines, qu'ils répondront sur leur tête de la tranquillité publique, et prend le chemin de Pavie. Sept ou huit cents paysans armés veulent défendre le village de Bagnasco; quelques compagnies les attaquent, en tuent un

grand nombre, et dispersent les autres. Le
1796. général fit mettre le feu au village, spectacle déchirant; mais il pouvait prévenir des malheurs plus grands qui menaçaient la ville de Pavie.

Bonaparte chargea l'archevêque de Milan d'y porter cette proclamation :

« Une multitude égarée, sans moyens de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, et brave une armée triomphante de plusieurs rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié; on égare ce peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle au principe adopté par la nation française, qui ne fait pas la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir; mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, et prêté un nouveau serment d'obéissance à la république française, seront traités comme rebelles. Que l'exemple terrible de Bagnasco leur fasse ouvrir les yeux ! Son sort est réservé aux villes et aux villages qui s'obstineront à la révolte. »

Ces menaces avaient fait peu d'impression sur des hommes persuadés, par des rapports fallacieux, que la détresse dans laquelle se trouvaient les Français, énervait absolument leurs forces. Non-seulement la ville de Pavie était munie d'une garnison qui pouvait passer

pour une petite armée, mais les habitans, ayant pris le château, et fait prisonniers les Français qui le défendaient, étaient maîtres d'une quantité assez considérable de munitions de guerre, et gardaient des otages dont la vie leur répondait de ce que les Français pouvaient tenter contre eux. An 4.

Quelques corps de troupes, placés en avant de la place, furent bientôt forcés de rentrer. *Bonaparte* fit avancer l'artillerie; et, après quelques coups de canon, les révoltés furent sommés de mettre bas les armes, et d'avoir recours à la générosité française : ils répondirent qu'ils se défendraient aussi long-tems que Pavie aurait des murailles.

La plus extrême célérité était nécessaire dans cette occasion, pour empêcher que l'embrâsement ne devînt général. Le sixième bataillon de grenadiers se forme en colonne serrée, le général *Dammartin* marche à la tête; deux pièces de canon de 8 précèdent les assaillans : la porte de la ville est enfoncée.

Les assiégés dispersés s'étaient réfugiés sur les toîts, et jetant sur les Français les débris des maisons, leur disputaient l'entrée des rues. Cet acharnement aurait entraîné la destruction de cette belle ville, si *Bonaparte* n'eût conduit lui-même cette expédition, pour modérer, par sa prudence, les rigueurs que

les circonstances pouvaient exiger. Parvenu à
1796. la place de l'Evêché, l'ordre de brûler la ville expira sur ses lèvres, lorsqu'il vit arriver la garnison de la ville et du château, qui, rendue à la liberté, venait, avec des cris d'alégresse, remercier ses libérateurs. Les chefs de la révolte furent fusillés ; on prit des otages qui répondaient de la fidélité des habitans de Pavie ; et une proclamation, publiée dans toutes les communes où s'était manifestée l'insurrection, ordonnait, sous peine de mort, aux habitans d'apporter leurs armes et leurs munitions de guerre dans les magasins de la république.

Dans cette proclamation on disait aux Lombards : « Les Français, après l'usage le plus modéré de leurs conquêtes, devaient-ils s'attendre à tant de perfidie dans un ennemi vaincu ? Maîtres par leurs victoires, ils étaient autorisés, par les lois de la guerre, d'imposer aux peuples, soumis par leurs armes, les conditions qu'ils voudraient.

» Une simple contribution, dont le peuple était exempt, et qui ne devait frapper que sur les privilégiés et les riches, et dont la levée était éloignée de toute forme inquisitoriale, tandis que les Français pouvaient tout envahir dans un pays lointain, où la guerre atroce, faite à leur révolution, les amenait ; respect le plus absolu pour les pro-

priétés et les personnes : telle a été leur conduite. An 4.

» Quel retour leur avez-vous présenté ? d'abord, une reconnaissance simulée des principes de la liberté dont vous vous disiez animés; mais bientôt après, la révolte la plus caractérisée, d'autant plus criminelle, que, répandue, ramifiée sur divers points, elle était évidemment l'effet d'une conspiration ; enfin, le pillage des approvisionnemens, l'interception des routes, l'assassinat des soldats..

» Les Français ont voulu vous ramener de vos égaremens par les moyens de la douceur, le pardon vous était offert ; vous avez les premiers fait feu sur l'armée française ; il a fallu fondre sur vous, enfoncer les portes de votre ville, et vous disperser.

» Vous témoignez à présent du repentir, vous demandez grace, en êtes-vous dignes? Les Français veulent cependant encore vous pardonner : rentrez dans vos foyers, retournez à votre industrie ; soyez tranquilles, repoussez les perfides insinuations du fanatisme qui voudrait vous séduire au nom d'une religion que nous respectons, et que ce fanatisme outrage ; repoussez aussi les insinuations du despotisme, qui ne s'agite que parce qu'il voudrait encore vous opprimer.

» Si vous savez apprécier ce nouveau bienfait, les Français consentent encore à devenir

1796. vos amis; ils voulaient améliorer votre sort, ils voulaient vous faire goûter les douceurs de la liberté, en vous affranchissant de ces impositions qui font la calamité du pauvre et la richesse des privilégiés: connaissez le prix de leurs bonnes intentions.

» Mais si vous devenez une seconde fois ingrats et assassins, nous vous le déclarons solemnellement, la vengeance sera terrible. La mort et le ravage de toutes les propriétés seront la punition des nouveaux forfaits.

» Ministres du culte, la république française a proclamé le respect pour la religion; remplissez le devoir qu'elle vous impose, prêchez au peuple la morale de l'évangile, l'horreur pour le crime, la soumission aux lois; les mauvais prêtres, qui corrompent l'opinion publique, sont les seuls que nous proscrivons; le prêtre vertueux trouve, auprès des Français, appui et protection. ».

La ville de Milan, où quelques dispositions séditieuses se montraient encore, exigeait, par sa nombreuse population et l'influence de ses habitans sur la province, une surveillance particulière d'autant plus nécessaire, que la garnison autrichienne du château de Milan pouvait favoriser les mécontens de la ville. Le général *Despinoy* accompagna les mesures générales qu'il était obligé de prendre, d'une déclaration dans laquelle il exposait les moyens

qu'on avait pris pour soulever le peuple, les précautions que les Français étaient obligés d'adopter, et la sévérité dont on userait contre les rebelles. (1) An 4.

(1) *Proclamation du général* Despinoy, *commandant de Milan.*

Les partisans de la tyrannie, les apôtres du fanatisme, les ennemis de tout gouvernement libre, ont tenté, le 4 de ce mois, d'exécuter ouvertement les complots les plus atroces qu'ils méditaient dans l'ombre. Ils voulaient faire de Milan un foyer de révolte; et, tandis que d'une main ils semaient adroitement les alarmes parmi les esprits trop faciles à s'émouvoir, de l'autre ils soudoyaient, avec l'or de l'Autriche, ces gens sans aveu, ces hommes sans patrie, qui se nourrissent de troubles et d'agitations. Ils ralliaient autour d'eux une partie de ces crédules artisans, de ces habitans de la campagne, qu'ils avaient égarés ou séduits, excitant les uns, corrompant les autres, et versant par-tout les poisons dont ils étaient infectés.

La trahison la plus insigne, l'hypocrisie la plus profonde, en opposition avec la bonne foi; la haine en retour de la bienfaisance, voilà les sentimens dont ils voulaient payer ceux d'une armée triomphante et toujours généreuse au sein de la victoire. Qu'ils tremblent ces hommes perfides qui ont aiguisé les poignards contre leurs bienfaiteurs! Que les ennemis du nom français apprennent à le respecter! Les séditieux qu'ils avaient armés, les rebelles qui s'étaient levés à leur voix, sont rentrés dans la poussière. Les habitans de Bagnasco n'outrageront plus les Français. Errans et fugitifs, ils portent la peine due à leurs attentats. La révolte a été expiée par le feu. Pavie a vu briser ses portes par la hache des républicains. La vengeance va s'appesantir sur les têtes

1796. Non-seulement l'effet de ces précautions calma un incendie qui se propageait avec

coupables; le repentir, la prompte abjuration de tout égarement conserveront seuls des droits à la clémence du vainqueur. Pour assurer le repos des bons citoyens, et protéger leurs personnes et leurs propriétés contre toute nouvelle entreprise des rebelles qui se sont glissés parmi eux, le commandant dans Milan, pour la république française, ordonne ce qui suit :

Tous les habitans sont tenus, dans les vingt-quatre heures, de déposer à l'atelier d'armes de Lazareto, porte orientale, les armes et munitions de guerre qu'ils possèdent, sous peine d'être réputés complices de la rebellion qui a éclaté. Sont exceptées les gardes civiques milanaises, dans le nombre arrêté par le général.

Tous étrangers qui ne justifieront pas du motif de leur résideuce dans Milan, et les gens sans aveu sont tenus d'en sortir dans vingt-quatre heures, sous les peines portées dans l'article précédent, tant contre eux que contre ceux qui les recéleraient. Il leur sera délivré des passeports.

Tout attroupement quelconque sera dissous par la force; ceux qui en auront été les chefs ou les instigateurs, seront conduits dans les prisons, et jugés militairement. Toute société ou club demeure supprimé jusqu'à nouvel ordre.

Les bons citoyens sont invités au calme et à la confiance; ils doivent se reposer, pour la sureté de leurs personnes et de leurs propriétés, sur les principes de justice consacrés par la nation française, et sur les armes triomphantes des guerriers qui ont franchi les Alpes et les Pyrénées, traversé le Pô et l'Adda.

Sont responsables de l'exécution de ces mesures d'ordre et de sureté, individuellement, tous les membres de

fureur, mais un nouvel esprit animant les habitans du Milanais, *Bonaparte* était invité avec instance à introduire dans ce pays le régime de la république française. An 4.

Soit que ce sentiment politique eût été inspiré aux habitans de Milan et des autres grandes villes de la Lombardie autrichienne, par des émissaires de la France, ou que l'amour de la nouveauté portât le peuple à secouer le joug de la maison d'Autriche, cette détermination populaire devait avoir les suites les plus fâcheuses envers la cour de Vienne. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenna, jusqu'au confluent du Pô et de l'Oglio. Partout les populaires s'emparent du gouvernement, la noblesse héréditaire est abolie, une armée italienne, qui doit seconder les Fran-

---

la municipalité de Milan; tous les officiers de la garde civique de la ville, et particuliérement les chefs; les membres du congrès d'état actuellement en exercice, les tribunaux de justice, le clergé, et généralement toutes les autorités civiles, ecclésiastiques et militaires, tant de la ville de Milan que de tous les lieux compris dans son arrondissement.

La municipalité de Milan et toutes les autorités constitués des communes, faisant partie de son arrondissement, feront imprimer, publier et afficher, par-tout où besoin sera, à leur diligence, et sous leur responsabilité, la présente proclamation.

çais, se lève et s'organise; la cavalerie est
1796. montée avec les chevaux de luxe des nobles, qui fuient de toutes parts; les places de guerre, dont les Français sont maîtres dans le Milanais, dans le Piémont, dans les duchés de Parme et de Modène, fournissent les armes nécessaires; on paie les soldats avec les impositions levées sur les pays conquis, et sur les gouvernemens qui achetaient la neutralité.

CHAPITRE XXII.

Bataille de Borghetta.

Des succès tenant du prodige, et les dispositions des habitans du Milanais demandaient en vain qu'une armée, fatiguée par un mois de courses et de triomphes, prît quelque repos. *Bonaparte* mettant à profit l'enthousiasme des soldats qu'il commandait, suivait les Autrichiens dans leur retraite, lorsque la révolte de Pavie l'avait ramené dans Milan. Prêt à se couvrir de nouveaux lauriers, il tint ce discours à ses compagnons d'armes :

« Français, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, est revenu aux sentimens de paix et d'amitié qui l'attachent à la France ; Milan est à vous ; le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie ; les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité. An 4.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil, ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour. Vous avez franchi ces boulevards vantés de l'Italie, aussi rapidement que l'Apennin.

» Tant de succès on porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représentans ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république ; là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, Français, vous avez beaucoup fait, mais il vous reste encore beaucoup à faire. Dirait-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà courir aux armes ! un lâche repos vous fatigue ; les journées perdues pour la gloire, le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons ! Nous avons encore

des marches forcées à faire, des ennemis à
1796. combattre, des lauriers à cueillir!

» Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile, qui ont lâchement assassiné les ministres envoyés vers eux, qui ont incendié les vaisseaux de Toulon, tremblent; l'heure de la vengeance a sonné!

» Mais que les peuples soient sans inquiétudes, vous êtes les amis de toutes les nations, et plus particuliérement des descendans de Brutus, des Scipion, et des autres grands hommes que vous avez pris pour modèles.

» Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque dans la postérité; vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'elle a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie!* »

Le général *Beaulieu*, forcé à l'inaction, en attendant les renforts qu'on lui promettait d'Allemagne, avait passé successivement l'O-

glio et le Mincio. Sa ligne de défense le long de ce fleuve, avait sept lieues d'étendue ; sa droite s'appuyait au lac de Garda et à la forteresse de Peschiera, appartenant aux Vénitiens, et sa gauche sur la ville de Mantoue. Il était maître de trois ponts sur le Mincio ; le premier à Rivalta, le second à Goïto, le troisième à Borghetta. Mantoue était la seule ville qui restait à l'empereur en Italie ; mais en présence d'une armée où l'on comptait encore vingt mille hommes, il était difficile de faire le siège d'une place munie d'une artillerie formidable, de toutes les provisions nécessaires, d'une forte garnison fortifiée par une excellente citadelle, et dont sa situation, au centre d'un lac d'environ dix lieues de circonférence, rendait les approches presqu'impraticables. An 4.

Venise accoutumée à regarder les Autrichiens comme les seuls ennemis qu'elle eût à redouter, cédant au vertige qui avait saisi l'Europe, favorisait secrétement les ennemis de la France. Un ambassadeur de cette puissance résidait à Paris, mais les Français éprouvaient, dans toutes les affaires qui les intéressaient à Venise, ou des langueurs désespérantes, ou la plus défavorable partialité. Un système de duplicité prévalait dans le sénat, où l'on cherchait en vain cet esprit de politique et de sagesse qui lui avait donné tant de renommée.

1796. Non-seulement le territoire vénitien était occupé par les Impériaux, sans que le sénat parût y faire la moindre attention, mais on donnait au comte de *Beaulieu*, et presque publiquement, tous les secours qu'il pouvait desirer. On souffrait même que l'armée impériale occupât l'importante forteresse de Peschiera, bâtie sur le lac de Garda, à l'endroit où le Mincio en sort pour descendre à Mantoue.

Bonaparte ne pouvait ignorer ce manège cauteleux : dédaignant de porter de vaines plaintes, et cependant forcé de poursuivre l'armée de *Beaulieu* dans les états de Venise, il se fit précéder d'une proclamation, dans laquelle il disait aux Vénitiens :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts ; les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour la poursuivre, sur le territoire de la république de Venise, mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude ; la plus sévère discipline sera maintenue, et toute fourniture exactement payée.

» Le général en chef engage les officiers de

la république de Venise, les magistrats et les prêtres, à faire connaître ses sentimens au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis long-tems unit les deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. An 4.

L'armée française avait passé l'Oglio, presqu'en même tems que les Autrichiens. Le quartier-général fut établi à Brescia, le neuf prairial. La division d'*Augereau* vint camper devant Peschiera; celle de *Massena* était à Monte-Chiario; celle de *Cervoni*, à Montse. On occupa les petites villes de Gasoldo, de Solfarino, de Mariana, toute la rive droite de la rivière de Seriola - Marchionale; et, pour faire croire aux généraux autrichiens qu'on voulait les tourner, en passant le lac de Garda vers sa partie supérieure, ou couper entiérement leur communication avec le Tyrol, une demi-brigade d'infanterie légère prit poste dans la ville vénitienne de Salo, située au bord occidental du lac, presque vis-à-vis la ville de Garda, qui donne son nom à cette petite mer (1).

Toute la ligne des Autrichiens se trouvant

(1) Le lac de Garda était connu par les Romains sous le nom de *Benacus-Lacus*.

1796. menacée par les dispositions que faisait *Bonaparte*, la défense de *Beaulieu* était nécessairement affaiblie par la multitude des postes que son armée avait à garder. Cependant, l'armée française se formait, pendant la nuit du neuf au dix prairial, derrière les hauteurs de Capriana et de la Volta; et, dès la pointe du jour, toutes les divisions dirigeaient leur marche sur Borghetta.

Les approches de ce poste important étaient défendues par quatre mille hommes d'infanterie et dix-huit cents chevaux. Ils firent la plus vive résistance. Toutes les redoutes qui les couvraient étant enfin forcées, les Autrichiens passèrent le pont et en coupèrent une arche. Elle ne pouvait être que difficilement rétablie sous le feu des batteries ennemies. Une colonne de grenadiers, conduite par le général *Gardanne*, s'élance dans la rivière. Les Français, ayant de l'eau jusqu'au cou et tenant leurs fusils sur leurs têtes, abordent à l'autre rive. Les Autrichiens croient voir une seconde fois la terrible colonne du pont de Lodi; les plus avancés reculent; on rétablit le pont avec promptitude, et bientôt toute l'armée passe le Mincio et s'empare de Vallegio, quartier-général de *Beaulieu*, qui venait de se replier.

An 4.

CHAPITRE XXIII.

Disposition de l'armée du général Beaulieu.

Les Autrichiens fugitifs s'étaient ralliés entre Vallegio et Villa-Franca sur le bord d'un large canal qui communique du Mincio au Tartaro. Ils se défendirent avec le dernier acharnement dans ce poste fortifié par la nature. Ce n'était pas pour disputer la victoire ; le comte de *Beaulieu*, sans espoir de défendre l'Italie avec la faible armée qu'il commandait, ne songeait qu'à cacher aux généraux français ses dernières dispositions.

Peschiera, Castello-Nuovo et les autres postes qu'il occupait à la droite de l'Adige, étaient évacués rapidement par ses ordres. On transportait dans Mantoue de l'artillerie et des munitions de toute espèce, et lorsque les ombres de la nuit forcèrent les combattans à se séparer, il fit entrer une partie de son armée dans Mantoue, et passa l'Adige avec le reste, en observant de faire rompre tous les ponts depuis Vérone jusqu'à Porto-Legnago.

Mantoue fut abandonnée à ses propres forces ; cette place était défendue par le général ba-

ron de *Stein*, qui commandait auparavant dans
1796. Milan.

La superbe armée autrichienne, avec laquelle, pendant les mois de brumaire et de frimaire, le général *de Wins* menaçait d'envahir la Provence et d'assiéger Marseille ou Toulon, était entiérement fondue. Ses débris erraient dans les montagnes qui séparent le Trentin du Véronais. Le général *de Wins* qui, depuis son retour à Vienne, sollicitait la formation d'un conseil de guerre pour examiner sa conduite dans les Apennins, se regardant comme pleinement justifié par les défaites que le comte de *Beaulieu* venait d'essuyer, abandonna ses poursuites. Les restes de son armée passèrent sous le commandement du lieutenant-général *Melas*; pendant que la cour de Vienne rassemblait laborieusement une nouvelle armée dans la Carinthie et dans le Tyrol.

CHAPITRE XXIV.

L'armée française dans Vérone. Fête des victoires célébrée à Paris.

TROIS jours après la bataille de Borghetta, la division *Massena* s'empara de Vérone, où *Louis-Stanislas*, frère de *Louis XVI*, avait

fait long-tems sa résidence. Le quartier général de l'armée y fut transféré le quinze prairial. De cette ville, *Bonaparte* écrivit au directoire : An 4.

« J'arrive dans Vérone, pour en partir demain. C'est une grande et belle ville. J'y laisse une garnison, pour être maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige. Je n'ai pas caché aux habitans que, si le roi de France n'eût évacué leur ville avant le passage du Pô, j'aurais mis le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'Empire français.

» Je viens de voir l'amphithéâtre : ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre champ de Mars. Ici, trente mille spectateurs peuvent s'asseoir, et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait. Les émigrés fuient de l'Italie ; plus de quinze cents sont partis cinq jours avant notre arrivée ; ils courent en Allemagne porter leurs remords et leur misère. »

L'armée reçut dans Vérone les détails de la fête des victoires, ordonnée par le directoire français. Elle fut célébrée à Paris avec la pompe dont cette cérémonie guerrière était susceptible.

Au centre du champ de Mars, sur une plateforme élevée de douze pieds, sur trente toises

1796. de diamètre, à laquelle on arrivait par quatre rampes de soixante pieds de largeur chacune, était placée la statue de la liberté, assise sur un trophée d'armes. D'une main elle s'appuyait sur le code constitutionnel ; de l'autre, elle tenait une baguette surmontée du bonnet de *Guillaume Tell.*

La plate-forme était ornée, dans son pourtour, de quatorze arbres auxquels étaient attachés les drapeaux et les enseignes militaires des quatorzes armées françaises ; ces faisceaux étaient liés ensemble par des guirlandes de fleurs.

Derrière la statue de la liberté, s'élevait un grand arbre auquel étaient suspendus, en forme de trophées, les drapeaux pris sur les ennemis. L'autel de la patrie était couvert de branches de chêne et de laurier, que devait distribuer le directoire, au nom de la patrie reconnaissante.

A dix heures du matin, une salve d'artillerie annonça la fête ; elle commença à midi. Les autorités constituées s'étaient rendues sur la tertre élevé au milieu du champ de Mars. Un peuple immense remplissait les talus qui environnent cette place. La garde nationale parisienne, divisée en quatorze corps, représentait les quatorze armées de la république. Chacun, précédé d'un drapeau distinctif, garnissait le tour de l'enceinte. A chacun de

ces corps était réuni un certain nombre d'invalides, qu'on avait eu soin de distribuer dans le peloton, représentant l'armée dans laquelle ils avaient servi. Une haie de cavalerie et d'infanterie s'étendait à droite et à gauche, depuis les bâtimens de l'Ecole-Militaire, où le directoire s'était rendu, jusqu'à la rampe du tertre qui faisait face à ce bâtiment. An 4.

Le directoire, précédé des ministres du corps diplomatique, d'une députation des autorités constituées, et environné de sa garde, traversa cette enceinte au bruit des instrumens militaires, et parvint devant l'autel de la patrie, où *Carnot*, président du directoire, prononça ce discours :

« C'est au moment où la nature semble renaître, où la terre, en se parant de fleurs et de verdure, nous promet de nouvelles moissons, où tous les êtres publient dans leur langage les bienfaits de l'intelligence suprême qui renouvèle l'univers, que le peuple français vient, dans cette fête solemnelle, rendre un éclatant hommage aux talens et aux vertus. Eh, quel jour peut mieux réunir tous les cœurs ! quel homme peut être étranger aux sentimens de la reconnaissance ! Nous n'existons que par une longue suite de bienfaits, notre vie n'est qu'un échange continuel de service. A peine au monde, nos yeux s'atta-

chent au ciel, semblent déjà reconnaître un
1796. premier bienfaiteur. Faibles, sans appui, l'amour de nos parens veille sur notre enfance et pourvoit à des besoins sans cesse renaissans. Ils guident nos premiers pas. Leur patiente sollicitude aide au développement de nos organes. Nous en recevons les premières notions de ce qui est en nous-mêmes et de ce qui est hors de nous.

» D'autres bienfaits forment nos cœurs aux affections, nos esprits aux connaissances, nos corps aux travaux utiles. C'est pour notre bonheur que le sage a médité sur les devoirs de l'homme, que le savant a pénétré les secrets de la nature, que le magistrat veille, et que le législateur prépare, dans le recueillement, des lois protectrices.

» Bientôt il nous est donné d'être utiles. Bons fils, nous semons des fleurs sur la vieillesse de nos pères, et leur voix tremblante nous bénit à leur heure dernière. Devenus pères, à notre tour, nous préparons, dans l'education de nos enfans, le sort de nos vieux jours. La sensibilité ne se resserre pas dans le cercle étroit d'une famille, elle va chercher l'indigent sous le chaume, elle verse dans son sein les secours avec les consolations; et déjà payée du bienfait par le sentiment du bienfait même, elle l'est encore par la reconnaissance. Humanité! tes lois sont dé-

licieuses, et l'on ne peut que plaindre l'ame aride qui ne les connaît pas. An 4.

» Celui qui réunit les vertus domestiques, ne saurait être dépourvu des vertus civiles. Il paie avec joie, à sa patrie, le tribut de ses services; il se plaît à rendre à ses concitoyens la protection qu'il en a reçue. Magistrat ou guerrier, artisan ou cultivateur, au temple des arts, au sénat, au champ de la gloire, dans les ateliers de l'industrie, il se montre jaloux de contribuer à la prospérité de son pays et de mériter la reconnaissance nationale. Car il est aussi une reconnaissance des nations envers les individus.

» En ce moment un grand peuple est assemblé pour exprimer la sienne aux citoyens vertueux qui l'ont méritée. Que cette tâche nous est précieuse à remplir ! Que nous aimons à vous rendre hommage, vous tous à qui la patrie doit son salut, sa gloire ou les bases de sa prospérité.

» Vous à qui la France a dû sa régénération politique, philosophes courageux, dont les écrits ont préparé la révolution, limé les fers de l'esclavage et atténué de longue-main les fureurs de fanastisme. Vous, dont le bras intrépide a effectué cette révolution; fondé la république et lutté depuis sept ans contre l'ambition, le royalisme ou l'anarchie. Vous tous, enfin, qui travaillez à rendre la France

heureuse et florissante, qui l'illustrez par vos
1796. talens, qui l'enrichissez par vos découvertes, recevez le témoignage solemnel de la reconnaissance publique.

» Recevez-le, sur-tout, armées républicaines ; vous, dont tout ici rapèle la gloire et les succès. C'est vous qui nous avez défendus contre dix rois coalisés, qui les avez chassés de notre territoire, qui avez reporté chez eux le fléau de la guerre. Vous n'avez pas seulement vaincu les hommes, vous avez surmonté tous les obstacles de la nature, vous avez triomphé des fatigues, de la faim, des hivers. Quel spectacle pour les peuples ! quelle terrible leçon pour les ennemis de la liberté ! Une république naissante arme ses enfans, pour défendre son indépendance; rien ne peut retenir leur impétuosité, traversant les fleuves, forçant les retranchemens, gravissant les rochers.

» Ici, après une foule de victoires, ils reculent nos limites jusqu'aux barrières que la nature nous a données, et, poursuivant sur les glaces les débris de trois armées, vont, d'une nation opprimée et ennemie, faire un peuple libre et alié; là, ils exterminent les hordes de traîtres et de brigands vomis par l'Angleterre, punissent les chefs coupables, et rendent à la république des frères trop long-tems égarés. Ici, franchissant les Pyrénées, ils se précipitent de leur sommet, ren-

versant tout ce qui s'oppose à leur course, et ne sont arrêtés que par une paix honorable ; là, escaladant les Alpes et les Apennins, ils s'élancent à travers le Pô et l'Adda. An 4.

» L'ardeur des soldats est secondée par le génie et l'audace des chefs ; ils conçoivent avec profondeur, ils exécutent avec énergie ; tantôt disposant leurs forces avec calme, tantôt se précipitant au milieu des dangers, à la tête de leurs frères d'armes. Que ne puis-je dérouler ici l'immense et glorieux tableau de leurs victoires ! Que ne puis-je nommer nos plus intrépides défenseurs ! Quelle foule d'images sublimes ! Que de noms chéris se pressent dans ma mémoire ! Immortels guerriers, la postérité refusera d'ajouter foi à la multitude de vos triomphes ; mais pour nous l'histoire n'a plus d'invraisemblances.

» Ne voyons-nous pas, dans cette enceinte même, une portion de ces braves soldats ! Vainqueurs des ennemis extérieurs de l'Etat, ils sont venus réprimer ses ennemis intérieurs. Ils maintiennent au-dedans la république, qu'ils ont fait respecter au-dehors. N'y voyons-nous pas encore ces vénérables guerriers blanchis sous les armes, ceux que d'honorables blessures forcent à un repos prématuré, dont nous apercevons d'ici l'asyle ! Avec quel plaisir nos yeux se reposent sur cette intéres-

sante réunion ! Avec quelle douce émotion
1796. nous contemplons ces fronts victorieux !

» Pourquoi ne nous reste-t-il que votre souvenir, héros morts pour la liberté ! Vous vivrez du moins à jamais dans nos cœurs. Vos enfans nous seront chers; la république acquittera avec eux les dettes contractées envers vous, et nous venons payer ici la première, en proclamant votre gloire.

» Armées républicaines, figurées dans cette enceinte par une portion de vous-mêmes; phalanges invincibles dont j'aperçois autour de moi les trophées, et dont j'entrevois dans l'avenir les nouveaux succès, venez recevoir les couronnes triomphales que le peuple français m'ordonne d'attacher à vos drapeaux.

» Et vous, Français, qu'on voudrait égarer, soyez sensibles à ce spectacle touchant. Vos défenseurs auraient-ils en vain triomphé ? Voudriez-vous que les divisions et les troubles de l'intérieur détruisissent les fruits de leurs exploits ? Abjurez vos haines. C'est pour tous que leur sang a coulé. »

Après ce discours, une députation de chacun des corps représentant les quatorze armées républicaines, s'avançait vers la statue de la liberté. Le président du directoire leur remit une couronne et un drapeau, tandis

que le conservatoire de musique exécutait des hymnes guerrières. An 4.

Bientôt les bataillons qui garnissaient le champ de Mars, se déployant dans cette enceinte, forment des évolutions militaires, et présentent au directoire des soldats blessés aux armées, qui reçoivent des couronnes de chêne et de lauriers. Une salve générale annonce le départ du directoire; des orchestres, placés dans le pourtour de la place, remplissent les airs de sons mélodieux, et des danses champêtres terminent la journée.

CHAPITRE XXV.

Siège de Montoue. Révolte dans les Feudi Imperiali.

Tandis que les chants retentissaient sur les bords de la Seine, *Bonaparte*, après avoir chassé les Autrichiens d'Italie, prenait des mesures pour rendre leur retour impossible.

Malgré l'activité avec laquelle le conseil de Vienne rassemblait une nouvelle armée dans les montagnes du Tyrol et de la Carniole, il ne pouvait se dissimuler que l'Italie était perdue pour la maison d'Autriche, si Mantoue ouvrait ses portes aux Français. Mais cette

forteresse, étant suffisamment approvisionnée,
1796. et défendue par une forte garnison, devait prolonger sa défense d'autant plus long-tems que, par la nature de sa situation, il était impossible que l'armée française fermât exactement toutes les voies par lesquelles des rafraîchissemens pouvaient lui parvenir.

L'armée d'Italie, renforcée par une partie de celle de *Kellermann* et par les régimens qui n'étaient plus nécessaires dans les départemens de l'Ouest, où la prise de *Charette* avait éteint les mouvemens insurrectionnels, comptait quatre-vingt-dix mille combattans respirant la gloire des armes. Une grande partie de ces forces était employée à garder les passages de la rivière de Gênes, les villes de Coni, de Ceva, de Tortonne, d'Alexandrie dans le Piémont, et les principales places du Milanais, qu'on n'osait confier entiérement aux troupes levées en Lombardie, malgré le dévoûment témoigné par elles à la république française.

Cependant, la ville de Mantoue était étroitement bloquée. *Bonaparte*, laissant *Massena* dans Vérone, pour intercepter les secours que les Autrichiens pouvaient envoyer dans le Mantouan, en suivant les bords de l'Adige, tandis que la garnison de Peschiera arrêtait, de son côté, les convois Autrichiens embarqués à Riva, à Torgoli, et dans les autres villes du Tyrol sur le lac de Garda, s'était

rendu à la Favorite, superbe palais des ducs de Mantoue, à une demi-lieue du lac. Les Français s'emparèrent du faubourg San-Georgio, et des autres faubourgs bâtis en dehors du lac et des forts qui les défendaient. An 4.

Mantoue exigeait un siège dans toutes les règles; l'armée française avait peu de moyens de l'entreprendre. La marche rapide de ses conquêtes, et la difficulté des routes qu'elle avait suivies à travers les plus hautes montagnes de l'Europe, n'avaient pas permis de la faire accompagner par ces parcs d'artillerie, dont les ressources, extrêmement coûteuses et extrêmement combinées, facilitent les sièges, et contribuent à les abréger. C'était avec les canons du roi de Sardaigne et de l'empereur, qu'il fallait prendre la plus forte place que la maison d'Autriche possédât en Italie.

Les grandes chaleurs dont la saison approchait, et qui rendent mortel le voisinage de Mantoue, augmentaient les difficultés. *Bonaparte*, à qui l'expérience avait appris de bonne heure à connaître les hommes, n'ignorait pas que la malignité l'eût rendu responsable des soldats dévorés par le climat devant cette place; il prit le parti de la cerner de toutes parts, tandis qu'on rassemblait les objets nécessaires pour pousser le siège de Mantoue avec vigueur, si cette place ne se rendait pas avant l'hiver.

1796. Des troubles élevés dans les *Feudi Imperiali*, qui confinent aux Etats de Gênes, de Toscane et de Piémont, contribuaient à la détermination de *Bonaparte*. Les communications de son armée étaient menacées; on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; la politique et le fanatisme s'unissaient pour lui susciter de nouveaux ennemis : la plus extrême activité pouvait à peine suffire à tant d'opérations compliquées. *Bonaparte*, résolu d'envoyer une partie de ses forces dans le Tyrol et dans les gorges des Apennins, voulut que sa marche fût précédée par des manifestes qui pussent lui procurer des partisans dans ces pays difficiles. Peu de généraux manièrent l'arme des proclamations avec plus d'adresse que lui (1).

(1) Je vais passer sur votre territoire, braves Tyroliens, pour obliger la cour de Vienne à faire une paix nécessaire à l'Europe entière comme à ses sujets. C'est votre propre cause que je viens défendre. Depuis assez long-tems vous êtes fatigués des horreurs d'une guerre entreprise non pour l'intérêt du peuple allemand, mais pour les passions d'une seule famille.

L'armée française respecte tous les peuples, et plus particuliérement les habitans simples et vertueux des montagnes. Votre religion, vos usages seront par-tout respectés; nos troupes observeront une discipline sévère, et rien ne sera pris dans le pays, sans qu'il soit payé en argent. Vous nous recevrez avec hospitalité, et nous vous traiterons avec fraternité et amitié.

Le général *Lannes* entra dans les Feudi Imperiali avec douze cents hommes (1), fit An 4.

Mais s'il en était parmi vous qui connussent assez peu leurs intérêts véritables, pour prendre les armes, et nous traiter en ennemis, nous serons terribles comme le feu du ciel, nous brûlerons les maisons, nons dévasterons le territoire des villages qui prendraient part à notre guerre, qni doit leur être étrangère.

Ne vous laissez pas induire en erreur par les agens de l'Autriche; garantissez votre patrie, déjà vexée par cinq ans de guerre, des malheurs qui l'affligeraient. Sous peu, la cour de Vienne, obligée à signer la paix, rendra aux peuples leurs privilèges usurpés, et à l'Europe la tranquillité qu'elle trouble.

(1) Les habitans des fiefs impériaux, à l'instigation de plusieurs de leurs seignenrs, et des agens de l'Empereur à Gênes, ont violé le serment d'obéissance qu'ils avaient prêté à la république française. Ils ont assassiné plusieurs détachemens français, et assiégé la garnison française dans Arquata. Il n'est pas de crimes dont ils ne se soient rendus coupables. Il n'est point d'horreurs qu'ils n'aient commises. Les insensés comptaient sur l'impunité, ils croyaient l'armée éloignée; ils ne savaient pas qu'il n'est point de refuge qui puisse soustraire les ennemis de la république française à la vengeance de ses armées. Qu'ils apprennent, par le spectacle terrible d'Arquata, le sort qui les attend s'ils ne changent de conduite, et s'ils ne profitent de la porte que la clémence nationale laisse encore ouverte au repentir.

En conséquence, le général en chef ordonne :

Art. 1.er Toutes les communes des fiefs impériaux, en Italie, enverront sur-le-champ trois députés au quartier-général à Tortone, avec les procès-verbaux de la

arrêter et fusiller les chefs de la révolte. On
1796. brûla leurs maisons dans le fief d'Arquata, où le soulévement avait pris naissance : cette sévérité arrêta bientôt le feu de l'insurrection.

Dans le même tems, une colonne marchait

---

prestation du serment d'obéissance qu'elles font à la république française, et toutes les armes qui existent dans les communes.

2. Toutes les communes enverront deux otages pour être garans de leur fidélité.

3. Tous les seigneurs possédant des fiefs impériaux, seront tenus de se rendre en personne à Tortonne, pour prêter leur serment d'obéissance à la république française ; et si, sous cinq jours après la publication du présent ordre, ils ne l'ont pas fait, tous leurs biens seront confisqués.

4. Vingt-quatre heures après la proclamation du présent ordre, toutes les communes porteront à l'agent militaire dans Tortonne, le montant de la contribution militaire imposée sur les communes. Elle sera augmentée d'un dixième par journée de retard qu'elles mettront dans le paiement.

5. Ceux qui, quarante-huit heures après la publication du présent ordre, seront trouvés avec des armes ou des munitions de guerre, seront fusillés.

6. Toutes les cloches qui ont servi à sonner le tocsin dans les villes et dans les villages, seront descendues des clochers et brisées vingt-quatre heures après qu'on aura reçu la présente proclamation. Les habitans qui ne se seront pas conformés à cet ordre, seront réputés rebelles, leurs villages seront brûlés.

Les officiers municipaux et les curés sont responsables, sur leur tête, de l'exécution de cet article.

sur le lac de Come, s'emparait du fort de Fuentes qui en défend l'entrée du côté de l'Italie, et faisait démolir cette forteresse bâtie par les Espagnols, lorsqu'ils étaient maîtres du Milanais. An 4.

CHAPITRE XXVI.

Le ministre de France à Gênes demande que le ministre de l'empereur soit expulsé de cette ville.

VILLARS ayant fini sa mission à Gênes, avait été remplacé par *Faypoul*. Ce ministre était à peine reconnu, qu'il ne pouvait se dissimuler que les émeutes dont les Feudi Imperiali avaient été la proie, avaient leur foyer dans Gênes même. Le territoire de la république venait d'être violé ouvertement par les Anglais; ils s'emparèrent, en prairial, sous le canon du fort de l'Arma, près de Taggia, de six navires français, chargés de munitions. Le fort tira quelques volées de canon pour les protéger; mais les Anglais ayant menacé d'incendier le village, le fort cessa son feu, et les bâtimens français furent pris. *Faypoul* présenta une note au gouvernement, pour se plaindre de cette capture, favorisée par la faiblesse du commandant du fort.

1796. Cette note n'ayant pas produit l'effet qu'on en attendait, un second mémoire fut présenté, dans lequel le ministre français demandait que le sénat dédommageât la république de cette perte. Les collèges s'assemblèrent extraordinairement pour délibérer sur cette affaire. Les Génois disaient, pour leur justification, que le fort d'Arma n'étant guères qu'une tour, après avoir tiré quelques coups de canon, se trouva sans poudre et sans boulets. Les Français prétendaient qu'on avait tiré en l'air et non sur les Anglais, et qu'un détachement français s'étant présenté pour fortifier la garnison du fort, et lui procurer les munitions dont on manquait, l'entrée lui en avait été interdite.

Il y eut séance extraordinaire des collèges, le 29 prairial. Le général français, *Murat*, présenta au doge une note officielle, qu'il ne voulut pas remettre, comme de coutume, entre les mains du secrétaire d'Etat, pour éviter les négligences survenues quelquefois en pareil cas. Le général se rendit au palais avec le ministre *Faypoul*, et déclara de vive voix qu'il était de la justice du sénat de faire droit à ses réclamations qui se bornaient :

Au rappel du gouverneur de Novi, pour avoir mis la négligence la plus coupable à réprimer les vols et les assassinats commis dans les enclaves de sa juridiction, sur des

soldats français, victimes des brigands de Pozzolo et des environs de cette commune; An 4.

A l'envoi des troupes génoises en nombre suffisant pour faire respecter le territoire de Gênes par les Anglais, et pour maintenir la sureté des chemins aux endroits limitrophes de l'Etat de Gênes avec le Piémont;

Enfin à l'expulsion, dans deux fois vingt-quatre heures, du comte *Girola*, ministre impérial, pour avoir violé le droit des gens, en fournissant aux révoltés d'Arquata et des autres fiefs impériaux, des armes, des munitions de guerre, et en protégeant ouvertement les chefs des révoltés, dont quelques-uns avaient été trouvés munis de diplômes délivrés, par ses agens, au nom de la cour de Vienne.

Le gouvernement génois fit déclarer par un secrétaire d'Etat, au ministre de l'empereur, *Girola*, que des circonstances secrètes l'engageaient à le prier de s'éloigner de Gênes. *Girola* répondit qu'il attendrait les ordres de sa cour. Les événemens qui se succédèrent, firent perdre cette affaire de vue.

1796.

CHAPITRE XXVII.

Armistice avec le pape et le roi de Naples.

BONAPARTE profitait du loisir que lui laissaient les Autrichiens retranchés entre la tête du lac de Garda et l'Adige, pour consolider la nouvelle république italienne, et pour faire des traités avec les puissances de la péninsule. La division du général *Augereau*, après avoir passé le Pô à Borgo-Forte, le 28 prairial, s'était emparée de Bologne le premier messidor; on y fit prisonniers quatre cents soldats du pape, avec le cardinal légat et tous les officiers de la légation de Bologne. Une division française se porta sur Ferrare et sur Faenza, qui ne firent aucune résistance. La Romagne entière obéissait aux lois de la république française. L'artillerie trouvée à Bologne, au fort d'Urbin et au château de Ferrare, formait un équipage propre au siège de Mantoue. Ces villes renfermaient de superbes tableaux qui furent envoyés en France. Ces pertes avaient décidé le pape à souscrire à des préliminaires de paix. Il abandonnait à la France les légations de Ferrare et de Bologne, les côtes maritimes du golfe Adria-

tique, depuis les embouchures du Pô jusqu'à la citadelle d'Ancône ; promettait vingt-un millions de livres monnaie de France, et une grande quantité de tableaux, de bustes, de vases, de statues et de manuscrits précieux de la bibliothèque vaticane, au choix des commissaires français. An 4.

A Naples, le gouvernement, effrayé du progrès des armes françaises, avait ordonné des prières publiques, pour obtenir la protection du ciel ; le roi et la reine, accompagnés d'un peuple immense, assistèrent à ces prières ; deux proclamations furent ensuite adressées, une aux évêques, et l'autre à tous les habitans des deux-Siciles. L'objet de cette double proclamation était la levée d'une armée de soixante-dix mille hommes, qui devait être sous le commandement immédiat du roi. Cette armée devait être composée de troupes régulières, dont l'état fût porté à trente-trois mille hommes, et des milices établies sous le dernier règne ; leur nombre avait été fixé, dans l'origine, à vingt-cinq mille hommes qui ne devaient, par an, que quinze jours de service : il fut porté à quarante mille combattans. Ces corps de milices devaient se réunir sous les ordres des principaux barons du pays, et se pourvoir d'armes et d'habits ; chaque volontaire était déclaré exempt de toute imposition, ainsi

que sa famille, pendant la durée de son ser-
1796. vice; quant aux barons, on leur promettait des grades militaires, suivant leur mérite.

Les évêques, les curés et les prédicateurs avaient ordre de faire sentir au peuple tous les dangers qui résulteraient pour lui de l'invasion des Français; on les invitait à exciter dans le peuple un zèle ardent, qui le fît concourir de bon cœur à seconder, de toutes ses forces, les intentions de la cour.

Malgré ces invitations, ces promesses, et tout cet appareil de force, le gouvernement napolitain était persuadé qu'il lui serait plus facile d'obtenir la paix par la voie des négociations, que par des levées de troupes. Le marquis de *Gallo* avait été envoyé à Basle pour négocier avec *Barthelemi*; mais, comme cette négociation pouvait être longue et incertaine, on s'adressa à *Bonaparte*. La cour de Naples promettait huit millions, ou des munitions navales pour cette somme. Un armistice fut accordé aux cours de Rome et de Naples.

En conséquence, le prince *Pignatelli-Belmonte* fut envoyé à Paris par la cour des Deux-Siciles, pour négocier le traité définitif. Les ministres du pape faisaient le même voyage. Ils se flattaient d'engager le directoire à se relâcher des dures conditions imposées par le général français. Le conseil de

Pie VI choisit, pour cette négociation épineuse, les prélats *Vangelisti* et *Petrachi*, deux hommes consommés dans la diplomatique ; mais le directoire avait exigé qu'on ne lui envoyât pas des ecclésiastiques. La dérogation à une promesse imposée devait rendre désagréable la personne des plénipotentiaires. En vain ils prirent l'habit laïque, et l'abbé devint comte Petrachi. Son caractère fut bientôt connu ; les deux négociateurs furent congédiés. An 4.

CHAPITRE XXVIII.

Les Français entrent dans Livourne.

Malgré la neutralité de la Toscane, les Anglais avaient été constamment favorisés, publiquement ou en secret, dans le port de Livourne. Ils venaient même d'enlever deux navires français, sous le canon du mole, sans que le gouvernement eût pris aucune mesure contre cette violation de son territoire. Le ministre des relations extérieures ayant rapporté plusieurs fois à l'envoyé du grand-duc à Paris le mécontentement du directoire, ce ministre avait rejeté ces particularités sur l'impossibilité où se trouvait le ministère de

Livourne de réprimer une nation aussi puis-
1796. sante et aussi audacieuse que les Anglais.

Bonaparte, résolu de mettre un terme à cette partialité, en plaçant une garnison dans Livourne, avait encore la vue secrette d'ouvrir une communication avec quelques cantons de l'île de Corse, qui cherchaient l'occasion de secouer le joug des Anglais, et de se réunir à la république française.

Cette entreprise, pour être exécutée sans verser une seule goutte de sang, exigeait beaucoup d'adresse. Les troupes françaises occupaient Bologne, le fort d'Urbin, Ferrare et Faenza. Une colonne de l'armée se portait de Reggio, à travers les Apennins, sur Pistoïa, et menaçait de se rendre à Rome par Florence, pour déterminer le pape à signer le traité définitif de paix.

La nouvelle de cette marche jeta l'alarme dans la cour du grand-duc. Le premier ministre fut dépêché à Bologne, pour représenter au général français que le passage par la Toscane, ayant été refusé aux troupes napolitaines, la justice exigeait que les Français ne violassent pas un territoire que les coalisés avaient respecté. Mais la principale crainte du ministère de Florence était la présence de l'armée française dans cette capitale. Le plénipotentiaire adopta, sans difficulté, la

proposition d'éviter Florence, et de s'avancer sur Rome en passant par Pise. An 4.

Le 8 messidor, la division du général *Vaubois* arriva à Pistoïa; elle passa l'Arno le lendemain à Fucechio. Alors les Français, au lieu de se diriger sur Pise, prirent la route de Livourne. *Bonaparte*, ne craignant désormais aucun obstacle, prévint le grand-duc de son expédition par une lettre, dans laquelle, en se plaignant des vexations que les Français éprouvaient dans ce port, contre le droit des gens, il assurait que le parti auquel les événemens le forçaient de s'arrêter, ne troublerait pas la bonne harmonie entre la France et la Toscane (1).

(1) Le pavillon de la république française est constamment insulté dans le port de Livourne, les propriétés des négocians français violées; chaque jour y est marqué par un attentat contre la France, aussi contraire aux intérêts de la république qu'au droit des gens. Le directoire exécutif a porté plusieurs fois ses plaintes au ministre de votre altesse royale à Paris, qui a été obligé d'avouer l'impuissance où se trouvait votre altesse royale de réprimer les anglais, et de maintenir la neutralité dans le port de Livourne.

Le directoire exécutif a senti dès-lors qu'il était de son devoir de repousser la force par la force, de faire respecter son commerce, et m'a ordonné de faire marcher une division de l'armée que je commande, pour prendre possession de Livourne.

J'ai l'honneur de prévenir votre altesse royale que,

1796. Les Français entrèrent dans Livourne le 10 messidor.

Malgré le secret avec lequel cette expédition avait été dirigée, les Anglais en avaient été informés. Quarante bâtimens de cette nation sortirent du port deux heures avant l'arrivée de *Bonaparte*. Ce général fit arrêter le chevalier *Spannachi*, gouverneur de la ville, accusé non-seulement d'avoir favorisé le départ des Anglais, mais dont les efforts avaient égaré le peuple, en lui représentant que le petit nombre de Français, arrivés dans Livourne, pouvait être aisément opprimé.

Le grand-duc fut informé de cet événement par une lettre, dans laquelle *Bonaparte* lui disait : « Une heure avant l'entrée de mon armée dans Livourne, une frégate anglaise a

---

le dix de ce mois, une division de l'armée entrera dans Livourne. Elle se conduira dans cette ville d'après les principes de neutralité que nous venons maintenir. Le pavillon, la garnison, les propriétés de votre altesse royale seront scrupuleusement respectés.

Je suis en outre chargé d'assurer votre altesse royale du desir sincère qu'a le gouvernement français de voir continuer l'amitié qui unit les deux Etats, et de la conviction où il est que votre altesse royale, témoin chaque jour des excès auxquels se portent les vaisseaux anglais, sans pouvoir y porter remède, applaudira aux mesures justes et utiles qu'a prises le directoire exécutif, et que je suis chargé de faire exécuter.

enlevé deux bâtimens français valant un demi-million ; le gouverneur les a laissé prendre sous le feu de ses batteries, ce qui est contraire aux intentions de votre altesse et à la neutralité du port de Livourne. Je porte plainte à votre altesse royale contre ce gouverneur, qui, dans toutes ses démarches, a montré la haine la plus prononcée contre les Français ; il a cherché hier, au moment de notre arrivée, à ameuter le peuple contre nous ; il n'est sortes de mauvais traitemens qu'il n'ait fait essuyer à notre avant-garde. An 4.

» J'aurais été autorisé, par les lois de la guerre, à le faire juger par une commission militaire ; mais par respect pour votre altesse royale, intimément persuadé de l'esprit de justice qui caractérise toutes vos actions, j'ai préféré de l'envoyer à Florence, convaincu qu'elle donnera des ordres pour le faire punir sévérement.

» Je dois en même tems faire mes remercîmens à votre altesse royale, de la bonté qu'elle a eu de préposer le général *Strafoldo*, pour procurer à l'armée ce qui lui était nécessaire. Il s'est acquitté des ordres de votre altesse royale, avec autant de zèle que de succès.

L'entrée des Français dans Livourne avait jeté la terreur dans toute la Toscane, qui craignait d'être soumise au régime militaire. Mais bientôt les dispositions du général, et la bonne conduite de l'armée, rassurèrent les

habitans. *Bonaparte* ordonna au consul fran-
1796. çais à Livourne, de saisir, dans le port (1);

(1) Le consul de la république Française à Livourne fera mettre les scellés sur les magasins appartenant aux Anglais, à l'Empereur, à l'Impératrice de Russie, et généralement à tous les princes ou sujets avec lesquels nous sommes en guerre, et en fera l'inventaire. Il fera toutes les démarches, prendra toutes les mesures et emploiera tous les moyens pour découvrir les marchandises qui pourraient avoir été déposées chez les différens négocians de Livourne, et s'en mettra en possession.

En exécution de cet ordre du général, le consul de la république française invite tous les habitans de Livonrne et des environs, de quelque nation et qualité qu'ils soient, qui pourraient posséder, à titre de dépôt ou autrement, des effets, marchandises, argent, bijoux, chevaux, meubles, etc. appartenant aux sujets de la Grande-Bretagne, de l'Empereur, de la Russie, ou aux autres ennemis de la république, à remettre, dans la journée de demain 12 messidor, au consul lui-même, un état détaillé et une déclaration au vrai des effets et sommes d'argent qui appartiennent aux ennemis de la république.

Ceux qui auront contracté avec les ennemis de la république, de quelque manière et en quelque forme que ce puisse être, doivent également en faire leur déclaration au consul de la république, ce qui servira simplement pour en faire l'examen.

Le consul invite particuliérement les Français à lui indiquer les effets cachés, déposés ou aliénés par ventes simulées, ou de toute autre manière. Aucun motif pour les retenir ne sera admissible, parce qu'il est prouvé

tous les effets appartenant aux Anglais, aux Autrichiens, aux Russes et aux sujets des autres états avec lesquels la France était en guerre; laissa dans la place une bonne garnison, commandée par le général *Vaubois*, et revint à son armée en passant par Florence, An. 4.

---

que les citoyens français ont été en différens tems dépouillés ou lézés par des mesures sourdes des ennemis de la république dans le port de Livourne, et que même la violence a été employée. C'est donc le droit le plus légitime de la représaille que la république française exerce, et une restitution de ses propriétés, également juste, qu'elle réclame, conformément aux droits de toutes les nations.

Aussitôt les déclarations faites, on prendra des mesures pour constater leur exactitude et assurer le séquestre des effets. Ceux qui négligeraient de faire les déclarations, ou qui les feraient incomplettes, s'exposeraient à des recherches sévères et à des conséquences fâcheuses qu'il est de leur intérêt de prévenir.

L'intention du général en chef est que toutes les propriétés ennemies soient remises dans les mains de la république, comme prises faites en mer. En conséquence, et par cette considération, toutes recherches, tous jugemens, toutes condamnations, sont attribués à la juridiction consulaire.

Les négocians de Livourne, et sur-tout les Juifs, ayant proposé aux Français de se désister de toutes leurs prétentions, moyennant une somme dont on conviendrait, *Bonaparte* y consentit; on lui paya six millions de livres monnaie de France. En conséquence, toutes mesures inquisitoriales furent abandonnées. Les Français observèrent dans Livourne la plus exacte discipline.

où le grand-duc lui fit l'accueil le plus distingué.

1796.

Pendant qu'il dînait avec ce prince, un courrier vint lui apporter la nouvelle de la conquête du château de Milan. La tranchée avait été ouverte devant cette place pendant la nuit du vingt-neuf au trente prairial ; elle se rendit le onze messidor. La garnison fut faite prisonnière de guerre ; on trouva dans le château de Milan cent cinquante bouches à feu, deux cent milliers de poudre, et cinq mille fusils.

Le général francais était alors la seule puissance qui dominait en Italie. L'armée était entretenue aux dépens des pays vaincus. J'ai entendu les clameurs s'élever contre *Bonaparte* ; des soulévemens excités dans quelques cantons en étaient le vain prétexte. Mais ceux qui s'appitoyaient ainsi sur le sort des Italiens, n'auraient-ils pas censuré plus amérement la conduite du général, si les frais incalculables entraînés par l'expédition italienne, augmentant l'ambarras des finances de la république, avaient arrêté la suite des succès qui, seuls, pouvaient amener une paix solide et glorieuse ?

Le chevalier *Folard*, un des hommes les plus instruits de son siècle, et qui avait fait long-tems la guerre en Italie, repoussant, dans ses commentaires sur *Polybe*, le reproche

d'avarice fait à *Annibal* par *Tite-Live*, observe avec raison que, si par cette avarice l'historien romain entendait les contributions levées sur les villes et sur les campagnes, il ne pouvait rien dire de moins raisonnable. An 4.

« *Annibal* était-il entré en Italie pour faire la guerre aux dépens de la république de Carthage, plutôt qu'aux frais de ses ennemis? Un habile général fournit aux dépenses de la guerre par la guerre elle-même. Le Carthaginois s'en acquitta fort bien. Tout autre qui fait le contraire, s'en acquitte fort mal. C'est une leçon pour les Français, s'il leur arrive jamais de rentrer en Italie. Tous les peuples et tous les souverains de ce pays n'étaient pas moins nos ennemis en secret, qu'ils l'étaient ouvertement d'*Annibal*. Nous eûmes tort de ne pas leur faire payer les frais de la guerre. Les Italiens méprisent les étrangers; ils s'imaginent qu'on les craint, lorsqu'on les ménage. La politique du prince *Eugène* doit servir d'exemple aux généraux français; il retira de l'Italie tout l'or que nous y avions laissé. Ce prince fit en cela le trait d'un grand capitaine; aussi l'était-il plus qu'aucun autre de son tems. »

LIVRE VINGTIEME.

CHAPITRE PREMIER.

Rupture de l'armistice entre les Autrichiens et les Français sur les bords du Rhin. Etat des armées respectives.

MALGRÉ la bonté des fortifications de Mantoue, telles étaient l'audace et l'activité des Français, que cette place pouvait être enlevée de vive force, par l'intermède des bateaux plats construits sur le lac. Ce danger serait devenu plus imminent, si le gouvernement français, envoyant en Italie une partie des troupes que l'armistice subsistant entre l'Empereur et la France, laissait reposer sur les bords du Rhin, avait procuré à *Bonaparte* la facilité de garder exactement toute les rivières et tous les canaux dont Mantoue est à la distance de quelques lieues, et d'empêcher ainsi qu'il n'entrât dans la forteresse des subsistances pour les hommes et pour les chevaux.

L'empereur avait les mêmes moyens de fortifier son armée du Tyrol, en affaiblissant

celle d'Allemagne ; mais d'un côté, en prenant ce parti, il s'exposait à ce que les princes d'Allemagne, marchant sur les traces de ceux d'Italie, fissent leur paix particulière avec la France ; de l'autre, les troupes françaises, occupant toutes les places sur l'Adige, l'Adda, le Tesin et les autres rivières qui descendent des Alpes allemandes, tiraient de l'Italie une subsistance assurée par la frayeur inspirée par leurs exploits, tandis que la stérilité des montagnes du Tyrol aurait forcé les Impériaux de faire venir leurs vivres et leurs munitions de très-loin, par des chemins impraticables, avec des fatigues et des frais immenses. An 4.

L'avantage des Français sur les Autrichiens était celui qu'avaient les Autrichiens sur les Français au commencement de la campagne, et dont le comte de *Beaulieu* n'avait pas su profiter.

Ces considérations avaient déterminé la cour de Vienne à rompre une suspension d'armes prolongée habilement depuis quatre mois, pour recruter ses armées, en feignant de pencher vers des termes de pacification, que l'embarras de ses affaires ne la forçait pas encore d'accepter.

Les armées françaises répandues sur les bords du Rhin, de la Meuse et de la Moselle, depuis les frontières de Hollande jus-

1796. qu'aux montagnes helvétiques, consistaient en trois corps principaux. L'un, sous le nom d'armée du Rhin et de Moselle, commandé par *Pichegru*, ayant sous ses ordres les généraux *Moreau*, *Desaix*, *Delmas*, *Beaupuy*, *Saint-Cyr*, *Sainte-Suzanne*, *Férino*, *Lecourbe*, *Delaborde*, etc., défendait les montagnes des Vosges, la Lorraine, l'Alsace et le département du Mont-Terrible. Le second, appelé armée de Sambre et Meuse, sous les ordres de *Jourdan*, s'étendait à la gauche du Rhin, depuis le pays de Clèves jusqu'aux bords de la Nahe, et à la droite du fleuve, de la ville de Dusseldorf à la rivière de Wupper. Ses principaux officiers étaient *Kleber*, *Marceau*, *Bernadote* qui passa en Italie à la fin de la campagne, *Lefebvre*, *Grenier*, *Poncet*, *Championet*, *Colaud*, *d'Haupoult*. Le commandement de la troisième armée, conduite par *Pichegru* à la conquête de Hollande, sous le nom d'armée du Nord, était confié à *Beurnonville*. Sa destination particulière était de protéger les Hollandais, mais elle devait combiner ses mouvemens avec ceux des deux autres armées.

Les armées impériales se partageaient en deux corps principaux, sous le nom d'armée du Bas et du Haut-Rhin. La première était sous les ordres de l'archiduc *Charles*; le feld-maréchal comte de *Wurmser* commandait la

seconde, depuis que le général *Clairfayt* avait donné sa démission ; le maréchal *Wurmser* avait sous son commandement le corps des émigrés français, connu sous le nom d'armée de Condé. An 4.

Une troisième armée allemande, de soixante et dix mille hommes Prussiens ou Hessois, sous le commandement du duc de *Brunswick*, campait le long du Weser pour protéger la neutralité du nord de l'Allemagne, stipulée avec le roi de Prusse dans le traité particulier dont on a parlé précédemment.

Dans cette disposition des choses, les généraux français n'étaient pas d'accord sur le plan de campagne qu'il convenait de suivre en Allemagne. Les uns penchaient pour une guerre défensive au bord du Rhin, tandis que les plus nombreux renforts envoyés en Italie, auraient mis *Bonaparte* en mesure de brusquer les attaques de Mantoue, d'enlever dans cette place la grosse artillerie autrichienne que le comte de *Beaulieu* y avait déposée, et sans laquelle les Impériaux ne pouvaient entreprendre, sans des dépenses énormes, une nouvelle campagne en Lombardie, et de porter la guerre au cœur des possessions autrichiennes, en traversant le Tyrol ou le Frioul vénitien.

D'autres proposaient de s'avancer en forces dans le cercle de Souabe, de s'emparer des

1796. bords du lac de Constance, de franchir les gorges de Brégentz, de traverser les hautes chaînes des Alpes Rhétiques pour entrer dans le Tyrol, vers les sources de la Ram; de côtoyer cette rivière jusqu'à l'Adige, et de donner la main droite à l'armée d'Italie, tandis que l'aile gauche, parcourant les vallées de l'Inn, s'étendrait, par la Bavière, jusqu'aux bords du Danube, dans les environs de Passau.

Ce plan, attribué à *Carnot*, se développait avec autant de grandeur que d'audace. L'impétuosité avec laquelle, depuis le commencement de la guerre, les Français avaient surmonté les obstacles les plus étonnans, empêchait d'apercevoir ses difficultés d'exécution, ou du moins les atténuait. Les guerriers français étaient dignes de prendre pour modèle *Annibal* franchissant les Pyrénées et les Alpes, pour porter la guerre aux bords de la Trébie et du *lago di perugia*, appelé par les Romains le lac de Trasimène. Mais les armées des peuples anciens ne traînaient pas à leur suite ces tubes d'airain pesans et redoutables, qui font aujourd'hui le sort des batailles.

Les changemens survenus dans la manière de faire la guerre, entraînent de nouveaux détails pour la marche des armées. Plusieurs tacticiens n'approuvaient pas qu'on s'enfonçât

dans les montagnes à cent lieues des frontières de France, en laissant derrière soi une ville aussi importante que Mayence, et en présence d'une armée de soixante et dix mille combattans, amis, à la vérité, mais qui d'un instant à l'autre pouvaient devenir ennemis. An 4.

CHAPITRE II.

Retraite de Pichegru; Moreau *lui succède. Les Autrichiens abandonnent le Palatinat, pour se retirer à la droite du Rhin.*

Le général *Pichegru* donna sa démission. La lettre (1) que le directoire lui écrivit à cette occasion, fut consignée dans le numéro

(1) Lorsque le directoire exécutif, citoyen général, s'est rendu aux demandes réitérées que vous lui avez faites de vous donner un successeur dans le commandement de l'armée, il n'a cédé à vos vœux que dans l'espoir de vous employer encore au service de la république, d'une manière aussi utile pour elle qu'honorable pour vous.

Il a pensé qu'après avoir contribué si puissamment à établir la liberté française, les armes à la main, vous saurez, dans une autre carrière, participer à son affermissement d'une manière non moins efficace.

En conséquence, jaloux de vous donner une nouvelle preuve de sa confiance et de son estime, il vous

1796. du Moniteur du 19 germinal. Elle contredit l'assurance donnée dans la suite, qu'à cette époque le gouvernement avait connaissance d'une trahison ourdie par ce général contre la république. Il eut pour successeur le général *Moreau*, qui avait déjà commandé en chef les armées (1).

Le général *Jourdan*, chargé d'exécuter les principales opérations du plan de campagne offensif, avait sous ses ordres cent vingt-cinq mille combattans, secondés à leur droite par l'armée de Rhin et Moselle, aux ordres de *Moreau*, et à leur gauche par celle du Nord, commandée par le général *Beurnonville*.

Cette dernière armée, dont le quartier-général se trouvait à Dusseldorf, et dont les cantonnemens s'étendaient dans les environs de Clèves, de Burick, de Rhinberg et de Meurs, était particuliérement chargée, comme je l'ai déjà dit, d'observer les mouvemens de

---

a nommé ambassadeur de la république française en Suède.

Le directoire exécutif est assuré qu'en traitant les grands intérêts de l'Etat, vous ajouterez à l'éclat de vos exploits guerriers, et qu'ainsi vous mettrez le comble à votre gloire, en acquérant de nouveaux titres à la reconnaissance nationale.

(1) Je reviendrai dans la suite sur cet événement que je me contente, pour le présent, d'indiquer à sa date.

l'armée prussienne; elle ne devait pas moins seconder le général *Jourdan* par-tout où son secours serait jugé nécessaire. An 4.

Les premières opérations de la campagne justifiaient le projet audacieux des Français; mais dans la suite, lorsqu'ils s'enfoncèrent dans la Forêt-Noire, les difficultés commencèrent à s'agglomérer; les revers furent aussi fâcheux que les succès avaient été brillans pendant les premières attaques.

Le premier prairial, les généraux qui commandaient les avant-postes de l'armée allemande, pour se conformer à l'article de l'armistice, portant que les armées ennemies s'avertiraient réciproquement dix jours avant de reprendre les armes, firent prévenir les commandans français que les hostilités recommenceraient le premier juin (treize prairial).

En conséquence, la division de l'armée de *Jourdan*, cantonnée dans le Hunsdruck, s'était portée, le 12, sur la Nahe et en arrière du Sohnerwald. Le général *Marceau*, campé à Birkenfeld, attaqua les avant-postes ennemis à la droite de la Nahe, et les chassa de cette position, dans laquelle ils gênaient les communications de l'armée française. Le général *Poncet* força les défilés de Kirm, et le général *Championet* attaqua le cantonnement de Nidaw-Diéback, que les Autrichiens n'auraient pas dû occuper, d'après les conditions

de l'armistice, et qu'ils furent contraints
1796. d'abandonner.

Dans le même tems, le général *Kléber*, commandant la division de l'armée de Sambre et Meuse, cantonnée à la droite du Rhin, et dont les quartiers s'étendaient jusqu'aux bords de la Wupper, passant cette rivière, vint attaquer les Autrichiens, retranchés sur les rives de la Sieg et de l'Acher, et après un combat opiniâtre, les força de s'éloigner de ces deux rivières. Ils se retirèrent sur Alten-Kirchem. Ces échecs déterminèrent le maréchal *de Wurmser* à évacuer, pendant la nuit du 20 au 21 prairial, les villes de Spire, de Neustadt, de Kaiser-Lautern, et tous les autres postes qu'il occupait dans le Bas-Palatinat, depuis les derniers jours de la campagne précédente. Les Autrichiens ne conservèrent que Mayence à la gauche du fleuve; mais obligés de porter une partie de leurs forces dans le Brisgaw, menacé par l'armée de Rhin et Mozelle, ils ne pouvaient donner que de faibles secours à l'armée de l'archiduc *Charles*, pressée par *Kléber*.

Ce général la fit attaquer, le 17 prairial, dans son camp retranché d'Alten-Kirchem, par la division du général *Colaud*. La victoire était encore incertaine, après quatre heures d'un combat aussi sanglant qu'opiniâtre, lorsque *Colaud*, également irrité de la résistance

des ennemis et des pertes qu'essuyaient ses troupes, fit battre le pas de charge; les grenadiers s'élancent la baïonnette en avant; le camp fut forcé, on fit près de quatre mille prisonniers. Les Français, profitant de leurs avantages, mettent le siège devant la forteresse d'Ehrenbrestein; ils étendent même leurs postes à la droite de la Lahn, tandis que *Jourdan*, faisant passer le Rhin à ses principales forces dans les environs d'Andernach et de Coblentz, établissait son quartier-général à Neuwied. An 4.

Le résultat de ces événemens, en exposant aux réquisitions de tous genres les pays situés entre la Wupper et la Sieg, compris, durant l'armistice, dans la ligne de neutralité, avait déterminé la cour de Vienne à demander une prolongation de la suspension d'armes pour deux mois. Il fut même question de nouvelles propositions de paix; le gouvernement français rejetait avec raison des pourparlers insidieux, dont le seul but était de gagner du tems, et de rendre plus difficiles les approvisionnemens des armées françaises. Les généraux eurent ordre de suivre avec vivacité les opérations hostiles.

1796.

CHAPITRE III.

Passage du Rhin par l'armée de Moreau.

VERS les derniers jours de prairial, toute l'armée de *Jourdan* avait passé le Rhin, à l'exception des divisions des généraux *Marceau*, *Championet* et *Bernadotte*, restées dans le Hunsdruch pour continuer le blocus de Mayence : ces trois divisions formaient quarante mille hommes.

L'armée de *Moreau* s'étendait le long du fleuve, depuis Huningue jusque vis-à-vis de Manheim. Le feld-maréchal *de Wurmser* s'occupait à fortifier cette place, que les Français avaient prise l'année précédente, et qu'ils paraissaient vouloir attaquer de nouveau.

Les trois armées françaises du Nord, de Sambre et Meuse, et de Rhin et Moselle, formaient une seule chaîne sur les bords du Rhin ; et d'après le plan de campagne adopté, elles devaient agir de concert à la droite du fleuve. Cette disposition avait déterminé le général *Beurnonville* à augmenter les fortifications de Dusseldorf, place regardée avec raison, par les Français, comme la clef de l'Allemagne inférieure. *Moreau* devait concou-

rir au plan général, en passant le Rhin dans l'Alsace : opération d'autant plus difficile, que les Autrichiens, rassemblés en force dans le Brisgaw, sous les ordres du général comte *de Latour*, maîtres de Kell, dont ils avaient coupé le pont, faisaient eux-mêmes leurs dispositions pour pénétrer en France. An 4.

Moreau, pour cacher son projet et pour détourner l'attention de l'ennemi, exécutait des marches et des contre-marches qui semblaient se contrarier. Dans une de ces opérations, l'aile gauche de son armée força, en avant de Mayence, des lignes que *Custine* avait construites avec beaucoup d'art, et dont la prise par le comte de *Clairfayt*, l'année précédente, avait été regardée comme le chef-d'œuvre des opérations militaires de ce général.

Tous les préparatifs du général Français étaient faits pour tenter le passage du fleuve pendant la nuit du cinq au six messidor. Le mouvement des troupes qui devaient agir, était couvert par le prétexte d'un envoi de dix mille hommes à l'armée d'Italie, pour lesquels des subsistances étaient préparées sur la route de Besançon. *Moreau*, convaincu que le succès de cette entreprise serait devenu impossible, si les ennemis en avaient eu la moindre connaissance, avait masqué ses préparatifs avec tant d'habileté, que dans Stras-

bourg même, on ne s'en doutait pas au mo-
1796. ment de l'exécution.

Tout étant prêt, le cinq à midi, le général fit fermer les portes de Strasbourg, dans la crainte que quelque espion n'avertit les Autrichiens des dispositions qu'on ne pouvait plus cacher. C'était le passage des bateaux dans le bras Maible. Les adjudans-généraux *Abatucci*, *Bellavène*, *Decaen*, *Montrichard*, et le chef de bataillon des pontonniers, chargés de la reconnaissance du Rhin, et de tous les détails exigés par une opération de cette importance, avaient rassemblé les troupes, qui ne savaient à quelle expédition elles étaient destinées. Des vivres leur furent distribués pour trois jours.

A trois heures du matin les bataillons s'embarquèrent. On devait exécuter plusieurs fausses attaques, mais les deux principales étaient dirigées sur Gambshein, à l'embouchure de la rivière d'Ill, et sur le fort de Kell. Le but de l'attaque de Gambshein était de s'emparer de la route de Rastadt, par où les secours pouvaient arriver à la garnison de Kell, et d'envoyer quelques corps en avant de cette place, pour en multiplier les attaques. Le général *Desaix*, chargé de conduire l'expédition, était encore la veille devant Manheim, en pourparler avec les généraux Autrichiens. Il se rendit à Strasbourg ventre à terre, quand le moment d'agir fut arrivé.

La difficulté de rassembler un grand nombre de bateaux sans donner l'éveil à l'ennemi, qui avait un corps de sept à huit mille hommes campé à Wilstelle près de Kell, réduisit à deux mille six cents hommes le premier embarquement. Ils avaient à vaincre des obstacles presque insurmontables. On ne pouvait nulle part débarquer en terre ferme. Il fallait, après avoir abordé dans des îles dont le Rhin est parsemé entre la Souabe et l'Alsace, chasser l'ennemi de ses postes retranchés, s'y établir, et surmonter d'autres obstacles. L'ensemble de ces opérations rendait une surprise absolument impossible, et devait naturellement donner aux renforts allemands le tems d'arriver. La rapidité et la bonne conduite de ces attaques enlevèrent ces avantages aux Autrichiens. An 4.

Tous les retranchemens formés dans les îles du Rhin furent forcés à la baïonnette. A peine les ennemis eurent-ils le tems de tirer un coup à mitraille de chacune de pièces qu'ils défendaient : leur surprise fut extrême. Arrachés des bras du sommeil pour prendre la fuite, ils ne se donnèrent pas le tems de détruire les petits ponts construits sur les bras du fleuve, pour communiquer d'une île à l'autre. Les Français s'en emparèrent, et parvinrent heureusement, par ce moyen, à la rive droite du Rhin.

1796.

CHAPITRE IV.

Prise du fort de Kell sur les Impériaux.

Pour attaquer les retranchemens du fort de Kell, il fallait déboucher dans une plaine assez étendue. Les Français n'avaient rien à opposer à un corps nombreux de cavalerie autrichienne, chargé de la défense de cette plaine. La première embarcation portait un train d'artillerie, mais il n'avait pu traverser le terrain marécageux des îles. L'intrépidité des troupes suppléant à ce moyen, on mit en batterie les canons abandonnés par les Autrichiens.

Un petit nombre de guerriers débarqués les premiers à la rive droite du Rhin, ne pouvait résister long-tems aux attaques multipliées de l'ennemi. La rapidité excessive du fleuve augmentée par une crue subite, rendant très-difficile l'ancrage et les autres manœuvres du pont volant de Strasbourg, retardait les secours qu'il pouvait rendre; le détachement français se voyait en danger, faute de munitions et de renforts, de se voir enlever le fruit de son audacieuse entreprise. Dans cette situation délicate, les soldats retranchés à la hâte au bord du fleuve demandaient à grands

cris qu'on les privât des bâteaux dont la présence assurait leur retraite, et qu'on allât chercher leurs compagnons à l'autre rive du fleuve ; cette manœuvre fut exécutée avec une grande célérité. An 4.

Alors on put commencer avec succès les attaques du fort de Kell. Il n'était pas préparé à soutenir un long siège. La première redoute de la plaine était défendue par cinq bouches à feu et environ trois cents hommes. L'attaquer et l'enlever, fut l'affaire d'un instant. Les autres retranchemens furent successivement emportés avec la même bravoure. Les Autrichiens étaient chassés de Kell à neuf heures du matin, et les Français les poursuivaient sur le chemin d'Offembourg.

Le même succès ne couronnait pas l'attaque de Gambshein. Les îles où l'on devait aborder, étaient couvertes d'eau par une crue subite du Rhin. Malgré cet obstacle, le débarquement s'y fit en plein jour sous le feu de l'ennemi, et la troupe se mit en bataille, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, pour essayer de passer à la rive droite. Mais la rapidité du courant ne permettait pas d'y faire remonter les bateaux; les troupes destinées à cette expédition, sous les ordres des généraux *Beaupuy* et *Sainte-Suzanne*, revinrent à la rive gauche et se portèrent sur-le-champ à l'attaque de Kell.

Moreau ne perdit pas un instant pour ré-

tablir le pont entre le fort de Kell et l'île du
1796 Rhin. Alors la communication fut assurée ; on fit passer la cavalerie, l'artillerie et le reste de l'infanterie.

Le général *Férino* avait ordre de se porter rapidement sur Marlen et Goldschec, pour éclairer la marche du corps de *Condé*, qui se repliait sur Offembourg, depuis le passage du Rhin. Le général *Beaupuy*, chargé d'attaquer le camp de Wilstedt, força les Autrichiens de l'abandonner. *Férino* s'empara d'Offembourg et de Rastadt, forçant à la retraite un corps nombreux que le maréchal *Wurmser* envoyait au secours de la division autrichienne du Brisgaw : les ennemis furent poursuivis dans la vallée de la Kintzig.

CHAPITRE V.

Bataille de Rhinchen. Prise de Fribourg. Prise de Francfort.

La division du général *Desaix* s'était portée vers Appenhvie et Rattolfszell, prévoyant que les corps nombreux envoyés dans le Brisgaw, par le maréchal de *Wurmser*, amèneraient une affaire générale. Les ennemis occupaient la belle position en avant du village

de Rhinchen et de la rivière de ce nom, fameuse par le passage du maréchal de *Turenne*. Le combat s'engagea le 10 messidor. Les Autrichiens, retranchés dans une forêt, essayèrent plusieurs fois de déborder les flancs de l'armée française, et furent toujours repoussés. Enfin, leur cavalerie ayant été mise en déroute, l'infanterie fit sa retraite, laissant dix pièces de canons et douze cents prisonniers au pouvoir des Français, qui se rendirent maîtres de la forteresse de Fribourg, et de tous les magasins faits dans le Brisgaw par l'armée autrichienne. AN 4.

Jourdan avait franchi successivement la Lahn, le Mein et le Necker; il s'était rendu maître de la ville de Francfort, le 25 messidor. Les deux armées de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle, se donnant la main, et laissant sur leurs derrières les forteresses d'Ehrenbreistein, de Mayence, de Manheim et de Philipsbourg, poussaient les Autrichiens dans la Forêt Noire, vers le Danube et la Bavière.

1796.

CHAPITRE VI.

Les Français s'avancent jusqu'aux Alpes Rhétiques.

MALGRÉ ces événemens, soit que la cour de Vienne comptât sur les obstacles invincibles que les Français devaient éprouver, lorsqu'ils seraient parvenus derrière la Forêt Noire, dans les gorges des Alpes Rhétiques, ou que la détresse de Mantoue l'entraînât dans des mesures extrêmes, une partie de l'armée du Haut-Rhin avait quitté l'Allemagne pour se porter sur l'Adige, tandis qu'un corps de quarante mille hommes, levés en Hongrie, se rassemblait entre Clagenfurt, Laubach et Trieste, sous les ordres des généraux *Wentzel* et *Colloredo*. On portait à cent vingt mille combattans la nouvelle armée impériale qui se préparait à descendre dans le Mantouan. Le feld-maréchal comte de *Wurmser*, chargé du commandement en chef, abandonnant les bords du Rhin, s'était rendu à Inspruck, avec son état-major. Les généraux comtes de *Latour* et de *Warstensleben* eurent donc le commandement de l'armée du Haut-Rhin, sous les ordres de l'archiduc *Charles*.

La marche rapide des armées françaises entre le Necker et le Danube, répandait une telle épouvante, que le duc de *Wirtemberg*, le margrave de Bade, et bientôt tout le cercle de Souabe, s'empressèrent de faire, avec le gouvernement français, une paix particulière, en offrant aux généraux *Jourdan* et *Moreau* les ressources dont ils avaient besoin pour remonter la cavalerie et nourrir les troupes. Le duc de *Wirtemberg* et le margrave de Bade abandonnaient à la France les territoires et tous les droits qui leur appartenaient sur la rive gauche du Rhin, An 4.

L'archiduc *Charles* reculait devant les Français : les uns attribuaient sa retraite au découragement des troupes qu'il commandait ; les autres la regardaient comme l'effet nécessaire des traités conclus entre plusieurs princes d'Allemagne et les Français. Ce pouvait être aussi le résultat du vide laissé dans son armée par la division considérable qui venait de passer en Italie ; ce qui le forçait d'attendre les renforts qu'on levait dans toutes les provinces autrichiennes.

Sa ligne de défense resserrée, vers les derniers jours de thermidor, entre le Danube et les sources du Lech, le long de cette rivière et de celle de Wardach, le mettait en mesure de fermer, par sa gauche, aux Français, l'entrée de la Bavière, tandis que, par sa

droite, il communiquait avec l'armée du Tyrol.

1796. Les généraux de *Latour* et *Wartensleben*, qui commandaient son aile gauche répandue à la gauche du Danube, s'étaient retranchés avec soin sur les bords de la Nab, depuis le confluent de cette rivière dans le Danube jusqu'aux montagnes de Bohême. Ils couvraient, dans cette position, une partie du Haut-Palatinat, la Bohême et l'Autriche; mais ils abandonnaient à l'armée de Sambre et Meuse le cercle entier de Franconie.

Les deux armées françaises s'avançaient vers le centre des possessions autrichiennes, sur les deux rives du Danube. *Jourdan* tenait la route de la Franconie, pays abondant en toutes les denrées nécessaires à la nourriture d'une armée; *Moreau* s'avançait vers la Haute Souabe, qui n'offrait pas autant de ressources. Ses principaux efforts se dirigeaint vers le lac de Constance, pour pénétrer dans le Tyrol par les défilés de Vogelsberg, vers les sources de l'Inn, du Lech, de la Bregens et de l'Adige, un des points les plus élevés de l'Europe.

Le général *Férino*, chargé de cette expédition avec l'aile droite de l'armée de *Moreau*, avait pénétré au-delà du lac de Constance, jusqu'aux bords de la rivière de Bregens: alors les difficultés se multiplièrent. On sait que pendant les campagnes de Bohême,

en 1742 et 1743, l'armée française qui marchait au secours de Prague, ne vint jamais à bout de forcer les gorges de Saals et de Caaden, dans les environs d'Egra; ces gorges étaient peu de choses, auprès des rochers élevés jusqu'aux nues et des précipices inabordables qui séparent les villes de Constance et de Lindau, de celles de Clurn et de Meran, dans un espace de quarante lieues, à travers les sinuosités des montagnes dans lesquelles on ne trouve presque par-tout que des sentiers abordables aux seuls pâtres du pays. An 4.

CHAPITRE VII.

Le feld-maréchal de Wurmser *pénètre en Italie. Révolte de Lugo.*

Tandis que *Férino* se consumait en vains efforts dans les défilés de Feldkirc, le feld-maréchal comte *de Wurmser*, ayant rassemblé une armée beaucoup plus nombreuse que celle que le général *Dewins* avait demandée au commencement de la campagne pour défendre les Alpes Liguriennes, descendait en Italie à la droite et à la gauche du lac de Garda. Cette irruption jetait *Bonaparte* dans une perplexité d'autant plus fâcheuse, que ses forces

1796. se trouvaient disséminées dans ses nouvelles conquêtes en Piémont, à Livourne, à Ancône. L'espoir renaissait en Italie, parmi ceux qui desiraient la ruine des Français : ils attendaient avec inquiétude les revers dont *Bonaparte* semblait menacé par la dispersion de son armée.

Les Autrichiens n'avaient pas franchi les limites du Tyrol, que des fanatiques publiaient dans le Milanais, dans les provinces pontificales, dont les Français étaient les maîtres, dans le Piémont et jusques dans Gênes, que le général *Wurmser*, ayant passé l'Adige et débloqué Mantoue, poursuivait les Français, et que le tems était venu de *Cacciare i barbari d'Italia.* Quelques milliers de paysans s'étaient rassemblés à Lugo, petite ville du Ferrarais. Leurs chefs publiaient une proclamation dans laquelle on lisait : « Les circonstances critiques dans lesquelles se trouve le peuple Lugois, par l'invasion des Français dans les provinces pontificales, l'enlévement des subsistances, les insultes faites aux personnes, l'ont porté à prendre les armes pour la défense du souverain et de la patrie. Tous dans le commun péril, doivent concourir au salut commun. Ils espèrent, qu'animés par le zèle pour la religion, l'attachement pour sa sainteté, leur légitime souverain, et l'amour de la patrie, les Italiens

travailleront unanimement au succès d'un aussi beau dessein, en se rangeant sous les glorieux étendards de l'Eglise. » An 4.

Dans une autre circonstance, cette révolte eût à peine mérité l'attention des généraux français. Elle pouvait avoir alors des suites plus fâcheuses que celle qui s'était manifestée quelque tems auparavant dans Pavie. *Augereau* y fit passer quelques troupes, sous les ordres du chef de brigade *Pourrailler*. Cet officier donna trois heures aux Lugois pour poser les armes, sous peine d'être traités en rebelles. Non-seulement cette menace fut méprisée ; mais les habitans de Lugo, instruits qu'environ soixante dragons marchaient sur leur ville, en tuèrent plusieurs, et portèrent leurs têtes en triomphe dans leur ville, où elles furent exposées sur les portes de la maison commune. On eut alors recours aux armes. Les révoltés, après avoir essuyé quelques coups de fusils, prirent la fuite de toutes parts. Les soldats français, entrant dans Lugo, après leur victoire, massacrèrent tout individu trouvé dans les rues les armes à la main, et mirent la ville au pillage.

Au retour de cette expédition, que la position de l'armée française rendait nécessaire, *Augereau* fit publier, dans les légations de Bologne et de Ferrare, la proclamation suivante :

1796. « Vous venez de voir un exemple terrible ; le sang fume encore à Lugo. Lugo tranquille eût joui de la protection des lois et des douceurs de la paix. Des mères n'auraient point à pleurer leurs enfans, des femmes leurs maris, des orphelins leurs pères. Que cette épouvantable leçon ne soit pas perdue, qu'elle vous apprenne à apprécier l'amitié et la haine des Français ! C'est un volcan, lorsqu'il s'irrite. Il renverse, il dévore tout ce qui s'oppose à son éruption ; mais il protège ceux qui demandent son appui. Méritez sa confiance par quelque acte qui lui assure qu'elle ne sera pas trahie. Depuis trop long-tems des hommes pervers abusent de sa bonne foi ; voici ce que sa sûreté exige de vous, et ce que j'ordonne :

« Toutes les armes à feu, qui se trouvent chez des particuliers, seront déposées, dans les vingt-quatre heures, à Ferrare ; et tout individu qui ne se sera pas conformé à cette loi, sera fusillé sur-le-champ.

» Toute ville ou tout village, dans le territoire duquel un soldat français sera assassiné, sera brûlé, si l'assassin n'est pas connu.

» Un habitant est convaincu d'avoir tiré un coup de fusil sur un français, il sera fusillé et sa maison livrée aux flammes. Si un village prend les armes, il sera brûlé. Il est défendu de s'attrouper avec ou sans armes :

tout chef de révolte ou d'attroupement sera puni de mort. An 4.

Ces mesures sévères arrêtèrent dans leur source le torrent de l'insurrection ; il fallut avoir recours à d'autres armes pour attaquer les Français.

CHAPITRE VIII.

Bataille de Castiglione.

Pour couvrir le siège de Mantoue, l'armée de *Bonaparte* occupait les postes importans depuis le lac d'Isca jusqu'à Salo, à la droite du lac de Garda, et depuis la ville de Garda à la gauche du lac, Corona, Verone, jusqu'à Porto-Legnano et Labadia, sur le bas Adige, dans une circonférence de plus de cinquante lieues, et dans un pays coupé en tout sens, de lacs, de rivières et de canaux, qui retardaient les communications. Cette ligne de défense ne pouvait être gardée devant une armée supérieure, maîtresse de porter ses plus grandes forces sur les points les moins défendus. Les Autrichiens se rendirent maîtres, le 11 thermidor, de Corona à la gauche, et de Salo à la droite du lac de Garda. Le 12, ils entrèrent dans Verone et dans Brescia.

Bonaparte, pour rassembler ses forces,

avait évacué la plus grande partie de ses postes
1796. sur l'Adige et levé le blocus de Mantoue. Ces dispositions, dictées par la prudence, étaient regardées, par les Allemands et par quelques Italiens, comme l'annonce d'une retraite prochaine et totale. Déjà deux courriers expédiés à Vienne, enflaient les succès obtenus et ceux qu'on attendait incessamment.

Bonaparte renouvela dans cette occasion la leçon dans l'art de la guerre, donnée en 1760 par le roi de Prusse, entouré en Silésie par plusieurs armées autrichiennes. Il attaqua soudainement une de ces armées, la défit, et força les autres à la retraite.

Si les Français n'étaient pas assez nombreux pour lutter en rase campagne contre toutes les forces du maréchal *Wurmser*, les deux divisions de l'armée allemande se trouvant séparées par le Mincio, le Naviglio, le Garzo, la Chieusa et plusieurs canaux difficiles à traverser, pouvaient être attaquées séparément avec avantage par un ennemi actif, et qui connaissait sa position.

Tel fut le plan exécuté par *Bonaparte*. Portant rapidement toutes ses forces à la droite du Mincio, il fond sur la division autrichienne de Brescia, la disperse dans les montagnes, reprend cette place et celle de Salo, revient sur ses pas pour combattre Wurmser qui, ayant passé le Mincio, s'avançait en ordre de ba-

taille, sa droite appuyée sur cette rivière, sa gauche sur celle de la Chieusa, et son centre à Castiglione. An 4.

La bataille se donna le 18 thermidor, elle commença à six heures du matin. Le centre de l'armée française était commandé par le général *Augereau*; la droite par le général *Beaumont*, à la tête de toute la cavalerie et d'un corps d'infanterie et d'artillerie légères; la gauche par le général *Massena*. La division du général *Serrurier* arrivait de l'intérieur du Milanais. Elle avait ordre de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne, et d'attaquer sa gauche aussitôt que le combat serait engagé. Ce mouvement auquel les généraux autrichiens ne s'attendaient pas, décida leur défaite. Le maréchal de Wurmser repasse le Mincio avec précipitation, et prend la position qu'avait occupée le comte *de Beaulieu* avant la bataille de Borghetta; sa droite retranchée au bord du lac de Garda, hors de la portée du canon de Peschiera, occupé par les Français; sa gauche appuyée sur Mantoue, et son centre à Vallégio. Dans cette position, il s'occupait à rassembler les débris de son armée.

Dans les différentes actions, le 13, le 15, le 17 et le 18 thermidor, les Autrichiens avaient perdu vingt mille hommes tués ou prisonniers, et soixante-dix pièces de canon: une partie de l'armée s'était débandée. Cepen-

dant Wurmser était encore redoutable par le
1796. nombre des troupes qui restaient auprès de lui, et sur-tout par la position qu'il occupait.

Bonaparte l'attaque de nouveau le 19, et le met en fuite. *Augereau* et *Massena* poursuivent les Autrichiens jusqu'à Trente (1). Les

(1) *Compte rendu au directoire exécutif de la bataille de Castiglione.* Les événemens militaires se sont succédés avec une telle rapidité depuis le 11, qu'il m'a été impossible de vous en rendre compte plutôt. Depuis plusieurs jours les nombreux renforts que l'armée autrichienne du Rhin avait envoyés à l'armée d'Italie, étaient arrivés : ce qui, joint aux recrues hongroises et à un nombre considérable de bataillons venus de l'Autriche, rendait cette armée extrêmement redoutable. L'opinion était assez généralement répandue que bientôt les Autrichiens seraient dans Milan. Le 11 à trois heures du matin, la division du général *Massena* est attaquée par des forces supérieures; elle est obligée d'abandonner le poste intéressant de la Corona. Au même instant une division de quinze mille Autrichiens surprend la division du général Soret à Salo, et s'empare de ce poste essentiel. Le général de brigade Guieux, avec six cents hommes de la quinzième demi-brigade d'infanterie légère, se renferme dans une grande maison de Salo, et brave les efforts de l'ennemi qui l'entourait entiérement. Le général de brigade Rusca a été blessé.

Tandis qu'une partie de cette division cernait le général Guieux à Salo, une autre partie descendit sur Brescia, surprit les Français qui se trouvaient dans cette ville, fit prisonnières quatre compagnies de quatre-vingts hommes du vingt-cinquième régiment de chas-

Français reprennent leurs positions sur l'Adige et recommencent le siège de Mantoue. An 4.

seurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs qui étaient restés malades.

La division du général Soret qui aurait dû couvrir Brescia, fit sa retraite sur Desenzano. Dans cette circonstance difficile, percé par une armée nombreuse que ses avantages devaient nécessairement enhardir, je sentis qu'il fallait adopter un plan vaste. L'ennemi, en descendant du Tyrol, me mettait entre deux feux. Si l'armée républicaine placée au milieu était trop faible pour faire face aux deux divisions de l'ennemi, elle pouvait battre chacune d'elles séparément.

Il m'était donc possible, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division autrichienne descendue à Brescia, la faire prisonnière et la battre complètement, et de là revenir sur le Mincio, attaquer *Wurmser* et l'obliger à repasser dans le Tyrol. Mais pour exécuter ce projet, il fallait, dans vingt-quatre heures, lever le siège de Mantoue qui était sur le point d'être pris, car il n'y avait pas moyen de retarder six heures. Il fallait, pour l'exécution de ce projet, repasser sur-le champ le Mincio, et ne pas donner le tems aux deux divisions ennemies de m'envelopper. La fortune a souri à ce projet; le combat de Desenzano, les deux combats de Salo, la bataille de Lonado et celle de Castiglione en sont les résultats.

Le 12 au soir toutes les divisions se mîrent en marche sur Brescia. Cependant la division autrichienne qui s'était emparée de Brescia, était déjà arrivée à Lonado.

Le 13 le général Soret eut ordre de se rendre à Salo, pour délivrer le général *Guieux* et le général *Dallemagne*, d'attaquer et de reprendre Lonado à quelque prix que ce fût. *Soret* réussit complètement, il battit l'enne-

1796. *Wurmser*, malheureux à la guerre, déployait de grands talens; craignant d'être suivi

mi et le mit en fuite. *Guieux* et les troupes sous ses ordres avaient été quarante-huit heures sans pain, se battant continuellement.

Le général *Dallemagne* n'eut pas le tems d'attaquer les ennemis, il fut attaqué lui-même; le combat fut long-tems indécis; mais j'étais tranquille, la brave treute-deuxième demi-brigade était là. L'ennemi fut complètement battu. Il laissa six cents morts sur le champ de bataille et six cents prisonniers.

Le 14 à midi, *Augereau* entra dans Brescia. Nous y trouvâmes tous nos magasins que l'ennemi n'avait pas eu le tems d'emmener.

Le 15 la division du général *Augereau* retourna à Montechiario. *Massena* prit position à Lonado et à Ponte San-Marco. J'avais laissé à Castiglione le général *Valette* avec dix-huit cents hommes. Il devait défendre cette position importante, et tenir la division du général *Wurmser* loin de moi. Cependant le quinze au soir, le général *Valette* abandonna ce village avec la moitié de ses troupes seulement, et vint à Montechiario porter l'alarme, annonçant que le reste de sa troupe était prisonnière. Mais, abandonnés par leur général, ces braves gens trouvèrent des ressources dans leur courage, et opérèrent leur retraite sur Ponte San-Marco. J'ai sur-le-champ, devant sa troupe, suspendu de ses fonctions ce général, qui déjà avait montré très-peu de courage au combat de la Corona.

Le général *Soret* avait abandonné Salo, j'ordonnai à *Guieux* d'aller reprendre ce poste essentiel. Le 16 à la pointe du jour, on fut en présence de l'ennemi. Le général *Guieux*, qui était à notre gauche, devait atta-

dans le Tyrol par l'armée victorieuse, et que ce mouvement ne facilitât la jonction de l'ar- AN 4.

quer Salo. Le général *Massena* était au centre et devait attaquer Lonado. Le général *Augereau*, qui était à la droite, devait attaquer Castiglione. L'ennemi, au lieu d'être attaqué, attaqua l'avant-garde de *Massena*, qui était à Lonado. Déjà elle était enveloppée, et le général *Pigeon* prisonnier. L'ennemi nous avait enlevé trois pièces d'artillerie légère; je fis aussitôt former la dix-huitième demi-brigade et la trente-deuxième en colonne serrée par bataillon, et pendant le tems qu'au pas de charge nous cherchions à percer l'ennemi, celui-ci s'étendait davantage pour nous envelopper. Sa manœuvre me parut un sûr garant de la victoire. *Massena* envoya seulement quelques tirailleurs sur les ailes pour retarder leur marche.

La première colonne arrivée à Lonado forca les ennemis. Le quinzième régiment de dragons chargea les houlans et reprit nos pièces : dans un instant l'ennemi se trouva éparpillé et disséminé.

Il voulait opérer sa retraite sur le Mincio, j'ordonnai à mon aide-de-camp chef de brigade *Junot* de se mettre à la tête de ma compagnie des guides, de poursuivre l'ennemi, de le gagner de vîtesse à Desenzano. Il rencontra le colonel *Bender* avec une partie de son régiment de houlans qu'il chargea. Mais *Junot*, ne voulant pas s'amuser à charger la queue, fit un détour par la droite, prit de front le régiment, blessa le colonel qu'il voulait faire prisonnier, lorsqu'il fut lui-même entouré après avoir tué six hommes, et jeté dans un fossé, blessé de plusienrs coups de sabre dont on me fait espérer qu'aucun ne sera mortel.

L'ennemi opérait sa retraite sur Salo; cette place

mée française d'Italie avec celle d'Allemagne,
1796. abandonnant les rives de l'Adige, il se porte

étant à nous, cette division, errante dans les montagnes, a été presque toute faite prisonnière de guerre.

Pendant ce tems-là *Augereau* s'emparait de Castiglione. Il soutint toute la journée des combats contre des forces doubles des siennes. Infanterie, artillerie, cavalerie, tout a parfaitement fait son devoir; et l'ennemi, dans cette journée mémorable, a été complètement battu. Il a perdu vingt pièces de canon, deux à trois mille hommes tués ou blessés, et quatre mille prisonniers, parmi lesquels se trouvent trois généraux. Nous avons perdu le général *Begrand*. Cette perte très-sensible à l'armée, l'a été plus particuliérement pour moi; je faisais le plus grand cas des qualités guerrières et morales de ce brave homme. Les chefs de brigade *Pourailler*, *Bougon* et *Marmet* ont également été tués. La quatrième demi-brigade, ayant à sa tête l'adjudant-général *Verdière*, s'est comblée de gloire. Le général *Dommartin*, commandant l'artillerie, a montré autant de courage que de talens.

Le 17, j'avais ordonné au général *Despinoy* de pénétrer dans le Tyrol par le chemin de la Chieusa. Il devait, avant, culbuter cinq à six mille ennemis qui se trouvaient sur son passage à Gavardo. L'adjudant-général *Herbis* eut de grand succès, culbuta deux bataillons ennemis, arriva jusqu'à Saint Oseto. Le général *Dallemagne*, à la tête d'un bataillon de la onzième demi-brigade, marcha sur Gavardo, culbuta les ennemis, en fit un grand nombre prisonniers; mais n'ayant pas été soutenu par le reste de la division, il fut entouré, et ne put opérer sa retraite qu'en se faisant jour à travers les ennemis.

par sa gauche sur celle de la Brenta, ne laissant que quelques corps peu nombreux An 4.

J'envoyai le général *Saint-Hilaire* à Salo, pour se concerter avec le général *Guieux*, et attaquer la colonne ennemie qui était à Gavardo, pour avoir le chemin du Tyrol libre. Après une fusillade assez vive, nous défîmes les ennemis, qui nous laissèrent dix-huit cents prisonniers.

Pendant toute la journée du 17, *Wurmser* s'occupa à rassembler les débris de son armée, à faire arriver sa réserve, à tirer de Mantoue tout ce qui était disponible, et à ranger ses troupes en bataille dans la plaine entre le village de Scanello, où il appuya sa droite, et la Chieusa où il appuya sa gauche. Le sort de l'Italie n'était pas encore décidé. Il réunit un corps d'infanterie de vingt-cinq mille hommes, une cavalerie très-nombreuse, et sentit pouvoir encore balancer le destin. De mon côté, je donnai des ordres pour réunir toutes les colonnes de l'armée; je me rendis moi-même à Lonado pour voir les troupes que je pouvais en tirer.

Mais quelle fut ma surprise, en entrant dans cette place, d'y recevoir un parlementaire qui sommait le commandant de Lonado de se rendre, parce que, disait-il, il était cerné de tous côtés. Effectivement, les vedètes de cavalerie annonçaient que des colonnes ennemies touchaient à nos grand'gardes, et que la route de Brescia à Lonado était interceptée au pont San-Marco. Je compris sur-le-champ que ce ne pouvait être que les débris de la division coupée, qui, après avoir erré et s'être réunis, cherchaient à se faire passage. Je n'avais à Lonado qu'environ douze cents hommes; j'appelai le parlementaire. Je lui fis débander les yeux; je lui dis que si celui qui l'envoyait, avait la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'avait

1796. pour garder sa communication avec le Tyrol ; et se fortifiant auprès de Bassano, il trans-

qu'à s'approcher ; qu'il devait savoir que j'étais à Lonado avec l'armée républicaine, et que si, sous quelques minutes, sa division n'avait pas posé les armes, je ne ferais grace à aucun. Le parlementaire parut fort étonné de me trouver là, et un instant après, toute cette colonne posa les armes ; elle était forte de quatre mille hommes.

Le 18, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence. Cependant il était six heures du matin, et rien ne bougeait encore. Je fis faire un mouvement rétrograde à toute l'armée, pour attirer l'ennemi à nous, dans le tems que la division du général *Serrurier*, que j'attendais à chaque instant, venait de Marcaria, et tournait toute la gauche de *Wurmser*. Ce mouvement eut en partie l'effet qu'on en attendait. *Wurmser* se prolongeait sur sa droite, pour observer nos derrières. Dès l'instant que nous aperçûmes la division du général *Serrurier*, commandée par le général *Fiorella*, qui attaquait la gauche, j'ordonnai à l'adjudant-général *Verdière* d'attaquer une redoute qu'avaient faite les ennemis dans le milieu de la plaine, pour soutenir leur gauche. Je chargeai mon aide-de-camp, chef de bataillon, *Marmont*, de diriger vingt pièces d'artillerie légère, et d'obliger par ce seul feu les ennemis à nous abandonner ce poste important. Après une vive canonnade, la gauche de l'ennemi se mit en pleine retraite.

Augereau attaqua le centre de l'ennemi, appuyé à la tour de Scanello. *Massena* attaqua la droite ; l'adjudant-général *Leclerc*, à la tête de la cinquième demi-brigade, marcha au secours de la quatrième demi-brigade.

Toute la cavalerie aux ordres du général *Beaumont* marcha sur la droite pour soutenir l'artillerie légère et

porte le théâtre de la guerre au milieu des provinces vénitiennes. Le général autrichien se flattait que, par cette opération, non-seulement il parviendrait à faire négliger le siège de Mantoue, mais qu'il pourrait attendre, dans le Frioul vénitien, les renforts qui lui arrivaient par les Alpes noriques. L'activité du général auquel il avait affaire, fit bientôt évanouir ces vaines espérances. An 4.

---

l'infanterie. Nous fûmes par-tout victorieux. Nous avons pris à l'ennemi dix-huit pièces de canon, tous ses caissons d'infanterie, douze à quinze mille prisonniers, six mille hommes tués ou blessés, et presque toutes les troupes venant du Rhin. Indépendamment de cela, une partie est encore éparpillée; nous les ramasserons en poursuivant l'ennemi. Tous les soldats, officiers et généraux, ont déployé le plus grand caractère de bravoure. Je demande le grade de général de brigade pour les adjudans-généraux *Cordier* et *Brignole*; celui de général de division pour le général de brigade *Dallemagne*; celui de chef de brigade pour le chef de bataillon *Songès*, et celui de chef de bataillon pour l'adjudant *Ballet*.

CHAPITRE IX.

Suite de la bataille de Castiglione. Envoi au directoire des drapeaux pris sur les Autrichiens.

MANTOUE se trouvait débloquée depuis le 12 thermidor. Sa garnison avait renversé les travaux des Français, et introduit dans la place cent quarante pièces de siège qu'ils avaient été forcés d'abandonner. Le général baron de *Stein*, s'était procuré des vivres pour long-tems ; mais ces moyens de résistance acquis par cette forteresse, coûtaient bien cher à la puissance qui avait inutilement tenté de la soustraire au joug des Français. L'armée française reprenait toutes ses positions ; une division se rendit devant Mantoue, le 20 thermidor, pour continuer le blocus de la place.

Le même jour, le général *Augereau* passa le Mincio à Peschiera. La division du général *Serrurier*, ayant également traversé le Mincio, se porta sur Vérone, où elle arriva à six heures du soir, après avoir culbuté les avant-postes ennemis. L'arrière-garde autrichienne était encore dans cette place, et voulait faire de la résistance. Le provéditeur de la répu-

blique de Venise fut sommé d'ouvrir les portes; il demandait deux heures; l'ordre fut donné de les ouvrir à coups de canon; les Autrichiens prirent la fuite : les Français s'emparèrent de quelques bagages, et firent trois cents prisonniers. An 4.

Les Autrichiens, après leur retraite, paraissaient vouloir se soutenir à l'entrée du Tyrol, dans les postes de la Corona et de Montebello. Ils en furent chassés, le 24, par *Massena*, tandis que les généraux *Soret* et *Saint-Hilaire* forçaient la Roque-d'Anfonce, et qu'*Augereau* se portait sur Roveredo. *Wurmser* se retirait dans les montagnes qui séparent le Tyrol du Frioul vénitien; il brûla une partie de la flotille qu'il avait établie sur le lac de Garda, dans le port de Riva. L'armée française, qui entourait Mantoue, n'attendait que la grosse artillerie pour presser le siège de cette place.

Dutaillis, aide-de-camp du général *Berthier*, chargé d'apporter ces nouvelles au directoire, et de lui présenter les drapeaux pris sur les Autrichiens par l'armée d'Italie, introduit dans la séance du dix fructidor, parla en ces termes :

« Vous voyez les étendards arrachés aux ennemis par l'armée d'Italie. Les Autrichiens, après avoir reçu des renforts considérables, attaquèrent quelques-uns de nos postes, et s'en emparèrent. Fiers de ces premières ten-

tatives, ils annoncent à toute l'Italie que bien-
1796. tôt on n'y comptera plus un seul républicain. Mais pendant quatre jours seulement ils couronnent les succès. Les Français réunis attaquent à leur tour cette armée, un instant victorieuse, formidable par le nombre, et dernier espoir des Autrichiens. En quatre autres jours elle est entiérement défaite : toute son artillerie perdue, et Wurmser, ainsi que Beaulieu, trouva en Italie les guerriers qui, en 1792, les défirent tous deux à Gemmape.

» Ces succès, éternellement glorieux, sont dus à l'intrépidité de nos soldats, aux savantes dispositions et à l'infatigable activité de leur jeune général ; nuit et jour à leur tête, partageant leurs dangers, leurs fatigues, leurs privations, il conduit leurs attaques, dirige leur courage, et leur ouvre par-tout le chemin de la victoire.

» Citoyens directeurs, nous avons à regretter la perte de braves et intrépides camarades ; mais ils sont morts dignes de la cause sacrée qu'ils défendaient. J'en ai vu au lit d'honneur, sur le champ de bataille, blessés à mort et près d'expirer, arrêter leur dernier soupir pour crier à leurs camarades : *Courage, amis, la victoire est à nous.* Un autre griévement blessé, et voyant passer le général, suspendit le cri que lui arrachait la douleur, pour faire entendre celui de *vive la république !*

» Que ces drapeaux, que ces trophées, scellés du sang républicain, soient le gage de l'assurance que la seule et noble ambition de l'armée d'Italie et du général qui la commande, est d'anéantir, jusqu'au dernier, les ennemis de la république : leur plus douce récompense sera d'avoir acquis quelques droits à la reconnaissance nationale. » An 4.

Revellière-Lépeaux, président du directoire, répondit au jeune guerrier que tous les spectateurs couvraient de leurs applaudissemens :

« C'est avec la joie la plus vive que le directoire exécutif reçoit les trophées de vos victoires. L'intrépidité et le dévoûment des soldats républicains, le courage et l'habileté des généraux ont porté la gloire des armes françaises au plus haut degré, et affermi pour jamais le gouvernement républicain.

» Les prodiges qu'ils ont opérés, ont donné de la vraisemblance à ceux qu'on nous raconte de l'antiquité, puisqu'ils les ont surpassés.

» Puissent tant de constance et de succès forcer un ennemi opiniâtre à renoncer enfin au projet insensé de renverser la république, et le rendre accessible à la voix de la paix ! La paix ! objet constant de nos vœux et de nos travaux ! Qu'ils apprennent, au surplus, les ennemis de la France, que, s'il fallait de nouveaux triomphes pour les y contraindre,

1796. ils ne coûteront rien à nos guerriers ! ils sauront achever leur ouvrage ; ils feront plus : après avoir donné l'exemple des vertus guerrières dans les camps, ils donneront, dans leurs foyers, celui des vertus civiles et du respect dû aux lois.

» Braye guerrier ! retournez auprès de vos compagnons : dites-leur que la reconnaissance nationale est égale à leurs services, et qu'ils peuvent compter sur la gratitude de leurs concitoyens, autant que sur l'admiration de la postérité. »

CHAPITRE X.

Bataille de Roveredo. Les Français se rendent maîtres de Trente.

A PEINE *Bonaparte* avait fini les dispositions indispensables pour le nouvel investissement de Mantoue, qu'il se portait sur Vérone, où son armée s'était rassemblée pour achever d'anéantir les troupes que *Wurmser* avait pu réunir en avant de Trente, sur les hauteurs de Roveredo, et dans la vallée de la Gardena.

Le quartier-général des Autrichiens était, le 2 fructidor, auprès de Trente. L'échange

des prisonniers s'effectua le 4 : le nombre en était de cent soixante-trois officiers, cent soixante-neuf sergens, trois cent soixante caporaux et seize cent huit soldats. On remit au maréchal de Wurmser un pareil nombre d'Autrichiens. An 4.

Le général *Sahuguet* était à la tête du blocus de Mantoue. Il attaqua, le 7, à trois heures du matin, le pont de Gournole et Borgo-Forte : ces deux postes furent enlevés, et leurs défenseurs forcés de rentrer dans Mantoue.

L'armée française campée sous Vérone se mit en marche, le 16, sur trois colonnes. Celle de la droite, commandée par *Augereau*, devait se porter entre Zugo et Rouese, sur les hauteurs qui séparent les Etats de Venise, du Tyrol. La colonne du centre, sous les ordres de *Massena*, ayant passé l'Adige sur le pont de Golo, suivait la grande route de Vérone à Trente. La troisième division, confiée au général *Vaubois*, remontait sur les bords du lac de Garda, pour prendre poste à Torgole, à l'extrémité supérieure du lac.

Le général *Pigeon*, qui commandait l'avant-garde de *Massena*, rencontra, le 17, entre Alla et Serravalle, sur le bord de l'Adige, une division autrichienne, et la força à la retraite.

Les deux divisions de *Massena* et d'*Au-*

gereau se trouvèrent, à l'entrée de la nuit,
1796. en présence des ennemis retranchés sur les deux bords de l'Adige ; leur gauche occupait les défilés inexpugnables de Marco, et leur droite gardait leur camp retranché de Mori.

Le général *Massena* reçut ordre d'attaquer Marco, le 18, à l'heure où l'on avait calculé que la division *Vaubois* devait arriver sur l'Adige, par la route de Torgole à Roveredo. *Augereau* eut ordre de conserver sa position, pour secourir *Massena* en cas de besoin, et empêcher que les Autrichiens ne se portassent sur le Vicentin.

Le combat s'engagea à six heures du matin. Le général *Pigeon*, à la tête d'une partie de l'infanterie légère, gagnait les hauteurs de la gauche de Marco ; l'adjudant-général *Soret*, avec la dix-huitième demi-brigade d'infanterie légère, attaquait l'ennemi en tirailleur ; et le général de brigade *Victor*, commandant la dix-huitième demi-brigade d'infanterie de bataille, perçait par le grand chemin en colonne serrée par bataillon.

Dans le même tems, la colonne du général *Vaubois* attaquait le camp de Mori, à la rive droite de l'Adige. Le combat fut terrible pendant deux heures. Les deux divisions françaises, séparées par le fleuve, semblaient lutter d'émulation. Les Autrichiens, forcés presque en même tems dans ces deux posi-

tions, se retiraient sur Roveredo, profitant de toutes les positions de défense que les localités semaient sur leurs pas. Ils furent forcés dans Roveredo par les deux divisions réunies d'*Augereau* et de *Massena*. An 4.

Bonaparte s'aperçut que Wurmser établissait un nouveau point de défense à la position du château de Colliano, appuyant sa gauche à une montagne inaccessible, et sa droite à l'Adige. L'objet de cette défense paraissait être d'empêcher les Français d'arriver à Trente aussitôt que lui.

Bonaparte, avec cette audace réfléchie et cette précision de tact militaire qui, dans toutes les occasions importantes, décidèrent les grands succès de l'armée d'Italie, sentit que c'était le moment de profiter de tous les avantages attendus des combats qui s'étaient succédés pendant la journée, et cette détermination était justifiée par l'importance que mettait le général ennemi à défendre ce point. Il jugea que, si les Autrichiens y passaient la nuit, elle serait employée à rendre ce poste inexpugnable, et qu'il faudrait donner une seconde bataille le lendemain.

Massena fait rallier toutes ses demi-brigades, donne à sa division un moment de repos, dont elle avait absolument besoin, et vole à de nouveaux triomphes.

Dans la position où se trouvait Wurmser, l'A-

dige semble toucher à des montagnes coupées
1796. à pic, et forme une gorge qui n'a pas 40 toises de largeur, fermée par un village, un château élevé et une muraille crénelée, sur laquelle on avait placé de l'artillerie. Le général *Dommartin* ayant trouvé une position qui balayait la gorge, y place huit pièces d'artillerie légère pour commencer l'attaque. Deux colonnes disposées, l'une pour gravir quelques parties de roches presque inaccessibles, l'autre pour marcher de front en colonnes serrées, s'avancent en même tems. L'ennemi, ébranlé par le feu de l'artillerie et par l'audace des tirailleurs, ne résiste pas à la masse de nos colonnes. La porte du retranchement est enfoncée à coups de hache ; nôtre cavalerie s'élance à la poursuite des Autrichiens ; l'infanterie, oubliant sa fatigue, suit au pas de charge ; les troupes sont enfin obligées, par l'épuisement de leurs forces, de faire halte. On avait fait pendant la journée six à sept mille prisonniers.

Pendant la nuit, la division de *Vaubois* passa l'Adige, pour se réunir à celles d'*Augereau* et de *Massena* ; on se remit à la poursuite des Autrichiens. Les Français étaient, le 19 à huit heures du matin, dans la ville de Trente, que Wurmser avait abandonnée pour prendre la route de Bassano.

L'armée marchait depuis soixante heures, se battant continuellement ; elle était excédée de

fatigue, mais apprenant que les Autrichiens résistaient encore, les soldats refusent de prendre du repos. Wurmser s'était retranché de nouveau dans une position formidable à Lavès, derrière la rivière d'Arisio. *Vaubois* s'y précipita à six heures du soir; l'avant-garde fut arrêtée par la défense opiniâtre des Autrichiens; mais la tête de la division arrive, le général ordonne le passage du pont au pas de charge et l'arme au bras; les Autrichiens sont forcés, ils prennent la fuite; la nuit arrête les Français. An 4.

La division du général *Augereau* ayant trouvé des difficultés insurmontables sur les hauteurs, était redescendue dans la vallée de l'Adige. Elle reçut ordre de marcher sur Levico, sur la route de Trente à Bassano : la nouvelle direction donnée par Wurmser à ses opérations militaires, entraînait ce mouvement.

CHAPITRE XI.

Organisation du gouvernement de la principauté de Trente.

BONAPARTE, arrivé dans Trente, organisa le gouvernement de cette ville et du Trentin, par un réglement publié sur-le-champ.

1796. « Le conseil de Trente, appelé ci-devant conseil aulique, continuera toutes les fonctions civiles, judiciaires et politiques, attribuées à ce corps par les usages de l'administration du pays.

» Les attributions que l'empereur conservait sur la principauté de Trente, sont conférées au conseil de Trente.

» Les receveurs du prince-évêque, quelque nom qu'ils portent, et de quelque nature que soient les impositions directes ou indirectes, rendront leurs comptes au conseil de Trente.

» Le conseil de Trente rendra compte à la république de tous les revenus de l'empereur et du prince-évêque ; il veillera, en conséquence, à ce que rien n'en soit distrait.

» Tous les actes publics se feront au nom de la république française.

» Le conseil de Trente prêtera serment d'obéissance à la république, et le fera prêter à toutes les autorités civiles et politiques du pays.

» Tous les étrangers de quelques pays qu'ils soient, qui auraient des emplois publics dans la principauté de Trente, seront obligés de quitter le pays dans les vingt-quatre heures. Le conseil de Trente les remplacera par des naturels du pays.

» Tous les chanoines de Trente qui ne sont pas natifs de la principauté de Trente, sor-

tiront sur-le-champ de son territoire ; les chanoines de Trente se réuniront et nommeront aux places vacantes, par liste triple, qui sera présentée au général en chef, qui choisira. An 4.

» Le général commandant la place fera les fonctions de capitaine de la ville. Le conseil de Trente est chargé de l'exécution du présent réglement, sous sa responsabilité. »

Dans le même tems une proclamation fut publiée, dans laquelle le général français disait aux Tyroliens : Vous sollicitez la protection de l'armée française, rendez-vous-en dignes ; puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez le petit nombre à se soumettre ; leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre ; la supériorité des armes françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, trahissent ce monarque ; il ne fait pas un pas qui ne soit une faute.

Vous voulez la paix ! Les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire, que pour obliger la cour de Vienne à se rendre au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre les cris de ses peuples. Nous ne venons pas chez vous pour nous aggrandir, la nature a placé nos limites au Rhin et aux Alpes, dans le même tems qu'elle a posé au Tyrol les limites de la puissance autrichienne.

1796. Quelle que soit, Tyroliens, votre conduite passée, rentrez dans vos foyers ; quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissans pour vous défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs de l'Italie et des Alpes, c'est quelques victimes de moins que la générosité de la nation française m'ordonne d'épargner.

Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité ; la religion, les habitudes et les propriétés des communes qui se soumettront, seront respectées. Les communes dont les compagnies de Tyroliens ne seraient pas rentrées, seront incendiées ; les habitans seront pris en otage et envoyés en France.

Lorsqu'une commune sera soumise, les syndics seront tenus de donner à l'heure même la note de ceux de ses habitans qui seraient à la solde de l'empereur ; s'ils font partie des compagnies Tyroliennes, on incendiera sur-le-champ leurs maisons ; on arrêtera leurs parens jusqu'au troisième degré, lesquels seront envoyés en otage en France.

Tout Tyrolien faisant partie des compagnies franches, pris les armes à la main, sera fusillé.

An. 4.

CHAPITRE XII.

Les Autrichiens se portent dans le Frioul vénitien, derrière la Brenta. Bataille de Bassano.

Jusqu'a la bataille de Roveredo, le but des manœuvres du feld-maréchal comte de *Wurmser* avait été d'empêcher la jonction de l'armée de *Bonaparte* avec celle du général *Moreau*, et que le théâtre de la guerre ne se transférât des bords de l'Adige, sur ceux du Danube, auprès de Passau. Les pertes qu'il avait successivement essuyées, ne lui permettaient plus de suivre ce plan; il présumait avec raison que, s'il s'obstinait à défendre pied à pied les positions qui s'offraient à lui entre Trente et Bolzano, elles seraient emportées par cette *furia francese* à laquelle il semblait que rien ne pouvait résister, et que, chassé vers Brixen, il arriverait seul à Inspruck, après avoir franchi le mont Saint Michel, et suivi les bords de la rivière de Sill.

Dans la suite des revers éprouvés par son armée, c'était faire beaucoup sans doute que de ramener son ennemi en plaine, de l'obliger de revenir sur ses pas malgré ses victoires,

1796. et de rendre quelque espoir aux défenseurs de Mantoue. La constance et le courage déployés dans cette occasion, lui méritèrent l'estime de ses ennemis même ; abandonnant les bords de l'Arisio, pour se porter sur ceux de la Brenta à travers des montagnes presque inaccessibles, son mouvement avait déterminé la marche de la division d'*Augereau.*

Elle s'était rendue, le 20 fructidor, à Borgo-di-Val Sugana, Martello et Val Soiva ; la division de *Massena* se portait dans les mêmes positions, par Trente et Levico.

Le vingt-un au matin, l'avant-garde de la division d'*Augereau* rencontra l'arrière-garde ennemie, retranchée au village de Primolano, entre la Brenta et des montagnes inaccessibles ; à l'entrée des gorges de la Brenta, quelques corps autrichiens, pour donner le tems au reste de l'armée de se porter au-delà des gorges, se défendirent jusqu'à l'extrémité, et furent faits prisonniers de guerre.

Il paraît que le maréchal Wurmser avait pensé que les Français continueraient à remonter l'Adige jusqu'à Bolzano et Méran, et qu'ils s'enfonceraient ensuite dans les montagnes, pour donner la main au général Férino, vers les sources de l'Inn ; en conséquence, il avait ordonné à une colonne de dix mille hommes, cavalerie et infanterie, de se porter

sur Vérone, pour donner de l'inquiétude à *Bonaparte* sur sa communication avec Mantoue. An 4. Wurmser, voulant couper l'armée française, était coupé lui-même; *Bonaparte* parcourut les défilés de la Brenta pendant la journée du 21. L'armée campa pendant la nuit au bourg de Scimone, au débouché des gorges.

Le 22, au point du jour, les Français s'étaient remis en marche. Ils rencontrèrent l'ennemi près le village de Solagne, sur les deux bords de la Brenta. La bataille commença à sept heures; *Augereau* commandait la droite, et *Massena* la gauche. Les Autrichiens, encouragés par la présence de Wurmser, combattant à leur tête, et favorisés par une excellente position, se défendirent jusqu'à midi, que leur centre fut forcé par la 5.e demi-brigade d'infanterie légère et la 4.e demi-brigade de ligne; la cavalerie se mit à la poursuite des fuyards, tandis que l'infanterie continuait à suivre les gorges jusqu'au débouché de la plaine de Bassano.

L'aîle droite de la division d'*Augereau* avait gagné, au pas de course, des hauteurs qui, à la droite de la Brenta, se prolongent jusque sur le faubourg de Bassano. *Bonaparte* se porta lui-même à cette attaque. Le faubourg fut forcé; *Massena* entrait dans Bassano par la gauche, et *Augereau* par la droite, en forçant le pont de la Brenta, malgré les efforts

1796. des grenadiers autrichiens, chargés de protéger la retraite de leur général.

Wurmser, marchant avec précipitation, avec un corps de cavalerie et les débris de quelques bataillons de grenadiers, rejoignit, non sans peine, la division de cinq mille hommes de cavalerie, et cinq mille hommes d'infanterie, qu'il avait envoyée à Montebello, entre Vicence et Vérone, c'est tout ce qui lui restait d'une des plus florissantes armées qu'eut levée l'Empereur.

Le 23, la division du général *Augereau* se rendit à Padoue; elle s'empara des bagages de l'armée autrichienne, et de quatre cents hommes qui les escortaient. Wurmser se trouvait entre l'Adige et la Brenta : il lui était impossible de traverser la dernière de ces deux rivières, défendue par les deux tiers de l'armée française; il ne lui restait d'autre ressource que de se jeter dans Mantoue. *Bonaparte*, ayant prévu ce mouvement, avait laissé dans Vérone le général *Kilmaine*, avec une garnison qui n'était pas assez forte pour contenir une ville populeuse et repousser un corps d'armée, mais qui manœuvra avec tant d'habileté, que les efforts des Autrichiens, pour pénétrer dans cette ville, furent vains.

An 4.

CHAPITRE XIII.

Le maréchal de Wurmser *se réfugie dans Mantoue.*

Les Autrichiens apprirent, le 23 au soir, l'arrivée de *Massena* dans Vicence; n'ayant pas un instant à perdre pour éviter d'être coupés et forcés de mettre bas les armes, ils filèrent toute la nuit le long de l'Adige, et passèrent cette rivière à Porto Legnano, qu'ils occupaient depuis l'invasion de Wurmser en Italie, et dont on avait négligé de faire le siège après la bataille de Castiglione.

On compte cinquante milles de Porto Legnago à Mantoue; il faut traverser la Nichasola, le Menago, le Tartaro, le Tregnone et la Molinella. La division de *Massena* passa l'Adige à Ronco, sur un pont volant, le 24 au soir; elle avait ordre de se porter rapidement à Sanguinelto, entre le Tregnone et le Menago, pour couper le passage à Wurmser, tandis que le général *Sahuguet*, qui commandait le blocus de Mantoue, devait envoyer les troupes suffisantes pour garder Governolo, Castelnara, et couper tous les ponts sur le Tartaro et la Molinella.

Pour se rendre de Ronco à Sanguinelto, il

y a deux chemins ; l'un par la gauche, en suivant l'Adige, coupe à Cerca la route de Porto Legnano à Mantoue ; l'autre conduit directement de Ronco à Sanguinelto : il fallait prendre ce dernier chemin. Les guides, auxquels on se confia, conduisirent les Français sur Cerca, où l'avant-garde arriva, lorsque les Autrichiens passaient le Menago.

1796.

Wurmser marcha toute la nuit du 25 au 26 sur Mantoue, avec une telle rapidité, mettant ses fantassins en croupe derrière ses cavaliers, qu'il arriva à Nogara, sans que la division de *Massena*, qui le suivait, pût le joindre. Il apprend qu'une division française l'attend à Castelnara, et que le pont sur la Molinella est coupé. Il se porte rapidement sur celui de Villa Impensa ; il y arrive au moment où le général *Charton* venait pour le couper. Il s'engagea un combat très-vif dans lequel *Charton* ayant été tué, les Autrichiens passèrent la rivière. Ils entrèrent dans Mantoue le 27.

Tout ce que l'activité et la prudence pouvaient exécuter pour forcer le général autrichien à poser les armes, avec les restes de l'armée impériale, fut entrepris par *Bonaparte*. Ses infatigables divisions n'eurent pas un instant de repos. Les quatre jours qui suivirent la bataille de Bassano, ne furent qu'une suite perpétuelle de combats.

Si une grande chasse dans laquelle des meutes ardentes poursuivent un vieux et terrible sanglier, peut jamais être une image de la guerre, ce serait sur-tout à cette époque de la guerre d'Italie qu'elle ressemblerait. Si les guides avaient mieux dirigé la route de Ronco à Sanguinelto, et sur-tout si le général *Sahuguet* avait fait couper à tems le pont de Villa Impensa, il est certain que Wurmser n'avait aucun moyen de salut. Mantoue, sans ressources, aurait capitulé; et le peu de troupes autrichiennes qui se trouvaient encore dans le Frioul autrichien, et même dans le Tyrol, auraient été forcées de se rendre aux Français. An 4.

La ville de Porto Legnano fut prise par la division d'*Augereau*, le jour où Wurmser entrait dans Mantoue.

CHAPITRE XIV.

Sentimens excités, en Italie, par l'arrivée du maréchal Wurmser.

A la nouvelle des premiers succès obtenus par les Allemands, les habitans de Milan, de Bologne, de Ferrare, et de quelques autres villes, montrèrent leur attachement à la cause des Français et de la liberté. A Milan, tandis que le bruit courait que le maré-

chal Wurmser, ayant entiérement défait les
1796. Français, entrait dans Bassano, le peuple demandait des armes et chantait dans les rues l'air martial : *Allons, enfans de la Patrie.* Mais dans d'autres endroits, et sur-tout dans ceux qui avaient approuvé la révolte de Lugo, les partisans des Autrichiens, persuadés que la victoire avait irrévocablement abandonné les drapeaux des Français, secondaient, de toute leur influence, des événemens dont ils espéraient qu'une contre-révolution serait la suite. On répandait dans les villes et dans les campagnes les écrits les plus propres à volcaniser les peuples ; la plupart de ces écrits venaient de Rome.

Depuis la signature de l'armistice, *Miot*, qui résidait à Florence, en qualité de ministre de la république française auprès du Grand Duc, s'était rendu à Rome, en attendant l'arrivée de *Cacault*, chargé avec d'autres commissaires de la république, de tous les détails concernant l'exécution des articles convenus entre les ministres du Pape et *Bonaparte.* Pour se procurer les sommes dont il avait besoin, le Pape eut recours aux dépositaires des richesses enfermées dans les églises ; il leur fut ordonné de livrer, dans l'espace de quelques jours, un inventaire certifié et véritable des effets d'or et d'argent confiés à leur garde. Il n'y eut d'excepté que les vases indispen-

sablement nécessaires à la célébration du service divin. Un autre édit soumettait à des dispositions à-peu-près semblables tous les possesseurs de métaux précieux. Les corps ecclésiastiques firent transporter leur argenterie à la monnaie ; le Pape ne voulut pas d'exception en sa faveur, il fit le sacrifice de sa vaisselle d'argent ; les cardinaux et les princes romains suivirent cet exemple ; le prince *Doria* envoya pour cinq cent mille francs de vaisselle d'or ou d'argent. An 4.

Dans le même tems, le cardinal *Zelada*, secrétaire d'Etat, fit publier un édit dans lequel il représentait aux Romains que tous les motifs se réunissaient pour leur faire un devoir de traiter avec égard les Français que les affaires publiques conduisaient à Rome. Il leur observait que l'armistice obtenu était une faveur de la providence divine. En conséquence, il ordonnait à tous les individus, quels que fussent leur condition, leur âge, leur sexe, de ne se livrer à aucun mouvement inconsidéré, et de se défier des insinuations perfides qui pouvaient être faites. Il déclara que quiconque insulterait par ses actions ou par ses discours, même de la manière la plus légère, les commissaires français et les personnes qui leur étaient attachées, serait déclaré traître à sa patrie, et puni du dernier supplice; ceux dont les discours, les écrits ou les actions,

auraient provoqué quelque insulte contre les
1796. Français, quand même ces provocations n'auraient été suivies d'aucun effet, encourraient les mêmes peines. Les témoins des actes de cette nature devaient les dénoncer aux tribunaux, sous peine de dix ans de galère; et on promettait aux dénonciateurs cinq cents écus romains. Les tribunaux devaient procéder contre les accusés dans les formes les plus expéditives, sans rémission ni diminution de peine.

Depuis que les Français étaient entrés en Italie, on ne parlait que des miracles opérés dans toutes les églises. On pensait, ou du moins on feignait de penser que c'était à l'intercession de la Vierge et des Saints, qu'on devait l'armistice accordé par *Bonaparte*, plutôt qu'aux millions et autres clauses du traité.

Les prodiges opérés dans Ancône et dans d'autres villes de la Marche, se répétaient dans Rome; des lys attachés auprès des statues de la Vierge, étant flétris et desséchés, leurs tiges reverdissaient, se couvraient de nouveaux boutons développés chaque jour d'une manière sensible, parce qu'on avait soin de mettre chaque jour de nouvelles tiges à la place des anciennes. La multitude se rendait processionnellement de l'une à l'autre de ces images, en psalmodiant des litanies; et les personnes du premier rang se prêtant à l'illusion, grossissaient les rassemblemens. Ces mi-

racles, ces processions, ces fêtes remplissaient les cœurs de la plus tendre dévotion ; mais les ouvriers étaient détournés de leurs travaux, ce qui augmentait la misère publique. An 4.

Dans la circonstance épineuse où le gouvernement romain se trouvait, le pape crut devoir seconder les idées religieuses : des missions furent ordonnées dans les six principales églises de Rome; elles devaient se terminer par des processions de pénitens, pendant trois jours consécutifs. Dans ces cérémonies religieuses, exécutées dans plusieurs quartiers avec beaucoup de pompe, on vit des princesses romaines porter la bannière de la Vierge, et un prince de l'Eglise, le cardinal *Sommaglia*, descendre aux fonctions de porte-croix.

Le gouvernement prit les mesures nécessaires pour prévenir les désordres que pouvait amener un si grand mouvement : une garde nombreuse maintenait la tranquillité publique. On se flatta que ces actes de religion étoufferaient dans les cœurs les haines et les animosités qui y fermentaient. Beaucoup d'armes tranchantes furent déposées sur les autels, et chacun s'empressait de faire à l'Etat le sacrifice des matières d'or et d'argent dont il pouvait se passer.

Il semble que Rome fut destinée de tous tems à devenir le séjour de la superstition.

1796. *Romulus*, son fondateur, assassiné dans le sénat qu'il voulait opprimer, fut placé au nombre des dieux, et reçut l'encens des Romains, sous le nom de *Quirinus*. L'histoire de *Tite-Live* est remplie des prodiges les plus ridicules, arrivés dans cette capitale du monde. Tantôt un bœuf a parlé, tantôt une mule a engendré, tantôt les hommes et les femmes ont changé de sexe; ce ne sont que des pluies de cailloux, de chair, de sang, de lait. *Numa*, second roi de Rome, voulant imprimer plus de sainteté aux lois qu'il proposait aux Romains, se donnait pour inspiré par la nymphe *Egérie*. Dans les tems de calamité, les prêtres, pour appaiser le courroux des dieux, engageaient les Romains à nommer un dictateur dont l'unique fonction était d'enfoncer un clou dans une muraille. Le vol des oiseaux, l'appétit avec lequel des poulets sacrés mangeaient ou buvaient, suffisaient pour presser, suspendre ou abandonner les entreprises les plus intéressantes. *Cicéron*, qui connaissait ces moyens imposteurs, et qui était lui-même membre du collège des augures, disait qu'il ne concevait pas comment deux prêtres pouvaient se rencontrer sans rire de concert de la stupide crédulité des Romains.

A la place de l'ancienne religion romaine, une nouvelle religion s'introduisit dans ces

contrées. Les miracles se renouvellèrent. On fit entendre au peuple que l'Etre suprême interrompait à chaque instant le cours immuable de la nature, et l'effet des lois générales avec lesquelles il gouvernait le monde, pour se prêter aux desseins intéressés des ministres du culte. Un prêtre fut roi ; ce roi domina sur les autres monarques, et sa puissance eût écrasé toutes les autres, si l'excès même des abus ne fût devenu la borne d'airain contre laquelle ce colosse redoutable devait se briser. Quelques peuples, quelques rois secouèrent un joug devenu insupportable; les autres l'allégèrent ; et les lumières, en s'étendant, doivent le détruire à jamais. An 4.

Les processions se terminèrent à Rome le douze thermidor. Le peuple paraissait tranquille. Lorsqu'il voyait des Français, il s'attroupait autour d'eux ; c'était en quelque sorte des êtres extraordinaires qu'il venait contempler, et sa curiosité n'avait aucun caractère offensant.

Le premier paiement de la contribution, stipulée dans l'armistice, avait été fait à son échéance ; elle consistait en onze cent mille écus. Ce riche convoi fut escorté par un détachement de cavalerie et d'infanterie jusqu'à Imola, lieu où cessait la garantie du pape.

1796.

CHAPITRE XV.

Le pape rompt l'armistice qui lui avait été accordé par Bonaparte.

Des conférences se tenaient à l'Hôtel d'Espagne, pour l'exécution des articles de l'armistice. Elles touchaient à leur conclusion, lorsque tout-à-coup les commissaires pontificaux firent naître des difficultés sous des prétextes chimériques, mais dont le véritable sujet était la nouvelle irruption que les troupes impériales tentaient dans le Mantouan. En vain le chevalier *Azara*, ministre d'Espagne à Rome, sous la médiation duquel l'armistice avait été conclu, multiplia ses efforts pour arracher ce nouveau germe de dissention; le pape donnait dans cette circonstance la preuve de la maladresse la plus inexcusable, en ordonnant à un légat, au moment où l'on apprenait à Rome la nouvelle de la levée momentanée du siège de Mantoue, de se remettre en possession de Ferrare, dont la souveraineté était cédée à la France par l'armistice.

La garnison française de la citadelle de Ferrare, en était sortie le treize thermidor, après avoir encloué ses canons, et jeté dans le Pô les munitions qu'elle ne pouvait emporter.

J'ai déjà fait part à mes lecteurs des motifs de cette retraite ; elle n'occasionna dans la ville aucun mouvement qui pût annoncer chez les habitans de Ferrare le moindre desir de retourner à leur ancien gouvernement. Cependant personne ne s'opposa à l'entrée du prélat romain ; mais à peine avait-il placé sur la porte du palais des gouverneurs les armes papales, qu'une fermentation se manifesta ; la municipalité fit replacer les armes de la république française. Le légat demeura peu de jours dans Ferrare ; ayant appris que les Français étaient victorieux, il revint à Rome. An 4.

Le vingt thermidor, plusieurs Français furent insultés à Rome ; le gouvernement fit doubler les patrouilles, sur-tout dans les quartiers habités par les Français. Le chevalier *Azara* reçut, le vingt-deux, le détail des victoires remportées par *Bonaparte* sur Wurmser ; mais telle était la prévention générale dans Rome, qu'on publiait que cette nouvelle était controuvée, et qu'*Azara*, ministre d'Espagne, de concert avec *Cacault*, ministre de France, répandait ce bruit, pour égarer l'opinion publique.

La même incertitude que nous avons vu long-tems se manifester en France, existait alors dans Rome. Les moindres revers des armées françaises étaient grossis par une classe d'hommes intéressés au retour de l'ancien ordre

de choses. Les victoires les plus éclatantes
1796. répandaient en vain la gloire du nom français dans tout l'univers; elles étaient révoquées en doute par des hommes qui voyaient des jours de deuil dans les expéditions les plus heureuses et les plus triomphantes. Des Français furent de nouveau insultés dans Rome; le désordre était même parvenu au point, que le ministre de la république menaçait de se retirer; le chevalier *Azara* arrêta, non sans peine, une disposition dont les suites pouvaient être très-fâcheuses pour le pape; mais les négociations de la cour Romaine avec le gouvernement français devinrent plus difficiles.

Après le renvoi des prélats *Petrachi* et *Vangelisti*, on avait renoué les conférences à Florence. Cette opération fut confiée au prélat *Galepi* et au moine dominicain *Soldati*. Il se trouva que ces négociateurs manquaient de pouvoirs suffisans, ils furent envoyés à Rome pour en chercher. Dans cette circonstance, la faction qui dominait le collège des cardinaux, décida *Pie VI* à envoyer à Florence le prélat *Lagreca*. Enfin, le pape déclara, après avoir pris lecture des propositions de paix offertes par le directoire français, que parmi ces propositions il s'en trouvait d'inadmissibles, et que n'ayant d'autre alternative que d'accepter ou de rejeter le traité en entier, il était contraint de prononcer qu'il ne pouvait accepter.

Cette résolution fut prise dans une congrégation générale, tenue au palais du Quirinal, le vingt-huit thermidor. An 4.

A voir l'enthousiasme de quelques romains, on eût dit que les Français étaient déjà hors de l'Italie, et que *Pie VI*, à l'exemple d'*Alexandre VI*, n'avait plus qu'à ordonner à leur général de venir rendre compte à Rome de sa conduite, sous peine d'excommunication. Des prophéties miraculeuses annonçaient, dans tous les couvens de moines, l'entière déconfiture des Français.

Rome la sainte retentissait du bruit des armes; il est vrai que ses dispositions guerrières tenaient de la mollesse de ceux qui les faisaient. Les troupes levées à Rome ressemblaient à ce burlesque régiment de Corinthe, commandé par le coadjuteur, pendant la guerre de la fronde. Cependant, les cédules romaines baissaient presqu'aussi rapidement qu'avaient fait en France les assignats, et les opinions françaises y gagnaient autant que perdaient les cédules; en vain *Azara* et *Cacault* cherchaient à tempérer ces vaines saillies du gouvernement pontifical; le moment semblait venu, où le Saint siège implorerait le secours de l'Angleterre contre la France.

1796.

CHAPITRE XVI.

Modène et Reggio arborent l'étendard de la liberté.

CEPENDANT l'esprit de liberté, implanté dans la Lombardie, se manifestait dans d'autres provinces italiennes, et sur-tout dans les Etats du duc de Modène. Soixante Corses, qui devaient servir sur des barques canonnières au siège de Mantoue, s'étant rendus de Modène à Reggio, les habitans de cette ville, au nombre de quatre à cinq mille, se rassemblèrent à minuit, le treize fructidor, chassèrent la faible garnison que le duc *Hercule d'Est* entretenait dans la ville, et plantèrent un arbre de la liberté aux cris de vive la république française. Les Corses furent les directeurs de cette cérémonie. Les villes de Carpi, de Correggio, de Novellara, de Scandiano, et toute la province de Garfagnova, suivirent cet exemple. Bientôt le même enthousiasme se communiquant à Modène, *Bonaparte* y fit passer quelques détachemens. L'armistice, dont le duc de Modène n'avait pas rempli les conditions, fut déclaré rompu. Une proclamation mit les

peuples de Modène et de Reggio sous la protection de la France. Le conseil de régence, formé par le duc, fut supprimé et remplacé par un comité de gouvernement créé par *Bonaparte*; ce comité, après avoir prêté serment de fidélité à la république française, et reçu celui des autorités secondaires, établit une garde nationale sur le modèle de celle de France, et supprima, par un décret, les droits féodaux (1). An 4.

Le comité de gouvernement reçut ordre de *Bonaparte* de faire préparer des logemens pour un corps de douze à quinze mille hommes qui venaient de la Vendée. Ces troupes de-

(1) Toute juridiction féodale est abolie. Les officiers féodaux de tout genre et de tous grades sont confirmés provisoirement par le comité de gouvernement, qui les confirmera ou les supprimera définitivement d'après les informations prises.

Tous les droits et revenus féodaux, perçus sous l'ancien gouvernement, ou à percevoir, demeureront jusqu'à nouvel ordre réunis à la caisse nationale.

Quant aux privilèges odieux de chasse et de pêche, le comité publiera incessamment une proclamation, pour satisfaire à l'impatience générale de les voir supprimés.

Les biens allodiaux resteront à leurs possesseurs en propriété absolue.

Ce qui regarde l'abolition instantanée des fiefs et de toute juridiction féodale, s'étendra aux inféodations faites à titre onéreux.

vaient former un corps d'observation pour en
1796. imposer aux ennemis de la république, et particuliérement à la cour de Naples, soupçonnée de vouloir, à l'exemple du pape, rompre l'armistice.

D'après les réponses faites par le directoire au ministre du duc *Hercule d'Est*, les duchés de Modène et de Reggio devaient partager le sort de Milan, de Bologne et de Ferrare.

En conséquence, les députés de Reggio, de Modène, de Ferrare et de Bologne, s'étant assemblés, formèrent ensemble une association politique. Ils rédigèrent un acte constitutionnel, établirent des taxes militaires, formèrent des liens d'amitié et de confédération avec les peuples voisins. Le nouveau gouvernement ordonnait à tous les religieux étrangers de sortir, dans trois jours, de son territoire, et réglait que l'argent nécessaire pour leur voyage serait fourni par les caisses des communautés monastiques. Telle fut l'origine de la république Transpadane. Après la paix signée avec l'Empereur, elle se réunit à la république Cispadane, pour ne former qu'un seul Etat, sous le nom de république Cisalpine ou italienne.

La république Cispadane était entiérement organisée; l'administration Lombarde formait de nouveaux bataillons; elle y admettait les

militaires sans emploi, de Nice, du Piémont, de Savoie, de Gênes, et de toutes les contrées d'Italie. On s'occupait en même tems du commerce, de l'agriculture, des finances et de l'instruction publique. Le gouvernement proposa un prix en faveur du meilleur discours sur cette question : Quel est le gouvernement libre le plus avantageux à l'Italie ? et dont je crois devoir insérer en note la traduction (1). An 4.

(1) Le premier aliment des vertus sociales est l'instruction publique. Elle annonce toujours aux nations leur bonheur prochain, et par-tout où on en voit briller l'aurore, le soleil de la liberté ne tardera pas à se montrer sur l'horison. La Grèce fut également célèbre dans les arts et dans la guerre. La gloire de ses philosophes le dispute à celle de ses capitaines. Les uns abattirent les tyrans par le glaive, les autres poussèrent un cri dont le retentissement fit toujours trembler les oppresseurs des peuples, un cri enfin qui, malgré les obstacles de tout genre, a fait résonner aux oreilles des nations le nom sacré de la liberté !

Nous avons vu la France, rivale de la Grèce, secouer le joug qui l'opprimait. Elle a éveillé la terreur dans l'ame des tyrans, et l'espoir dans celle des peuples ; mais le flambeau de la philosophie avait précédé l'éclair de son invincible épée. Avec les armes de la raison, le peuple a été persuadé qu'il devait être libre, et le peuple a voulu être libre. La philosophie a prédit qu'un peuple libre briserait les forces de tous les despotes de la terre, et l'Europe a vu les satellites des oppresseurs du monde humiliés devant les drapeaux républicains.

1796. *Bonaparte*, occupé du siège de Mantoue, qu'il voulait terminer avant de porter la

L'Italie ouvrit la première un asyle aux sciences et aux arts de la Grèce ; et si jusqu'à ce moment elle n'a pas donné ces preuves d'énergie qu'on devait attendre d'une nation placée par la nature dans un pays que sa situation, ses ressources, sa population semblaient avoir destiné à la liberté, il faut en chercher la cause dans les obstacles éternels que l'union de la tyrannie et du fanatisme a opposés à l'instruction publique, en étouffant, par d'odieux moyens, le germe d'indépendance que cet heureux climat avait mis dans le cœur de ses habitans.

Notre premier devoir est donc d'ouvrir au génie italien une vaste carrière, dans laquelle, en traitant les grands intérêts de la nation entière, l'observateur puisse rendre familiers aux peuples les principes éternels de la liberté.

O vous qui cultivez en paix les lettres, que l'amour de la patrie et celui de sa gloire vous réveillent ! Si vous avez été condamnés à étouffer vos pensées, sous l'ancien gouvernement, lorsqu'il n'était pas permis de dire la vérité ; venez, sous les heureux auspices d'une armée victorieuse, et d'un général non moins invincible qu'ami de l'humanité ; ne craignez pas d'élever la voix ; offrez à la patrie l'hommage de vos lumières et de vos talens !

Et vous qui gémissez sous le joug des tyrans, que craignez-vous ? vous avez dans les mains les moyens les plus prompts de renverser les pouvoirs usurpés. Ecrivez ; faites connaître au peuple sa force, il sortira de l'avilissement où le retient la servitude. Célébrez les victoires de ses libérateurs, la gloire des cités qui se sont soustraites à l'esclavage ; rappelez aux Italiens l'antique gloire de l'Italie, et l'oppression dont l'accableraient les

guerre au cœur des Etats de la maison d'Autriche, et des minutieux détails d'une immense administration, paraissait faire peu d'attention aux ridicules préparatifs de guerre faits dans Rome; mais d'autres objets, de la plus haute importance, partageaient son attention. Il combinait les moyens de faire rentrer la Corse, sa patrie, dans le sein de la république française. An 4.

---

tyrans, s'ils se raffermissaient sur leurs trônes. Faites retentir aux oreilles de tous les hommes en état de porter les armes, les malédictions dont les races futures chargeront la génération présente, si elle laisse échapper le moment qui se présente, ce qui, peut-être, ne reviendra plus.

A votre voix, la nation prendra l'attitude imposante qui lui convient. Tous les obstacles qui s'opposent à sa régénération, seront méprisés ou renversés. Ses efforts feront pâlir les despotes, et vous aurez la gloire d'avoir provoqué, par vos écrits, le bonheur de votre patrie. Ni les craintes chimériques, ni les difficultés réelles ne doivent arrêter votre noble essor. Tout est facile à celui qui veut être libre; osez, prenez la plume, l'heure de la liberté est prête à sonner pour l'Italie entière.

1796.

CHAPITRE XVII.

Les Anglais s'emparent de la ville de Porto-Ferraio, dans l'île d'Elbe.

J'AI déjà observé que *Bonaparte*, en mettant garnison française dans Livourne, remplissait le double projet de ravir ce port au commerce anglais, et d'ouvrir un moyen de communication avec les Corses attachés au gouvernement français. Un très-grand nombre d'individus qui s'étaient exilés de leur patrie, lorsque les Anglais en furent les maîtres, et qui se réfugièrent dans différentes contrées d'Italie, se réunirent à Livourne, lorsque le pavillon français domina dans ce port. Ils entretenaient des liaisons suivies dans l'île, surtout avec les départemens du Golo et du Liamone, où le peuple témoignait assez ouvertement son aversion pour les Anglais.

Sir *Gilbert Elliot*, vice-roi de Corse, avait paru mépriser ces entreprises ; mais lorsque ceux qui les tentaient, eurent un point d'appui en état de consolider leurs démarches, il commença à craindre qu'elles n'eussent des suites funestes pour les intérêts britanniques.

Maître de la mer par la supériorité de l'es-

cadre britannique sur celle de Toulon, il crut intercepter toute communication entre Livourne et la Corse, en s'emparant de la petite île d'Elbe, sur la côte de Toscane ; cette île dépend de la principauté de Piombino, mais la ville de Porto-Ferraio appartient au grand duc de Toscane. *Bonaparte* avait négligé d'occuper cette ville, parce qu'il ne lui aurait pas été possible d'en secourir la garnison contre les forces navales d'Angleterre, et qu'il aurait exposé au hasard d'un siège des forces dont il avait besoin ailleurs. An 4.

La flotte anglaise, forte de dix-sept vaisseaux de ligne et portant deux mille hommes de troupes de débarquement, parut, le 21 messidor, sur les attérages de l'île d'Elbe. Les troupes débarquèrent, le 22, à un mille de Porto-Ferraio ; et ayant établi sur les hauteurs qui dominent cette place, une batterie de canons et de mortiers, deux officiers anglais s'avancèrent vers les gardes extérieures, et présentèrent une lettre (1) adressée au gou-

(1) Les troupes françaises ayant occupé la ville et le port de Livourne, les canons de la forteresse ayant tiré sur les vaisseaux du roi, dans la rade, et les propriétés britanniques ayant été violées dans Livourne, malgré la neutralité de son altesse royale le grand duc de Toscane, et malgré les protestations réitérées des Français de la respecter; il y a aussi lieu de croire que les Français ont les mêmes desseins sur la forteresse de Por-

verneur par le vice-roi de Corse, qui contenait les motifs de l'expédition anglaise. Les

1796.

---

to-Ferraio, espérant par ce moyen faciliter les hostilités qu'ils méditent contre le royaume de Corse.

Ces motifs nous ont déterminés à prévenir les injustes prétentions des ennemis du roi, aussi hostiles envers son altesse royale qu'à l'égard de sa majesté, en plaçant dans Porto-Ferraio une garnison capable de défendre cette place. Notre unique dessein étant d'empêcher l'occupation de toute l'île d'Elbe par les Français, nous vous ordonnons de recevoir les troupes de sa majesté qui se présenteront aux conditions suivantes :

Porto-Ferraio et ses dépendances resteront sous le gouvernement du grand duc ; le pavillon toscan ne cessera pas d'y être arboré ; l'administration ne sera altérée d'aucune manière ; les personnes, les propriétés et la religion de tous les habitans seront respectées ; les commandans anglais veilleront à ce que leurs troupes observent une rigoureuse discipline.

Les officiers et soldats composant la garnison toscane, continueront de faire le service, s'ils le jugent à propos. Tous les employés, civils et militaires, seront conservés dans leurs emplois, en continuant à se bien conduire.

Ces conditions seront observées autant que la chose sera compatible avec la sureté de la place.

Nous promettons, au nom de sa majesté, de la manière la plus solemnelle, de faire retirer les troupes britanniques, et de remettre la place entre les mains de son altesse royale, dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, à l'époque de la paix, aussitôt que tout danger d'invasion de la part des Français aura cessé.

Si vous refusez d'adhérer à ces propositions, aussi conformes aux intérêts de son altesse royale, que justes et nécessaires pour notre cause, l'officier, chargé de l'expédition, a des ordres et des moyens suffisans pour

officiers-militaires et civils, les consuls et vice-consuls des nations étrangères, et les chefs des principales familles assemblés en conseil commun, reconnaissant que la place ne pouvait faire qu'une vaine résistance, les troupes anglaises furent introduites. An 4.

Cet événement, auquel *Gilbert Elliot* paraissait mettre beaucoup d'importance, n'influa d'aucune manière sur le sort de la Corse. Le nombre des partisans de l'Angleterre dans cette île diminuait avec tant de rapidité, que le vieux *Paoli* craignant de tomber dans les mains des Français, avait quitté furtivement un pays dans lequel il joua long-tems le premier rôle, pour aller cacher ses cheveux blancs en Angleterre.

---

forcer la place; et, dans ce cas, le droit que donnera l'occupation, ne sera limité que par les lois de la guerre.

Ne doutant pas que votre prudence et votre attachement aux véritables intérêts de son altesse royale, ne vous portent à consentir au seul expédient qui puisse lui conserver Porto-Ferraio, et éloigner de l'île d'Elbe le plus cruel des fléaux; j'ai l'honneur d'être, etc.

Accepté, à condition que si la place est assiégée dans la suite, la garnison et les habitans seront neutres; que, la ville étant actuellement dépourvue de comestibles, les commandans anglais en procureront que les habitans pourront acheter; et que les magistrats auront le tems convenable pour préparer les quartiers nécessaires pour les troupes anglaises, qui, dans aucun cas, ne seront logées dans les maisons des particuliers.

1796. Cet homme qui avait occupé les cent voix de la renommée, en défendant son pays contre les Génois, et en décorant sa patrie de monumens utiles, avait perdu une partie de l'intérêt qu'il inspirait ; lorsque, plus occupé de sa fortune que de ses concitoyens, il les abandonna, en 1769, pour se réfugier à Londres. Depuis lors il reçut une pension de la part du gouvernement anglais. L'état de sa fortune lui permettait de la refuser, s'il avait eu plus de vertu que d'amour pour l'argent.

Oublié pendant vingt ans, un décret de l'assemblée constituante le rendit à la vie active. Ce décret annullait la proscription prononcée par l'ancien gouvernement français contre les compagnons de sa fuite, et leur réintégration dans leurs possessions confisquées. *Paoli*, en le lisant, s'écria que sa patrie lui était enfin restituée, qu'elle avait, comme la France, recouvré sa liberté ; que, n'ayant jamais combattu que pour la lui procurer, il irait en jouir dans l'héritage de ses pères.

An 4.

CHAPITRE XVIII.

Pouvoir de Paschal Paoli *dans l'île de Corse.*

Paschal Paoli passe, en conséquence, de Londres à Paris, excite un enthousiasme universel, sur-tout lorsqu'au sein de l'assemblée constituante, il voulut prêter le serment civique. Chacun le regardait comme un martyr de la liberté. On se hâta de le combler d'honneurs et de l'envoyer commander en Corse. Le général *Biron*, nommé gouverneur de cette île, fut indirectement invité de ne pas se rendre à Bastia, afin que *Paoli* jouît pleinement de l'autorité dont l'investissait la confiance nationale.

A peine *Paoli* était en Corse, qu'on fut informé, à Paris, qu'il propageait dans l'île des idées d'indépendance politique contraires aux liens qui attachaient la Corse à la France. Le gouvernement français, alors occupé d'intérêts bien plus importans, fit peu d'attention à des avis qu'on pouvait attribuer aux ennemis que l'envie attache aux pas des hommes publics. *Paoli* eut toutes les facilités de relever son ancien parti, d'écarter de l'administration publique ceux qui l'avaient abandonné les premiers, pour se soumettre à la France

victorieuse. Prévoyant qu'au sein des convul-
1796. sions révolutionnaires dont la France était agitée, il se présenterait une occasion de rompre avec elle, tous ses soins tendaient à se mettre en mesure de la trahir sans danger.

La constitution civile du clergé, adoptée par l'assemblée constituante, fournit cette occasion. Il fut aisé de faire entendre à un peuple agreste et superstitieux, que la religion de ses pères était menacée. Une consulte assemblée au mois de mai 1793, et dont *Paoli* était l'ame, déclara vouloir conserver en Corse l'ancien ordre ecclésiastique, rappela les députés que l'île avait envoyés à la convention nationale, et investit *Paoli* de l'autorité dont il avait joui pendant les guerres contre les Génois.

Bientôt la prédilection de ce général pour les Anglais se manifesta ouvertement; les ports de l'île leur furent ouverts; une députation se rendit à Londres, pour offrir au monarque anglais le titre de roi de Corse, que les rois de France avaient dédaigné de porter.

Mais dès-lors commença la punition de l'ambitieux *Paoli*; il s'était flatté que, la constitution britannique étant adoptée en Corse, la chambre des lords serait composée des personnes qu'il présenterait au cabinet de Saint-James. Au lieu de cela, le ministère britannique se contenta de bannir les gens

d'église de la consulte générale ; elle se trouva composée des deux chambres de la noblesse et des communes. Bientôt on envoya en Corse un vice-roi, que probablement *Paoli* n'attendait guères. S'il trouva dans cet instant les Anglais moins confians et moins généreux que les Français, il aurait dû réfléchir qu'un peuple de marchands sait calculer ; et que l'abus qu'il avait fait, en faveur des Anglais, de la confiance des Français, les avertissait de ne pas s'exposer à une nouvelle perfidie. An 4.

CHAPITRE XIX.

Le roi d'Angleterre prend le titre de roi de Corse. Des insurrections se manifestent dans l'île contre les Anglais.

Le traité qui, sous le nom d'acte d'union, cédait la possession de la Corse à la couronne d'Angleterre, était à peine publié, que le roi d'Angleterre se fit proclamer roi de Corse. La Grande-Bretagne ne produit ni vin, ni huile d'olive, ni bois de construction ; elle trouvait ces objets essentiels dans cette conquête ; la Corse lui procurait encore une station voisine de l'île de Malte, qui favorisait son commerce du Levant. Mais d'autre part,

cette affectation de prendre le titre de roi de
1796. Corse était en contradiction avec l'assurance donnée par le monarque Anglais, que tous les efforts par lui déployés dans la guerre, se réunissaient pour rétablir *Louis XVII* dans toutes les possessions de *Louis XVI*. En dépouillant son allié d'un bien qu'il n'était pas assuré de conserver, il prouvait seulement que les Anglais ne font jamais la guerre que pour leur seul avantage.

Malgré les appuis que *Paoli* avait ménagés aux Anglais dans le plus grand nombre des places, ils ne s'y établirent qu'après les combats les plus meurtriers. Le général *Lacombe-Saint-Michel*, alors représentant du peuple, avait déployé une énergie républicaine et des talens militaires qui avaient long-tems arrêté le vice-roi *Gilbert Elliot* devant des places dont son courage et son habileté étaient la principale défense.

Les Anglais entrèrent dans Calvi, lorsque cette ville ne fut plus qu'un monceau de ruines; on leur opposa, dans Bastia, la plus longue et la plus vigoureuse résistance; et lorsqu'à force de soins et d'argent, ils furent venus à bout de soumettre les villes maritimes, les ennemis du joug britannique, retirés dans les montagnes, ne cessaient de faire aux Anglais la guerre la plus acharnée; les exactions que se permettaient les chefs du gouvernement an-

glais, leur avarice et l'insolente hauteur de leur domination, augmentaient chaque jour le nombre de ces ennemis redoutables. An 4.

Bientôt diverses circonstances ramenèrent au parti français plusieurs de ceux même d'entre les Corses, que les suites de cette inconstance, dont leurs pères donnèrent trop souvent des preuves, avaient momentanément tourné du côté de ses ennemis. A ce nombre déjà très-grand, la gloire dont se couvrait *Bonaparte*, né parmi eux, ajouta dans la suite la foule de ceux qui croyaient voir réjaillir sur leurs familles et sur eux-mêmes, une partie de cet éclat que la naissance du vainqueur de l'Italie répandait au loin. Chacun de ses triomphes affaiblissait dans sa patrie le parti anglais, et on peut dire qu'il le battait en Corse, toutes les fois qu'il battait les Autrichiens sur le continent.

Une insurrection générale s'était déclarée contre les Anglais, dès le mois de fructidor de l'an deux; le colonel *Colonna* fut inculpé d'avoir, dans une fête donnée à Ajaccio au vice-roi dont il était aide-de-camp, mis en pièce le buste du général *Paoli*. Aussitôt dans Rustino, lieu du domicile de *Paoli*, et dans les districts voisins, le peuple ameuté, pilla les magasins de sel faits par les Anglais, et déclara qu'il ne voulait point payer les impositions établies; les troupes Anglaises qui gardaient

1796. l'ile, étaient peu nombreuses. *Eliot*, pour appaiser le mouvement qui s'étendait rapidement du bout de l'ile à l'autre, crut devoir assembler la consulte générale. Elle ne s'occupa que des dimes de collèges et de séminaires ; l'escadre anglaise, aux ordres de l'amiral *John Jervis*, croisait à la hauteur du cap Corse ; malgré cet avantage, *Eliot* fut obligé de supprimer les impôts dont les Corses se plaignaient, et de rendre la liberté à tous ceux qui avaient été pris les armes à la main pendant l'insurrection.

Eliot avait entamé une négociation avec le dey d'Alger, en vertu de laquelle non-seulement tous les esclaves corses, faits par les Algériens, furent rendus à la liberté, mais les Corses eurent la permission de pêcher le long des côtes d'Afrique ; malgré cet avantage, une nouvelle insurrection éclata, vers la fin de germinal an quatre, dans un grand nombre de places. Le drapeau tricolor fut arboré dans le centre de l'île ; le vice-roi avait envoyé quatre cents hommes de milices pour arracher ce signal de la liberté. Aussitôt il se forma un rassemblement de près de trois mille hommes ; ils enveloppèrent le détachement anglais, fusillèrent les principaux officiers, et renvoyèrent les soldats, après les avoir désarmés. Le vice-roi requit les habitans du cap Corse et de Bastia de marcher contre

les rebelles ; ils refusèrent de prendre les armes. Un bataillon corse qu'on voulait faire embarquer pour Ajaccio, se dispersa au moment de l'embarquement. An 4.

CHAPITRE XX.

L'île de Corse rentre sous la domination de la république française.

Dans cette circonstance la conquête de Porto-Ferraio, loin d'augmenter la force d'*Eliot*, lui était au contraire préjudiciable, en ce que l'île d'Elbe, qui ne produit que du fer, tire la plus grande partie de ses subsistances de la Toscane. Les Français, maîtres de Livourne, refusaient de laisser passer des vivres à Porto-Ferraio, depuis que les Anglais en étaient les maîtres. Cette rigueur augmentait les embarras du vice-roi de Corse, qui fournissait des subsistances à l'armée navale avec des peines infinies. Il eût abandonné ce rocher aride et insignifiant, si une espèce de forfanterie politique ne l'eût attaché au succès d'une expédition qui couvrait la honte que ressentaient les Anglais de se voir expulsés de Livourne.

Au surplus, la garnison exigée par Porto-

1796. Ferraio, en diminuant les forces des Anglais en Corse, augmentait la consistance que prenaient les mécontens dans une occurrence où les moyens de vigueur dont usait l'administration pour se procurer des vivres, augmentaient la masse du mécontentement.

L'insurrection s'était propagée dans le centre de l'île et dans les départemens du Golo. Les garnisons anglaises étaient réduites à ne pas oser sortir de leurs quartiers; enfin le vice-roi, dans une tournée qu'il voulut faire dans l'île, fut fait prisonnier. On ne lui rendit la liberté qu'à condition qu'il retirerait toutes ses troupes des communes intérieures, où l'on ne reconnaissait plus l'autorité britannique.

L'impossibilité où se trouvait *Elliot* de se procurer des subsistances, le décida non-seulement à adopter cette mesure, mais il se vit réduit à déclarer à la ville de Bastia qu'il était résolu d'évacuer la Corse, pourvu que l'embarquement de tous les effets appartenans aux Anglais ne fût pas troublé par les Corses. Une députation de cette ville vint aussitôt prévenir le commandant français de Livourne de cette proposition.

En vain les Anglais, maîtres de Porto-Ferraio, se vantaient de bloquer les ports de la Toscane; jamais ils n'avaient pu interrompre la communication entre Livourne et la Corse. On envoyait aux insulaires de l'argent, des

armes, des munitions de guerre et des instructions; on leur fit même passer quelques troupes, et tout était disposé pour attaquer les Anglais dans les postes qui leur restaient encore, lorsque l'on sut que la flotte anglaise se disposait sérieusement à quitter les ports de l'île. Le général *Gentili* et le commissaire du pouvoir exécutif *Salicetti* furent chargés par *Bonaparte* d'y convoquer les assemblées primaires, pour présenter le code constitutionnel à leur acceptation. An 4.

Le 26 vendémiaire an cinq, le général *Gentili* profitant d'un gros tems qui avait forcé les vaisseaux anglais à s'éloigner de la côte, fit embarquer le général de brigade *Casalta* avec la vingt-huitième division de la gendarmerie nationale. Malgré la croisière serrée que les Anglais tenaient sur la mer de Toscane, les Français parvinrent dans l'île le 27. Ils furent joints aussitôt par un corps nombreux de Corses; on se porta sur Bastia, où on parvint le 29 au matin.

Casalta, maître des hauteurs qui dominent cette ville, somma sur-le-champ les Anglais de se rendre: ils étaient au nombre de deux mille. Craignant que les habitans n'ouvrissent les portes aux Français, ils prirent le parti de se retirer dans la citadelle, dont ils sortirent bientôt pour monter sur leurs vaisseaux. *Casalta* fondit sur leur arrière-garde, leur fit

1796. neuf cents prisonniers, et s'empara d'une partie de leurs magasins, qu'ils n'avaient pas eu le tems d'embarquer.

Les Français, maîtres de Bastia, et renforcés par un nouveau corps de Corses, se portèrent le jour d'après, avec deux pièces de canon, sur San-Fiorenzo que les Anglais occupaient encore. Ils s'étaient retranchés dans les gorges de San-Germano; mais les Corses, accoutumés à gravir les rochers les plus escarpés, s'étant rendus maîtres des hauteurs qui les environnaient, ils furent obligés de se retirer dans la ville. Elle fut emportée malgré le feu de deux vaisseaux anglais, embossés près de l'endroit où *Casalta* dirigeait ses attaques.

Le général *Gentili*, le commissaire du gouvernement *Salicetti* et tous les réfugiés Corses qui restaient encore sur le continent, mîrent alors à la voile pour retourner dans leur patrie. Les vaisseaux anglais, loin de s'opposer à leur passage, étaient alors occupés à transporter à Porto-Ferraio leur vice-roi expulsé de Corse, avec les familles anglaises et les recrues d'Allemands et d'émigrés qu'ils avaient attirées dans cette île à si grands, à si inutiles frais.

En moins de trois semaines, il ne resta pas un seul Anglais en Corse: le régime constitutionnel, semblable à celui de France, y fut établi; cet événement fut annoncé au direc-

toire par deux lettres, une du général *Bonaparte*, une autre du commissaire du gouvernement près de l'armée d'Italie (1). An 4.

(1) *Lettre de Bonaparte.* Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs, la lettre que je viens de recevoir du général *Gentili.* Il paraît, d'après elle, que la Méditerranée va devenir libre. La Corse restituée à la république offrira des ressources à notre marine, et même un moyen de recrutement à notre infanterie légère. Le commissaire du gouvernement Salicetti part ce soir pour Livourne, pour se rendre en Corse.

Le général *Gentili* commandera provisoirement les troupes. Je l'ai autorisé à mettre en réquisition plusieurs colonnes mobiles pour donner la force nécessaire au commissaire du gouvernement, et occuper les forteresses jusqu'à l'arrivée des troupes françaises. J'y envoie un officier d'artillerie et du génie, pour diriger ce qui concerne les fortifications.

L'expulsion des Anglais de la Méditerranée doit avoir une grande influence sur les succès ultérieurs de nos opérations en Italie.

Lettre du général Gentili. Citoyen général, vive la république! notre pays est rendu à la liberté. Le vice-roi ayant annoncé qu'il allait évacuer la Corse, la commune de Bastia a formé, de suite, un comité qui a rendu la liberté à tous les prisonniers républicains, et a nommé une députation qui vient d'arriver avec celle de Cazinca et d'autres cantons, pour renouveler, au nom de tous nos concitoyens, le serment d'obéissance à la république française.

Je n'attends, pour mettre à la voile, que le vent favorable, et je profiterai du premier qu'il fera, pour aller assurer à la république les places les plus considérables de l'île.

1796.

LIVRE VINGT-UNIEME.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau de l'intérieur de la France pendant les derniers mois de l'an IV.

La république française, écrasant ses ennemis et protégeant ses alliés avec un bras de fer, déployait une puissance dont aucun peuple n'avait donné l'exemple depuis la chûte de

---

Bastia et les forts de San-Fiorenzo sont déjà gardés par leurs habitans, conjointement avec les Anglais qui vont en partir dans trois jours. On me flatte que nous trouverons de l'artillerie et des magasins; je m'emparerai de tout, et je vous rendrai des comptes détaillés.

Lettre du commissaire du directoire. Nous vous avons rendu compte, il y a quelques jours, de l'arrivée en Corse, d'une partie des patriotes destinés à l'expédition que vous avez ordonnée, des mouvemens que les républicains de l'intérieur faisaient, et du prochain départ du général *Gentili*, avec le restant des Corses réfugiés qui s'étaient réunis à Livourne.

Nous nous empressons aujourd'hui de vous apprendre l'heureuse nouvelle que les Anglais, dans l'impossibilité de tenir plus long-tems, ont évacué l'île. La lettre du

l'empire romain. La gloire du nom français volait de l'un à l'autre pôle sur les ailes de la renommée. Les campagnes si vantées de *Louis XIV* avaient donné à l'Europe une grande idée des ressources de la France ; mais on ne lui supposa jamais la masse de force qu'elle développait depuis quatre ans, sans paraître s'affaiblir. An 4.

Lorsque la convention rendit ce décret digne de *Xerxès*, par lequel elle ordonnait la levée subite et extraordinaire de six cent mille combattans, les émigrés assuraient les puissances

---

général *Gentili* vous fera connaître que déjà les députés de la ville de Bastia sont arrivés à Livourne pour prêter, entre les mains de vos commissaires, le serment de fidélité à la république. Le général en chef va donner des ordres pour y faire passer des troupes, et le citoyen *Salicetti*, l'un de nous, va s'y rendre, pour faire procéder à la convocation des assemblées primaires, et à l'acceptation de la constitution.

Nous regardons l'évacuation de la Corse, comme l'avant-coureur de la délivrance de la Méditerranée ; et cet événement, auquel ont concouru le traité avec l'Espagne, l'occupation de Livourne, la clôture des ports de Gênes aux Anglais, et l'énergie des républicains qui se sont jetés dans l'île, va rendre au commerce de Marseille son premier éclat, et la prospérité au midi de la république.

Que ceux des habitans de Corse, qui ont eu le malheur de se laisser séduire par les Anglais, servent d'exemple aux hommes qui seraient encore tentés de se fier à la parole de ces faussaires ?

coalisées que cet armement n'aurait pas lieu ;
1796. que si la frayeur conduisait vers les frontières les jeunes gens de la réquisition, leur présence dans les armées serait plus embarrassante qu'utile, et que cet effort, inconsidérément ordonné, énerverait la république par ses conséquences, et la livrerait bientôt à la merci de ses ennemis.

Ces vaines conjectures commencèrent à s'évanouir, lorsque ces nouvelles levées, après avoir chassé les Autrichiens et les Anglais de la Belgique, franchissant des fleuves de glace, bravant les frimats et les baïonnettes, faisaient en quinze jours la conquête de la Hollande. Mais lorsque les années suivantes on vit ces gigantesques efforts, non-seulement ne pas se ralentir, mais prendre de nouveaux accroissemens suivant les circonstances, il fut démontré qu'il existait en France une masse de forces capable de résister avec succès à l'Europe entière. La population de France, diminuée par la plus sanglante des guerres, à la suite de la tyrannie la plus dévastatrice, était tellement surabondante à l'époque de la révolution, que les pertes essuyées par elle, n'auront que des effets peu sensibles.

L'enrôlement universel des habitans d'un grand pays, dont la cause individuelle se trouvait liée à celle de la révolution, devait présenter des ressources d'attaque et de dé-

fense supérieures à celles des armées mercénaires, transportées loin de leurs foyers avec l'attirail immense qui les accompagne, pour qui de grands revers étaient presque irremédiables, et dont les chefs ne pouvaient rien donner au hasard, ni à des chances non prévues dans leurs instructions. An 4.

Il est encore sensible que la seule émission des assignats devait assurer la supériorité à la France. Celui qui met des écus dans la balance de la guerre, ne saurait prévaloir sur celui qui la soutient avec un papier dont sa seule volonté limite la multiplication; et lorsque les papiers tombèrent, les suites de ce système conservaient aux Français leur prépondérance.

La France, voulant donner à l'Europe un gage de sa modération, avait fait la paix avec l'Espagne, au moment où Madrid sans défense attendait les vainqueurs pour leur ouvrir ses portes; où d'immenses trésors s'offraient aux armées pour les enrichir, et à la nation pour l'indemniser de ses dépenses; où la révolution, si avide de se propager, était prête de s'emparer d'un grand empire, et de détrôner un roi issu d'une famille proscrite. Le tiers de l'Allemagne était conquis ou pacifié. L'Italie entière courbait sa tête sous le joug de la France. Ces avantages immenses procuraient aux Français les moyens nécessaires pour en

obtenir de plus grands, et diminuaient les res-
1796. sources de ses ennemis.

Les Anglais, dans la vue d'augmenter leur commerce, avaient allumé l'incendie qui dévorait l'Europe; ils commençaient à craindre que les brandons du feu, passant la Manche, ne dévorassent leur île; leurs forces navales, parcourant sans obstacles toutes les mers qui entourent le globe terrestre, s'étaient emparées d'une partie des colonies françaises, et de presque toutes les colonies bataves; mais les troupes de terre et de mer, destinées à garder ces possessions, aussi nombreuses qu'éloignées les unes des autres, manquaient à la défense de la Grande-Bretagne. Elle avait été vainement menacée d'une invasion, pendant un siècle et demi, par *Louis XIV* et par *Louis XV*. Cette considération ne rassurait pas entièrement les esprits sur les tentatives que pouvait exécuter un peuple enthousiaste, et qui, méprisant tous les dangers, ne voyait que la gloire de les vaincre.

Il arrivait même que l'immense étendue de commerce fait par les Anglais depuis la révolution de France, finissait par tourner à leur détriment, tant le bien même s'éloigne des excès.

Sans les possessions inappréciables que l'expédition de la Hollande donna aux Anglais, la guerre eût été vraiment désastreuse pour

l'Angleterre. Ses trésors se perdaient dans le continent, et les versemens continuels en Allemagne produisaient une rareté de numéraire à Londres, qui gênait fortement les opérations des banquiers et du gouvernement. Les succès maritimes étaient loin de répondre aux dépenses qu'ils occasionnaient. Le commerce anglais mal protégé, les colonies troublées par les nègres, et inquiétées par les Français qui, sans forces navales et presque sans troupes, avaient su reprendre la Guadeloupe, menacer la Barbade et Saint-Vincent; l'expédition mal combinée et plus mal soutenue de Toulon; la prise de possession de la Corse, pour l'abandonner ensuite: tout cela pouvait amener, sinon une révolution et une banqueroute, comme des gens à courte vue ne cessaient de l'annoncer en France, du moins un mécontentement général, capable de forcer le gouvernement d'embrasser un nouveau système politique. An 4.

Les chances de la guerre gênant la spéculation mercantile dans toute l'Europe, il se présentait d'autant moins de débouchés aux denrées coloniales de l'Amérique et de l'Asie, dont regorgeait la ville de Londres, que ces objets étaient plus étrangers à la consommation des armées, dont les fournitures intéressaient principalement les forts capitalistes. On eût plutôt acheté les chevaux et les draps

1796. anglais, que le sucre, le café, le cacao et les soiries de l'Inde, dont les soldats ne faisaient aucun usage. Les Anglais soupiraient donc après la paix, tandis que leur gouvernement, pour éloigner les Français des bords de la Manche, prodiguait à l'empereur les trésors britanniques.

CHAPITRE II.

Traité d'alliance entre la France et l'Espagne, et entre la France et la république de Gênes.

Les événemens de la guerre avaient déterminé la cour d'Espagne et le sénat de Gênes à contracter avec la France une alliance qui semblait devoir achever de détruire le commerce britannique.

Les partisans de la maison d'Autriche ne cessaient de répandre parmi le peuple génois les bruits les plus alarmans sur les dispositions des Français à l'égard de cette république. A les entendre, *Bonaparte* allait enlever aux Génois leurs biens, leurs armes, leur gouvernement, et même leur religion. Les prêtres, craignant de partager le sort éprouvé par le clergé de France, échauffaient l'imagination de la multitude par des cérémonies religieuses

motivées sur les dangers de la nation génoise. Les femmes se rassemblaient et visitaient en troupe les Eglises, pour demander au ciel de les protéger contre les *brigands*. On publiait des miracles opérés par la Vierge; on faisait dans tous les sanctuaires des processions solemnelles pour obtenir la protection de Dieu et des Saints. An 4.

On ne manqua pas de profiter de la levée du siège de Mantoue et des succès passagers obtenus par les Autrichiens, pour augmenter l'effervescence publique. Le terme des succès des armées républicaines était enfin arrivé, disaient les prédicateurs dans toutes les chaires. Les Français allaient être expulsés d'Italie; Dieu, en permettant qu'ils y entrassent, ne s'était servi d'eux que pour rappeler les enfans de l'Eglise à la pénitence et aux autres vertus chrétiennes; il les livrait au glaive de l'Ange exterminateur. Ces discours, dans l'esprit d'un peuple fanatique, pouvaient entraîner les plus cruels excès envers les Français; ils commençaient même à produire ce terrible effet, lorsque la nouvelle subite des nouveaux succès de *Bonaparte* arrêta le cours des miracles, et ferma la bouche à ceux qui les publiaient.

Dans presque toutes les religions, les prêtres employèrent souvent leur ministère à égarer le peuple. Je ne ferai point parade d'une vaine érudition, pour appuyer cette vérité assez

1796. démontrée par toutes les pages de l'histoire, et qui ne prouve autre chose, sinon qu'il n'est point d'institutions, toutes saintes, toutes nécessaires qu'elles soient, dont les passions humaines n'abusent.

Le gouvernement génois, convaincu que les mécontentemens éprouvés par les Français pourraient avoir les suites les plus funestes, envoya à Paris le noble *Vincent Spinola* en qualité d'envoyé extraordinaire auprès de la république française, pour serrer les liens d'amitié entre les deux gouvernemens. Ces liens ne devaient s'étendre qu'à une neutralité parfaite, et aux bons offices que deux peuples voisins pouvaient se rendre. Les Anglais, ne croyant pas qu'une petite république dont ils étaient en mesure de bombarder la capitale, osât se déclarer contre eux, continuaient à désoler le commerce français dans le golfe de Gênes. Trois vaisseaux de cette nation enlevèrent, le 20 fructidor, sur la côte voisine du faubourg de S. Pierre d'Aréna, une bombarde française, armée de deux pièces de canons et chargée de munitions de guerre pour l'armée d'Italie. Cette violation de territoire, commise sous les batteries de la ville, excita chez les Français une vive indignation; ils se précipitèrent sur la chaloupe envoyée dans le port par le vaisseau de ligne anglais, et l'enlevèrent en présence d'un poste génois

qui, loin d'écarter les Anglais, tira quelques coups de fusil sur les Français. Une partialité aussi marquée était sur le point d'attirer sur la ville les armées françaises. Dans cette circonstance, les collèges et ensuite le petit conseil, forcés de donner la satisfaction qu'on devait à la France, ordonnèrent que les ports de la république de Gênes seraient fermés aux vaisseaux anglais, et séquestrèrent tous ceux qui s'y trouvaient alors. An. 4.

Dans le même tems, un traité d'alliance défensive et offensive était conclu, le deux fructidor, entre le gouvernement de France et celui d'Espagne. L'un et l'autre gouvernement promettaient d'armer, sur la demande de la puissance requérante, quinze vaisseaux de ligne, six frégates et quatre corvettes ou bâtimens légers, équipés et approvisionnés de vivres pour six mois. Ces forces navales devaient être rassemblées par la puissance requise dans celui de ses ports désigné par la puissance requérante.

Cet événement ne fit pas sur les Anglais l'impression qu'en attendait le gouvernement de France; on n'y vit que les richesses du Mexique et les dépouilles espagnoles offertes à la fortune des marins anglais. Cet espoir popularisa la guerre, et donna au ministre *Pitt* des moyens qu'il n'osait espérer.

Le desir de se venger des Anglais et de

détruire plus promptement leur puissance,
1796. conduisit le directoire à forcer l'Espagne, qui ne pouvait servir la France qu'en gardant la neutralité, d'exposer sa marine à la destruction, et ses colonies à la conquête ou à la révolte. On livra le commerce espagnol aux corsaires anglais, tandis que, sous l'égide de la neutralité, il eût exporté les productions de France, et versé dans ses ports les denrées coloniales : c'est une faute qui pouvait être plus funeste qu'elle ne l'a été. Il est glorieux d'enlever Gibraltar aux Anglais ; mais si l'Espagne devenait jamais ce qu'elle pourrait être, cette clef de la Méditerranée serait bien plus dangereuse dans ses mains, qu'entre celles des Anglais, trop éloignés pour en faire tout l'usage auquel elle pourrait servir et qui la gardent autant par vanité que par intérêt.

CHAPITRE III.

Vacillations dans l'opinion publique.

La France, redoutée de toutes les nations voisines, eût bientot conquis la paix dont elle avait besoin pour affermir son nouveau gouvernement, si la discorde eût cessé d'agiter dans son sein son funeste flambeau : suite

malheureuse des révolutions, dont la marche convulsive, mettant en défaut la prudence du législateur et même les combinaisons du philosophe, déchaîne toutes les passions, et change les hommes en bêtes féroces! An 4.

J'ai déjà observé que, depuis l'insurrection de vendémiaire, le gouvernement, redoutant les entreprises tentées par les fauteurs de l'ancien régime dans toutes les circonstances pour renverser le nouvel ordre de choses, avait confié presque toutes les places de quelque importance à des hommes connus par leur conduite révolutionnaire. Cette préférence marquée mécontentait les personnes qui, regardant la révolution comme terminée, craignaient que des gens déterminés de longue-main à bouleverser, ne voulussent bouleverser encore. Elle mécontentait aussi ceux qui confondaient avec les anarchistes et les buveurs de sang tous les amis énergiques de la révolution; elle mécontentait bien davantage les ennemis de la révolution.

Des troubles de la qualité la plus alarmante continuaient à se manifester dans plusieurs provinces; des brigands organisés en bandes nombreuses et redoutables, dévalisaient les voyageurs et commettaient les atrocités les plus monstrueuses. Les campagnes étaient en proie à un genre de crime sans exemple jusqu'alors. Des scélérats, connus sous le nom

de *chauffeurs*, pénétraient dans les maisons
1796. écartées, attachaient avec des cordes les domestiques, étendaient les maîtres, hommes ou femmes, sur des charbons ardens, et les forçaient, par l'horreur des tortures, à leur remettre les métaux précieux qu'ils possédaient.

On n'était guères plus en sureté dans les villes, où la diversité des opinions armait les voisins contre les voisins, les parens contre les parens ; on attribuait ces excès aux manœuvres directes ou indirectes des émigrés, et des prêtres refractaires rentrés en France, et combinant leurs efforts avec la plus machiavélique astuce, pour produire un nouveau bouleversement à la faveur duquel ils pussent se ressaisir de leurs propriétés confisquées.

D'autres observateurs pensaient que les principaux auteurs des calamités physiques et morales qui désolaient l'intérieur de la république, étaient ces féroces désorganisateurs, accoutumés aux meurtres, au brigandage, devenus pour eux un besoin. *Willot*, commandant à Marseille, écrivait au directoire et au ministre de la police : « Les rapports qu'on vous a faits sur la situation du Midi sont vrais, mais vous êtes trompés sur la source des excès qui s'y commettent journellement. Ces royalistes forcenés qui assas-

sinent les républicains ; cette foule d'émigrés débarqués sur nos côtes, sont des fantômes grossiers par le moyen desquels on veut allarmer le gouvernement, et donner une fausse direction à sa vigilance, en cachant les véritables conspirateurs. Le seul parti que j'ai à combattre, est un amas d'anarchistes qui infestent depuis long-tems ces contrées. » An 4.

On répandait que *Willot* était lui-même un royaliste mettant sur le compte des républicains, les crimes dont lui et ses complices se rendaient chaque jour coupables.

Au milieu de ces versions disparates, l'homme étranger à toutes les factions restait en suspens. Le gouvernement lui-même, recevant, sur les mêmes faits, des renseignemens contradictoires, flottait incertain. Quelques mesures qu'il prît, il était assuré qu'elles seraient interprétées au gré des passions diverses ; d'autant plus embarrassé, que cette anxiété désolante se montrait presque partout, dans un tems où, pour subvenir aux frais incalculables de la guerre, on avait besoin de toutes les volontés vers le même but ; et que ce concours de volontés devait seul couronner la révolution par une paix heureuse.

1796.

CHAPITRE IV.

Partis qui divisaient la France depuis l'introduction du régime constitutionnel.

Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit ailleurs, que les factions dont le choc avait ensanglanté la France sous la législative et sous la conventionnelle, n'existaient plus, brisées en éclats par les frottemens révolutionnaires; d'autres partis diversement modifiés, se fortifièrent au milieu de leurs débris. Les chefs des premières factions en avaient été successivement les victimes, sans peut-être en avoir prévu ni les développemens ni les résultats.

Au lieu des cordeliers, des jacobins, des feuillans, des girondistes, quatre partis bien prononcés divisaient la France, depuis l'introduction du régime constitutionnel. Ce n'est qu'en suivant cette observation, qu'on peut concevoir la série des événemens qui amenèrent la journée du dix-huit fructidor an cinq, et celle du dix-huit brumaire an huit.

Le premier et le plus nombreux de ces partis était celui des républicains attachés à la constitution de 1795, sans en méconnaître les défauts. Le second se composait des individus

qui auraient voulu ramener la constitution de l'an premier. Ils s'appelaient aussi républicains; ils prétendaient même l'être exclusivement. Ceux du tiers-parti, qu'on pouvait appeler *demi-royalistes*, multipliaient leurs efforts, pour faire sortir de ses ruines l'œuvre de la constituante. Ils se vantaient, comme les *quatre-vingt-quinze*, d'être fauteurs du régime républicain; et, dans leur système, l'Angleterre est une république. Enfin, le quatrième parti était formé de ceux qui voulaient tout rétablir dans l'ancien système, jusqu'aux aides et aux capucins. An 4.

Ces royalistes, écrasés par la hache révolutionnaire, étaient encore combattus par les opinions répandues dans les écrits de quelques-uns de leurs partisans les plus adroits. *Mallet-Dupan*, dans une brochure intitulée, *Considérations sur la nature de la révolution de France, et sur les causes qui en propagent la durée*, assignait à cette inflexibilité qui voulait tout ou rien, le principal attachement des Français à la cause républicaine. Après avoir fait l'analyse d'un de ces écrits (1), et en avoir tiré les conclusions les plus défavorables à la cause du royalisme, il ajoutait: « Si la convention avait à réchauffer l'enthousiasme des peuples, elle ferait, dans une proclamation,

(1) Lettres sur la république de 1793, etc. etc.

1796. la seconde édition des principes de l'anonyme, et d'après lui elle dirait à la nation :

« Cessez d'espérer aucun de ces avantages que vous offrait un roi dont la mémoire semble consacrer les volontés. A la royauté ensevelie on veut ajouter tout ce qui vous la rendait odieuse. Aujourd'hui souverains, céderez-vous vos destinées au monarque le plus absolu ? Si vous penchez pour la restauration de la monarchie, songez qu'elle est essentiellement un gouvernement féodal ; vous avez borné la nation aux communes seules ; eh bien ! nos adversaires excluent les communes des états-généraux, et vous apprennent que la noblesse et le clergé sont les véritables et originaires représentans de la nation.

» *Louis XVI* avait reconnu votre droit de consentir les taxes dans vos états-généraux ; on vous déclare maintenant que le régime de *Louis le Grand* décidera seul des contributions, et que la volonté des contrôleurs généraux sera substituée à celle des Etats.

» Tous vos cahiers, en 1789, demandaient la suppression des intendans ; on vous les redonnera comme le grand ressort de la marche rapide du gouvernement. Vainement les bons esprits objecteraient que plus l'autorité du roi est concentrée, plus il est dangereux d'en confier l'exercice à des agens trop absolus ; que les administrations surbordonnées, soumises

à des règles invariables, et qui gouvernent par un esprit de secte, sont préférables à des vice-rois, dont l'intérêt tend invariablement à se rendre plus forts que la loi, et à outrer l'usage du pouvoir, en introduisant l'arbitraire pire que le despotisme. An 4.

» Votre vœu unanime a proscrit les lettres de cachet : on vous les rendra comme des moyens de correction. Les coups d'autorité reparaîtront comme des graces. Vous venez d'abattre la bastille ; on en rebâtira de plus spacieuses. La justice, l'amour du peuple, le desir du bien, la simplicité des mœurs dans le roi, lui seront interdits comme de faux principes de popularité. Pas une innovation ne sera conservée, pas un abus ne sera condamné. Choisissez maintenant entre l'indépendance que vous avez conquise, et une sujetion illimitée.

» A ces mots, on voit toutes les dissidences s'évanouir, les camps se repeupler, le crédit des royalistes s'évanouir. Voilà, depuis quatre ans, la chaîne d'écueils sur lesquels on s'obstine à nous amener par ces déclamations de divan qui font calomnier les princes, leurs conseils, leurs partisans ; déclamations que l'impuissance la plus affligeante rend aussi ridicules qu'irréfléchies, et qui par-tout multiplient les partisans de la révolution. »

Ainsi parla *Mallet-Dupan*. Ses leçons

1796. avaient fait une telle impression sur l'esprit de ceux auxquels il les adressait, que tous les émigrés rentrés et tous les royalistes de l'intérieur, paraissant abandonner leurs anciens droits, leurs anciennes prérogatives, leurs anciennes prétentions, et paraissant craindre que l'intérêt de la révolution ne se popularisât même chez les nations étrangères, sur-tout en Angleterre, où le gouvernement n'exerce pas le pouvoir d'armer la nation pour relever les prisons d'Etat, annonçaient les vues les plus conciliatrices. A les entendre, loin de vouloir immoler la cause de la liberté des peuples aux intérêts des rois ou de la noblesse désormais inséparables, on ne voulait ramener en France que la paix, la concorde, l'abondance, le bonheur; tous les abus anciens et nouveaux allaient être irrévocablement réformés; et la France, sous le gouvernement qu'ils lui préparaient, allait devenir une famille immense, dont la noblesse serait les aînés, le peuple les cadets, et le roi le père. Leurs magnifiques promesses, réduites à leurs valeurs, se perdaient dans les nues pour grossir l'orage qui les environnait.

Les défenseurs de la constitution de 1791, après avoir primé quelque tems dans le club des feuillans, dispersés par les jacobins des deux factions anarchique et orléaniste, et brisés dans leur chûte, furent oubliés pen-

dant plusieurs années. Ils reparurent après les événemens du 9 thermidor. Le mépris inspiré par la production populacière des jacobins, appelée constitution de 1793, tournait en leur faveur ; la seconde constitution étant rejetée, ils offraient la première. Les restes de la faction orléaniste parurent s'unir à ce parti dans lequel ils croyaient trouver leurs avantages. An 4.

On mettait en avant l'exemple de l'Angleterre, s'étant en vain flattée, après les plus violentes commotions, de jouir d'un gouvernement heureux, en rendant la couronne au fils du roi que *Cromwel* avait fait décapiter ; elle n'avait affermi sa liberté, qu'en chassant les *Stuards*, pour donner leur trône au Stadhouder de Hollande. La création de la constitution de quatre-vingt-quinze diminuait, mais n'éteignait pas leurs espérances.

Le mouvement de vendémiaire et les réactions du midi purent avoir quelque affinité avec les projets de cette faction. J'entendais assurer cent fois à cette époque, par gens qui se prétendaient instruits, que le fils aîné du duc *d'Orléans*, caché dans Paris ou dans les environs, ne tarderait pas à se montrer, et que cet événement rétablirait tout-à-coup la paix dans l'Europe entière.

Les fauteurs de ce système se présentaient comme des médiateurs entre les républicains

1796. et les royalistes, entre le gouvernement français et les puissances coalisées. Ils ne rejetaient pas même entiérement la constitution de quatre-vingt-quinze ; à leur avis, plusieurs de ses institutions devaient être ajoutées au code de la constituante ; le décret qui partageait en deux chambres le corps législatif, était une de ces institutions supplétives.

On assurait que le club de Clichy, rétabli par les députés formant le nouveau tiers dans la législature, penchait en faveur de cet amalgame. J'ai connu, parmi ceux qui assistaient à cette réunion, des hommes dont les principes étaient purement républicains ; mais je ne voudrais pas décider quelle était l'opinion de l'assemblée entière, où les députés seuls étaient admis. Au surplus, la force de ce parti augmenta vers le tems où un second tiers entra dans le corps législatif, en prairial an cinq, et un grand nombre de royalistes s'y réunirent, soit que désespérant de rétablir la monarchie française avec ses anciennes dépendances, un trône constitutionnel fût regardé, par eux, comme une dernière planche après le naufrage, ou que, dissimulant leurs arrières-pensées, ils vissent dans ce changement les germes d'un second qui leur rendrait leurs prérogatives.

Les fauteurs de la constitution de l'an premier étaient moins redoutables par leur nom-

bre que par l'habitude qu'ils avaient de soulever toutes les tempêtes de la révolution : c'étaient ces mêmes hommes qui, faisant sortir du travail et de la dépendance une immense population d'ilotes, et les appelant à l'égalité et à la domination, avaient renversé les institutions sociales reçues en France depuis dix siècles, et qui voulaient obtenir le fruit de leurs travaux. Ils prétendaient avoir donné des gages à la révolution, tandis que la plupart d'entr'eux lui avaient, au contraire, prêté sur gages, et se faisaient payer très-chérement. An 4.

Cependant, malgré le déplacement de toutes les conditions, le renversement des grandes propriétés, et cette immense loterie de fortunes populaires, d'avancemens, de succès, d'offices innombrables, distribués par le peuple en masse, et reçus par le peuple en détail, un grand nombre de révolutionnaires restaient dans l'indigence, soit que le hasard ne leur eût pas fourni l'occasion de se procurer ces masses d'assignats avec lesquels on achetait les biens nationaux, ou que, regardant comme intarissable la mine de papier qui avait alimenté la révolution pendant quatre ans, ils eussent dissipé leurs profits en vaines profusions, ne doutant pas d'en faire de nouveaux à leur volonté.

La chûte des assignats rendait ces profits

1796. plus médiocres et plus incertains. Leur désespoir de n'avoir pas profité de la fortune, lorsqu'elle s'offrait à eux, augmentait à la vue de leurs camarades possédant les plus belles terres de France, logés dans de magnifiques palais, se montrant dans ces jardins enchantés, asyles des plaisirs, avec leurs maitresses couvertes de diamans, et traînés dans des chars étincelans d'or.

Quelques-uns d'eux persuadés, ou paraissant l'être, qu'une expropriation totale et universelle pouvait seule consolider la république, regardaient comme un acheminement à la royauté, tout gouvernement dans lequel quelques particuliers faisaient des fortunes immenses. La constitution de 1795 leur paraissait royaliste; et dans la crainte qu'on ne s'avisât quelque jour de substituer un monarque aux *pentarques* constitutionnels, ils préféraient le code de l'an premier, comme plus favorable au nivellement agraire des propriétés.

Je ne range pas dans ce parti les hommes de sang; ils sont d'une espèce inconnue jusqu'à nos jours. Créés par la révolution, nous les avons vu réunir ce qui, jusqu'à présent, paraissait contradictoire, le courage et la cruauté, l'amour de la liberté et la soif du despotisme, la fierté qui élève l'ame et les affections criminelles qui la dégradent; ces tigres qui semblèrent sortir de l'enfer pour

dévaster la terre, pour briser tous les jougs, toutes les lois, tous les usages, pour écraser de la même main ceux qui défendent la liberté et ceux qui la combattent; ces agens aveugles de la mort et du chaos, loin de former un parti, étaient prêts à vendre leur fureur à ceux qui auraient voulu les payer. An 4.

Avez-vous vu quelquefois dans une bataille une phalange épaisse s'avançant en colonnes serrées, de manière que la vue ne perce pas au-delà des premiers rangs. Les soldats qui la composent, ne paraissent devoir combattre qu'avec les armes qu'ils ont dans les mains. L'ennemi ne se prépare qu'à repousser le choc dont ils le menacent. Tout-à-coup la colonne s'arrête; elle s'entrouvre par un mouvement subit; une artillerie formidable se présente, et vomit sur l'ennemi consterné l'épouvante et la mort.

Les terroristes étaient cette artillerie prête à foudroyer tout ce qui pesait sur leurs têtes indociles, tout ce qui les empêchait d'assouvir leur horrible soif du sang humain. Ce système n'était que destructif. Le parti qui se servait d'eux, pouvait devenir à son tour leur proie. Ainsi les animaux atteints de la rage, après avoir déchiré tout ce qu'ils recontrent, se jettent jusque sur la main qui les a nourris.

Les trois derniers partis étaient contre-révolutionnaires, puisqu'ils voulaient détruire

plus ou moins la constitution de quatre-vingt-
1796. quinze. Tous s'abusaient dans leurs vues et dans leurs moyens.

Ceux qui parlent tous les jours de détruire le gouvernement qui existe en France, ne sentent peut-être pas eux-mêmes combien ils s'égarent jusque dans leurs desirs. Ils ont vu qu'une révolution était un événement terrible et funeste, ils en concluent qu'une contre-révolution serait un événement heureux, sans réfléchir que cette contre-révolution qu'ils attendent, ne serait qu'une révolution nouvelle, accompagnée de nouvelles horreurs.

CHAPITRE V.

Réflexions sur le rapport entre le régime constitutionnel de France et celui des anciennes républiques.

Au milieu des crises révolutionnaires, lorsque les hommes qui ont tout perdu, regrettent le passé; lorsque les hommes qui n'ont pas tout obtenu, dévorent l'avenir, on ne saurait juger encore des résultats amenés par le nouvel ordre de choses. *Linguet* osa imprimer cette phrase trop peu méditée alors, et trop mise en pratique depuis. *La société a*

fait du monde un vaste cachot, dans lequel il n'y a de libres que les gardiens des prisonniers. Il ne faut qu'avoir vu comment le riche dévore, et comme tout le reste jeûne, pour être devenu un niveleur, disait *Adrien Lezay*, dans ses pamphlets. Le sage reconnaît ces vérités avec douleur ; mais il les publie avec précaution. Oui, sans doute, le pauvre jeûne ; et tandis qu'il arrose de ses larmes le morceau de pain que lui disputent ses enfans infortunés, le vrai philosophe verse des larmes encore plus amères sur l'immuable destinée des humains, condamnés par la nature, en les réunissant en sociétés, à cette affligeante inégalité de partages, à laquelle nos révolutionnaires désorganisateurs prétendaient remédier, non en favorisant l'industrie, non en améliorant les propriétés, mais en changeant les propriétaires. Il ne saurait exister de société politique dans laquelle on ne trouve des pauvres à côté des riches. Le travail est en même tems l'enfant du besoin et le père des jouissances. Peuples, ne vous laissez pas égarer par des espérances chimériques. Les événemens dont nous avons été témoins, doivent à jamais vous servir de leçon. La violence a procuré de grandes richesses à un certain nombre de *sans-culottes*, mais la masse entière des *sans-culottes* est restée dans la misère ; elle n'a plus trouvé les

An 4.

1796. ressources accoutumées dans un travail honnête ; les spoliateurs ont vu se tourner contre eux leurs principes et leurs armes. Les *niveleurs* se gardaient bien de dire leur secret ; ils savaient bien que l'égalité absolue ne régnera jamais sur la terre, mais ils savaient encore mieux qu'en prêchant l'expoliation des riches, en appelant le brigandage au secours des hommes sans fortune, en chassant ou en mettant à mort les propriétaires, les héritages délaissés se partageraient entre les prédicateurs, tandis que ceux dont ils s'entouraient, resteraient pauvres comme auparavant.

A l'égard de l'administration publique, *Raynal*, *Boulanger*, *Montesquieu*, *Voltaire*, *Jean-Jacques Rousseau* lui-même si souvent et si mal à propos cité comme l'apologiste du gouvernement populaire, en déclamant contre le despotisme et les tyrans, ont posé en principes que le gouvernement républicain convient aux seuls petits états, et qu'il faut regarder la monarchie tempérée comme le seul gouvernement propre à faire fleurir et à rendre heureuses les grandes nations. Ajouterai-je que *Tacite* disait de nos pères, qu'ils ne savaient supporter ni l'esclavage ni la liberté. Malgré ces témoignages décisifs, je pense que la France pouvait non-seulement se maintenir en état de république, mais s'élever sous ce régime au plus haut degré de puissance et de bonheur,

si le directoire, chargé d'exécuter la constitution de 1795, s'était occupé loyalement des moyens de terminer la guerre et de ramener parmi nous la tranquillité et l'abondance. An 4.

L'olygarchie, ou l'aristocratie plus ou moins mêlée de démocratie, telles étaient les formes diverses sous lesquelles se présentent les républiques anciennes. Elles furent toutes partagées en différentes classes de citoyens, et ce qui est sur-tout à remarquer, la terre de la liberté était par-tout cultivée par des eselaves. Le peuple souverain était le petit nombre à-peu-près oisif et au-dessus du besoin; il n'avait autre chose à faire qu'à gouverner.

Les divisions scandaleuses entre les différentes classes de citoyens, et sur-tout entre les patriciens et les plébéïens; les usurpations perpétuelles du sénat et les prétentions exorbitantes du peuple; l'audace des tribuns et l'orgueil des consuls; l'asservissement des clients et l'influence des patrons; le trop grand crédit des orateurs; le besoin de faire la guerre, d'abord pour se procurer un territoire, puis pour calmer les dissentions civiles, ensuite pour alimenter le trésor public, et bientôt pour satisfaire les passions des grands; l'esprit de conquête et l'ambition du peuple-roi; et la nécessité de la dictature: voilà les causes auxquelles on attribue communément la chûte de la république romaine.

1796. Elle s'écroula sous le poids du despotisme militaire, nous disent d'autres Aristarques. Le peuple-roi perdit sa couronne lorsque des armées trop nombreuses, après avoir vaincu pour la patrie, combattirent en faveur de leurs généraux.

Vaines allégations: la république romaine tomba parce que le peuple romain, devenu trop nombreux, se trouvait disséminé sur une surface trop étendue pour qu'il lui fût physiquement possible de se gouverner immédiatement par lui-même. L'antiquité a peu connu le gouvernement représentatif; et le gouvernement représentatif est seul convenable à une grande république. Tous les raisonnemens de *Montesquieu* tombent à faux. Une petite république peut seule se gouverner immédiatement, sans avoir recours à un souverain magistrat, parce que dans une petite république tous les citoyens peuvent se réunir à la fois dans un seul endroit, et s'entendre quand ils sont réunis, mais la plus grande nation peut être aisément régie par un gouvernement représentatif, sur-tout lorsqu'à sa tête elle place un suprême magistrat investi d'un pouvoir limité.

De toutes les formes d'administration politique, la démocratie représentative est celle qui électrise le plus fortement les ames, et généralise plus vîte les passions. Les intérêts

dont les liens enchaînent le peuple à la république, sont d'un genre bien plus profond, bien plus intime que ceux dont les combinaisons, souvent très-discordantes, ralliaient les nobles à l'ancien régime. Les nobles, ne pouvant prévoir au commencement des orages tous les malheurs dont ils étaient menacés, ne défendirent qu'une partie de leur fortune et les préjugés de leur vanité. Cependant, que de calamités cette lutte n'a-t-elle pas entraînées! An 4.

Ceux au contraire qui ont lié leur sort au nouveau régime, ont à défendre leur existence entière et des principes, ou, si on veut, un orgueil inhérent à la nature humaine. La réussite est en même tems pour eux la réhabilitation de leurs droits, le fruit d'une conquête, l'excuse de leur conduite, et le gage de leur sureté pour l'avenir.

Il reste en France beaucoup de mécontens; mais on aurait grand tort de les regarder tous comme les ennemis du gouvernement. Celui qui trouve son habitation incommode, n'est pas cependant prêt à la renverser. En général, les hommes ont l'humeur frondeuse, plutôt que destructive. L'homme oublie aisément ses pertes, pour peu que sa situation soit tolérable; et la masse entière d'une nation se lie nécessairement à son gouvernement.

Lorsqu'une lutte intestine s'engage, le gouvernement entraîne par son impulsion non-

1796. seulement les hommes nuls (se sont le plus grand nombre), mais ceux même qui murmurent, excepté précisément la fraction soulevée. Les insurgés de la Vendée eurent longtems des avantages éclatans, cependant ils n'obtinrent jamais l'accession ni d'aucune ville importante, ni d'aucun des départemens environnans. Cela prouve à l'homme attentif que, dans ces pays même où les contre-révolutionnaires s'étaient rassemblés en force, l'opinion publique se partageait : cet équilibre devait être renversé par le gouvernement.

Le parti des républicains attachés à la constitution, l'emportait hautement sur les trois autres réunis. Il ne se composait pas seulement des hommes impérieusement dominés par la passion d'être libres ; et, quoi qu'en puissent dire les amis de l'ancien gouvernement, les triomphes des armées françaises démontraient que le nombre en était très-grand en France. A tous les individus liés au nouvel ordre de choses par leur fortune, par leurs places, par leurs habitudes et par un concours de circonstances particulières, joignez la masse des hommes qui, n'ayant pu s'opposer aux massacres et à l'anarchie qui ont accompagné la révolution, instruits par le passé, repoussent de tout leur pouvoir une nouvelle révolution qui entraînerait de nouveau la dévastation, les massacres, l'anarchie.

Parcourez la France, vous trouverez par-tout le caractère le plus prononcé de résistance à la contre-révolution. Les possesseurs de biens nationaux, convaincus que le jour où l'autorité souveraine passerait dans la main d'un monarque, éclairerait leur ruine totale, sont attachés au nouveau régime par tous les fils de leur existence. An 4.

Ici, ce sont des provinces à qui le retour illimité de l'ancien régime présente les gabelles dans toute leur horreur; là, cette image se lie au rétablissement des aides, objet d'exécration comme la gabelle; ailleurs, les paysans craignent de redevenir main-mortables; par-tout les colons débarrassés du poids de la dîme, des droits féodaux, des corvées; maîtres de chasser sur leur terrain, de pêcher dans les rivières voisines de leurs habitations, opposent un mur d'airain au retour d'une corporation qui semblait ne vouloir de jouissances que pour elle.

Si les prétentions des émigrés étaient au moment de se réaliser, on verrait se rattacher au gouvernement, non-seulement les hommes qui ont gagné à la révolution, mais la majeure partie de ceux qui en sont mécontens. Le nouvel ordre de choses sera toujours défendu par la portion la plus ardente et la plus enthousiaste de la nation.

La constitution de 1795 n'admettait dans le

1796. corps de la nation ni distinction de caste supérieure qui divise, ni peuple qui réclame contre des prétentions à sa charge. Sous son régime ne se trouvait ni patron audacieux qui s'élève, ni client qui rampe. Le gouvernement ne devait jamais se trouver forcé d'entreprendre des guerres extérieures pour empêcher le peuple vexé par les nobles, de se retirer sur le *Mont sacré*. Un territoire immense préservait de l'esprit de conquête, une autorité suffisante garantissait toutes les propriétés.

La constitution de 1795 s'éloignait également de la démocratie fougueuse d'Athènes, du régime monacal de Sparte, et de l'aristocratie de Rome. L'histoire des anciennes républiques ne pouvait rien présager de fâcheux à l'égard de la république française. Son gouvernement possédait même l'unité d'action qui caractérise la monarchie. Chez les Romains, les deux consuls étaient remplacés tous les ans. Dans ce mode d'administration, l'esprit du nouveau gouvernement devait très-souvent différer de l'ancien. Cette versatilité pouvait nuire aux affaires publiques. En France, au contraire, un seul des directeurs était renouvellé chaque année; le fond du directoire restait le même, ce qui constituait un gouvernement perpétuel, obviait aux régences et prévenait les dangers des élections. Tout le monde apercevait les défauts de la consti-

tution française ; cependant elle contenait des germes de perfectibilité capables de se développer à l'aide de l'expérience. An 4.

Mais j'ai déjà observé que les hommes placés au gouvernail de l'Etat ne possédaient aucun des talens nécessaires pour le manier. La constitution fut si souvent violée, que bientôt elle ne présenta plus aucune garantie. Une lutte scandaleuse s'établit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les factions déchaînées menaçaient d'ensanglanter de nouveau la France ; chacun sentait le besoin impérieux d'un meilleur ordre de choses ; chacun appelait par ses vœux un gouvernement capable de raffermir les bases ébranlées de la France. On ne savait comment s'opérerait ce changement, devenu nécessaire, lorsque la fortune ramena parmi nous, du fond de l'Egypte, le seul homme qui réunissait la volonté, le pouvoir et le talent de gouverner. Je rapporterai, dans les livres suivans, l'événement presque inconcevable qui brisa la constitution de 1795, et plaça sur le trône de France une nouvelle dynastie.

1796.

CHAPITRE VI.

Conjuration de floréal.

Les partisans de la constitution de l'an premier, écrasés le premier prairial an trois, lorsqu'ils se croyaient au moment de gouverner révolutionnairement la France, s'étaient réunis au gouvernement, à l'époque des événemens du treize vendémiaire, dans l'espoir que le nouveau directoire, attaché à eux par les liens de la reconnaissance, leur confierait toutes les principales places, et qu'ils se serviraient de leur influence par écraser la nouvelle organisation, et pour faire prévaloir leur système.

Les circonstances dans lesquelles le directoire prit possession de l'autorité exécutive, étaient singulièrement épineuses. Depuis plusieurs mois, les dépositaires du pouvoir, qui allait cesser d'être, ne voyaient que le jour présent, et léguaient tous les embarras de l'avenir au régime constitutionnel. Le trésor public épuisé, les fortunes particulières chancelantes, quelques armées désorganisées et repoussées par les ennemis, les fauteurs de l'ancien régime triomphans, les assassinats d'un

grand nombre d'hommes impunis ; d'autres symptômes encore annonçaient le retour d'une terreur en sens inverse du passé. Malheur au pays où les forfaits sont punis par les forfaits, et où, sans consulter la loi, on extermine les hommes au nom de la nature ! An 4.

« Il fallait arrêter tout court ce désordre (1), ce dépérissement politique, et que le gouvernement repoussât le funeste héritage de la déconsidération conventionnelle ».

La lutte de vendémiaire avait égaré plusieurs hommes estimables ; d'autres, frappés d'apathie, n'aimaient pas à se voir placés entre deux partis ; une troisième et nombreuse classe d'hommes s'était retirée des affaires, esclave de ce qu'on appelait alors l'opinion publique.

On ne se fait pas une juste idée de l'influence et de la nature de l'opinion publique, de cette force morale qui entraîne les hommes. Il faut, pour l'apprécier, au milieu des convulsions révolutionnaires, l'avoir étudié dans les sections de Paris, ou à la barre de la convention nationale, réclamant à la fois et violant toutes les formes ; sans cesse injuste dans son impatience, mais presque toujours de bonne foi dans ses vues ; ne s'avouant jamais

(1) De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier, par *Benjamin Constant*.

1796. sa fougueuse et tyrannique inconséquence; abusant des institutions réprouvées par elle, et foulant aux pieds les lois qu'elle avait exigées : puissance arbitraire et mystérieuse, elle a toujours un but louable, et le dépasse presque toujours ; ennemie implacable des moyens qui la gênent, elle se rend l'instrument docile de celui qui la flatte, fût-ce même pour l'entraîner dans le sens le plus opposé à ses intentions ; elle croit juste tout ce qu'elle ordonne, comme si c'était la volonté générale, et l'exécute avec violence, comme si elle n'était que la volonté d'une faction ; elle se plaint comme si on l'opprimait, et menace comme si elle était toute-puissante; elle méconnaît ses amis, lorsqu'en la servant, ils cherchent à arrêter ses écarts; variable à l'excès, un rien la forme, un rien la détruit, un rien la fait pencher vers les partis les plus opposés.

Diriger l'opinion publique sans gêner la volonté générale des citoyens, c'est la tâche la plus difficile, et cependant une des plus essentielles d'un gouvernement républicain, sur-tout dans les premiers tems de son établissement. Les circonstances augmentaient cette difficulté, lorsque le directoire prit en main les rênes du gouvernement français.

Il fallait employer des esprits ardens qu'il pouvait être nécessaire de contenir, mais qu'il ne fût pas besoin de pousser en avant,

et sur lesquels le directoire pût se reposer, en ce qui regarde les opinions qui ne se commandent pas, et dont il n'eût à craindre que l'exagération facile à diriger. On se servit d'un grand nombre de jacobins; quelques-uns d'eux se rendirent si redoutables au gouvernement, qu'on fut obligé de les destituer. L'expérience apprenait au cinq directeurs que les moyens et les hommes employés à faire des révolutions, ne sont pas ceux dont ils faut se servir quand elles sont achevées; ainsi l'architecte enlève les machines qui lui avaient été nécessaires pour démolir, et les échafaudages élevés pour réédifier. An 4.

Trompés dans leur attente, les désorganisateurs résolurent de faire usage de la force pour maîtriser l'administration. Le plus vaste complot fut ourdi avec tant d'art, que, malgré l'étendue de ses ramifications, les agens destinés à le faire réussir ne connaissaient pas eux-mêmes le chef du parti qui les mettait en œuvre.

Un jeune homme nommé *Babeuf*, se donnant le surnom de *Gracchus*, et qui joua dans cette intrigue le rôle principal, n'était que l'agent obscur et secondaire d'une faction dont peut-être il ignorait lui-même une partie des secrets. Quelle faction! est-il donc des hommes tigres, qui, trouvant une inconcevable volupté dans le malheur de leurs semblables, se plaisent à déchirer des victimes

1796. humaines ? Cette idée que pourraient justifier les crimes commis pendant la révolution, n'est pas dans la nature. Mais il est d'expérience que le joug salutaire des lois est insupportable aux individus qui, l'ayant brisé, trouvèrent leurs avantages particuliers dans les convulsions de l'anarchie ; accoutumés à tout braver dans les tems d'orage, tout gouvernement régulier leur est à charge ; semblables à ces tourbillons de vent dont l'effet, dans un violent incendie, rallume sans cesse les flammes dévorantes que des mains généreuses s'efforcent d'éteindre.

CHAPITRE VII.

Principes des conspirateurs.

Il importait aux desseins des conspirateurs qu'ils fussent favorisés par un homme dont le nom était cher aux républicains ; ils choisirent *Drouet*, très-propre, par son enthousiasme et par son ignorance au rôle de *Seïde* qu'ils lui destinaient.

La conjuration devait éclater le vingt-deux floréal. Un comité d'insurrection, établi pour diriger le mouvement, s'assemblait sous le nom de directoire secret de salut public. Il correspondait avec des agens révolutionnaires

placés dans les différens quartiers de la commune de Paris, partagée par eux en douze arrondissemens. Ces agens rendaient compte au directoire secret de salut public, des dépôts ou des magasins de subsistances, d'armes et de munitions qui pouvaient exister dans chaque arrondissement, des ateliers qui s'y trouvaient, du nombre des ouvriers, du genre de leurs travaux et de leurs opinions. An 4.

Ils étaient chargés de faire un recensement exact des *patriotes* aisés, qui pouvaient donner l'hospitalité aux *frères* des départemens, qu'on faisait venir à Paris pour aider les Parisiens à renverser le trône des tyrans. Ils devaient engager les mêmes *patriotes* à fournir une contribution volontaire pour payer les frais de l'insurrection; ils devaient encore donner la liste des espions de la police, dont on pouvait s'aider; il leur était enjoint d'organiser des compagnies de *groupeurs*, qui devaient se rendre journellement dans le jardin des Tuileries, et sur les autres points où se rassemble la multitude, et lire les numéros les plus récens des journaux *patriotes*..

On exhortait ces agens à se mêler eux-mêmes dans les rassemblemens, pour diriger et échauffer l'esprit public; ils présentaient les renseignemens au comité secret de salut public, et recevaient ses réponses par le moyen d'intermédiaires; de cette manière, les mem-

bres de l'autorité supérieure avec laquelle ils
1796. correspondaient, leur étaient inconnus.

Une partie des principes de la conspiration se trouve expliquée dans une lettre de *Babeuf* à *Joseph Bodson*, inventoriée par le ministre de la police, insérée dans la collection des pièces trouvées au domicile de ce conspirateur.

CHAPITRE VIII.

Lettre de Gracchus Babœuf.

Je ne suis pas surpris, écrit *Babeuf* à son ami, « que ma conduite présente une certaine nuance de variation. Mes opinions n'ont jamais varié sur les principes, mais elle a changé sur les hommes. Je confesse de bonne foi que je m'en veux aujourd'hui d'avoir eu autrefois de fausses idées sur le gouvernement révolutionnaire, établi par *Robespierre*, *S.t-Just*, *Couthon*, *etc.*

» Je pense que ce gouvernement était celui qui convenait le mieux pour faire réussir une révolution. Tout ce qui s'est passé depuis que ni ces hommes ni ces institutions ne sont plus, justifie mon assertion. Je ne pense pas, comme toi, qu'ils aient commis de grands

crimes, et fait périr de bons républicains. La réaction thermidorienne leur fut plus fatale. An 4. Je n'examine pas si *Hébert* et *Chaumette* étaient innocens; quand cela serait, je justifie encore *Robespierre*; ce dernier pouvait avoir, à bon droit, l'orgueil d'être le seul capable de conduire à son vrai but le char de la révolution.

»Des brouillons, des hommes à demi-moyens selon lui, et peut-être, selon la réalité, avides de gloire et remplis de présomption, peuvent avoir été aperçus par notre *Robespierre*, avec la volonté de lui disputer la direction du char. Alors celui qui avait l'initiative, a dû concevoir que tous ces ridicules rivaux, même avec de bonnes intentions, entraveraient, gâteraient tout.

» Je suppose qu'il eût dit : Jettons sous l'éteignoir ces farfadets importuns et leurs bonnes intentions, mon opinion est qu'il fit bien. Le salut de vingt-cinq millions d'hommes ne doit point être balancé contre des ménagemens envers quelques individus équivoques. Un régénérateur doit voir en grand; son devoir est de faucher tout ce qui le gène, tout ce qui obstrue son passage, tout ce qui peut nuire à sa prompte arrivée au terme; fripons, imbécilles, présomptueux, c'est égal, tant pis pour eux; pourquoi se trouvaient-ils là! Il est vrai que ce principe pouvait nous écraser

toi et moi, mais le bonheur commun devait
1796. être la suite de son exécution rigoureuse.

Il est essentiel d'évoquer la cendre et les principes de *Robespierre* et de *Saint-Just*, pour étayer notre doctrine. D'abord nous ne faisons que rendre hommage à une grande vérité, sans laquelle nous serions trop au-dessous d'une équitable modestie; cette vérité est que nous ne sommes que les seconds *Gracques* de la révolution française.

N'est-il pas encore utile de montrer que nous n'innovons rien, que nous ne faisons que succéder aux généreux défenseurs du peuple, qui avaient montré avant nous le but de la justice et du bonheur auquel le peuple a le droit de prétendre? D'ailleurs, réveiller *Robespierre*, c'est réveiller tous les patriotes énergiques de la république, et avec eux le peuple, qui long-tems n'écouta et ne suivit qu'eux.

Ils sont nuls, et pour ainsi dire morts, ces patriotes énergiques, ces premiers disciples de celui qui fonda chez nous la liberté! L'injuste diffamation qui pèse sur la mémoire de *Robespierre*, cause cette stupeur. Rendez-lui sa gloire légitime, tous ses disciples relèvent la tête, et bientôt ils triomphent. Le robespierrisme, qui attéra toutes les factions, ne ressemble à aucune d'elles; il n'est ni factice, ni limité. Le robespierrisme est la dé-

mocratie ; ces deux mots sont identiques ; en relevant l'un, vous relevez l'autre. An 4.

CHAPITRE IX.

Les conspirateurs sont arrêtés.

Le projet des conspirateurs était d'égorger une partie des députés, le directoire entier, les ministres et tous les membres des autorités constituées de Paris ; de proclamer ensuite la constitution de l'an premier, au milieu du pillage général de la capitale ; une proclamation aux armées avait été préparée pour justifier cette mesure. *Le Directoire secret de salut public* s'était procuré un état détaillé du domicile non-seulement des fonctionnaires publics, mais de tous les individus regardés, par les compagnons de *Babeuf*, comme contre-révolutionnaires, et qui devaient être immolés dans le même jour : une proclamation adressée aux habitans de Paris devait préluder aux massacres.

On se proposait de porter le coup préparé avec une rapidité étonnante ; le signal en eût été donné par la police elle-même ; c'était le bruit de la clochette employée le matin, dans chaque section, pour ordonner le balayage des rues.

1796. A ce signal, les conjurés devaient se former en bandes d'abord peu nombreuses, se porter dans chaque maison qui leur était désignée, y poignarder les députés, les fonctionnaires publics et les autres citoyens dont ils avaient les listes. Après ce premier massacre, toutes ces petites troupes se seraient réunies en masse imposante pour marcher sur le directoire. Ces pelotons devaient être joints par quinze cents déserteurs de plusieurs corps, et surtout de la légion de police, qui fut supprimée quelques jours après; par une multitude d'amnistiés, rassemblés des provinces, et par les débris des armées révolutionnaires.

On assure que les conjurés s'étaient procuré plusieurs pièces de canon et des boulets; il ne fallait pas des troupes aussi considérables pour se rendre maître du palais du Luxembourg, défendu par une garde peu nombreuse. La principale défense du gouvernement consistait dans la légion de police, levée sur le modèle des gardes françaises, pour former la garnison ordinaire de Paris; la défection de ce corps assurait le triomphe des conspirateurs.

Leur infernal complot fut découvert, la veille de son exécution, par la confession d'un particulier qui n'avait feint pour les conjurés un zèle à toute épreuve, que pour dévoiler au ministre de la police la trame dont il avait connaissance. Mais telle était la

défiance des conspirateurs, que ce particulier admis très-avant dans leurs secrets, ne sut jamais le nom de ceux qui composaient le comité insurrecteur, quoique chargé plusieurs fois d'en exécuter les ordres. On trouva dans le logement occupé par *Babeuf* toutes les pièces de conviction. Quelques-unes furent rendues publiques par des affiches, les autres imprimées par ordre du gouvernement, forment deux volumes in-8.° assez forts. An 4.

CHAPITRE X.

Papiers de la conspiration saisis chez Babeuf.

Je ne crois devoir consigner ici que l'acte d'insurrection, dans lequel toutes les vues des conspirateurs sont ouvertement énoncées.

« Des démocrates français, considérant que l'oppression et la misère du peuple sont à leur comble (1); que cet état de tyrannie et de

(1) L'an quatrième, etc. Nous, etc., en vertu de l'ordonnance par laquelle il est dit que nous nous transporterons cejourd'hui, assistés comme ci-après, dans la maison où a été arrêté le nommé *Babeuf*, rue de la grande Truanderie, n.° 21, pour, en présence dudit *Babeuf* et du commissaire de police de la division de Brutus, etc., procéder à la levée des scellés apposés

malheur est du fait du gouvernement actuel;
1796. considérant que les nombreux forfaits des

par ledit commissaire de police, et à la perquisition et enlévement des papiers qui pourraient se trouver sous lesdits scellés, et autres opérations énoncées en ladite ordonnance; nous sommes transportés en ladite rue, dans une maison à porte bâtarde. Étant moutés au troisième étage, compris l'entresol, sommes entrés dans la première pièce d'un appartement qu'on nous a indiqué être loué et occupé par *Tessot*, tailleur d'habits, où étant, nous avons trouvé le commissaire de police susdit, *Aubri*, huissier au tribunal, *Dossonville*, inspecteur-général adjoint près le ministère de la police, *Lesueur*, agent d'exécution près le même ministère, ensemble *Gracchus Babeuf*, pour ce par eux extraits de la maison d'arrêt du Temple où il est détenu, et amené dans l'appartement où nous sommes à l'effet des susdites opérations, comme étant la maison et appartement où ledit *Babeuf* a été arrêté.

En la présence des susnommés, ont comparu, *Jean François*, l'un des gardiens établis à la garde des scellés apposés dans ledit appartement, lesquels ont été reconnus sains et entiers.

1.° Sur une porte à deux battans, donnant dans une pièce ayant vue sur la rue. 2.° Sur la porte à un seul ventau, donnant dans un petit cabinet, formant entrée dans un autre cabinet, dont la porte est à coulisse, et éclairé sur la cour par une seule croisée.

Lesdits scellés levés, sommes entrés d'abord dans cette dernière pièce, et a été fait recherche et perquisition exacte des papiers trouvés dans différens cartons, à nous successivement représentés par ledit gardien. Il ne s'y est trouvé que des papiers relatifs à l'état civil et aux intérêts dudit Tessot.

gouvernans ont excité contre eux les plaintes journalières et toujours inutiles des gouvernés ; An 4.

Ouverture faite d'une caisse en bois de sapin, sous corde, trouvée dans ledit cabinet, et clonée pour assujétir le couvercle ; ladite caisse a été trouvée remplie d'imprimés, format in-8.°, ayant pour titre : *Le comité insurrecteur de salut public, au peuple : Acte d'insurrection*, contenant huit pages d'impression, dont nous avons extrait deux exemplaires. Ouverture faite d'nn grand sac double, fermé par une simple ficelle, nous y avons tronvé des imprimés semblables à ceux contenus dans la caisse ci-dessus, duquel sac nous avons retiré un exemplaire. Ouverture faite d'un second sac, y avons trouvé les mêmes imprimés, dont il a été extrait un exemplaire. Ensuite, perquisition faite dans les autres pièces, soupentes et armoires, il ne s'est rien trouvé de relatif à l'objet de nos recherches.

Perquisition faite dans un petit cabinet en forme de garde-robe, ouvrant dans la susdite pièce où nous sommes, y avons trouvé des imprimés ; savoir : quatorze placards contenant ces mots : *Constitution de* 1793. *Liberté, égalité, bonheur commun ;* et les imprimés intitulés. *Doit-on obéissance à la Constitution de* 1795 ? — *Adresse du tribun du peuple à l'armée de l'intérieur.* — *Opinion sur nos deux Constitutions.* — *Dénonciation d'un Belge.* — *La rive gauche du Rhin, limite française.* — *Réponse à une lettre signée M. U.* — *Essai sur la justice primitive ;* desquels il a été fait nn paquet resté à la garde du greffier.

Lecture faite du présent, etc. Signé *G. Babeuf*, etc.

Extrait de l'interrogatoire subi par Babeuf, le 21 *floréal, devant le Ministre de la police.*

D. Reconnaissez-vous le cachet en cuivre, de forme

1796. considérant que la constitution du peuple, jurée en 1793, fut remise par lui sous la garde

carré-long, à manche de bois noir, sur lequel sont gravés un niveau et les mots *salut public*, pour avoir été trouvé chez vous au moment de votre arrestation, et ce cachet vous appartient-il?

R. C'était le signe reconnu de la correspondance entre la nombreuse coalition des démocrates, qui tous haïssent comme moi l'horrible oppression sous laquelle gémit le peuple français.

D. Lui a été fait la représentation d'un carton ficelé et scellé du sceau de son cachet, et a été interpellé de déclarer s'il reconnaît le carton pour lui appartenir, et si le scellé qui y est apposé est bien le même qui fut mis en sa présence, lorsqu'il fut arrêté.

R. Le reconnaît pour lui appartenir, a trouvé le scellé sain et entier, et de suite en a brisé lui-même le scellé.

D. S'il reconnaît tous les papiers enfermés dans le carton pour lui appartenir, et pour avoir été trouvés dans sa chambre.

R. Les reconnaît.

Extrait de l'interrogatoire subi par Babeuf, le 3 prairial, devant le directeur du jury d'accusation du canton de Paris.

D. Reconnaissez-vous la lettre que je vous représente pour être de vous, laquelle est datée du vingt-trois floréal, commençant par ces mots: *regarderiez-vous au-dessous de vous, citoyens directeurs;* et finissant par ceux-ci: *ce qui s'opposerait au calme de l'Europe;* avec la signature *G. Babeuf*, et voulez-vous la parapher?

R. Je la reconnais, je l'ai écrite chez le ministre de la justice pour l'envoyer au directoire, et je consens de la parapher.

de toutes les vertus ; qu'en conséquence, lorsque le peuple entier a perdu tous ses moyens

An 4.

D. A lui représenté une lettre, datée du 21 floréal, commençant par ces mots : *ne mettons pas trop de monde dans le secret*, et finissant par un *post-scriptum* contenant une adresse de *Duforest*. A lui demandé si cette lettre est de l'écritnre de lui répondant, et s'il veut la parapher.

R. Je reconnais la lettre pour être de mon écriture, et je consens de la parapher.

D. A lui représenté vingt-sept pièces de la première liasse de papiers trouvés dans la chambre où il a été arrêté, paraphés de lui répondant, chez le ministre de la police, et à lui demandé s'il n'en reconnaît pas plusieurs pour être écrites de sa main, et plusieurs autres, pour les avoir données à copier au nommé *Pillé*, qui lui avait été donné, en qualité de copiste, par *Félix Lepelletier*.

R. Il y en a quelques-unes écrites de ma main : je ne connais pas les autres ; je n'en ai point donné à copier à *Pillé* qui n'est pas mon copiste, mais celui de l'association des démocrates composant le comité.

D. A lui représenté les dix-neuf pièces de la seconde liasse des papiers trouvés dans le même endroit ; à lui demandé quelles sont celles qu'il reconnaît pour être de son écriture, et notamment si la douzième n'est pas en partie de son écriture et en partie de *Buonarotti* ; comme aussi si la sixième n'est pas en entier de l'écriture de *Buonarotti* ;

R. Après avoir examiné lesdites pièces, répond : Je reconnais pour être de mon écriture le second feuillet de la onzième pièce, parce qu'il m'est arrivé de travailler quelquefois, comme copiste, dans le comité, lorsque je n'étais pas livré à ma principale opération de la direc-

de garantie contre le despotisme, c'est aux
1796. vertus les plus courageuses, les plus intré-

tion de l'esprit public. Je reconnais toutes les autres pièces, ainsi que toutes celles du carton; mais toutes les autres pièces ne sont pas de mon fait, je n'y ai participé ni moralement ni physiquement.

D. A lui représenté la pièce unique formant la quatrième liasse, sommé de nous dire si elle est de sa main;

R. Je la reconnais pour être entiérement écrite de ma main, c'est une copie de lettre.

D. A lui représenté la pièce unique de la cinquième liasse, et fait la même interpellation que dessus;

R. Je la reconnais comme la précédente, étant une lettre dont le comité voulut garder copie.

D. A lui représenté les vingt-quatre pièces composant la sixième liasse, paraphées comme les précédentes, et fait les mêmes interpellations;

R. Je reconnais la dix-neuvième, les vingt-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, pour être de mon écriture, lesquelles ne sont que des notes et des commencemens de discours relatifs à mes écrits imprimés; la vingtième est encore une copie, comme les précédentes, aussi écrite de ma main.

D. A lui représenté les cent pièces composant la septième liasse, paraphées comme les précédentes, et demandé 1.° quelles sont celles qu'il reconnaît pour être de son écriture; 2.° si les listes, qui composent depuis la deuxième inclusivement jusqu'à la dixième, ne sont pas, ainsi que les onzième et douzième pièces, copiées sur des minutes écrites de sa main, ou dictées par lui;

R. Après avoir examiné toutes lesdites pièces, a répondu: Les quarantième et quarante-deuxième sont de moi, et ne forment qu'une seule et même pièce. C'est le commencement d'un travail non achevé, qui n'a

pides, à prendre l'initiative de l'insurrection, et à diriger l'affranchissement de la masse; An 4.

point de rapport à l'objet pour lequel on m'interroge : ce qui confirme l'assertion que j'ai donnée plusieurs fois, que je m'occupais essentiellement de la littérature politique. La trente-neuvième pièce est de moi : ce sont de simples notes, non digérées et vagues. La quarante-huitième pièce est copiée par moi. La cinquantième pièce est la minute d'une lettre particulière que j'écrivis, le dix floréal, au représentant *Drouet*, pour lui reprocher d'avoir fait des changemens à un discours que je lui avais donné, et qui devait être imprimé : cette pièce n'a encore aucun rapport à l'affaire pour laquelle je suis interrogé. J'observe à cet égard, que cette pièce hétérogène se trouve aussi confondue avec quantité d'autres pièces relatives à cette même affaire, par un arrangement qui n'est pas de mon fait.

L'enliassement de ces pièces n'a pas été fait par moi : il paraît qu'on les a assemblées pêle-mêle, et qu'on les a mélangées, lorsqu'on est venu m'arrêter, en prenant ce qui était sur ma table, et le mettant dans le carton où étaient les pièces du comité; d'où il résulte que différens écrits littéraires, et étrangers à cette affaire, se trouvent faire partie des liasses. Les listes n'ont pas été composées par moi.

D. A lui présenté les trente-cinq pièces cotées huit, paraphées comme les précédentes, et à lui demandé quelles sont celles écrites de sa main, et si les quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingt-sixième, ne sont point la minute de l'ouvrage intitulé : création d'un directoire insurrecteur, écrites de sa main;

R. Examen fait desdites pièces, a dit : Ce n'est pas moi qui ai composé l'écrit intitulé : création d'un direc-

1796. Considérant que les droits de l'homme, reconnus à la même époque 1793, tracent au

toire insurrecteur. La minute de cet ouvrage est cotée dans la liasse, sous les numéros vingt à vingt-cinq inclusivement. Les cotes quinze à dix-neuf ne contiennent qu'un extrait de cette minute.

J'ai fait cet extrait pour me mettre au courant des opérations, et pour baser sur cette connaissance l'esprit de mes écrits, n'ayant été appelé, par les membres du comité secret d'insurrection, que lorsqu'il était déjà avancé dans la marche de ses opérations. Les numéros vingt-huit et vingt-neuf contiennent le commencement d'un projet du numéro quarante-quatrième de mon ouvrage périodique intitulé : le tribun du peuple. Le numéro trente-trois, un autre projet du même numéro, les cotes trente-une et trente-deux sont encore le commencement d'un ouvrage qui n'a aucun rapport avec l'affaire pour laquelle on m'interroge.

D. A lui représenté la pièce unique de la neuvième liasse, et à lui demandé si elle était de son écriture ?

R. Elle est de mon écriture. C'est une de ces copies que le comité gardait, et que je transcrivais, lorsqu'il n'y avait personne pour le faire, et que j'en avais le loisir.

D. A lui représenté les trente pièces composant la dixième liasse, sommé de nous dire s'il en reconnaît quelques-unes pour être de son écriture, et de qui sont les autres qu'il n'aurait pas écrites.

R. Les pièces dix-neuf, vingt-deux et vingt-trois sont de ma main; elles sont des copies, comme celles dont j'ai parlé dans mes précédentes réponses.

D. A lui représenté neuf pièces, composant la onzième liasse; sommé de nous dire s'il en reconnaît pour être écrites de sa main.

peuple entier, ou à chacune de ses portions, comme le plus sacré et le plus indispensable An 4.

R. La seule pièce sixième est de moi ; mêmes observations qu'aux précédentes réponses.

D. A lui représenté deux copies, composant la douzième liasse, et fait les mêmes interpellations.

R. Ces deux pièces sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté six pièces, composant la treizième liasse.

R. Les pièces quatre et cinq sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté vingt-quatre pièces, composant la quatorzième liasse.

R. Les pièces dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt-trois sont de moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté cent deux pièces, composant la quinzième liasse.

R. Les numéros, de cinq à treize inclusivement, forment une seule et même pièce qui est de moi. C'est le projet d'une longue lettre au journal des hommes libres, qui n'a certainement aucun rapport à la présente affaire. La onzième pièce est de moi. C'est encore une pièce de ma correspondance particulière ; ce qui prouve qu'on a confondu ici mes papiers de littérature politique, qui formaient l'objet le plus important de mes occupations. Je ne reconnais rien dans toute cette liasse qui ait du rapport à l'affaire pour laquelle je suis interrogé ; tout y est matériaux d'écrits polémiques.

D. A lui représenté treize pièces, composant la seizième liasse.

R. Les pièces neuf et onze sont des copies de lettres du comité, transcrites par moi.

D. A lui représenté la dix-septième liasse, composée de trois pièces.

de ses devoirs, celui de s'insurger contre le
1796. gouvernement qui viole ses droits, et qu'ils prescrivent à chaque homme libre de mettre à l'instant à mort ceux qui usurpent la souveraineté ;

Considérant qu'une faction conspiratrice a usurpé la souveraineté, en substituant sa vo-

---

R. La seule première pièce est une copie de lettre du comité, transcrite pour mémoire par moi.

D. A lui représenté treize pièces, composant la dix-huitième liasse.

R. Les sixième, onzième et treizième sont des copies de lettres du comité, transcrites par moi pour mémoire.

D. A lui représenté dix pièces composant la dix-neuvième liasse.

R. Les deux pièces six et neuf sont transcrites par moi ; mêmes observations.

D. A lui représenté huit pièces, composant la vingtième liasse.

R. La septième pièce est transcrite par moi.

D. A lui représenté vingt-une pièces, composant la vingt-unième liasse.

R. Il n'y a rien de moi dans cette liasse.

D. A lui représenté vingt-six pièces, composant la vingt-deuxième liasse.

R. Les vingtième et vingt-deuxième pièces sont des transcriptions faites par moi ; mêmes observations.

D. Si l'empreinte, en cire noire, apposée au bas de la soixante-sixième pièce de la 7.e liasse, n'est pas celle du cachet que le comité insurrecteur avait fait graver, et qui a été trouvé dans le lieu de son arrestation.

R. Oui ; je l'ai déclaré dans mon premier interrogatoire, chez le ministre de la police.

lonté particulière à la volonté générale légalement exprimée dans les assemblées primaires de 1793, en imposant au peuple français, sous les auspices des persécutions et de l'assassinat de tous les amis de la liberté, un code exécrable, appelé constitution de 1795, en la place du pacte démocratique qui avait été accepté avec tant d'enthousiasme; An 4.

Considérant que la convention nationale n'a jamais été dissoute, qu'elle ne fut que dispersée par la violence d'une faction contre-révolutionnaire, qu'elle existe toujours de droit, qu'elle n'aurait pu être remplacée que par un corps législatif librement élu par le peuple, suivant le mode de la constitution démocratique;

Considérant que le code tyrannique de 1795 viole le plus précieux des droits, en ce qu'il établit des distinctions entre les citoyens, leur interdit la faculté de sanctionner les lois, de changer la constitution, de s'assembler, limite leur liberté dans le choix des agens publics, et ne leur laisse aucune garantie contre les usurpations des gouvernans;

Considérant que les auteurs de cet affreux code se sont maintenus en état de rebellion permanente contre le peuple; qu'ils se sont arrogé, au mépris de la volonté suprême, l'autorité que la nation seule pouvait leur confier; qu'ils se sont créés, soit eux-mêmes,

1796. soit à l'aide d'une poignée d'ennemis du peuple, les uns rois sous un nom déguisé, les autres, législateurs indépendans;

Considérant que ces oppresseurs, après avoir tout fait pour démoraliser le peuple, après avoir outragé, avili et fait disparaître les attributs et les institutions de la démocratie, après avoir fait égorger les meilleurs amis de la république, rappelé et protégé ses plus atroces ennemis, pillé et épuisé le trésor public, pompé toutes les ressources nationales, totalement décrédité la monnaie républicaine, effectué la plus infâme banqueroute, livré à l'avidité des riches jusqu'aux derniers lambeaux des malheureux; viennent, par un rafinement de tyrannie, ravir au peuple jusqu'au droit de se plaindre;

Considérant que, tout récemment encore, ils ont appelé à eux une foule d'étrangers, et que tous les principaux conspirateurs de l'Europe sont en ce moment à Paris, pour consommer le dernier acte de la contre-révolution; qu'ils viennent de licencier et de traiter indignement ceux des bataillons qui ont eu la vertu de se refuser à les seconder dans leurs atroces desseins contre le peuple; qu'ils ont osé mettre en jugement ceux des braves soldats qui ont déployé le plus d'énergie contre l'oppression, et qu'ils joignent à cette infamie, celle de qualifier d'inspiration royaliste

leur généreuse résistance à la volonté des tyrans ; An. 4.

Considérant qu'il serait difficile et trop long de suivre complétement la marche populicide de ce gouvernement criminel, dont chaque acte est un délit national ; que les preuves de tous ses forfaits sont tracées en caractère de sang par toute la république ; que de tous les départemens, les cris qui appellent sa répression, sont unanimes ; qu'il appartient à la portion des citoyens la plus voisine des oppresseurs, d'attaquer l'oppression ; que cette portion est comptable du dépôt de la liberté envers l'Etat entier, et qu'un plus long silence la rendrait complice de la tyrannie ;

Considérant enfin que tous les défenseurs de la liberté sont prêts ; après s'être constitués en comité insurrecteur de salut public, prennent sur leur tête la responsabilité et l'initiative de l'insurrection, et arrêtent ce qui suit :

1.° Le peuple est en insurrection contre la tyrannie.

2.° Le but de l'insurrection est le rétablissement de la constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité et du bonheur de tous.

3.° Aujourd'hui, dès l'heure même, les citoyens et les citoyennes partiront de tous les points, en désordre, et sans attendre le mouvement des quartiers voisins, qu'ils fe-

ront marcher avec eux. Ils se rallieront au
1796. son du tocsin, des trompettes, sous la conduite des patriotes auxquels le comité insurrecteur aura confié des guidons, portant l'inscription suivante : *Constitution de* 1793, *égalité, liberté, bonheur commun.* D'autres guidons porteront ces mots : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. Ceux qui usurpent la souveraineté, doivent être mis à mort par les hommes libres.* Les généraux du peuple seront distingués par des rubans tricolors flottant très-visiblement autour de leurs chapeaux.

4.° Tous les citoyens se rendront avec leurs armes, ou à défaut d'armes, avec tout autre instrument offensif, sous la seule direction des patriotes ci-dessus, au chef-lieu de leur arrondissement respectif.

5.° Les armes de toute espèce seront enlevées, par les insurgés, par-tout où elles se trouveront.

6.° Les barrières et les cours de la rivière seront soigneusement gardés. Nul ne pourra sortir de Paris sans un ordre formel et spécial du comité insurrecteur. Il n'entrera que les courriers, les porteurs et conducteurs de comestibles, auxquels il sera donné protection et sureté.

Digitized by Google

7.° Le peuple s'emparera de la trésorerie nationale, de la monnaie, de la poste aux lettres, des maisons des ministres et de tout magasin public ou privé contenant des vivres ou des munitions de guerre. An 4.

8.° Le comité insurrecteur de salut public donne aux légions sacrées des camps environnant Paris, qui ont juré de vivre et de mourir pour l'égalité, l'ordre de soutenir par-tout les efforts du peuple.

9.° Les patriotes des départemens, réfugiés à Paris, et les braves officiers destitués, sont appelés à se distinguer dans cette lutte sainte.

10.° La convention se réunira à l'instant et reprendra ses fonctions.

11.° Les deux conseils et le directoire, usurpateurs de l'autorité publique, seront dissous. Tous les membres qui les composeront, seront immédiatement jugés par le peuple.

12.° Tout pouvoir cessant devant celui du peuple, nul prétendu député, membre de l'autorité usurpatrice, directeur, administrateur, juge, officier, sous-officier de la garde nationale, ou quelque fonctionnaire public que ce soit, ne pourront exercer aucun acte d'autorité, ni donner aucun ordre. Ceux qui contreviendront à cette défense, seront à l'instant mis à mort. Tout membre du prétendu corps législatif, ou directeur, trouvé dans les rues, sera arrêté et conduit sur-le-champ à son

poste ordinaire. Les membres de la convention
1796. seront reconnus à un signe particulier, ce sera celui d'une enveloppe en couleur rouge autour de la forme du chapeau.

13.° Toute opposition sera vaincue sur-le-champ par la force. Les opposans seront exterminés. Seront également mis à mort ceux qui battront ou feront battre la générale ; les étrangers, de quelque condition qu'ils soient, qui seront trouvés dans les rues ; tous les présidens, secrétaires et commandans de la conspiration royale de vendémiaire, qui oseront aussi se mettre en évidence.

14.° Il est ordonné à tous envoyés des puissances étrangères, de rester dans leur domicile durant cette insurrection. Ils sont sous la sauve-garde du peuple.

15.° Des vivres de toute espèce seront portés au peuple dans les places publiques.

16.° Tous les boulangers sont en réquisition pour faire continuellement du pain, qui sera distribué gratuitement au peuple ; ils seront payés par le trésor public, sur leur déclaration.

17.° Le peuple ne prendra de repos, qu'après la destruction du gouvernement tyrannique.

18.° Tous les biens des émigrés, des conspirateurs, et de tous les ennemis du peuple, seront distribués sans délai aux défenseurs de

la patrie, aux indigens. Les indigens de toute la république seront logés immédiatement, et meublés, dans les maisons des conspirateurs. Les effets appartenant au peuple, déposés au Mont-de-Piété, seront sur-le-champ rendus sans intérêts. Le peuple français adopte les épouses et les enfans de ceux qui auront succombé dans cette sainte entreprise; il les nourrira et entretiendra. Il en sera de même à l'égard de leurs pères et mères, frères et sœurs, à l'existence desquels ils étaient nécessaires. An 4.

Les patriotes proscrits, errans dans toute la république, recevront les secours convenables pour rentrer dans le sein de leurs familles. Ils seront indemnisés des pertes qu'ils auront souffertes. La guerre contre la tyrannie intérieure, étant celle qui s'oppose le plus à la paix générale, ceux des braves défenseurs de la liberté qui prouveront avoir concouru à la terminer, seront libres de retourner dans leurs foyers, avec armes et bagages. Ils y jouiront des récompenses depuis si long-tems promises. Ceux d'entre eux qui voudront continuer à servir la république, seront aussi sur-le-champ récompensés d'une manière digne de la générosité d'une grande nation libre.

19.° Les propriétés publiques et particulières sont mises sous la sauve-garde du peuple.

1796. 20.° Attendu le vide dans le sein de la représentation nationale, qui résultera de l'extraction des usurpateurs de l'autorité publique, et à raison de l'impossibilité actuelle de faire, par la voie des assemblées primaires, des choix dignes de la confiance du peuple, la convention s'adjoindra sur-le-champ un membre par département, pris parmi les démocrates les plus prononcés, et sur-tout parmi ceux qui auront le plus activement concouru au renversement de la tyrannie. La liste en sera présentée par des délégués de la portion du peuple qui a pris l'initiative de l'insurrection.

21.° Le comité insurrecteur de salut public restera en permanence jusqu'à l'accomplissement total de l'insurrection.

CHAPITRE XI.

Les accusés sont envoyés devant une haute-cour, à Vendôme.

TOUTES les preuves de la conspiration, servant de base à la procédure criminelle, avaient été trouvées dans l'appartement de *Babeuf*. On était saisi de l'acte portant création d'un directoire insurrecteur, de celui qui établissait des agens secondaires, civils

et militaires ; qui organisait leurs fonctions et leurs rapports avec des intermédiaires, et qui renfermait leurs principales instructions. Il se trouvait dans les papiers saisis, une correspondance suivie du comité insurrecteur, non-seulement avec les agens civils près des douze arrondissemens de Paris, et les agens militaires près de l'armée qui campait sous les murs de cette capitale, mais avec plusieurs départemens. An 4.

Ces pièces avaient entre elles autant de liaison, que si elles eussent été les travaux suivis d'une autorité affermie et jouissante de la force publique. Cependant on n'avait trouvé aucun registre de délibérations. Les pièces n'étaient pas signées. Le nom d'aucun acteur principal, à l'exception de celui de *Babeuf*, ne se trouvait en évidence.

On arrêta *Drouet*, *Chasles*, *Laignelot*, *Ricords*, *Rossignol*, *Antonelle*, *Germain*, *d'Arthès*, et un secrétaire de *Joseph Lebon*. Il ne se trouva chez eux aucun papier relatif à cette affaire, et chacun des accusés assurait qu'elle lui était étrangère. *Babeuf* lui-même, malgré toutes les preuves qui s'élevaient contre lui, niait d'être membre du comité insurrecteur ; de sorte que, lorsque le gouvernement avait toutes les preuves d'une conspiration tramée par un grand nombre d'individus, le nom des conspirateurs se cachait sous un voile épais.

1796. *Babeuf*, soit pour effrayer le gouvernement, ou pour rallier autour de lui les nombreux prosélytes qu'il croyait s'être faits, avait osé, du fond de sa prison, proposer au directoire de traiter avec lui de puissance à puissance, se comparant dans sa lettre (1) aux *Barnevelt*

(1) Regarderiez-vous au-dessous de vous, citoyens directeurs, de traiter avec moi de puissance à puissance? Vous avez vu de quelle vaste confiance je suis le centre? Vous avez vu que mon parti peut bien balancer le vôtre, vous avez vu quelles immenses ramifications y tiennent. Je suis convaincu que cet aperçu vous a fait trembler. Est-il de votre intérêt, est-il de l'intérêt de la patrie de donner de l'éclat à la conjuration que vous avez découverte? Je ne le pense pas. Qu'arriverait-il, si cette affaire paraissait au grand jour? que j'y jouerais le plus glorieux de tous les rôles. J'y démontrerais avec la grandeur d'ame et l'énergie que vous me connaissez, la sainteté de la conspiration dont je n'ai jamais nié d'être membre. Sortant de cette route lâche et frayée des dénégations, j'oserais développer les grands principes, et plaider la cause éternelle du peuple, avec l'avantage que donne l'intime pénétration de la beauté de ce sujet. On pourrait me condamner, mais mon échafaud figurerait glorieusement à côté de ceux de Barnevelt et de Sidney.

Vous avez vu, citoyens directeurs, que vous ne tenez rien, lorsque je suis sous votre main. Je ne suis qu'un point de la longue chaîne dont la conspiration se compose. Vous avez à redouter toutes les autres parties. Cependant vous avez la preuve de tout l'intérêt qu'elles prennent à moi. Vous les frapperiez toutes en me frappant, et vous les irriteriez.

et aux *Sidney*. Il donnait à entendre que sa conspiration était du nombre de celles qui, AN 4.

Vous irriteriez toute la démocratie de la république française, et vous savez encore que ce n'est pas si peu de chose que vous aviez pu d'abord l'imaginer. Vous la jugeriez bien mieux, si vos captureurs avaient saisi la grande correspondance qui a formé des nomenclatures dont vous n'avez que des fragmens. On a eu beau vouloir comprimer le feu sacré, il brûle, et il brûlera. Plus il paraît dans certains instans anéanti, plus sa flamme menace de se réveiller subitement, forte et explosive.

Entreprendriez-vous de vous délivrer de cette vaste secte *sans-culotide*, qui n'est pas vaincue; il faudrait d'abord en supposer la possibilité : mais où vous trouveriez-vous ensuite? Vous n'êtes pas tout-à-fait dans la même position que celui qui déporta, après la mort de Cromwel, quelques milliers de républicains anglais. Charles II était roi, et quoi qu'on en ait dit, vous ne l'êtes pas encore. Vous avez besoin d'un parti pour vous soutenir. Vous ne pouvez détruire les patriotes sans être en face du royalisme. Quel chemin croyez-vous qu'il vous ferait voir, si vous étiez seuls contre lui?

Les patriotes, direz-vous, sont aussi dangereux que les royalistes; vous vous trompez, ils ne voulaient point de sang, mais seulement vous forcer à confesser que vous avez fait du pouvoir un usage oppressif, et le reprendre.

Moi-même, j'avais expliqué comment il me paraissait possible que vous fissiez disparaître tout ce que le caractère constitutionnel de votre gouvernement offre de contraire aux principes républicains. Eh bien, il en est tems encore; la tournure de ce dernier événement peut devenir salutaire pour vous-mêmes et pour la chose pu-

1796. loin de s'éteindre dans le sang de quelques chefs, recevaient une nouvelle activité d'une rigueur intempestive.

---

blique. Mes conclusions sont que votre intérêt et celui de la patrie se réunissent pour ne donner aucune célébrité à l'affaire présente. Ne croyez pas intéressée la démarche que je fais. La mort ou l'exil serait pour moi le chemin de l'immortalité; mais ma proscription n'avancerait pas vos affaires, et n'assurerait pas le salut de la république.

J'ai réfléchi que vous ne fûtes pas constamment les ennemis de la république. Vous êtes égarés par l'effet assez inévitable d'exaspérations différentes des nôtres. Pourquoi ne reviendrions-nous pas tous de notre état extrême, pour embrasser un terme raisonnable? La masse du peuple a le cœur ulcéré, faut-il le déchirer encore plus? Vous aurez, quand il vous plaira, l'initiative du bien, parce qu'en vous réside toute la force de l'administration publique.

Citoyens directeurs, gouvernez populairement, voilà tout ce que les patriotes vous demandent. En parlant ici pour eux, je suis sûr qu'ils n'interrompront point ma voix. Je suis sûr de n'être pas par eux démenti. Cinq hommes, en se montrant grands et généreux, peuvent aujourd'hui sauver la patrie.

Je vous réponds encore que tous les patriotes vous couvriront de leurs corps, et vous n'aurez plus besoin d'armées entières pour vous défendre; les patriotes ne vous haïssent pas, ils n'ont haï que vos actes impopulaires.

Je vous donnerai aussi alors, pour mon propre compte, une garantie aussi étendue que l'est ma franchise perpétuelle. Vous savez quelle mesure d'influence j'ai sur

Cette missive fut méprisée comme elle méritait de l'être ; cependant quelques mouvemens se manifestaient dans les faubourgs de Paris, le 3 prairial. Des femmes, parmi lesquelles se trouvait la sœur d'un des conjurés détenus, allaient répandant parmi les ouvriers du faubourg Antoine, que leurs frères du faubourg Saint-Marceau étaient debout ; qu'il fallait se lever comme eux pour détruire un gouvernement oppresseur. La même tentative était répétée dans le faubourg Saint-Marceau. Vos frères du faubourg Saint-Antoine, disait-on aux ouvriers, se réunissent pour écraser la tyrannie : imitez leur dévoûment. — Qu'ils marchent seuls ! Nous ne connaissons de tyrans que ceux qui veulent renverser la constitution et le gouvernement, massacrer les magistrats et les bons citoyens et piller la fortune publique. Telle fut leur réponse. An 4.

Cependant il était urgent de juger les accu-

---

cette classe d'hommes, je veux dire sur les patriotes ; je l'emploierai à les convaincre que, si vous êtes peuple, ils doivent ne faire qu'un avec vous.

Il ne serait pas si malheureux, citoyens directeurs, que l'effet de cette simple lettre fût de pacifier l'intérieur de la France. En prévenant l'éclat de l'affaire dont elle est le sujet, ne préviendrait-on pas en même tems les dispositions qui peuvent s'opposer au retour de la paix en Europe ?

Signé, Babeuf.

sés ; mais l'implication, dans cette affaire, de
1796. *Drouet*, membre du conseil des cinq cents, exigeait, aux termes de la constitution, la convocation d'une haute-cour nationale. Elle fut assemblée dans Vendôme, par acte du corps législatif.

D'après les principes qu'une procédure criminelle ne doit pas être scindée, tous les accusés de la conspiration furent traduits devant ce tribunal, à l'exception de *Drouet*, en faveur duquel il avait été formé, et qui s'était évadé de prison. Telles furent les lenteurs de cette procédure, que *Babeuf* ne subit interrogatoire devant le président de la haute-cour, que le 4 brumaire l'an V. Il finit sa vie sur un échafaud avec plusieurs de ses complices; les autres, contre lesquels les preuves n'étaient pas acquises, recouvrèrent leur liberté.

CHAPITRE XII.

Conspiration de fructidor an IV.

Les anarchistes ne désespéraient pas encore du succès de leurs complots. Les sourdes entreprises des royalistes, les clameurs excitées par les réactions du midi, sans cesse réprimées et sans cesse renaissantes ; les variations

dans l'opinion publique, suite de la chûte du papier-monnaie; l'activité funeste de l'agiotage, et la misère généralement répandue sur la classe industrieuse, servaient de prétexte à des mouvemens attribués tantôt à un parti, tantôt à un autre. An 4.

Ces mouvemens préludaient à une entreprise non moins hardie que celle sous laquelle *Babeuf* avait succombé en floréal. Deux corps de troupes campaient dans les environs de Paris, un dans la plaine de Grenelle, l'autre à Vincennes. Il s'agissait de séduire une partie des soldats, et d'en faire le noyau d'une insurrection semblable à celle du deux juin 1793, ou du premier prairial an trois; ce projet avait fait partie du plan de *Babeuf*.

Non-seulement dans les pièces de la conspiration, imprimées par ordre du gouvernement, se trouve une adresse aux soldats des deux camps pour les exhorter à la rebellion (1), mais dans un message du direc-

(1) Amis, les tyrans pâlissent; ils n'attendent plus que le moment où tout le peuple, indigné des forfaits qu'ils ont commis, va les plonger dans la nuit éternelle de la mort. Soldats de la patrie, le moment favorable approche; ce moment où, réunis sous le même étendard, nous allons briser, pour jamais, les fers que des scélérats nous ont trop long-tems fait porter. Nous allons redevenir libres et souverains. L'égalité, cette douce

1796. toire exécutif au conseil des cinq cents, lu dans la séance du vingt-trois floréal, le gou-

compagne de la liberté, sera la récompense des défenseurs de la patrie.

C'est vous, soldats, qui allez, pour prix de vos glorieux et pénibles travaux, recevoir les récompenses nationales auxquelles vous avez un si juste droit. La patrie, cette mère de douleur, déchirée de toutes parts par les crimes sans nombre de ceux qui nous gouvernent, va sécher enfin ses pleurs; ses maux vont bientôt prendre fin.

La patrie, reconnaissante envers vous, va porter dans le sein de vos familles désolées la douce consolation que vos pères, vos mères, vos frères, vos sœurs, vos épouses et vos enfans ont le droit d'attendre d'elle. Ces malheureuses familles, languissantes depuis long-tems, vont enfin se trouver soulagées des maux qu'elles ont supportés avec tant de courage.

Et vous, tyrans, tremblez au seul nom du peuple souverain. Ce peuple, si impunément trompé par vous, va reconquérir ses droits, que vous avez usurpés!

En commettant tant de crimes, vous avez lassé sa patience. La foudre est prête à être lancée par nos soldats républicains sur vos personnes dégouttantes du sang des patriotes les plus purs. Soldats, frappez les traîtres qui ont couvert la France de carnage et de deuil; ces traîtres qui ont organisé la guerre civile; qui ont fait couler votre sang à grands flots; qui ont fait périr de faim des milliers de victimes; qui ont traité avec les chefs des rebelles de la Vendée; qui ont protégé les prêtres réfractaires et les émigrés; qui ont rendu à ces derniers les biens qui servaient de garantie aux récompenses qui vous étaient promises, en reconnaissance des services que vous avez rendus à la patrie.

Digitized by Google

vernement annonçait que, sous prétexte de présenter aux guerriers des couronnes civiques, des femmes devaient pénétrer dans les camps, des hommes déguisés en femmes devaient les suivre, et d'autres s'y rendre bientôt après. On se proposait de distribuer des boissons enivrantes; des prostituées de- An 4.

Par leur scélératesse, la France n'est plus qu'un vaste cimetière qui reçoit à chaque instant les victimes que les monstres qui nous gouvernent, font périr par des rafinemens de cruauté. Ici se sont des hommes vertueux qui ont constamment soutenu les droits du peuple sans-culotte, et qui sont égorgés dans les cachots : là, c'est un père ou une mère qui succombe sous le poids de leur infortune; d'un antre côté, ce sont des événemens soi-disant causés par le hasard, tels que les incendies qui se sont multipliés jusqu'à ce jour, comme le feu de la rafinerie du faubourg Germain, l'explosion de la poudrerie de Grenelle, de Landau, de Condé, de Meudon, qui ont moissonné une infinité d'hommes de la classe respectable du peuple.

Mais je veux épargner à vos cœurs sensibles, le souvenir de toutes les horreurs dont la France est couverte depnis le neuf thermidor, époque à laquelle les plus fermes appuis des défenseurs de la république périrent sur l'échafaud.

Soldats républicains, si vous ne voulez pas voir se commettre de nouveaux forfaits, il faut marcher de concert avec le peuple, pour abattre ces tyrans qui, tant de fois, ont abreuvé la terre du sang le plus pur des hommes libres, et la république sera désormais consolidée sur des bases inébranlables; elle sera une, indivisible et impérissable.

1796. vaient ajouter au désordre, et des hommes chargés de libelles contenant toutes sortes de calomnies contre le gouvernement, libelles déjà faits, saisis chez *Babeuf*, et reconnus par lui dans son interrogatoire, étaient chargés de les répandre au milieu de l'ivresse et de la débauche, pour consommer la séduction.

Une note enfin aussi insultante pour les braves guerriers, qu'elle était propre à prouver la profonde noirceur des conjurés ; une note faisant partie des papiers dont ce récit est tiré, partageait les soldats français, ces soldats couverts de gloire au sein des batailles, en deux classes ; l'une, de lâches que les *babouvistes* espéraient de gagner en leur promettant le retour dans leurs foyers ; l'autre, de scélérats qu'on appelait *soldats de métier*, et qu'on devait séduire par l'espoir du butin. Le désordre une fois établi, on donnait aux deux camps l'ordre de seconder les efforts des brigands ; rien ne pouvait désormais arrêter les massacres et le pillage.

D'autres papiers de *Babeuf* annonçaient que les conjurés avaient séduit une partie des soldats, lesquels avaient pris la résolution de se joindre à la multitude pour détruire le gouvernement. Les conspirateurs résolurent de tirer parti de cette disposition, pour rendre la liberté au détenus qui n'étaient pas encore partis pour Vendôme.

La nuit du vingt-quatre au vingt-cinq fructidor fut choisie pour l'exécution de ce projet romanesque. Environ sept à huit cents hommes, armés de pistolets et de poignards, s'étaient rassemblés de tous les coins de Paris dans les cabarets de Vaugirard. An 4.

Après avoir bu une partie de la journée, ils se forment en colonnes entre onze heures et minuit, et, sous la conduite de quelques militaires destitués, ils marchent sur le camp de Grenelle. On assure que, par leur intelligence, ils avaient réellement séduit quelques bataillons, à l'aide desquels ils se flattaient de mettre tout le camp en insurrection; mais que, trompés par l'état d'ivresse dans lequel ils se trouvaient, et par l'obscurité de la nuit, au lieu d'entrer dans le camp par la barrière auprès de laquelle étaient campés ces bataillons, ils prirent une autre route.

Au surplus, un avant-poste fut surpris et désarmé par eux. Les assaillans disaient aux soldats que le rassemblement qui troublait leur sommeil, loin d'avoir rien de dangereux pour eux, n'était composé que d'ouvriers de Paris qui venaient pour fraterniser avec les défenseurs de la patrie.

On entre dans le camp en chantant ces airs célèbres qui, dans la bouche de nos braves guerriers, jettèrent si souvent la terreur dans l'ame des ennemis de la France. Le soldat,

plongé dans un premier sommeil, se réveille
1796. en sursaut; la générale battait dans le camp; chacun courait aux armes sans se donner le tems de s'habiller. Les conspirateurs, déconcertés par une réception à laquelle ils devaient cependant s'attendre, s'écrient en tumulte : *Vive la constitution de* 1793 ! *Meurent les tyrans du peuple !*

A ce signal, auquel on les avait assuré que les soldats en foule allaient se joindre à eux, ils sont poursuivis plus vivement : quelques-uns tombent percés de coups, d'autres sont arrêtés, le plus grand nombre prend la fuite, et se met en sureté à la faveur des ténèbres.

Une commission militaire, chargée de la connaissance de cette affaire, condamna à mort plusieurs des coupables, et les fit exécuter dans le camp de Grenelle. Cette rigueur, comme presque tous les actes révolutionnaires, fut interprétée au gré des passions diverses.

Le gouvernement avait connaissance du complot, il pouvait l'arrêter avant qu'il éclatât, ce qui évitait l'effusion du sang. Mais d'un autre côté, il n'était pas moins important d'arrêter, par une action d'éclat, des conspirations contre le gouvernement, qui renaissaient sans cesse. Si on eût saisi les coupables, occupés à boire et à faire les apprêts du mouvement insurrectionnel, ils auraient

répondu, avec raison, que boire n'est pas conspirer contre l'Etat; et dans l'impossibilité de les convaincre, il aurait fallu leur rendre la facilité de recommencer leurs manœuvres à la première occasion. Le parti auquel on s'arrêta, en mettant leurs desseins à découvert, justifiait toutes les mesures que pouvait prendre le gouvernement dans la suite pour les empêcher de se renouer. An 4.

CHAPITRE XIII.

Entrée des Français en Bavière. L'archiduc Charles *se porte à la gauche du Danube.*

Au milieu de ces dissentions intérieures, la république française obtenait à l'extérieur de nouveaux avantages. L'armée de *Wurmser* était détruite comme l'avait été celle de *Beaulieu.* Ses débris se cachaient dans les montagnes du Tyrol et de la Carinthie. La cour de Vienne multipliait, pour rassembler sous de nouveaux drapeaux ses soldats fugitifs et consternés, des efforts qui auraient été inefficaces, si les cohortes françaises, parvenues sur le col de Krumback, eussent franchi la barrière des Alpes Rhétiques; mais elle était impénétrable par la route qu'on avait prise. Les ten-

tatives inutilement prodiguées dans ces agrestes
1796. contrées, affaiblissaient les armées françaises d'Allemagne; les revers les plus fâcheux furent la suite de cette disposition.

Malgré les retranchemens élevés par les Autrichiens sur les bords du Lech, les Français avaient franchi cette rivière, et après avoir battu une partie de l'armée de l'archiduc *Charles*, ils se répandaient dans la Haute-Bavière, aux environs de Munich. Cet événement avait déterminé l'électeur de Bavière, malgré ses étroites liaisons avec la cour de Vienne, à traiter d'une paix particulière avec la république. Cependant le général autrichien, convaincu qu'avec les forces qui restaient à *Moreau* entre les Alpes et le Danube, ce général ne pouvait former sur l'intérieur de la Bavière que des entreprises peu décisives, s'était porté à la gauche du fleuve avec une partie de son armée, pour fortifier la division commandée par le feld maréchal *Warstensleben*, serrée de près par l'armée de Sambre et Meuse.

An 4.

CHAPITRE XIV.

Bataille du Teming. Retraite de Jourdan *sur Dusseldorf.*

Cette armée, après avoir passé sans obstacles le Rednitz et l'Altmutk, dominait dans le cercle de Franconie. Elle s'était emparée de Nuremberg, d'Aichstat, d'Ingolstadt, d'Amberg et de toute la partie du Haut-Palatinat, située à la droite de la Nab. *Jourdan* marchait sur cette rivière, unique barrière qui défendait l'Autriche le long du Danube, tandis que *Moreau* n'avait plus que quelques marches pour parvenir aux défilés de Werdenfeld, et pour descendre ensuite à Inspruch.

Malgré la force des armées de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle réunies, et quelle que fût leur activité, il leur était difficile de défendre efficacement une ligne de près de cinquante lieues, depuis Amberg jusqu'à Fuessen. Les divisions laissées sur les bords du Rhin, pour réprimer les tentatives de la garnison de Mayence, formaient un vide dans l'armée de *Jourdan*, qui se faisait vivement sentir, à mesure que cette armée s'éloignait des frontières de France.

1796. Le quartier-général de *Jourdan* était à Unsdorf; sa droite, commandée par *Bernadotte*, faisait des courses jusques sous le canon de Ratisbonne. Elle fut attaquée, le 7 fructidor, par l'archiduc *Charles*. Il est peu d'exemple de bataille aussi acharnée; elle continua pendant trois jours consécutifs avec différens succès. Le troisième jour, les Autrichiens revenant à la charge avec des renforts qui arrivaient de l'intérieur de l'Autriche, parvinrent à enfoncer l'infanterie française. *Bernadotte*, après des prodiges de valeur, fit sa retraite le long du Rednitz, sur Bamberg, en se battant au milieu des rochers et des défilés avec une telle fureur, qu'il semblait que chaque soldat eût sa querelle particulière à venger.

Plus de vingt mille combattans des deux armées restèrent sur le champ de bataille dans ces différentes actions; mais ce qui fit le plus souffrir l'armée française, fut l'insurrection générale des paysans. Pour tirer vengeance des mauvais traitemens qu'ils avaient éprouvés, ils se réunissaient dans tous les passages dangereux, arrêtaient la marche de l'armée, et assassinaient les soldats qui s'écartaient des colonnes, pour se procurer des vivres. Cependant *Jourdan* passa à la rive droite du Mein, sans avoir perdu ni son artillerie ni ses équipages.

Mais à peine les Français commençaient à

se réunir dans les environs de Wursbourg, qu'ils furent attaqués de nouveau le dix-sept fructidor. La victoire se déclara en faveur des Autrichiens ; l'armée, frappée de terreur, s'était presque entiérement débandée. En vain, à la première nouvelle de cette déroute, les divisions campées sur les deux bords du Rhin, se mîrent en marche pour se porter au centre de l'Allemagne ; il en résulta une action dans laquelle fut blessé à mort le général *Marceau*, jeune guerrier de vingt-sept ans, dont les talens et la bravoure donnaient les plus justes espérances. Rien ne put arrêter la marche de *Jourdan*, qui précipitait sa retraite sur Dusseldorf, abandonnant les dépouilles de la Franconie et la ville de Francfort. Ce général quitta son armée ; elle fut confiée provisoirement à *Beurnonville*, déjà chargé provisoirement du commandement de celle du Nord. An 4.

CHAPITRE XV.

Superbe retraite du général Moreau. *Bataille de Biberach.*

La retraite précipitée du général *Jourdan* pouvait avoir les suites les plus funestes pour l'armée de Rhin et Moselle, découverte par sa gauche, et de toutes parts environnée

d'ennemis, dans des pays d'un accès difficile,
1796. et dont presque tous les habitans avaient pris les armes contre la France. Dans cette position critique, la conduite du général *Moreau* fut regardée comme le chef-d'œuvre de l'art militaire. Disputant le terrain pied à pied, s'emparant des positions les plus avantageuses, il sut se faire jour à travers les défilés de la Forêt Noire, non-seulement sans avoir été entamé, mais en battant les ennemis dans plusieurs rencontres.

Cette marche, aussi glorieuse que pénible, dura vingt-sept jours. Le troisième jour complémentaire, l'armée de Rhin et Moselle conservait encore ses positions dans la Bavière, à Rain, à Friedberg, à Landsberg, à la droite du Lech; et le 5 brumaire l'an cinq, elle était en sureté à la gauche du Rhin, après avoir passé ce fleuve sur le pont d'Huningue.

Un officier de cette armée écrivait du quartier-général de Rheinfeld, le 23 vendémiaire: « Dis aux alarmistes et aux mal-intentionnés, que notre armée n'est pas détruite. Nous battons en retraite, à la vérité, depuis le quatrième jour complémentaire; mais bien loin d'avoir essuyé des pertes, nous avons battu l'ennemi toutes les fois qu'il a voulu se mesurer avec nous. Nous lui avons prouvé que notre mouvement rétrograde n'est qu'une suite nécessaire des opérations de l'armée de Sambre

et Meuse qui, laissant notre gauche à découvert, a fait craindre que nous ne fussions enveloppés. An 4.

» A six lieues au-delà d'Ulm, nous avons attaqué l'ennemi qui n'a pas tardé à se repentir de nous avoir suivis de si près. Nous l'avons forcé de rétrograder de trois lieues, après avoir perdu quatre mille hommes, des canons et des drapeaux. Demain nous nous rendrons à Lorrach, à une lieue d'Huningue. Il est probable que l'ennemi ne nous disputera pas ce passage. »

Il est certain qu'on fut à Paris, durant plusieurs jours, dans une cruelle inquiétude sur le sort de cette armée. On savait qu'elle était forte de cinquante-cinq mille hommes effectifs, sans compter une division qui gardait le fort de Kell et la tête du pont d'Huningue; mais on savait aussi que les forces des Autrichiens qui pouvaient l'attaquer, montaient à plus de cent mille combattans, et que l'état de débandade où se trouvait l'armée de Sambre et Meuse, mettait les généraux de l'empereur en état d'envelopper les Français resserrés entre le Danube et le Rhin, dans le comté de Furstemberg, sur des terrains dont il était aisé de rendre les chemins impraticables en abattant les arbres. L'armée de *Moreau* était presque entourée par les généraux *de Latour*, *de Nauendorf* et *Petrache*,

1796. qui voulaient leur fermer les passages nommés Vallées d'enfer, et ceux de Kintzingar-Thar, le long de la rivière de Kintzig. Dans cette position, on assurait qu'elle serait forcée de mettre bas les armes.

Moreau, en quittant les bords du Lech et du lac de Constance; avait publié une proclamation à la tête de tous les bataillons, dans laquelle il disait aux soldats : « Le général de l'armée de Rhin et Moselle attend tout des guerriers qu'il commande. Il espère que le mouvement rétrograde nécessité par les succès momentanés du prince *Charles* sur l'armée de Sambre et Meuse, ne diminuera rien de son énergie, et de cette bravoure qui l'a illustrée dans toutes les occasions où elle s'est mesurée avec l'ennemi. Le moment ne tardera pas d'arriver, où il leur fera recueillir de nouveaux lauriers. Il est sûr d'avance que, lorsqu'il donnera le signal du combat, ce sera celui de la victoire. »

Le quatrième jour complémentaire, l'armée, après avoir passé la gauche du Lech, fit couper tous les ponts qu'on avait construits avec tant d'art, qu'ils pouvaient être détruits en très-peu de tems. Tous les bateaux qui se trouvaient sur le Danube, eurent ordre de remonter le fleuve jusqu'à Ulm, où, le cinquième jour complémentaire, *Moreau* plaça son quartier-général.

Le général français, pour donner le change aux ennemis dont il était environné, et pour faciliter le transport de ses gros bagages à l'entrée de la vallée de Kintzig, feignit de vouloir pénétrer dans la Franconie, et de marcher sur Wursbourg et le Haut-Mein, afin d'attaquer l'arrière-garde de l'archiduc *Charles*, et d'opérer une diversion favorable à l'armée de Sambre et Meuse. Il remonta le Danube, et plaça son camp sur les deux bords du fleuve derrière l'Iller. An 5.

L'armée du comte de *Latour* se trouvait dans les environs de Neubourg et d'Aichstat; le corps de *Condé* auprès de Landsberg, et celui de *Nauendorf* vers Nordlingen et Nérestein. Le général *Desaix*, qui lui était opposé, occupait une excellente position sur la Brenza.

Moreau avait fait construire des batteries masquées et des retranchemens à Kauffbeuren, le long de la Wartach, et dans la forêt de Kempterwald, pour défendre la belle position de Kempten et de Memmingen, vers le lac de Constance. Il envoya une colonne dans les Alpes, pour livrer bataille au général *Frolich*, sorti des gorges du haut Tyrol pour se jetter sur les derrières de l'armée française, et qui fut repoussé avec perte. On lui enleva une assez grande quantité de farines, dont l'armée française avait besoin.

1796. Une autre colonne de l'armée de *Moreau*, suivant la chaîne des montagnes de la haute Souabe, qui partagent les eaux entre le Danube et le Rhin, s'avançait vers les sources du Danube, du Necker et de la Kintzig, position que le général *Petrache*, après avoir fait une vaine tentative sur le fort de Kell, se proposait d'occuper. Ce dernier mouvement annonçait le véritable dessein du général français d'effectuer sa retraite vers le Rhin, par le comté de Furstemberg et le Brisgaw. Les généraux de *Latour* et de *Nauendorf*, pour s'y opposer, abandonnant la gauche du Danube, se portaient rapidement dans le Landgraviat de Nellenbourg. Le général *Nauendorf* s'étant un peu éloigné par sa droite, pour assurer ses communications avec l'armée de *Petrache*, maitresse de passages très-importans vers la source du Danube, il se trouvait un vide assez considérable entre lui et le général *de Latour*.

Moreau, profitant de cette faute, tombe, le 10 vendémiaire, avec 30 mille hommes, sur l'armée du maréchal comte *de Latour*, campée entre Biberach et Buchau; et après l'action la plus sanglante, la met dans une entière déroute. Alors il divise son armée en deux corps; et se portant sur le Danube avec la rapidité de l'éclair, il passe par Munderkingen et Neudlingen, et se dirige sur Balen-

gen, pour attaquer en même tems les généraux *Nauendorf* et *Petrache* qui furent forcés d'abandonner leurs positions. Les Français firent 7000 prisonniers dans ces différentes actions. An 5.

Depuis lors les Français, maîtres des postes les plus avantageux de la Forêt Noire, n'éprouvaient que les obstacles opposés par la difficulté des chemins. Il se dirigeaient sur le Creuzacher, pays montueux qui renferme le Landgraviat de Dourlach.

Une colonne, sous les ordres du général *Saint-Cyr*, était parvenue le 21 vendémiaire à Fribourg, après avoir battu un corps autrichien. On mettait le feu à tous les villages dont les habitans avaient pris les armes, traitement inhumain, mais que la situation de l'armée rendait inévitable.

Le quartier-général était à Lorrach le 25 vendémiaire. Les généraux *Petrache* et *Nauendorf* se portaient sur l'Elthal, pour se réunir au prince *Charles* qui venait à leur secours, et dont l'avant-garde était déjà à Offembourg. Le général *Saint-Cyr* s'était mis en possession du Vieux-Brisac, et s'occupait à rétablir le pont volant entre cette place et New-Brisac. L'artillerie et les gros bagages de l'armée passaient le Rhin sur ce pont et sur celui d'Huningue.

La retraite du général *Moreau* pouvait

être regardée comme terminée (1), malgré
1796. les obstacles qu'elle avait éprouvés. Maîtresse

(1) *Précis des opérations de l'armée de Moreau, depuis le 23 fructidor jusqu'au 2 vendémiaire, par Reynier, chef de l'état-major de cette armée.* Le 24 fructidor, le général en chef, voulant tenter une diversion en faveur de l'armée de Sambre et Meuse, détacha un corps de dix mille hommes aux ordres du général Desaix, pour passer le Danube, et se porter, par Nuremberg, sur les derrières du prince Charles, pour retarder ses opérations.

Pour exécuter ce mouvement, Desaix rassembla, le 24, devant la tête du pont d'Ingolstadt, les troupes qui devaient le suivre. Elles marchèrent à Neubourg, pendant la nuit du 24 au 25, y passèrent le Danube dans l'après-midi, et suivirent la route d'Aichstat.

L'armée quittait, dans le même tems, la position de Geissenfeld, pour aller à Neubourg. Le corps du général Ferino abandonnait les bords de l'Iser; il se plaça vers Dachaw. Le 26, ce corps se retira derrière la Par, en avant de Friedberg, position qu'il devait conserver jusqu'au moment où les ennemis approcheraient en force, pour passer ensuite le Lech, en gardant les ponts.

Le 26, le général Desaix s'avança au-delà d'Aichstat; le reste de l'aile gauche et une partie du centre prirent position entre le Danube et la Schutter, le centre derrière Unterstat; on laissa un corps pour couvrir Neubourg, et des postes d'avant-garde à Pottines. Ce mouvement fut achevé le 27.

Aux premières nouvelles de cette expédition, le général de Latour fit passer le Danube au corps du général Nauendorf, qui était à Abensberg. Il fit avancer, à marches forcées, les corps des généraux Mer-

de la droite du Rhin, depuis Vieux-Brisac jusqu'auprès de Bâle, sa gauche, le 2 brumaire. An 5.

cantin et Devaix, ainsi que celui de Condé. Ces trois corps étaient derrière l'Iser, à Landshut et devant Munich. Le corps du général Frolich, qui était dans les montagnes du Tyrol, vers les sources de l'Iser, se rendit à Landsberg, pour y passer le Lech, et inquiéter nos derrières.

Le 28 on fit prendre une position plus resserrée aux troupes qui couvraient Neubourg. Elles se composaient de quatre bataillons, trois escadrons de dragons et quatre de hussards, avec cinq pièces d'artillerie légère. Les ennemis, dont la marche était favorisée par un brouillard épais, attaquèrent ces troupes avant qu'elles eussent pris leur position. Elles furent obligées de céder au nombre. La cavalerie ennemie voulut déboucher dans la petite plaine de Zelle; elle fut repoussée deux fois par le dixième régiment de dragons et le septième de hussards, qui furent enfin obligés de céder. Il y eut un peu de désordre. Les généraux *Delmas* et *Oudinot* furent blessés. Une pièce d'artillerie légère fut prise un moment; mais l'infanterie de la division du général *Duhem*, à laquelle on avait fait repasser le Danube, rétablit le combat.

A trois heures le général en chef résolut d'attaquer, avec trois bataillons frais, l'ennemi qui était retiré dans la position qu'il avait gagnée le matin. Il fut bientôt chassé de Zell et des bois jusqu'à Pruch; mais notre infanterie, trouvant des forces supérieures à Pruch, fut obligée de se replier sans perte. Le 7.e régiment de hussards et le 20.e de chasseurs chargeaint la cavalerie ennemie, qui faisait sa retraite en longeant le bois de Weyhering, bordé de marais. La nuit survint.

Le corps de Condé, renforcé du régiment de Mo-

maire, était appuyée au Rhin; sa droite à
1796. Schelingin. L'archiduc *Charles*, qui n'avait

dène, nouvellement arrivé de Pologne, attaqua en même tems deux escadrons très-faibles du 9.e régiment de hussards et un demi-bataillon d'infanterie légère, à Pottines. Ces corps furent obligés de se replier.

Le général *Desaix* poussa jusqu'à Heydek; mais des ordres très-formels avaient été expédiés, pour arrêter les convois qui arrivaient au prince *Charles* par cette route. Le général en chef, voyant que ce corps ne pouvait rien faire d'important, lui ordonna de se rapprocher de l'armée.

Le 29, le centre de l'armée et une partie de l'aile gauche passèrent le Danube, et prirent position, la droite à Bornfeld et la gauche à Neubourg. A trois heures après midi, on attaqua les ennemis dans les bois de Zell et de Pruck, on les poussa jusqu'à Weherling.

Le 30, le général *Desaix* repassa le Danube à Neubourg. Toute l'armée campa sur la droite du fleuve; le général *Ferino* fit un mouvement en avant de Friedberg.

Le premier jour complémentaire, l'armée marcha sur Pottines, pour en chasser l'ennemi, et pour prendre position, la droite vers Gemdelsdorf, à la route de Rain à Munich, et la gauche à Pottines. Ce mouvement devait être exécuté, si le comte *de Latour* se fût porté à Friedberg; mais comme il n'avait envoyé de ce côté qu'un corps de flanqueurs, on espérait, en l'amusant, pouvoir joindre le général *Latour* vers Schrobenhausen: ce mouvement était encore nécessaire pour déployer l'armée, et la placer aux débouchés des routes qui conduisent aux ponts sur le Lech. On chassa l'ennemi de Pottines; il se retira sur Porteneau, derrière les Marais.

Le deuxième jour complémentaire, l'armée prit po-

laissé qu'un faible corps d'observation devant Kell, s'avançait avec toutes ses forces pour

An 5.

---

sition, la droite à Gros-Hausen, la gauche à Gemdelsdorf. Le général *Moreau* fut instruit que le prince *Charles* avait détaché un corps considérable, tiré de son armée et des garnisons de Manheim et de Philipsbourg, pour se porter sur Kell, et couper les communications de l'armée française avec Strasbourg. L'avant-garde de cette armée était déjà à Stutgard. Les suites de ce mouvement pouvaient enlever le dépôt des munitions de guerre de l'armée, Brégenz et Lindau étant menacés par l'ennemi, qui alors nous aurait ôté l'appui du lac de Constance. *Moreau* se détermina à se rapprocher du prince *Charles*, afin de donner à l'armée de Sambre et Meuse les moyens de reprendre l'offensive. Aucune raison d'ailleurs ne pouvait nous retenir dans la Bavière. La position de l'Iller fut choisie, la droite au lac de Constance, et la gauche à Ulm. L'armée, dans cette position, pouvait attaquer les troupes que l'archiduc *Charles* conduisait contre nous, tenter des expéditions encore plus importantes, si l'armée de Sambre et Meuse reprenait l'offensive.

Le trois, l'armée partit dans la nuit pour passer le Lech. Le centre et l'aile droite passèrent sur les deux ponts près d'Augsbourg; l'aile gauche passa par Rain. Le général *Latour*, dupe de nos marches des deux jours précédens, crut que nous voulions l'attaquer; il recula, ce qui nous donna plusieurs marches sur lui.

Nous apprîmes que la division qui avait été laissée aux pieds des montagnes du Tyrol, entre le lac de Constance et le Lech, avait été attaquée par un corps autrichien. Les ennemis eurent d'abord quelques succès, mais ils furent bientôt repoussés. Nous apprîmes aussi

1796. lui livrer bataille. Son effort se dirigeait principalement sur Kaudern et Hiel, ayant en

que le corps que nous avions devant Philipsbourg, s'était retiré heureusement dans le camp de Kell.

Le quatre, le centre de l'armée prit position derrière la Schutter; les avant-postes restèrent sur le Lech. L'avant-garde du général *Nauendorf*, qui avait été opposée au général *Desaix* auprès de Nuremberg, arriva à Donawert et à Nordlingen.

Le cinq, l'armée prit position derrière la Mindel, la droite à Kembal, la gauche à Burgaw, les avant-postes sur la Zuzam. Le premier vendémiaire an cinq, elle était sur la Guntz, la droite à Wattenveiser, la gauche au Danube, les avant-postes sur la Mindel.

Le quatre, le quartier-général était à Delmensingen, le 6 à Biberach, le 7 à Buchau, le 8 et le 9 à Sulgau.

Rapport fait par le général Moreau, *le 24 vendémiaire, du quartier-général à Fribourg.* Le courage de l'armée vient de la tirer bien glorieusement de la position critique dans laquelle elle se trouvait. Entourée d'ennemis, au revers des montagnes noires qui lui défendaient le passage des défilés; l'archiduc *Charles* marchant avec une partie de son armée, et menaçant de détruire les ponts sur le Rhin, il fallait se faire jour par plusieurs coups de vigueur. La victoire de Biberach ne suffisait pas pour nous dégager.

Environ vingt-cinq mille hommes, aux ordres des généraux *Petrache* et *Nauendorf*, s'étaient emparés des positions de Rotveil, Villingen, Donechingen et Neustadt-Valdsut; les villes forestières étaient même occupées par des troupes autrichiennes et des paysans armés. Toute communication nous était interdite, ce qui nous gênait d'autant plus, que nous ne pouvions recevoir aucune nouvelle de France.

vue, sans doute, d'intercepter la route d'Huningue. Il fit attaquer avec beaucoup de viva- An 5.

J'ai commencé par faire ouvrir le passage des villes forestières. Une demi-brigade, escortant les convois de munition, les blessés et les malades, l'a forcé sans de grands obstacles.

La partie de l'armée qui n'était pas indispensablement nécessaire pour contenir le général *Latour*, qui, remis de sa défaite à Biberach, n'a pas manqué de nous suivre, a marché à Rotveil et Villingen; et, après plusieurs combats assez vifs, nous sommes parvenus à en chasser l'ennemi, avec perte d'artillerie et d'environ trois cents prisonniers. Il restait à forcer les gorges de la Forêt Noire : le centre de l'armée sortit alors de la ligne, et attaqua avec vigueur le corps autrichien qui occupait la vallée d'Enfer, défilé effrayant pour le passage d'une armée, étant resserré, pendant l'espace de plusieurs lieues, entre deux montagnes escarpées, à peine distantes de huit à dix toises.

La bravoure des troupes franchit ces obstacles. L'ennemi fut culbuté avec perte d'une pièce de canon et d'une centaine de prisonniers. Le centre de l'armée prit position le 21, en avant de Fribourg. Les partis du prince *Charles* avaient déjà poussé jusqu'au Vieux Brisac, d'où ils avaient chassé nos troupes et fait quatre-vingts prisonniers que nous reprîmes aux Autrichiens qui les escortaient.

La droite et la gauche de l'armée, qui s'étaient réunies, et qui continuaient de contenir les généraux *Latour*, *Petrache* et *Nauendorf*, ont défilé les 22, 23 et 24, sans la moindre perte; les équipages et les munitions, sous la protection de la droite de l'armée, ont également défilé sans obstacle par les villes forestières; et cette armée, que l'ennemi se vantait de faire prisonnière, le

cité le poste de Rhinfelden; mais il trouva
1796. une résistance invincible.

Les divisions du général *Férino*, chargées de défendre Kaudern et Hiel, firent des prodiges de valeur : elles se soutinrent depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit, contre les attaques réitérées de l'ennemi, sans qu'il pût faire le moindre progrès. Le général *Joubert*, qui commandait le poste, soutint l'attaque depuis Schelingin jusqu'au Rhin.

L'armée se porta, le 4, sur la tête du pont d'Huningue, sans être inquiétée; et, le 5, elle passa le fleuve, sans que l'archiduc *Char-*

---

menace à son tour d'nne attaque prochaine, et revient victorieuse sur les frontières de France, après une marche de plus de cent lieues, non-seulement sans avoir été entamée, mais après avoir pris à l'ennemi dix-huit pièces de canon, deux drapeaux, et près de sept mille prisonniers.

Je fais passer au directoire ces détails très-succincts, ponr faire cesser l'inquiétude publique. Mais je devrais des détails plus circonstanciés pour rendre compte à la brave armée que j'ai l'honneur de commander des nombreux combats qu'elle a livrés, de la patience, du courage calme qu'elle a toujours déployés dans les circonstances les plus difficiles, et de la stoïcité avec laquelle les soldats ont supporté le manque de vivres dans les pays affreux que nous venons de traverser. Tous les corps se sont distingués, tous les officiers ont fait preuve de courage et de talens; plusieurs ont fait des actions héroïques qu'il sera de mon devoir de faire connaître.

les, campé à une lieue, fit aucune disposition pour troubler le passage qui s'exécuta avec le plus grand ordre, couvert par les généraux *Abbatucci* et *la Brissière* (1). An 5.

CHAPITRE XVI.

Descente en Irlande.

J'ai parlé d'un traité d'alliance conclu entre les gouvernemens de France et d'Espagne. Le séjour que faisait, dans le port de Cadix, une nombreuse escadre française, sous les ordres de l'amiral *Richery*, annonçait que l'objet de cette convention était de tenter quelque expédition dont la réussite déterminât les Anglais à faire la paix. On sut bientôt qu'un embargo avait été mis sur tous les navires britanniques qui se trouvaient dans les ports d'Espagne. Le roi rendit compte des motifs de sa conduite par un manifeste adressé à ses conseils, et répandu dans les cours de l'Europe (2).

(1) L'armée ramenait avec elle sept mille prisonniers, et plus de quarante pièces de canons prises à l'ennemi.

(2) Un des principaux motifs qui me détermina à faire la paix avec la république française, aussitôt que son

1796. Cet événement avait déterminé la cour de Londres à dépêcher à Paris le lord *Malmes-*

gouvernement eût commencé à prendre une forme régulière et stable, fut la manière dont l'Angleterre en usait à mon égard depuis le commencement de la guerre, et la juste défiance que devait m'inspirer, pour l'avenir, l'expérience de sa mauvaise foi. Elle s'était manifestée en 1793 dans les entreprises que l'amiral *Hood* s'était permises contre mes intérêts, à l'époque de l'occupation de Toulon, et dans son affectation de cacher à *Dom Juan de Langara* l'expédition qu'il projetait contre l'île de Corse.

Cette même mauvaise foi se montrait dans le mystère que le cabinet de Saint-James faisait à mes ministres de ses négociations avec diverses puissances, et particuliérement dans le traité conclu le 19 novembre 1794, avec les Etats-Unis de l'Amérique, sans égard à mes droits qui lui étaient bien connus. Je la remarquai de nouveau dans sa répugnance à prendre les mesures que je lui proposais pour terminer la guerre, ou à me donner des secours pour la continuer. Mais je fus sur-tout révolté par l'injustice avec laquelle le gouvernement britannique s'appropria la riche cargaison du vaisseau espagnol le *Sant-Iago*, d'abord pris par les Français, ensuite repris par l'escadre anglaise, et qui devait m'être rendu suivant les conventions faites entre mon secrétaire d'état et le lord Saint-Helen, ambassadeur de sa majesté Britannique.

Je ne le fus pas moins par la capture des munitions de guerre qui arrivaient sur des vaisseaux Hollandais, pour l'approvisionnement de mes escadres, et des difficultés multipliées pour en éloigner la restitution. Enfin, il ne m'a plus été permis de douter des mauvaises intentions du ministère de Londres, en apprenant les fré-

bury, sous prétexte de faire des ouvertures de paix ; mais en effet pour prendre une con- An 5.

quentes apparitions des vaisseaux anglais sur les côtes du Pérou et du Chily, pour y faire la contrebande, et en reconnaître les forces militaires, sous prétexte d'une pêche à la baleine, à laquelle les navires se disaient autorisés par la convention de Nootha-Sund. Tels furent les procédés du ministère anglais pour cimenter les liens d'amitié et de confiance formés par nos conventions du 25 mai 1795.

Depuis que j'ai fait la paix avec la répnblique française, non-seulement l'intention de l'Angleterre d'attaquer mes possessions d'Amérique perce de toute part, mais j'ai reçu des insultes directes qui me persuadent que ce ministère voudrait me plonger de nouveau dans la gnerre continentale.

Ses généraux, dans l'île de Saint-Domingue, ont déployé la force pour empêcher la réunion de la partie espagnole au territoire français ; ses marins ont formé des compagnies de commerce sur les bords du Missouri, dans l'Amérique septentrionale, avec le dessein de pénétrer, par ces contrées, jusque dans la mer du Sud. Enfin, par la conquête que les Anglais viennent de faire, dans l'Amérique méridionale, de la colonie de Demerary, appartenant aux Hollandais, ils se mettent en mesure de s'emparer des positions les plus importantes.

Pourrais-je douter des projets hostiles de l'Angleterre, quand je considère les violences que se sont permises ses frégates, en enlevant des matelots qui venaient de Gênes à Barcelonne, sur des vaisseaux espagnols, pour completter mes armées ; les pirateries des corsaires anglo-corses envers le commerce espagnol, jusques sur les côtes de Catalogne, et la détention de plusieurs navires espagnols envoyés dans les ports d'Angleterre sur les

naissance exacte des ressources renfermées en
1796. France, et pour régler sur ses observations

prétextes les plus frivoles; nommément l'embargo mis sur la frégate espagnole, la *Minerve*, et le refus fait de la restituer, quoiqu'il eût été démontré, devant les tribunaux compétens, que sa riche cargaison était de propriété espagnole; l'attentat commis sur mon ambassadeur *Dom Simon de Las-Casas*, arrêté sur l'ordonnance d'un tribunal, sur la demande d'une somme très-modique réclamée par le patron d'une embarcation, et que l'ambassadeur ne s'était pas refusé de payer.

Enfin, le territoire espagnol a été violé sur les côtes de Galice et d'Alicante, par les brigantins anglais le *Caméléon* et le *Kingscroon*. Le capitaine *Georges Vaughan*, commandant la frégate l'*Alarme*, s'est conduit d'une manière aussi insolente que scandaleuse, en descendant dans l'île de la Trinité, en s'avançant tambour battant et enseignes déployées, pour attaquer les Français, et oubliant, par cette violation, les droits de ma souveraineté et la tranquillité des habitans de l'île.

Par des insultes aussi graves, le peuple anglais a prouvé à l'univers qu'il ne connaît d'autres lois que celles qui favorisent l'aggrandissement de son commerce. Son despotisme, épuisant ma patience et ma modération, m'oblige, pour soutenir l'honneur de ma couronne et pour protéger mes peuples contre ses attentats, à déclarer la guerre au roi d'Angleterre, et à prendre les mesures nécessaires pour repousser ses attaques.

Donné au palais de saint Laurent, le cinq octobre mil sept cent quatre-vingt-seize, signé de la main du roi et du secrétaire du conseil de la guerre.

Le samedi huit octobre, la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre fut publiée dans les principales places de Madrid, avec les formalités usitées dans ces occasions.

les démarches ultérieures que ferait le cabinet britannique. Les négociations furent bientôt rompues ; et pour profiter d'un système qui adjoignait aux forces navales de France et de Hollande la marine espagnole, le directoire exécutif résolut de tenter une descente en Irlande, où des mécontentemens très-graves se manifestaient contre le gouvernement britannique. An 5.

La supériorité des flottes britanniques augmentait la difficulté de ce projet ; on attendit que la rigueur de la saison forçât les Anglais à rentrer dans leurs ports.

Une flotte composée de vingt-deux vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates et d'un grand nombre de transports, sous les ordres de l'amiral *Morard de Galles*, sortit du port de Brest, le 25 frimaire ; on y comptait quinze mille hommes de troupes de débarquement, commandés par le général *Hoche*. Bravant la mer en furie, elle porta les guerriers français dans baie de Bantry. Jamais l'énergie républicaine ne se déploya avec tant d'audace ; et si les vents constamment déchaînés rompirent des mesures le plus fortement prises, la hardiesse de cette entreprise inattendue dut convaincre les Anglais de tout ce qu'ils avaient à craindre d'un peuple qui n'était arrêté, dans l'exécution de ses projets,

que par les seuls obstacles que les forces humaines ne pouvaient vaincre.

1796.

Dans la saison la plus fâcheuse, l'escadre lutta près d'un mois contre la fureur des vents au milieu des rochers qui bordent l'Irlande. Dispersés par la tempête, le vice-amiral *Bouvet* était parvenu à rallier la presque totalité des vaisseaux. Des pilotes Irlandais s'étaient rendus à bord de l'escadre, et le débarquement allait s'effectuer, lorsque de nouveaux coups de vents, venus de la partie de l'est, ayant fait dérader quelques vaisseaux, le vice-amiral avait cru devoir faire le signal d'appareiller. Depuis, des tempêtes, qui se succédaient, ne permirent plus de rassembler l'escadre. Les vaisseaux qui la composaient, rentrèrent les uns après les autres à la rade de Brest. La frégate la Fraternité sur laquelle se trouvaient le général *Hoche* et l'amiral *Morard de Galles*, ne parut sur les côtes de France que le 24 nivose.

Une proclamation publiée, dans Brest, avant le retour de la frégate la Fraternité, par le général *Cherin*, contenait des détails intéressans sur cette expédition, que la fortune ne seconda pas.

1797.

Le général *Cherin* disait à ses compagnons d'armes « Braves camarades, le général *Hoche*, sous les ordres duquel vous étiez ac-

coutumés à vaincre, vous conduisait à de nouveaux triomphes. Vous alliez porter la liberté en Irlande, venger les longues injures faites à la république française par le gouvernement anglais, et imposer à cette puissance orgueilleuse les lois d'une paix honorable qu'attend l'Europe entière. An 5.

» Les vents ont trahi nos espérances. L'armée a été dispersée par la tempête et séparée de son chef. De quinze mille combattans qui la composaient, six mille seulement ont pu pénétrer dans la baie de Bantry, et apercevoir la terre dont une mer orageuse leur interdisait l'accès.

» Avec ce faible corps d'armée, dépourvu de munitions de guerre, de bouche, et de tous les moyens qui sont l'ame des opérations militaires, les généraux qui vous restaient dans cet instant critique, fiers de votre valeur et sans calculer les obstacles, n'ont pas hésité d'ordonner la descente. Ce projet, qui secondait si bien votre impatience, allait s'exécuter le 5 nivose, lorsqu'au milieu d'une tourmente affreuse, le commandant des forces navales quitta précipitamment la baie.

» Depuis son départ, il n'existait plus sur les vaisseaux ralliés, qu'environ quatre mille hommes. Nos ressources les plus précieuses, en artillerie et en vivres, s'anéantissaient par l'éloignement successif des bâtimens qui en

étaient chargés. Les vents devenaient tous les
1797. jours plus violens, et si, contre l'avis du chef de division qui commandait cette escadre, nous nous fussions opiniâtrés à rester, dans l'espoir d'effectuer le débarquement, notre perte était infaillible, ainsi que les événemens l'ont justifié.

» Soldats, en rentrant momentanément en France, vous ne languirez pas dans l'attente d'une destinée incertaine. Les succès qui vous étaient promis, ne sont que différés. Le gouvernement est sans doute trop attaché à l'exécution du projet glorieux qu'il a conçu pour la prospérité de la république, et met un trop haut prix à vos services pour ne pas vous offrir bientôt les moyens d'exercer votre énergie et votre constance.

» Non, parce qu'un élément contraire a enchaîné vos bras, vous ne vous découragerez pas. Le chemin de la gloire vous est présentement connu. Nous avons prouvé aux détracteurs de cette expédition maritime, que, malgré les rigueurs de l'hiver, rien n'était impossible à des Français, et si votre apparition seule a suffi pour faire trembler l'Angleterre, jugez de ce que vous devez espérer lorsqu'avec des forces plus nombreuses nous irons l'attaquer jusques dans Londres.

» Vos chefs applaudissent à la fermeté héroïque dont vous avez donné la mesure au

milieu des dangers qui vous environnaient. Le directoire exécutif en est instruit. Avec le témoignage de sa satisfaction, vous recevrez bientôt l'ordre que nous desirons tous, celui de retourner combattre les plus acharnés ennemis de la paix et de notre liberté».

An 5.

CHAPITRE XVII.

Siège de Kell par les Allemands.

Les mêmes efforts se faisaient sur les bords du Rhin. A peine l'armée de Rhin et Moselle, ayant reçu un renfort de seize mille hommes, prenait ses positions entre Strasbourg et Huningue, tandis que celle de Sambre et Meuse, enfin réunie, couvrait les deux bords du fleuve depuis Dusseldorff jusqu'à Manheim, que l'archiduc *Charles* rassemblait la plus grande partie de ses forces contre le fort de Kell.

Jamais plus petite entreprise ne fut exécutée avec de plus grands moyens. Cette place enlevée d'un coup de main, par les Français, au commencement de la campagne, et qu'ils enlevèrent de même au commencement de la campagne suivante, avait été entourée d'ouvrages construits à la hâte et non revêtus. Elle fut vainement assiégée en fructidor l'an

1797. quatre, par le général *Petrachè*, qui suspendit cette opération pour disputer inutilement à *Moreau* les gorges de la Kintzig. Mais il avait laissé un corps de troupes pour en continuer le blocus. L'archiduc *Charles*, après le combat de Kaudern, avait conduit devant Kell jusqu'au corps des émigrés, commandé par le prince de Condé, qui faisait partie de l'aile droite de l'armée impériale, aux ordres du comte de *Furstemberg*; la gauche de la même armée était commandée par le général *Wolf*.

Les généraux autrichiens, profitant de l'imperfection des ouvrages avancés de cette forteresse, et de la nature des localités, établirent sans obstacle des batteries de mortiers, à une distance convenable. Ils commencèrent le bombardement le 8 brumaire; mais s'apercevant bientôt que ce genre d'attaque, extrêmement dispendieux, ne produisait aucun avantage en leur faveur, ils l'abandonnèrent pour se livrer aux opérations d'un siège régulier.

Dans l'intervalle du 8 au 20 brumaire, les Autrichiens s'attachèrent à perfectionner leur ligne de circonvallation, qui embrassait un terrain immense. Les Français, de leur côté, maîtres du pont de Strasbourg, et d'augmenter ou de changer à leur gré, la garnison de Kell, perfectionnaient leurs redoutes dans les îles du Rhin, dans la crainte que la baisse des eaux

de ce fleuve ne permît aux Autrichiens de s'y établir dans des positions d'où ils pussent prendre de revers les ouvrages français. An 5.

Une sortie fut exécutée, le 3 frimaire, sous la conduite du général *Desaix*. Son objet était de détruire les ouvrages avancés qui gênaient le fort par leur proximité. On sortit du fort, à la pointe du jour, sur trois colonnes. L'avant-garde s'empara du village de Sandhein, à la suite de trois attaques réitérées. Le général *Lecourbe*, à la tête de la colonne de gauche, s'empara aussi des retranchemens impériaux dans lesquels il trouva cinq pièces de canon; mais le général *Decaen*, chargé de la colonne du centre, fut moins heureux. Il parvint cependant à se rendre maître d'une redoute, dans laquelle il fit enclouer quelques pièces de canon; mais les secours que reçurent les Autrichiens, l'empêchèrent de s'y maintenir. Il se réunit à l'avant-garde, dont l'expédition eût été suivie d'une réussite complette, si quelques pièces d'artillerie l'avaient soutenu. Les troupes hongroises, qui arrivaient successivement, forcèrent les généraux français d'ordonner la retraite; et des deux côtés on reprit ses anciennes positions.

La tranchée fut ouverte pendant la nuit du 4 au 5 brumaire, à une très-grande distance du corps de la place. L'artillerie commença à

jouer le 8, et continua sans interruption jus-
1797. qu'au 21.

Pendant cet intervalle, l'archiduc *Charles* voulait avancer ses ouvrages dans le village du vieux Kell, et emporter l'île de Herlen-Rhin que la baisse des eaux pendant l'hiver avait jointe à la terre ferme. Il paraît que cette entreprise, qui n'eut aucune réussite, avait été tentée pour couvrir une autre expédition que préparait la gauche de l'armée impériale contre la tête du pont d'Huningue. Ce poste fut attaqué subitement le 10 frimaire, à onze heures du soir, par trois fortes colonnes, qui forcèrent la barrière d'une lemi-lune, et escaladèrent cette fortification. Les Français furent contraints de se retirer dans l'ouvrage à corne qui couvrait le pont. Les Autrichiens tentèrent de l'emporter d'assaut.

Le général *Abbatucci* rendit ces efforts inutiles. S'apercevant que le feu qu'on faisait à l'ouvrage à corne, sur la demi-lune, n'en chassait pas les Autrichiens qui travaillaient au contraire à s'y loger, il se met à la tête de sa troupe, sort de l'ouvrage à corne, charge l'ennemi avec intrépidité, parvient à le forcer d'abandonner la demi-lune dont il s'était emparé, et le poursuit dans la campagne. Cette poursuite eût été encore plus meurtrière pour les Autrichiens, sans la blessure que reçut le

général *Abbatucci*, dont il mourut quelques jours après. An 5.

Il ne se passa rien d'intéressant jusqu'à la fin de frimaire. Le feu continuait de part et d'autre ; mais les gelées survenues retardaient les travaux du siège. La rigueur de la saison obligeait de relever au bout de quarante-huit heures les troupes qui défendaient Kell. On fit venir à Strasbourg plusieurs compagnies d'artilleurs, afin que ceux qui servaient les batteries pussent être relevés fréquemment.

Les premiers jours de nivose, la tranchée fut ouverte devant le camp retranché des Français. Un officier autrichien, accompagné d'un trompette, se rendit au quartier-général de l'armée française, pour exposer au général *Moreau* qu'il était tems de procurer du repos aux troupes ; et que par la belle défense du fort de Kell, les Français ayant satisfait au devoir et aux lois de l'honneur, il les sommait de remettre la place, pour éviter l'effusion du sang humain. *Moreau* répondit avec politesse et fermeté ; et le feu recommença avec plus de force. Le grand pont fut rompu par les bombes ; les bateaux étaient tellement endommagés qu'on ne vint pas à bout de le rétablir. La défense de Kell devint alors plus pénible.

Le 6, la seconde parallèle fut achevée ; les Autrichiens travaillèrent jusqu'au 9 à son ar-

ment. Ils cheminaient à la sape, quoiqu'ils
1797. fussent encore à cent cinquante toises du corps de la place.

Le 12, ils attaquèrent, pour la seconde fois, l'île de Herlen-Rhin, et furent de nouveau repoussés. Le général *Lecourbe*, s'apercevant que ses troupes, excédées de fatigue, cédaient du terrain à l'ennemi, renvoya sur la rive gauche le pont volant, pour s'ôter tout moyen de retraite, se saisit d'un drapeau, et marcha à la tête de la division. Les Autrichiens furent chassés de Herlen-Rhin, après avoir souffert une perte considérable.

CHAPITRE XVIII.

Prise de Kell. Hoche est nommé général de l'armée de Sambre et Meuse.

La nuit du 8 nivose, l'Archiduc fit attaquer la redoute du cimetière de Kell et l'ouvrage à corne du Haut-Rhin. Les dixième, soixante-deuxième et cent troisième demi-brigades parvinrent à repousser les Autrichiens.

Cependant le terme de la défense de Kell prolongé au-delà de toute espérance, approchait. Ce fort, dont les bastions étaient détruits par le canon ennemi, n'offrait aux re-

gards qu'un monceau de ruines abreuvées de sang. Il fut évacué le 21. Ce siège avait coûté à l'Empereur quinze mille hommes de ses meilleures troupes, et des sommes prodigieuses. Ce fut la dernière action de la campagne sur le Rhin. Les armées françaises et autrichiennes prirent respectivement leurs quartiers d'hiver sur les deux bords du fleuve, en vertu d'une convention entre les généraux. L'armée de Rhin et Moselle ne conserva, à la droite du Rhin, que la garnison du pont d'Huningue. Celle de Sambre et Meuse conserva ses positions à la gauche de la Wupper. Il fut convenu que les pays entre le Rhin, la Wupper et la Sieg seraient neutres, et qu'aucune des deux armées ne pourrait s'y établir durant l'armistice. La partie de l'armée du Nord qui se trouvait dans les environs de Mulheim, se retirait en Hollande. An 5.

Le général *Hoche*, chargé de l'expédition d'Irlande, fut nommé général de l'armée de Sambre et Meuse. Alors, *Beurnonville* ne commanda que celle du Nord, et *Moreau*, que celle de Rhin et Moselle.

1797.

CHAPITRE XIX.

Le feld maréchal Alvinzi *prend le commandement de l'armée impériale d'Italie.*

CETTE inaction, nécessitée par les frimats d'Allemagne, ne s'étendait pas aux armées d'Italie.

Après la bataille de Castiglione et la dispersion de l'armée du maréchal de Wurmser, des efforts prodigieux avaient été faits dans toutes les provinces dépendantes de la maison d'Autriche, pour opposer à *Bonaparte* une troisième armée. Le sénat de Venise, suivant la marche tortueuse qu'il avait tenue jusqu'alors, et qui devait le conduire à sa perte, donnait aux troupes impériales une protection éclatante et décidée. Les recrues venues de Hongrie, de Croatie, d'Esclavonie, entraient sur le territoire Vénitien, par Udine, par Civita di Friuli, par Palma-Nuova, par Marano, et se formaient entre le Tagliamento et la Piava, deux fleuves qui descendent des Alpes Noriques, et se jettent dans le golfe de Venise, entre les lagunes de Venise et celles d'Aquilée.

Le feld maréchal marquis *d'Alvinzi*, succes-

seur du comte de Wurmser, ayant rassemblé ses troupes dans les premiers jours de vendémiaire, se proposait de s'approcher de l'Adige, pour opérer sa jonction avec les débris de l'armée de son prédécesseur, répandus derrière l'Arisio, dans les montagnes qui séparent le Tyrol du Vicentin. An 5.

Un parti Autrichien s'étant hasardé de passer à la droite de la Piava, pour s'établir à Castel-Franco, le général *Massena*, dont le quartier était à Bassano depuis la déroute de Wurmser, se chargea de l'en chasser; les Autrichiens se retirèrent avec précipitation à la gauche de la Piava.

Le général *Vaubois* contenait de son côté les ennemis derrière l'Arisio; mais la défaite du général *Jourdan* leur ayant procuré des renforts aussi nombreux que subits, les Français commençaient à s'apercevoir que les victoires, en servant d'aliment à leur courage, diminuaient leur nombre. Les recrues envoyées de France à l'armée d'Italie, ne suffisaient pas pour remplir le vide que les triomphes multipliés de *Bonaparte* laissaient dans les bataillons de son armée. Ce général, pour concentrer ses forces, fut obligé d'abandonner Bassano, Vicence, Trente et Roveredo, et de se porter sur la ligne de l'Adige et les deux bords du lac de Garda.

Plusieurs combats partiels eurent lieu, le

12, le 13 et le 17 brumaire, sur les bords de
1797. l'Adige. Celui de Caldero, livré le 22, augmenta la réputation des généraux *Augereau* et *Massena*. Cependant les dispositions locales du pays favorisaient la jonction de la division autrichienne du Tyrol, avec celle commandée par le maréchal *Alvinzi*. Il se trouvait à la tête d'une armée de plus de quarante mille hommes.

CHAPITRE XX.

Bataille d'Arcole.

BONAPARTE, abandonnant la conduite du siege de Mantoue au général *Kilmaine*, s'approchait de l'Adige. Les armées étaient en présence le 24 brumaire; la droite des Français, commandée par *Massena*, la gauche par *Vaubois*, le centre par *Augereau*. L'aile droite des Autrichiens, conduite par le général *Davidowick*, se trouvait à la droite de l'Adige, entre ce fleuve et le lac; son centre et son aile gauche occupaient, sur la rive gauche du fleuve, la route de Vicence.

Le général français fit jeter, pendant la nuit du 24 au 25, un pont de bateaux entre les villages de Ronco et d'Albaredo. Les deux

divisions d'*Augereau* et de *Massena* avaient passé à la gauche du fleuve avant la pointe du jour. Les avant-postes autrichiens furent culbutés, mais on trouva la résistance la plus opiniâtre au village d'Arcole, dont la position était fortifiée naturellement, au milieu des marais et des canaux profonds qu'on avait garnis d'artillerie. Ce village arrêta une partie de l'armée pendant toute la journée En vain les généraux, sentant que la prise de ce poste décidait du succès de la bataille, se précipitaient à la tête des colonnes, pour braver avec elles le feu de l'ennemi : les généraux *Verdier*, *Bon*, *Vernes*, *Lannes* furent mis hors de combat. *Augereau*, empoignant un drapeau, se porte sur un pont qu'il fallait absolument franchir pour emporter le village ; il est forcé de reculer. *Bonaparte*, témoin des difficultés qu'éprouve le passage du pont d'Arcole, ordonne au général *Guieux* de descendre l'Adige avec un corps de deux mille hommes ; de passer ce fleuve, sous la protection de l'artillerie légère, à un bac qui se trouvait à deux milles au-dessous de Ronco, vis-à-vis d'Albaredo, et de tourner le village d'Arcole. Cette marche était longue, et la journée avançait vers sa fin. An 5.

Bonaparte, avec son état-major, se porte sur le front de la division d'*Augereau* ; il s'avance à la tête des grenadiers pour forcer

1797. le même passage. Le pas de charge sonne. On était à trente pas du pont, lorsque le feu terrible de l'ennemi le rompit. *Bonaparte* lui-même fut renversé dans un marais d'où, sous le feu des Autrichiens, on eut beaucoup de peine à le retirer. La colonne se rallia bientôt; mais la nuit, qui s'avançait, ne permettait plus de renouveller l'attaque. Le général *Guieux*, traversant l'Adige avec la plus grande rapidité, avait attaqué de revers le village d'Arcole; il y pénétra, quoique l'attaque fût abandonnée, et en sortit au milieu de la nuit, conduisant avec lui quelques centaines de prisonniers et quatre pièces de canon.

La bataille recommença le lendemain, et fut soutenue de part et d'autre avec l'opiniâtreté la plus héroïque. La nuit força encore les combattans à se séparer, sans que la victoire se fût déclarée pour l'un ou l'autre parti.

Une nouvelle attaque avait été combinée pour le 27. *Massena* devait se porter sur la gauche, et *Augereau* attaquer de front le village d'Arcole, tandis que la plus grande partie de la garnison de Porto-Legnago, favorisée par un train d'artillerie considérable, établirait une diversion sur les derrières de l'ennemi.

La colonne de *Massena* trouva moins de résistance; mais celle d'*Augereau*, repoussée de nouveau au pont d'Arcole, se retirait avec

quelque désordre vers Ronco, lorsqu'ayant reçu un renfort considérable de la division de *Massena*, on attaqua de nouveau l'ennemi, qui, se voyant tourné par sa gauche, abandonna le champ de bataille, et fit sa retraite sur Vicence. An 5.

Cependant l'aile gauche de l'armée française avait été forcée à la droite de l'Adige. Le général *Davidowick*, s'étant emparé du poste important de Rivoli, s'avançait jusqu'à Castello-Nuovo, à huit lieues de Mantoue. *Bonaparte* profitant de la déroute d'*Alvinzi*, dont l'armée était dispersée, ordonne à la division de *Massena* de repasser l'Adige, et de se réunir à celle de *Vaubois*. *Davidowick* est attaqué le 1.er frimaire, et poursuivi le long de l'Adige jusqu'aux montagnes du Tyrol. Le maréchal *Trivulce* appelait la journée de Marignan une bataille de géans. Il eût sans doute donné ce nom à un combat qui dura quatre jours, avec un acharnement dont il n'est presque point d'exemple dans l'histoire. *Davidowick* se retira derrière l'Arisio, et *Alvinzi* derrière la Brenta; mais ses troupes étaient tellement effrayées que, sans la connivence du sénat de Venise, jamais il ne fût venu à bout de les rassembler.

Bonaparte, de retour à Milan, en informait le directoire en ces termes : « Le sénat de Venise ayant accablé de soins le général *Al-*

vinzi, j'ai cru devoir prendre de nouvelles
1797. précautions, celle de m'emparer du château de Bergame, qui domine la ville de ce nom, afin d'empêcher les postes ennemis de gêner nos communications de l'Adda à l'Adige. Cette province de Venise est mal intentionnée à notre égard. Il y avait dans la ville de Bergame un comité chargé de répandre les nouvelles les plus ridicules sur le compte de l'armée. C'est sur le territoire de cette province qu'on a le plus assassiné de nos soldats, et c'est de là qu'on favorisait la désertion des prisonniers autrichiens. Quoique l'occupation de la citadelle de Bergame ne soit pas une opération militaire, il n'en a pas fallu moins de talent et de fermeté pour réussir. Le général *Baraguay-d'Hilliers*, que j'en avais chargé, s'est dans cette occasion parfaitement conduit. Je vais lui donner le commandement d'une brigade, et j'espère qu'aux premières affaires il méritera sur le champ de bataille le grade de général de division.

Dans ces différens combats, on fit à l'ennemi environ cinq mille prisonniers; on leur prit dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux. Du côté des Français, presque tout l'état-major avait été tué ou blessé. *Bonaparte* écrivait au directeur *Carnot* : Jamais champ de bataille n'a été aussi disputé que celui d'Arcole. Je n'ai presque plus de généraux. Le

général de brigade *Lannes* voulut combattre, quoiqu'il ne fût pas encore guéri de la blessure qu'il avait reçue à Governolo ; il était, à trois heures après midi, étendu sur son lit, souffrant cruellement, lorsqu'apprenant que je me portais moi-même à la tête de la colonne, il remonte à cheval et vient auprès de moi ; il reçut, à la tête du pont d'Arcole, un coup qui l'étendit sans connaissance. An 5.

Parmi les officiers moissonnés par la mort dans cette journée, on distingua le jeune *Biron*, aide-de-camp de *Bonaparte*, et qui reçut le coup mortel à côté de ce général, à quarante pas du pont d'Arcole. Il avait servi depuis les premiers jours de la révolution dans le corps de l'artillerie, et s'était distingué au siège de Toulon ; il y fut blessé en entrant par une embrâsure de canon dans la principale redoute anglaise.

Son père avait été fermier-général, il partageait alors la captivité de ses confrères, et se voyait sur le point de subir avec eux le sort fatal qui leur était destiné. Le jeune *Biron* se présente à la convention nationale et au comité révolutionnaire de sa section ; ses larmes et son éloquence auraient été sans doute infructueuses, mais son sang répandu parlait si hautement en sa faveur, qu'il obtint la liberté de son père. *Bonaparte*, rendant un éclatant témoignage aux talens et au courage des offi-

ciers et des soldats morts dans la bataille
1797. d'Arcole, distingua ce jeune militaire et le neveu du général *Clarck*, auquel il écrivait : « Votre neveu *Elliot* a été tué sur le champ de bataille d'Arcole ; ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes ; il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes ; il aurait été un jour un officier distingué ; il est mort avec gloire et en face de l'ennemi, sans avoir souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort ? Quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, ne s'abonnerait pas pour sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable ? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissans de la calomnie, de l'envie, et de toutes les passions haineuses qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes ? »

Bonaparte exprimait dans cette lettre les sentimens pénibles dont il était alors affecté. Il existait alors à Paris un parti puissant qui voulait l'écraser. Tout était mis en usage pour le perdre dans l'opinion publique. L'envie et la haine se réunissaient pour aiguiser contre lui leurs traits les plus envenimés. Tantôt on faisait circuler, avec une scandaleuse publicité, les détails mensongers des défaites qu'il n'avait pas essuyées, mais qu'on desirait ardemment

qu'il éprouvât ; tantôt, pour éveiller les soupçons du gouvernement, on le représentait comme un ambitieux qui, sous le masque du républicanisme, n'avait en vue que sa fortune, son élévation et sa puissance. Non- seulement la calomnie prenait toutes les formes pour ternir la réputation d'un homme destiné à être le soutien de l'Etat ; mais, sous prétexte que ses succès devaient être pour lui le gage certain des ressources les plus immenses, on lui refusait les secours qu'il demandait en France. Ainsi, après la bataille de Cannes, lorsqu'*Annibal* sollicitait auprès du sénat de Carthage les secours dont il avait besoin pour profiter de ses avantages, l'envie et la jalousie se réunissant contre lui. Eh ! que demanderait de plus *Annibal* s'il était vaincu ? disaient ses ennemis. L'armée d'*Annibal* diminuant chaque jour au milieu de ses triomphes ; tandis que les Romains, faisant successivement de plus grands efforts, levaient dans une seule année jusqu'à dix-huit légions, le héros carthaginois fut enfin obligé d'abandonner l'Italie qu'il avait été sur le point de subjuguer. AN 5.

Bonaparte évita le sort d'*Annibal* ; mais il eut besoin, pour se soutenir, de toutes les ressources de son génie.

1797.

CHAPITRE XXI.

Retraite des Autrichiens ; ils reçoivent des renforts. Républiques formées en Italie.

Après la bataille d'Arcole, Mantoue fut serrée avec le plus grand soin par la division aux ordres du général *Kilmaine*. L'armée française d'observation occupait les villes de Brescia, de Salo, de Peschiera, de Garda, de Castello-Nuovo, Rivoli, Corona, et les deux rives de l'Adige, depuis Verone jusqu'à Porto-Legnago. Des postes avancés suivaient les mouvemens des généraux *Alvinzi* et *Davidowich* derrière l'Arisio et la Brenta. Aucun corps autrichien ne paraissait en campagne. La seule garnison de Mantoue faisait quelques sorties de tems à autre entre le Tartaro et Borgo-Forte ; mais la faiblesse de ses efforts annonçait la détresse où se trouvait la garnison de cette place importante. *Bonâparte*, auquel Mantoue ne pouvait plus échapper, partageait son tems entre les périls de la guerre et les occupations de la paix. Il perfectionnait l'organisation de la république italienne qu'il avait créée ; il visitait tous les corps de son armée, pourvoyait à leurs besoins, et

maintenait la tranquillité intérieure de l'Italie par l'habileté de ses combinaisons. An 5.

Les symptômes de la liberté se manifestaient en Italie d'une manière alarmante pour les monarques. Le comité de gouvernement établi dans Modène, par *Bonaparte*, avait fait arrêter et conduire à la citadellle de Tortone les membres de l'ancienne régence ducale. Une assemblée nationale se tenait dans Modène pour constituer la réunion des penples de Bologne, de Ferrare, de Modène et de Reggio. Le premier acte de ce congrès fut celui de l'union permanente de ces quatre provinces, en conservant les usages respectifs de chacune d'elles ; une garde sédentaire fut organisée pour protéger la sureté intérieure ; on forma une légion pour repousser les ennemis du dehors ; une députation fut envoyée à Milan pour correspondre avec la république Transpadane ; enfin, un nouveau congrès fut indiqué dans Reggio, sous l'autorité de *Bonaparte* et des commissaires du gouvernement français.

Milan offrait le spectacle d'une ville dans laquelle les principes républicains se montraient avec éclat. La fête de la fédération de la république française y fut célébrée le premier vendémiaire de l'an cinq, avec enthousiasme ; de tous côtés parvenaient à l'administration générale de la Lombardie, des péti-

1797. tions de communes qui demandaient l'armement de plusieurs légions lombardes, pour concourir au triomphe des Français. L'administration, cédant au vœu public, s'adressa à *Bonaparte* qui donna la permission demandée; en conséquence, furent levés des corps nombreux dans lesquels on invitait à s'enrôler, tous les Italiens attachés à la cause de la liberté.

Bonaparte dont l'intention était, dès-lors, que les deux républiques Transpadane et Cispadane ne formassent qu'un seul Etat, arrêta que l'uniforme des légions que les villes Cispadanes se proposaient de former, serait le même que celui de la légion milanaise.

La junte de défense générale, établie par le congrès fédératif de Modène, écrivit aux quatre départemens qui composaient la république Cispadane, pour les inviter à presser la levée des troupes; déjà disait la junte, le feu guerrier est allumé; que les autorités constituées l'alimentent; que vos soins s'étendent sur les spectacles militaires, les évolutions, les ornemens guerriers! Que le nom de soldat devienne aussi agréable que glorieux! Bientôt la jeunesse entière prendra les armes pour assurer le triomphe de la liberté. Conspirez en faveur de la cause commune; que par-tout on crie aux armes; que les canons, les fusils, les cohortes, les légions préparent de concert notre gloire et le bonheur de notre postérité!

Ces troupes, réunies aux phalanges françaises, furent d'un grand secours à *Bonaparte* dans un tems où le vide, que la victoire laissait dans les bataillons, n'était pas rempli par les Français. An 5.

Le nouveau congrès de la république cispadane ouvrit ses séances à Reggio, le vingt frimaire, par une lettre à *Bonaparte*, qui n'était que l'expression de sa reconnaissance; il adressa ensuite aux peuples de Bologne, de Ferrare, de Modène et de Reggio, une proclamation dans laquelle il rendait compte de ses opérations à ses commettans (1).

---

(1) La première pierre de votre liberté fut posée dans le congrès tenu à Modène au mois d'octobre dernier. Vous formâtes le lien d'une confédération que rien ne doit dissoudre, et vous nous appelâtes au congrès de Reggio pour terminer cet ouvrage.

Le congrès s'empresse de vous apprendre que vos vœux sont remplis; vous ne formez plus qu'un seul peuple; voici la teneur de cet acte d'union: La motion ayant été faite au congrès de former des quatre peuples une république, cette motion fut convertie en loi.

Nous fûmes témoins de la joie du peuple de Reggio, à la publication de ce décret. Nos frères, venus des régions transpadanes pour fraterniser avec nous, ont partagé l'alégresse universelle. Puissent-ils se lier si étroitement avec notre république, que désormais la tyrannie n'espère plus d'enchaîner de nouveau l'Italie! Le citoyen *Marmont*, envoyé par *Bonaparte*, pour veil-

1797. *Bonaparte*, en créant les deux républiques Transpadane et Cispadane, n'était pas assuré de consolider leur existence ; c'était un essai fait par lui pour détacher ces peuples de la coalition, et diminuer ses ressources, en se procurant à lui-même, dans une partie de l'Italie, des alliés sur le secours desquels il pût compter au milieu des événemens incertains de la guerre. Ce furent les préliminaires de Léoben qui assurèrent la liberté des deux républiques. Elles se réunirent bientôt en une seule ; mais avant cette époque, le sort de l'Italie n'était pas fixé malgré les brillans succès des Français.

---

ler à la sureté de notre nnion, a assisté au congrès, et s'est chargé de rendre compte au général de ce glorieux événement.

Peuples de la république cispadane, la grande époque est arrivée. Loin de nous les anciennes querelles que fomentaient l'ambition et le despotisme! Liberté, égalité, vertu, voilà désormais vos devises. La puissante république, dont les mains invincibles ont posé les bases de notre liberté, couronnera son ouvrage. L'esclavage fuit pour jamais de ces heureuses contrées : les tyrans, aux yeux desquels vous étiez un objet de dérision, frémissent ou pâlissent. L'univers entier tourne ses regards sur vous, et l'Italie attend avec anxiété que vous lui rendiez cette ancienne splendeur qui, sous les ailes des aigles romaines, la fit respecter, durant plusieurs siècles, par toutes les nations de l'Europe.

An 5.

CHAPITRE XXII.

Alvinzi reparaît au bord de l'Adige. Bataille de Rivoli.

Les généraux autrichiens parurent quelques tems se résigner à leur destinée. Trois armées allemandes avaient été successivement détruites en Italie, dans le cours d'une seule campagne. La situation de l'empereur était beaucoup plus fâcheuse que celle des Romains vaincus quatre fois par *Annibal*.

A l'exemple du sénat de Rome, qui félicita le consul *Terentius Varo* de n'avoir pas désespéré de la fortune publique à l'issue de la bataille de Cannes ; le conseil de Vienne, loin de destituer *Alvinzi* après la bataille d'Arcole, forçait les ressorts de son gouvernement, pour lui procurer une nouvelle armée. Les jeunes gens de Vienne, formés en corps de volontaires, étaient transportés en poste dans le Frioul vénitien, et l'impératrice avait brodé elle-même leurs drapeaux. Un corps nombreux, levé dans les provinces polonaises soumises à l'Autriche, se portait avec célérité sur les bords de la Brenta ; plusieurs régimens de chasseurs Tyroliens s'organisaient dans le Trentin.

1797. Lorsque toutes ces forces furent rassemblées, dans les premiers jours de janvier, *Alvinzi* se vit à la tête de cinquante mille combattans, favorisés par une artillerie formidable fournie en partie par le sénat de Venise. C'était toujours la même opération à faire, forcer les lignes de défense de *Bonaparte*, pénétrer par quelque point, se jeter dans Mantoue, débloquer cette place, porter ailleurs le théâtre de la guerre, et rendre inutiles les succès précédens de l'armée française.

Bonaparte, instruit de la rapidité avec laquelle l'armée impériale se formait, pressait la marche des renforts que lui annonçait le gouvernement français.

L'occasion semblait favoriser les Autrichiens. D'un côté, quelques différends s'élevaient entre *Bonaparte* et le grand duc de Toscane, à l'occasion de la garnison française de Livourne; de l'autre, la cour de Rome avait assemblé une armée dans la Romagne, pour attaquer la république Cispadane. Des correspondances interceptées annonçaient que Wurmser avait ordre, s'il n'était pas secouru à tems, d'abandonner Mantoue avec sa garnison, et de se jeter dans les Etats du pape, pour fortifier l'armée pontificale. Ces différentes circonstances forçaient le général français à disséminer ses forces, et *Alvinzi* calculait

sur ces dispositions pour la réussite de ses desseins. An 5.

Bonaparte rassemblait auprès de Bologne un corps de troupes pour inquiéter en même tems Rome et Florence, et rendre plus difficile l'évasion de Wurmser, lorsqu'il apprit que les ennemis, par des marches forcées, se concentraient vers l'Adige, et qu'*Alvinzi* faisait ses dispositions pour attaquer tous les postes occupés par les Français à la gauche de ce fleuve. Laissant devant Mantoue des forces suffisantes pour contenir sa garnison, il se rend dans Vérone où se portait le centre de l'armée impériale, le 23 nivose.

La droite de l'armée française, commandée par *Augereau*, et postée à Bevilaqua, en avant de Porto-Legnago, avait été attaquée, le 19, par des forces très-supérieures, et n'avait maintenu le combat qu'avec beaucoup de peine. Cependant les Autrichiens, trouvant une trop grande résistance à Porto-Legnago, rassemblaient leurs principaux efforts contre le centre de l'armée française commandée, dans Vérone, par *Massena* : l'avant-garde de ce général était pressée vivement, lorsque *Bonaparte* arriva dans Vérone.

Dans le même tems le général *Davidowich*, avec la droite des Autrichiens, fondait sur l'aile gauche de l'armée française commandée par le général *Joubert*. Les Autrichiens s'em-

parèrent d'abord d'une redoute à Montebello,
1797. mais ils en furent bientôt chassés. Les Autrichiens se retirèrent à l'entrée de la nuit.

Tous les rapports parvenus au quartier-général pendant la nuit du 23 au 24, annonçaient un mouvement général de l'ennemi, auquel l'attaque du 23 était liée. *Alvinzi* masquait ses opérations avec tant d'art, qu'il était difficile de préjuger si ses plus grandes forces se porteraient à la gauche ou à la droite de l'Adige. *Bonaparte* crut devoir rester à Vérone, dont les ponts favorisaient la marche rapide de l'armée sur l'une et sur l'autre rive.

Le 24, les Autrichiens attaquèrent les Français sur toute leur ligne, à la droite et à la gauche de l'Adige, depuis la Corona jusqu'à Porto-Legnago. Mais les forces déployées contre *Joubert* étaient si considérables, qu'il fut obligé d'évacuer le poste de la Corona, pour prendre une position avantageuse en avant de Rivoli. Cette attaque démasquait les projets de l'ennemi ; il voulait forcer l'aile gauche de l'armée française auprès de Rivoli, et se porter rapidement sur Mantoue, par Castello-Nuovo, Valleggio et les bords du Mincio.

Bonaparte, fixant aussitôt ses idées, après avoir envoyé ses instructions à *Augereau* qui défendait le Bas-Adige, entre Vérone et Porto-Legnago, fait marcher une partie de

la division de *Massena* sur Rivoli, et s'y rend lui-même au milieu de la nuit du 24 au 25. An 5.

Changeant sur-le-champ les dispositions défensives adoptées jusqu'alors par le général *Joubert*, il fait occuper la position de San-Marco qu'on avait évacuée, fait garnir d'artillerie le plateau de Rivoli, et emploie la nuit entière à fortifier son terrain, et à reconnaître la position de l'ennemi, dont la droite était à Caprino, et la gauche en arrière de San-Marco.

Alvinzi, en formant son plan d'attaque, ne s'attendait pas aux renforts que devait recevoir le général *Joubert* au moment du combat. Les avant-gardes des deux armées se rencontrèrent à la pointe du jour sur les hauteurs de San-Marco. Le combat fut terrible et opiniâtre. Le général *Joubert*, à la tête de la trente-troisième demi-brigade, soutenait son infanterie légère, que commandait le général *Vial*. *Alvinzi*, qui avait fait ses dispositions pour enfermer toute la division du général *Joubert*, fut surpris d'être attaqué lui-même.

La dix-huitième demi-brigade de bataille, se portait à Garda; elle reçut ordre de se rapprocher de la gauche de l'attaque. Le général *Joubert*, faisant des progrès sur les hauteurs qui dominent la rive gauche de l'Adige

1797. auprès de la Corona, le reste de la ligne se portait également en avant. Le centre, commandé par le général *Berthier*, se trouvait sur les hauteurs de San-Martino. *Bonaparte* fit alors marcher la quatorzième demi-brigade, qui était en réserve. Un bataillon se préparait à fondre sur le village de San-Martino occupé par les ennemis, lorsqu'on s'aperçut que la gauche de notre ligne perdait du terrain; mouvement d'autant plus dangereux, que les troupes qui suivaient les ennemis sur les crêtes des montagnes, le long de l'Adige, perdaient une partie de leurs avantages. *Berthier* déploya dans cette occasion la bravoure et le sang-froid dont il donnait des preuves dans toutes les affaires.

Bonaparte s'était porté à la gauche; mais pendant qu'il effectuait son mouvement, la vingt-neuvième et la quatre-vingt-cinquième demi-bigades avaient entierement plié. Le bataillon de la quatorzième, qui avait chassé les Autrichiens du village de San-Martino, en fut repoussé; mais il continuait de tenir l'ennemi en échec par le feu vif qu'il faisait dans les haies qui entourent ce village.

La hauteur occupée par la quatorzième demi-brigade, couvrait le seul débouché par où la droite, commandée par le général *Joubert*, pouvait se retirer : aussi l'ennemi rassemblait-il toutes ses forces, pour se porter

sur le centre. *Bonaparte*, sentant l'importance de ce poste, y fit marcher la trente-deuxième demi-brigade, qui arrivait de Vérone. L'ennemi fut bientôt forcé de rétrograder, et déjà les positions perdues par les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades, étaient reprises sous la conduite du général *Massena*. Mais les localités avaient obligé la droite à prendre une position en arrière de Rivoli ; ce qui s'exécuta non sans quelque désordre. Les tirailleurs autrichiens avaient gagné les hauteurs qui dominent ce plateau. *Alvinzi* cherchait à profiter de ce faible avantage, sans songer qu'en s'avançant trop par son aile gauche, il pouvait être coupé à la suite des succès que les Français obtenaient sur son aile droite. An 5.

En effet, les Autrichiens, en descendant des rochers qu'ils occupaient, s'étant répandus sur le plateau de Rivoli, *Bonaparte* y avait envoyé le général de cavalerie *Leclerc* et le chef d'escadron *Lasalle*, avec les forces qu'ils commandaient. Avec ce secours, le général de division *Joubert*, dont le cheval venait d'être tué, ralliant quelques bataillons, attaqua avec fureur le plateau de Rivoli, tandis que *Berthier* dirigeait la cavalerie : elle obtint les plus brillans succès. L'infanterie du centre suivit ces avantages. *Joubert* reprend le plateau de Rivoli, et culbute l'ennemi sur l'Adige.

1797. Les Autrichiens font alors par-tout leur retraite avec précipitation sur les hauteurs de la Corona.

Le général autrichien, ne doutant pas de battre les Français, avait fait marcher un corps de quatre mille hommes sur les hauteurs entre l'Adige et le lac de Garda, pour couper leur retraite sur Vérone et Peschiera. Ce corps, attaqué avec furie, fut contraint de mettre bas les armes. Pendant que l'action la plus sanglante avait lieu sur la rive droite de l'Adige, le général *Provera*, qui commandait l'aile gauche de l'armée autrichienne, multipliait ses efforts pour percer la division d'*Augereau*. L'étendue de la ligne qu'elle défendait au bord de l'Adige, depuis Vérone jusqu'à Porto-Legnago, l'affaiblissait sur tous les points. *Bonaparte* savait qu'une forte canonnade avait été entendue de ce côté; et ne recevant point de nouvelles d'*Augereau*, il présuma que sa communication avec Vérone pouvait être interrompue. Il se rendit à Rivoli, ordonna au général *Joubert* d'attaquer les Autrichiens, le lendemain 26, s'ils étaient encore à la Corona; et faisant marcher sur Vérone et Castello-Nuovo, les troupes dont *Joubert* pouvait se passer, il se rendit sur-le-champ à Castello-Nuovo.

On lui apprit dans ce bourg que, pendant la nuit du 24 au 25, une colonne d'environ

dix mille hommes, commandée par *Provera*, avait passé l'Adige à force ouverte, auprès d'Anguiari, sous le feu d'une artillerie nombreuse; et que le général *Guieux*, qui gardait l'Adige dans cette partie, avait été contraint à reculer. Aussitôt *Bonaparte* se porta sur Villa-Franca, à la tête de trois demi-brigades. Le général *Serrurier* l'instruisit que *Provera* était parvenu à Castellara, et marchait sur Mantoue par le faubourg de San-Georgio, dont les Français étaient maîtres. An 5.

Bonaparte, assuré qu'*Augereau* suivait la colonne de *Provera*, continue sa route avec rapidité. Il était le 25, à l'entrée de la nuit, à Roverbella, à trois petites lieues de Mantoue.

Augereau, dans la journée du 25, avait réuni ses forces pour attaquer les Autrichiens au bord du Menago ou du Tartaro; mais *Provera*, qui n'avait d'autre but que de parvenir dans Mantoue, marchait avec tant de célérité, qu'il ne put être attaqué que par la queue de sa colonne. On lui fit deux mille prisonniers; le reste de la colonne parvint, le 26 à midi, devant le faubourg San-Georgio, et somma inutilement le général *Miolis*, qui commandait ce poste, de se rendre. *Miolis* répondit à coups de canon, et donna le tems aux colonnes françaises qui s'approchaient, d'investir *Provera*.

L'attaque de la Corona, faite par le général

Joubert, avait eu tout le succès qu'on pouvait
1797. en attendre. L'ennemi, sur la fin de l'affaire du 25, avait conservé un poste à San-Marco : *Joubert* le fit enlever par le général *Vial*, pendant la nuit du 25 au 26. La division du centre, commandée par le général *Barrague-y-d'Hilliers*, chassa les ennemis du village de San-Martino, et lui prit ses canons. La colonne de droite, commandée par *Vial*, disputait les hauteurs. Une colonne commandée par le général *Vaux*, ayant tourné les ennemis par les revers de Montebaldo, parvint sur les rochers qui dominent la Corona. Les Autrichiens, se voyant coupés, se débandèrent ; six mille se rendirent prisonniers.

Bonaparte ayant reçu les renforts qu'il attendait, avait ordonné d'attaquer, le 27 au matin, la colonne de *Provera*. Ce général ne recevant aucune nouvelle d'*Alvinzi*, se trouvait dans la position la plus fâcheuse ; n'ayant pu emporter le faubourg San-Georgio, il avait attaqué, pendant la nuit, le poste de la Favorite, dans le tems que la garnison de Mantoue, sortant de la citadelle, fondait sur les lignes du blocus. Mais *Wurmser* fut bientôt obligé de rentrer dans la place, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Alors *Provera*, attaqué de tous côtés, et se trouvant acculé au faubourg San-Georgio, fut obligé de mettre bas les armes avec toute la colonne qu'il commandait.

La bataille d'Arcole avait duré quatre jours; celle de Rivoli fut encore plus long-tems disputée. On se battit sans discontinuation pendant huit jours. Les ennemis n'abandonnèrent le champ de bataille, qu'après avoir perdu toute leur artillerie et vingt-cinq mille hommes tués ou faits prisonniers, parmi lesquels se trouvait presque tout le corps des volontaires de Vienne. *Alvinzi* fuyait avec précipitation dans les montagnes. Les généraux *Augereau*, *Massena* et *Joubert*, le poursuivent avec acharnement, l'atteignent et le battent de nouveau auprès de Carpenedolo et d'Avio, entrent dans Bassano, dans Roveredo, dans Trente. Les Autrichiens se dispersent. *Alvinzi* n'a plus d'armée. An 5.

1797.

LIVRE VINGT-DEUXIEME.

CHAPITRE PREMIER.

Reprise des hostilités avec la cour de Rome.

Le feld-maréchal marquis *d'Alvinzi* était allé rendre compte à Vienne de sa conduite. Les débris de son armée se réunirent à la tête du lac de Garda, entre Torgola et l'Adige, dans une suite de défilés fortifiés par la nature. Les Français les avaient déjà forcés après la bataille de Castiglione ; ils les forcèrent de nouveau, malgré les neiges dont les montagnes étaient couvertes. Le général *Joubert*, après une marche très-difficile, pénétra dans Roveredo, vers les premiers jours de pluviose. Les Autrichiens, forcés dans leur camp retranché de Mori, avaient ajouté de nouvelles fortifications au poste de Calliano, emporté de vive force, par les Français, quelques mois auparavant, et que la rigueur de la saison rendait moins accessible. Il fut forcé de nouveau ; on entra dans Trente sans obstacle.

Le général *Massena* qui avait poursuivi les corps autrichiens derrière la Brenta, remontant cette rivière, opéra bientôt sa jonction avec *Joubert* derrière l'Arisio; il ne resta plus d'Autrichiens au Sud de Bassano. An 5.

Des succès aussi constans plaçaient le nom de *Bonaparte* parmi ceux des plus habiles guerriers qu'ait célébrés l'histoire. Il jouissait, en Italie, d'une autorité supérieure à celle des puissances de la péninsule. La seule cour de Rome paraissait le braver. Frappée d'un inconcevable aveuglement, une fatalité qui l'entraînait vers sa perte, l'éloignait de la paix.

Renouant les fils usés de son ancienne politique, elle avait essayé de former une ligue avec la cour de Naples, sans faire attention que la faiblesse de *Ferdinand IV*, autant que des considérations particulières, lui faisant la loi d'éviter de mettre ses sujets en contact avec les Français, il sacrifierait toutes les convenances à la nécessité d'éloigner *Bonaparte* des frontières de l'Abbruze et de la terre de Labour. Frustré de cette attente, le pape, convaincu que les Anglais ne lui rendraient jamais aucun service important, n'avait pour ressources que son alliance avec l'empereur. Il multipliait les ruses, les négociations, les dépenses, les armemens pour favoriser un allié auquel des miracles seuls

pouvaient permettre de réunir ses forces aux
1797. forces pontificales.

Le meilleur appui de Rome était dans sa faiblesse même, qui n'offrait aucune gloire à son vainqueur. Le pape pouvait fonder avec plus de certitude l'espoir de sa conservation sur l'indifférence ou sur la générosité des Français, que sur ses armemens.

Cependant *Pie VI*, comptant toujours sur les succès des Autrichiens, et ignorant que la correspondance de son ministre le cardinal *Busca* avec le prélat *Albani*, nonce extraordinaire à Vienne, était tombée au pouvoir de *Bonaparte*, qui l'avait transmise au directoire, faisait passer des troupes dans la Romagne. Elles se préparaient à attaquer Bologne. *Bonaparte* donna ordre au ministre *Cacault* de quitter Rome sur-le-champ, et publia, le 13 pluviose, la déclaration suivante :

Le pape a refusé formellement d'exécuter les articles VIII et IX de l'armistice conclu, le 2 messidor, à Bologne, sous la médiation de l'Espagne.

La cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter, par ses manifestes, les peuples à la croisade contre la France. Ses troupes ont menacé d'enlever Bologne. Elle a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal *Busca* au prélat *Albani*,

nonce à Vienne ; elle a confié le commandement de ses troupes à des généraux autrichiens envoyés par la cour de Vienne. An 5.

Le pape a refusé de répondre aux avances officielles qui lui ont été faites par le ministre de la république française *Cacault*, pour une négociation de paix. Le traité d'armistice a donc été violé par la cour de Rome ; en conséquence, il doit être regardé comme non-avenu.

Cette déclaration fut accompagnée d'une proclamation dans laquelle le général français, après avoir assuré que son armée, en écrasant tous les ennemis de la république, offrait aux villes et aux villages paix, sécurité et protection, engageait le peuple à ne pas abandonner ses travaux ordinaires, et les ministres de la religion à continuer les exercices du culte de Dieu, pourvu que se conformant aux maximes de l'Evangile, ils eussent soin de se renfermer dans leurs fonctions religieuses, sans se mêler des objets qui regardaient la guerre.

1797.

CHAPITRE II.

Expédition des Français dans la Romagne. Capitulation de Mantoue.

La division du général *Victor* qui se trouvait dans les environs de Bologne, s'étant portée le 13 pluviose à Imola, petite ville de la Romagne, sur le Santerno, au commencement de la belle plaine de la Lombardie; l'armée pontificale s'était retranchée avec soin le long du Senio, dont tous les ponts étaient coupés. Sa gauche s'appuyait à Caffiano, son centre à Faenza, sur le Lamone; sa droite à Lugo.

L'armée française sortit d'Imola, le 14 pluviose, à cinq heures du matin. L'avant-garde fut bientôt en présence des ennemis, protégés par une nombreuse artillerie. Ils firent d'abord une résistance assez forte; mais les glaces de l'Apennin avaient rendu le Senio guéable; plusieurs corps français ayant pénétré à l'autre rive, attaquèrent les retranchemens de revers; les pontificaux prirent la fuite.

Les Français se portèrent aussitôt à Faenza; on trouva les portes fermées, les cloches sonnaient le tocsin, une multitude égarée pré-

tendait défendre les remparts ; ils furent escaladés en peu de momens. Les lois de la guerre autorisaient de mettre cette ville au pillage, les généraux retinrent le courroux des troupes; les propriétés furent respectées. On savait que les mouvemens qui s'étaient manifestés parmi le peuple, depuis que les Français étaient en Italie, n'avaient eu d'autres causes que les prédications incendiaires des moines. Ceux d'Imola furent assemblés dans la principale église ; le général *Victor* employa l'influence de la raison et de la nécessité, pour les engager à tenir une autre conduite. An 5.

L'armée pontificale, abandonnant les plaines de la Romagne, s'était réfugiée sur les sommités des Apennins, vers les sources de l'Arno et du Tibre. Les villes de Cesène, de Forli, de Ravenne, se soumirent successivement. Bientôt l'armée française fut maitresse de toute la marche d'Ancône jusqu'aux frontières de l'Abbruze.

Dans le même tems la forteresse de Mantoue ouvrait enfin ses portes a x Français. Cette place se rendit le 14 pluviose, à dix heures du soir ; la garnison fut faite prisonnière de guerre. Les troupes françaises entrèrent, le 15, dans la citadelle, et, le 17, la ville était entiérement évacuée. La garnison, réduite aux dernières extrémités de la famine, avait mangé tous les chevaux de la

cavalerie. On trouva dans les fortifications ou
1797. dans les arsenaux trois cents pièces de canons et beaucoup de mortiers.

CHAPITRE III.

Les Français s'emparent du duché d'Urbin. Négociations avec le pape.

L'ARMÉE française, après avoir conquis en peu de jours toutes les provinces ecclésiastiques situées entre l'Apennin et la mer Adriatique, poursuivait les troupes pontificales dans les montagnes. Elle était, le 24 pluviose, à Macerata, à quarante lieues de Rome. L'indécision la plus alarmante régnait dans cette capitale. Un grand nombre de Romains, se flattant de voir renaître l'ancienne république maitresse du monde, publiaient qu'ils attendaient le général français pour lui élever une statue au Capitole.

En vain le pape, dans ses manifestes, promettait à ses sujets l'assistance des apôtres *Pierre* et *Paul*, et des succès qui surpasseraient leurs espérances; son armée reculait perpétuellement devant celle de France, malgré les manœuvres savantes du général *Colli*. Il ne restait à la cour romaine que la Sa-

bine, le patrimoine de St.-Pierre et la campagne de Rome. La famille du pape et les princes romains envoyaient furtivement à Naples leur argent, leurs bijoux et leurs meubles les plus précieux. Les pays qu'avaient tarversés les armées françaises, s'organisaient en républiques. En vain les congrégations se succédaient, elles ne trouvaient aucun moyen d'arrêter un torrent prêt à se déborder sur Rome. *Bonaparte* avait établi son quartier-général à Tolentino, petite ville sur la Chienta à trente - cinq lieues de Rome ; il faisait ses dispositions pour traverser l'Apennin jusqu'à Foligno. Ce trajet de trente milles d'Italie est très-difficile au milieu des sinuosités des montagnes. Il faut passer dans quelques endroits par des chemins taillés dans le roc et bordés de précipices ; les plus dangereux sont ceux appelés Corniche de Col-Fioreto qui forment un demi-cercle de deux milles d'étendue, où deux voitures qui s'y rencontrent, sont dans le plus grand danger. Mais des troupes qui avaient traversé les Alpes au milieu des neiges, malgré les efforts d'une armée allemande, ne devaient pas être arrêtées par les difficultés que présentait le passage de l'Apennin. An 5.

Le pape, réduit à l'alternative d'abandonner Rome ou d'y recevoir la loi des Français, prit le parti d'écrire à *Bonaparte* :

« Cher fils, desirant terminer à l'amiable

1797. nos différends actuels avec la république française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons vers vous comme plénipotentiaires deux ecclésiastiques, le cardinal *Mathei*, parfaitement connu de vous, et Monsignor *Galleppi*, et deux séculiers, le duc *Louis Braschi*, notre neveu, et le marquis *Camille Massimo*; lesquels sont chargés de souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout tems. Assuré des sentimens de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome. Par-là vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique. Donné à Rome, le 12 février l'an 22 de notre pontificat.

Signé PIE P. P. VI».

La détresse où se trouvait la cour romaine, ne lui permettait pas de disputer sur les articles de la paix. Elle était obligée de s'en remettre à la générosité française. On fut bientôt d'accord sur les conditions, et pendant qu'on les rédigeait, *Bonaparte* envoyait à Paris les drapeaux autrichiens enlevés dans Mantoue.

Dans des occasions moins importantes, les dépouilles des ennemis avaient été transmises au directoire par des officiers d'un grade inférieur. La prise de Mantoue jettait un si grand éclat sur les armes françaises, que le général crut devoir informer le gouvernement des détails de cette conquête par l'organe du général *Augereau*, un des guerriers qui s'étaient le plus distingués dans la guerre d'Italie. An 5.

Il fut présenté le 10 ventose. L'importance de sa mission et le concours des spectateurs n'avaient pas permis de le recevoir dans la salle ordinaire des audiences ; le directoire, accompagné des ministres et du corps diplomatique, s'était placé sur une estrade élevée dans la cour du palais du Luxembourg.

Le ministre de la guerre, en présentant *Augereau*, prononça ce discours : « Lorsque tant de rois se liguèrent contre nous, lorsqu'on exagérait l'inexpérience de nos troupes et la puissance de nos ennemis, on était loin de prévoir que le génie de la république, chassant l'aigle impériale, étendrait bientôt ses ailes de la Hollande au bord du Tibre.

» Il appartient au peuple qui a recouvré sa liberté, de la faire renaître dans les lieux même qui en furent le berceau.

» Nos premières campagnes furent remarquables par cette explosion subite qui, précipitant vers nos frontières un million de sol-

dats, opposa l'enthousiasme et le courage à
1797. l'expérience. Celle-ci présente un bien autre spectacle, le génie d'un jeune héros luttant contre la science des vieux guerriers; la valeur française franchissant les montagnes, les fleuves, et tout ce que la nature et l'art peuvent opposer de difficultés; et au milieu de tant de combats, dans l'ivresse de tant de victoires, reprenant son caractère de générosité.

« On voit nos guerriers, dans leur marche triomphale, se montrer les libérateurs des peuples, et non les destructeurs des gouvernemens, les protecteurs de la religion et les amis des arts, dont ils ont conquis la patrie.

» C'est une bien douce satisfaction pour moi de présenter en même tems au directoire et les monumens de la conquête d'Italie, et le brave *Augereau* qui, dans un grand péril, à l'exemple de *Bonaparte*, s'armait d'un drapeau pour s'élancer en avant de nos bataillon, et crier victoire. »

Le public se montrait impatient d'entendre le général *Augereau*, dont la présence retraçait toutes les actions dans lesquelles il s'était illustré. A ses côtés étaient son père, vénérable vieillard, et son jeune frère, qui fut constamment le compagnon de ses travaux. Il se fit un silence profond, lorsqu'*Augereau* parla au directoire en ces termes:

L'armée d'Italie, au nom de laquelle je viens déposer ces enseignes ennemies à côté de celles qui vous ont été présentées depuis le commencement de sa glorieuse campagne, m'a chargé d'être auprès de vous l'organe de ses sentimens et le garant de son inviolable attachement à la constitution de l'an trois ; de vous exprimer aussi le desir qu'elle a de procurer à la république une paix aussi durable que glorieuse. An 5.

» Fidelle à son serment, l'armée justifiera dans la campagne prochaine l'opinion avantageuse que lui ont acquise, depuis onze mois, soixante-quatre combats particuliers et vingt-sept batailles générales.

» Ce n'est pas assez pour sa gloire d'avoir détruit cinq armées nombreuses ; l'opiniâtre ambition de la maison d'Autriche, prodigue du sang humain, fondait l'espoir de conserver le sceptre de l'Italie dans la garnison qui défendait Mantoue. Le nombre des combattans, la réputation du général qui s'y était enfermé, et les approvisionnemens immenses dont elle était pourvue, tout concourait à nourrir ce chimérique desir, et à donner des prétentions ridicules à l'agent du cabinet de Vienne, dépêché à Vicence pour y traiter des préliminaires de la paix. Il était donc réservé à la gloire de cette armée d'obtenir pour prix de ses fatigues et de son courage, d'en prendre possession au nom de la république, et d'as-

surer par cette forteresse la conquête de
1797. l'Italie.

» Quels efforts l'ennemi peut-il opposer désormais aux soldats républicains, qui ont si souvent triomphé de ses phalanges nombreuses, des obstacles opposés par la nature; qui se sont familiarisés avec la faim, la soif, les marches forcées, et auxquels aucun sacrifice ne coûte?

» Tant de vertus ne contribueraient pas suffisamment à la gloire de nos frères d'armes, si elles ne puisaient leur principe dans l'amour de la liberté, et n'avaient pour but le bonheur de leurs concitoyens.

» Tel est l'effet des passions humaines; tant de vertus ne peuvent manquer de provoquer la calomnie. Que ceux pour qui elle est un besoin, viennent dans nos rangs; qu'ils apprennent de la bouche même des étrangers l'éloge qu'on fait des troupes françaises, et nous serons assez vengés. Eh quoi! ils ont pu se persuader, ces ennemis de leur patrie, que les soldats républicains se sont battus pendant six années pour avoir un autre maître que la loi! Non, toutes les factions doivent échouer devant l'énergie des armées. Puisse votre sagesse, citoyens directeurs, unir l'olivier aux lauriers de l'armée! »

Le président du directoire, après avoir protesté de son vœu sincère pour la paix, remit

à *Augereau* un drapeau tricolor, symbole de celui qu'il avait planté sur le pont d'Arcole, sous les obus et la mitraille des Autrichiens, et que le corps législatif lui avait décerné par un décret. An 5.

CHAPITRE IV.

Signature de la paix entre la France et le pape. L'archiduc Charles *prend le commandement de l'armée impériale en Italie.*

Le traité de paix entre la république française et le pape, fut signé dans Tolentino, le premier ventose. La cour romaine abandonnait non-seulement les provinces occupées par les Français, et les sommes qu'elle s'était engagée de payer dans les préliminaires convenus l'année précédente; elle y ajoutait quinze millions, qui devaient être acquittés dans le courant de ventose et de germinal. Le traité avantageux au pontife romain, dont les Etats pouvaient être envahis en fort peu de tems, l'était aussi à l'armée française, contre laquelle de nouveaux ennemis accouraient des bords du Danube.

Les combats de *Bonaparte* avec les Autrichiens, ressemblaient à ceux d'*Hercule* contre

l'hydre de Lerne. Les armées impériales re-
1797. naissaient à mesure qu'elles étaient détruites. Les succès de l'archiduc *Charles* contre le général *Jourdan*, avaient persuadé au ministère de Vienne que ce jeune peince rendrait aux armées autrichiennes la supériorité qu'elles avaient vainement disputée aux Français dans les plaines de la Lombardie.

L'archiduc *Charles* était du même âge que *Bonaparte.* Tous deux témoignaient la même passion pour la gloire des armes. Mais malgré les talens du prince autrichien, il lui était difficile de lutter avec avantage contre une armée accoutumée à vaincre, et dont chaque soldat joignait l'expérience à la bravoure.

L'armée que l'empereur *François* second destinait pour l'Italie, se levait avec d'autant plus de rapidité, que dans l'ignorance où l'on était à Vienne des négociations de Tolentino, on ne pouvait espérer de dégager le pape que par des succès aussi prompts que décisifs. Mais le conseil autrichien trouvait de grandes difficultés à remplir les bataillons. J'ai déjà observé que la guerre que la maison d'Autriche soutenait depuis plusieurs années contre les Ottomans, lorsqu'elle forma la coalition des rois contre la France, avait dévasté une partie de la Hongrie, et particulièrement le comté de Temeswar. Les recrues continuelles demandées depuis lors à ce royaume, avaient enlevé

la plus grande partie de la jeunesse. On était obligé de recourir aux hommes que les travaux de l'agriculture réclamaient dans les champs. An 5.

Ces nouvelles levées ne pouvaient guères répondre aux grandes espérances que l'Empereur fondait sur leurs exploits. On leur adjoignit plusieurs divisions avec lesquelles l'Archiduc avait combattu l'année précédente dans la Souabe et dans la Franconie, et que l'inaction des armées d'Allemagne, pendant l'hiver, laissait reposer aux bords du Rhin.

Cette disposition avait déterminé le directoire à faire marcher en Italie une partie des bataillons cantonnés sur les frontières d'Allemagne. Le général *Bernadotte* en eut le commandement. Les Allemands furent sans doute surpris d'avoir à combattre, aux pieds des Alpes noriques, les mêmes guerriers avec lesquels ils s'étaient mesurés dans la Forêt Noire et sur les bords de la Nab.

1797.

CHAPITRE V.

Passage du Tagliamento par les Français. Bataille de Cainin.

Depuis la bataille de Rivoli et la dispersion de l'armée d'*Alvinzi*, les Français occupaient la rive gauche de l'Arisio jusqu'à son embouchure dans l'Adige, et la rive droite de la Piava, depuis sa source dans les Alpes, jusqu'à la mer Adriatique.

Les Autrichiens, arrivant en Italie en petites bandes par le Frioul autrichien et par la Haute-Carniole, se formaient, comme ils avaient fait sous le général *Alvinzi*, entre le Tagliamento et la Piava. *Bonaparte*, dont les troupes occupaient Vicence, Padoue, Bassano, Feltri, fut instruit, dans les derniers jours de pluviose, que les Autrichiens reparaissaient dans les environs de la Piava, surtout vers les hauteurs de Belluno.

Les généraux *Murat* et *Kellermann*, qui commandaient les avant-postes, avaient eu quelques engagemens peu considérables avec les ennemis, dans les premiers jours de ventose.

A peine *Bonaparte* avait signé le traité de paix avec les plénipotentiaires du pape, que

les colonnes de son armée se rassemblaient à la gauche de la Brenta. An 5.

L'Archiduc *Charles* s'était avancé sur la rive gauche de la Piava ; son centre était placé au bord de la petite rivière de Cordevole ; sa droite s'appuyait à l'Adige auprès de Saturn ; la gauche s'étendait du côté de Saletuolo.

Le 2 ventose, la division du général *Massena* s'était rendue à Feltri. Les Autrichiens, à son approche, abandonnant les bords du Cordevole, se replièrent sur Belluno, au confluent de la Piava et du Fisadenda. La division du général *Serrurier*, cantonnée à Azoto, passa la Piava en face du village de Vidore, tandis que le général *Guieux* qui commandait l'aile droite de l'armée, se portant aussi à la gauche de la même rivière, s'avançait jusqu'à Sacile, sur la grande route de Vicence à Palma la Nuova. Les Autrichiens se retiraient à mesure que l'armée française s'avançait sur eux. On apprit bientôt qu'ils avaient passé à la gauche du Tagliamento, et que dans des retranchemens qui s'étendaient depuis les montagnes jusqu'auprès de Belgrado, ils se préparaient à disputer aux Français le passage de ce fleuve.

Toute l'armée française était parvenue au bord du Tagliamento le 26 ventose. La division *Massena* formait un corps séparé. Il poursuivait une partie de l'armée autrichienne du côté de Cadore, sur les montagnes qui séparent

les Etats de Venise du Tyrol. Un autre corps
1797. séparé, commandé par le général *Joubert*, ayant sous ses ordres les généraux *Delmas* et *Barraguey-d'Hilliers* formant la gauche de l'armée française, était chargé de pénétrer dans la Carinthie, par le Tyrol, en remontant l'Adige jusqu'à son confluent avec l'Eisach, auprès de Bassano, suivant ensuite cette rivière jusqu'à Brixen, et celle de Rients, depuis Brixen jusques vers les sources de la Drave.

L'archiduc *Charles*, avec ses principales forces, occupait des retranchemens derrière le Tagliamento, qui couvraient la grande route de Trevise à Udine et à Palma la Nuova. Dans cette position, il tirait ses subsistances du Frioul autrichien, par Gradisca, par Goritz, et par les pays vénitiens situés entre le Tagliamento et les Alpes, formant un demi-cercle sur ses derrières. Les glaces des Alpes avaient considérablement baissé les eaux du Tagliamento; il se trouvait guéable en plusieurs endroits. *Bonaparte*, profitant de cette circonstance, ordonne au général *Guieux* de se porter sur la gauche pour passer la rivière à la droite des retranchemens ennemis, tandis que le général *Bernadotte*, avec sa division venue du Rhin, exécuterait la même opération sur la droite.

L'une et l'autre de ces deux divisions for-

ment leurs bataillons de grenadiers, et se rangent en bataille, ayant chacune une demi-brigade d'infanterie légère en avant, soutenue par deux bataillons de grenadiers, et flanquées par la cavalerie. L'infanterie légère s'avance en tirailleurs ; le général *Dommartin* à la gauche, et le général *Lespinasse* à la droite, font manœuvrer l'artillerie ; la canonnade s'engage avec la plus grande vivacité. An 5.

Le général *Duphot*, à la tête de la 27.e demi-brigade d'infanterie légère, se jette dans la rivière ; il est bientôt à l'autre rive. Le général *Lebon* le soutient avec les grenadiers de la division *Guieux*. Le général *Murat* qui fait le même mouvement sur la droite, est également soutenu par les grenadiers de la division *Bernadotte*. Toute la ligne se met en mouvement, chaque demi-brigade par échelons, des escadrons de cavalerie en arrière des intervalles.

La cavalerie autrichienne veut plusieurs fois charger l'infanterie française, mais sans succès. Toute l'infanterie française passe la rivière. Dès-lors, les Autrichiens épouvantés par la supériorité de l'artillerie française, et par la promptitude du déployement et de la manœuvre de l'infanterie, pliaient de toute part. Mais lorsque le général *Guieux* eut enlevé le village de Cainin où se trouvait le quartier-général de l'archiduc *Charles*, la

déroute de l'armée autrichienne fut complette :
1797. elle profita des ombres de la nuit pour se réfugier dans les gorges des montagnes, abandonnant à l'armée française une partie de son artillerie et de ses bagages, les villes de Palma-la-Nuova, de Civita di Friuli, d'Udine, de Gemona, et tout le territoire vénitien jusqu'aux confins de la haute Carinthie et de la haute Carniole.

CHAPITRE VI.

Les Français pénètrent dans les Etats autrichiens à travers les Alpes. Prise de la forteresse de Gradisca.

L'ARCHIDUC CHARLES, entraîné dans la fuite de ses soldats, n'était parvenu à les rallier que dans les anfractuosités des Alpes, entre la longue vallée que parcourent la Drave et le Muer. Dans cette position, il semblait inattaquable, par un tems où les glaces et les neiges couvraient toutes les montagnes dont il était environné : d'un côté, il protégeait la retraite de son artillerie et de ses gros bagages ; de l'autre, il pouvait donner quelques secours à la division autrichienne chargée de défendre les gorges du Tyrol, contre les attaques du

général *Joubert* : mais il abandonnait toute la partie des États vénitiens que l'armée impériale avait occupés jusqu'alors, et l'Istrie autrichienne, avec le Frioul autrichien, jusqu'aux sources de l'Ydria. An 5.

Toutes les colonnes françaises, des bords de l'Adige à ceux de la mer, marchaient en avant, malgré la rigueur de la saison.

Les généraux *Joubert*, *Barraguay-d'Hilliers* et *Delmas* avaient attaqué, le 30 ventose, l'avant-garde autrichienne sur le plateau de Lavis, auprès de l'Arisio ; et après un combat opiniâtre, dans lequel ils firent 4,000 prisonniers, ils s'étaient emparés du pont de Neumark, pour couper aux ennemis la retraite sur Bolsano. Un second combat s'engagea auprès de cette ville, sur les bords de l'Adige. Les Autrichiens se défendaient avec la dernière obstination : cependant leurs efforts furent inutiles. Le général *Dumas*, à la tête de la cavalerie française, s'étant précipité sur les villages de Trames, rompit entiérement la colonne ennemie ; elle se dispersa ; et les Français s'étant présentés devant Bolsano, en trouvèrent les portes ouvertes. Le général *Laudohn* commandait les Impériaux, passant l'Adige entre Andriani et Siebeneich, il se portait rapidement à Clausen, par la rive droite de l'Eisach. *Joubert* craignant avec raison que ce général ne se fortifiât dans ce

poste, ne fit dans Bolsano que le séjour né-
1797. cessaire pour mettre cette place à l'abri d'un coup de main, et continua de poursuivre les ennemis, en traversant un pays que la maison d'Autriche a toujours regardé comme un des plus fermes boulevards de son Empire.

Laudohn, profitant des fortifications naturelles que présentaient les montagnes dans lesquelles il se trouvait, attendait les Français dans une gorge étroite, entre l'Eisach et des rochers presque inaccessibles. Il y fut attaqué le 3 germinal avec une impétuosité qui présageait la victoire en faveur des assaillans : cependant les efforts faits par les Autrichiens, et la bonté de leur position, balançaient la fortune. Quelques colonnes françaises, écrasées par le feu, avaient été obligées de reculer. Le succès de la journée était incertain, lorsque l'infanterie légère, tournant les Autrichiens par leur gauche, parvint avec des peines infinies sur des rochers qui dominaient les ennemis, et fit rouler sur eux des roches entières. Les onzième et trente-troisième demi-brigades d'infanterie de bataille, profitant de ce nouveau genre d'attaque, s'avançent en colonnes serrées : tous les obstacles sont surmontés ; le centre des Impériaux est rompu ; ils prennent la fuite, abandonnant leur artillerie et quinze cents prisonniers.

Joubert arriva dans Brixen, toujours pour-

suivant les ennemis. Il trouva dans cette ville des magasins de toute espèce, rassemblés par les Autrichiens, pour leur expédition d'Italie. *Laudohn*, dans la crainte de se trouver entre l'armée qui le poursuivait sans relâche, et celle de *Massena* qui pénétrait dans les gorges du Tyrol, par les montagnes de Gemona, avait pris le parti de remonter l'Eisach, de passer le Mont-S.-Michel, et de se retirer du côté d'Inspruch. An 5.

La division formant le centre de l'armée autrichienne, et qui s'étendait du Tagliamento aux hauteurs de Cadore, s'était repliée avec précipitation sur les bords de la petite rivière de Fella, en apprenant l'issue de la bataille de Cainin. *Massena*, après avoir passé successivement la Fisadanda, la Livenza et le Tagliamento, poursuivait les ennemis à Forno-d'Isoto, à Guarda-Gnano, à S.-Daniel, à Asopo, à Gemona. Il s'empara du fort de la Chiusa sur les bords de la Fella. Son avant-garde joignit l'ennemi qui voulait lui disputer le passage du pont de Carasola. Les grenadiers des trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades, réunis en colonnes serrées, forçent le pont, culbutent l'ennemi, malgré ses retranchemens et ses chevaux de frise; le poursuivent jusqu'à Pondeba, petites villes sur la Fella, dont l'une, sous le nom de Pondeba-Veneta, faisait partie des Etats vénitiens; et l'autre, sous

celui de Pondeba-Impériale, appartient à la
1797. Carinthie.

De Pondeba, pour descendre sur les bords de la Drave, les chemins sur les sommités des montagnes sont presque absolument impraticables. On passe vers les sources de la Save, auprès d'un lac d'où sort un gros ruisseau qui baigne les murs de la ville de Tarvis, qui n'est connue que par ses fourneaux pour les mines de fer. Cette ville est la plus élevée de l'Europe après Briançon. *Massena* y arriva le 4 germinal.

L'aile droite de l'armée française, après avoir franchi sans obstacles le Corno, le Natisonne, et s'être emparée des villes d'Udine, de Civita di Friuli et de Palma la Nuova, pénétrait dans les Etats autrichiens, par les rives du Lisonzo, fleuve qui descend des Alpes Noriques, et se jette dans le golfe de Trieste, auprès des ruines d'Aquilée.

Le Frioul autrichien réduit à ses propres forces depuis la retraite de l'archiduc *Charles*, n'avait d'autre défense que la forteresse de Gradisca, bâtie sur la rive droite du Lisonzo. Cette place, fortifiée avec beaucoup de soin, pouvait retenir long-tems l'armée, sur-tout dans la mauvaise saison où l'on se trouvait, si les Français se fussent servis de la méthode ordinaire des sièges; mais *Bonaparte* avait résolu de brusquer les attaques.

Bernadotte, chargé de cette expédition périlleuse, se présente à la tête des genadiers. Tous les ouvrages avancés de la place sont enlevés en plein jour à la baïonnette. Les Français, maîtres du chemin couvert, menacent d'enfoncer les portes à coups de canons. Pendant ce tems-là, le général *Serrurier* se portait sur les hauteurs qui dominent la ville. *Bernadotte* était sur le point de donner l'assaut, lorsque la ville capitula. An 5.

CHAPITRE VII.

Les Français se rendent maîtres de Trieste.

La prise de Gradisca soumettait aux Français toutes les possessions autrichiennes depuis les Alpes jusqu'à la mer. La ville de Goritz ne fit aucune résistance. Celle de Trieste attendit à peine, pour se rendre, la colonne française qui se portait sur ses murs. Les Français furent en possession du seul port qui appartenait alors à l'Empereur sur l'Adriatique; et tandis qu'ils franchissaient les Alpes Noriques, au milieu des neiges, *Bonaparte*, pour se concilier l'esprit des peuples, réglait le forme du gouvernement, par une proclamation publiée au quartier-général de Goritz.

1797. Les provinces de Gradisca et de Goritz devaient être provisoirement administrées par un corps de magistrats, composé de quinze individus, sous la dénomination de gouvernement central. Ce corps devait réunir les autorités politique, judiciaire et administrative. Le général réglait que le culte de la religion catholique continuerait d'être exercé sans aucune espèce de changement.

CHAPITRE VIII.

Marche des Français dans les Alpes Noriques et Italiennes ; ils parviennent à Clagenfurt.

Les généraux *Guieux* et *Bernadotte* s'enfonçaient dans les montagnes de la Carniole. Ils rencontrèrent, en remontant le Lisonzo, une division ennemie dans les gorges de Buffero ; elle prit la fuite, et se retirant vers les sommités des Alpes, elle se trouvait, le trois germinal, entre la division du général *Massena*, qui campait à Tarvis, et celle du général *Guieux*, qui la suivait pas à pas.

Pour la dégager, l'Archiduc *Charles*, dont le quartier-général était à Clagenfurt, capitale du duché de Carinthie, avait envoyé à Tarvis une division nombreuse qui attaqua

Massena, le cinq germinal, sur un plateau qui domine l'Allemagne et la Dalmatie. Les armées étaient rangées en bataille sur un terrain couvert de trois pieds de neige ; et lorsque les Autrichiens furent enfoncés, la cavalerie française les poursuivit sur la glace. An 5.

Cependant, le général *Guieux* suivait de montagnes en montagnes la colonne autrichienne qu'il avait battue à Buffero. La marche de cette colonne était d'autant plus pesante, qu'elle escortait toute la grosse artillerie, et presque tous les bagages de l'armée de l'Archiduc *Charles*. Son arrière-garde, composée de l'élite de l'armée autrichienne, profitait de tous les passages dangereux, pour retarder la marche des Français. Elle se retrancha dans un poste fortifié par la nature, appelé la Chinze autrichienne ; ce poste fut emporté par les Français, et tous ses défenseurs faits prisonniers de guerre.

La colonne qui se trouvait découverte, voulant précipiter sa marche, tomba dans la division de *Massena*, qui s'empara de tout le convoi, après un léger combat. *Bernadotte*, prenant par sa droite et suivant le cours de la Save, s'était rendu maître de *Leyback* et reste de la Carniole.

Toute l'armée française, après des fatigues incroyables, était enfin parvenue le huit germinal, sur les bords de la Drave, auprès de

1797. Villach. L'Istrie autrichienne, le Frioul autrichien, la Haute-Carniole, une partie du Tyrol et de la Carinthie, obéissaient aux armées de la république. Les obstacles n'étaient plus aussi compliqués ; une grande route conduisait les Français à de nouvelles conquêtes.

Le 9 germinal, toute l'armée se mit en mouvement. Le général *Massena*, ayant passé la Drave, marchait sur Clagenfurt, tandis qu'un corps de cavalerie, remontant cette rivière, s'avançait sur Lientz, pour opérer sa jonction avec le général *Joubert* qui venait dans la Carinthie, par les gorges du Tyrol.

Ce général, après avoir battu le comte de *Laudohn* auprès de Brixen, l'avait poursuivi quelque tems dans les gorges d'Inspruck. Mais cette chasse l'écartant de la marche qui lui était tracée, il était revenu sur les bords de la Rhients, remontant cette rivière jusqu'au col de Toblach. Il traversa cette montagne couverte de neige, et parvint au bord de la Drave, vers sa source auprès du village d'Iniching. De ce village à la ville de Lientz, bâtie au confluent de la Drave et de l'Isola, il existe une route tracée dans des vallons étroits qui forment le lit de la Drave. Il faut passer vingt fois cette rivière dans l'espace de quinze lieues. Cette marche eût été extrêmement difficile, si les Autrichiens, au lieu de se retirer vers les bords de l'Inn, se fussent

postés sur les sommités des montagnes, depuis Nictendorf jusqu'à Sillau. Les Français, parvenus à Lientz, continuèrent leur route le long de la Drave, sans éprouver d'autres obstacles. Toute l'armée était réunie à Clagenfurt, le 10 germinal. An 5.

CHAPITRE IX.

Proclamation de Bonaparte *dans Clagenfurt. Lettre du général français à l'archiduc. Réponse de ce prince.*

L'ARCHIDUC *Charles* avait perdu dans différens combats la moitié de son armée ; et dans une campagne de vingt jours. *Bonaparte*, après avoir battu les Autrichiens dans dix combats, et franchi des montagnes qui paraissaient inaccessibles, menaçait le cœur des Etats de la maison d'Autriche.

Les Impériaux se retiraient sur les bords du Muer, à mesure que toutes les divisions françaises se formaient aux environs de Clagenfurt, où *Bonaparte* avait établi son quartier-général. Il régla l'administration du pays ; et voulant rassurer les habitans de la Carinthie sur ses intentions, il publia cette proclamation, le 12 germinal.

1797. « Rassurez-vous, habitans de la Carinthie; l'armée française qui traverse votre pays, ne veut ni vous conquérir, ni changer vos usages. Le gouvernement français n'a rien épargné pour éteindre les calamités qui désolent l'Europe. Il était décidé à faire les premiers pas, et à envoyer le général *Clarke* à Vienne, en qualité de plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix; mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Saint-Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas de république française. Le général *Clarke* demanda un passe-port pour se rendre à Vienne auprès de l'empereur. Ses ministres ont craint avec raison que la modération des propositions qu'il était chargé de faire, ne décidât l'empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince. Ils n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires, ennemis de l'Europe entière.

» Habitans de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous les Anglais, qui seuls gagnent à la guerre actuelle. Si les Français sont en guerre depuis six ans avec la maison d'Autriche, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et bons habitans de la Carinthie.

» Eh bien! malgré l'Angleterre et les minis-

tres de la cour de Vienne, soyons amis. La république française a sur vous les droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie respectivement. Vous ne vous mêlerez point d'une guerre qui ne vous regarde pas. Vous fournirez les vivres dont nous pourrons avoir besoin ; de mon côté, je protégerai votre religion, vos usages et vos propriétés. Je ne vous demanderai aucune contribution ; la guerre n'est-elle pas par elle-même un fléau assez horrible ? Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, victimes innocentes des sottises des autres ? Toutes les impositions que vous aviez coutume de payer à l'empereur, serviront à indemniser des dégats inséparables de la marche d'une armée, et à payer les vivres que vous nous aurez fournis. » An 5e

Avant de publier cette proclamation, *Bonaparte*, montrant au milieu de ses triomphes une modération qui semblait devoir terminer la guerre, avait écrit la lettre suivante à l'archiduc *Charles* :

« Les braves soldats font la guerre et desirent la paix. Celle-ci qui dure depuis six ans, n'est-elle pas assez prolongée ? Avons-nous tué assez de monde, et fait assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame un terme aux massacres. L'Europe qui avait pris les armes contre la république française, les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le

sang va couler plus que jamais. Cette sixième
1797. campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre plusieurs milliers d'hommes, et il faudra bien qu'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

» Le directoire de la république française avait fait connaître à sa majesté l'empereur le desir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous rapprocher ; et faut-il que, pour l'intérêt ou les passions d'un peuple étranger aux maux de la guerre, nous continuions à nous entr'égorger ? Vous qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité et de sauveur de l'Allemagne ?

» Ne croyez pas que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire, peut sauver la vie à un seul homme, je m'énorgueillirai davan-

tage de la couronne civique méritée par cette action, que de la triste gloire qui peut me revenir des succès militaires. » An 5.

L'archiduc répondit en ces termes : « Assurément tout en faisant la guerre et en écoutant la voix de l'honneur et du devoir, je desire ainsi que vous la paix pour le bonheur de l'humanité. Comme, néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni de la part de sa majesté l'empereur d'aucun plein pouvoir pour traiter de la paix, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre là-dessus avec vous dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs sur un objet d'une aussi haute importance et qui n'est pas de mon ressort. Quelles que soient au reste les chances de la guerre, je vous prie de vous persuader de mon estime et d'une considération distinguée.

La tournure de la lettre de l'archiduc laissait voir à *Bonaparte* que ce prince, malgré sa détresse, voulait encore tenter le sort des armes. L'armée française se mit en marche le 12 germinal. La division de *Massena*, qui formait l'avant-garde, prit sa route vers le nord en côtoyant la petite rivière de Gurg.

L'armée de l'archiduc campait sur les gorges les plus élevées des Alpes-Noriques, entre

1797. Neumarck et Judembourg. Ses postes avancés occupaient une excellente position auprès de Freisack. *Massena* l'attaque et l'enfonce à la baïonnette. Les Français poursuivaient avec tant d'acharnement ce corps autrichien, que, pour le soutenir, l'archiduc fut obligé de faire marcher huit bataillons de grenadiers qui avaient pris le fort de Kell, et qui formaient alors la principale force de l'armée impériale. Mais ce renfort ne retarda que de peu de jours la défaite de la division qu'il venait protéger. L'infanterie légère de *Bonaparte*, ayant gravi sur toutes les pointes des rochers à la droite et à la gauche des Autrichiens, les pressaient par leurs flancs, tandis que les grenadiers, formés en colonnes serrées, attaquaient de front les retranchemens impériaux sur la route de Clagenfurt à Judembourg. Les Autrichiens défendirent cependant leur position jusqu'à la nuit; ils profitèrent des ténèbres pour s'éloigner.

Les Français entrèrent dans Neumarck le 16, et le lendemain, descendant sur les bords du Muer, ils occupèrent la ville de Judembourg et tous les postes des environs.

La division autrichienne du comte de Laudohn, qui s'était retirée du côté d'Inspruck, marchant à grandes journées sur la rive droite de l'Inn jusqu'à Rattemberg, et ensuite sur la rive droite de la rivière de Salzack jusqu'à

Capran, avait passé l'Ens entre les villages de Radiltalts et de Schiaming. Elle descendait vers le Muer pour se réunir avec l'armée de l'archiduc. Son avant-garde, commandée par le général *Spork*, s'approchait de Muckrau. La promptitude avec laquelle les Français occupèrent, au bord du Muer, le poste important de Scheiling, avait rendu cette jonction impraticable; elle ne pouvait plus avoir lieu qu'au-delà des chaînes de montagnes qui couvrent Vienne du côté de Marienzell. An 5.

CHAPITRE X.

Situation embarrassante de Bonaparte *au milieu des Alpes.*

Les Français, Maîtres des bords du Muer, depuis Muckran jusqu'à Léoben, étaient parvenus à trente lieues de Vienne. Il ne restait à l'archiduc *Charles* d'autre point de défense que les montagnes qui avoisinent la capitale de l'Autriche du côté du sud.

Le général français, ayant devant lui une armée découragée, et sur le point d'arriver auprès de Vienne où des succès très-probables pouvaient renverser le trône de cette maison d'Autriche, dont la puissance pesa si long-

tems sur l'Europe, n'était cependant pas sans
1797. inquiétude. D'un côté, la marche rapide de ses troupes au travers des gorges et des précipes où ne se trouvait aucune route tracée, l'avait forcé de laisser en arrière une partie de ses munitions de guerre; de l'autre, les habitans des provinces conquises, séduits par les gouvernemens de Vienne et de Venise, menaçaient de s'emparer de tous les défilés qui l'environnaient sur ses derrières et de rendre ses subsistances très-difficiles.

Son armée, constamment victorieuse, avait cependant beaucoup souffert dans sa marche, moins encore par le feu des ennemis que par les difficultés des chemins, dans une saison rigoureuse, et par la quantité des garnisons qu'il fallait entretenir. Elle montrait le même courage, la même énergie; mais sa force était notablement diminuée, tandis que les Impériaux se fortifiaient à mesure qu'ils se concentraient avec le cœur des possessions autrichiennes. D'ailleurs, *Bonaparte* savait que le sénat de Venise, persuadé que les Français seraient écrasés dans les gorges depuis Léoben jusqu'aux confins septentrionaux de la Haute Styrie, engageait secrétement les habitans de ses provinces de terre ferme à se porter en force dans les Alpes pour couper toute retraite aux Français vers l'Italie, tandis que des corps nombreux de paysans attaqueraient les faibles

détachemens français qui gardaient Verone, et quelques autres places vénitiennes. *Bonaparte* savait encore que la cour de Vienne prodiguait toutes ses ressources pour lever deux nouvelles armées qui devaient se joindre aux Vénitiens insurgés, l'une en descendant l'Adige, l'autre en côtoyant l'Adriatique. An 5.

La haute chaîne des Alpes, après, avoir séparé la France de l'Italie, se partage en deux principales branches dans les environs du mont Saint Gothard. L'une d'où découlent toutes les rivières qui versent leurs eaux à la gauche du Pô, est dirigée vers le sud sous le nom d'Alpes Rhétiques, d'Alpes Juliennes, d'Alpes Noriques; elle se termine à la pointe de l'Istrie dans les environs de Fiume. Ses bras qui s'étendent au midi depuis Crema jusqu'à Vicence, servent de conducteurs au Lambro, à l'Adda, à l'Oglio, à la Chiusa, au Mincio qui porte le nom de Sarca avant d'entrer dans le lac Garda, à l'Adige, à l'Astico, à la Brenta, à la Piava, à la Meduna, au Tagliamento, à la Roja, au Lisonzo, et à quelques autres rivières moins considérables.

Les ramifications de ces montagnes ont beaucoup plus d'étendue dans le nord; elles remplissent la partie du Tyrol, appelée le Tyrol allemand, l'évêché de Brixen, toute la Carithie, toute la Carniole, une partie de la Styrie, de la Croatie et de l'Esclavonie. Le

1797. Muer, la Drave, la Save et toutes les rivières affluentes dans ces fleuves, coulent dans les principales vallées que forment les sinuosités de ces montagnes.

La seconde chaîne se rapproche du Danube, s'élève entre l'Ens au nord et le Muer au sud; elle se termine dans la Hongrie auprès de Bude. Les rivières qui en sortent au midi, sont peu remarquables, et se rendent toutes dans le Muer ou dans la Drave. Mais au nord les ramifications de ces montagnes sont très-étendues; elles remplissent la Souabe, la Bavière, le Haut et le bas Wienervald, touchent au Danube depuis l'embouchure de l'Ens jusqu'à celle du Trazen, et enveloppent pour ainsi dire Vienne. Toutes les rivières qui tombent dans le Danube au sud, depuis sa source jusqu'à Javarin en Hongrie, descendent de ces montagnes. Les principales sont l'Iller, le Lech, l'Inn, le Traun, l'Ens, le Trazen, le Legtha et le Raab.

Bonaparte avait franchi en vainqueur la chaîne méridionale des Alpes, il lui restait encore la chaîne septentrionale à percer; cette opération était au moins aussi difficile que la première. La rivière du Muer, sur laquelle les Français étaient cantonnés, coule de l'ouest à l'est depuis sa source jusqu'à la petite ville de Bruch, à quelques lieues au-dessus de Léoben; arrêtée dans cet endroit par les

montagnes de la haute Styrie, elle change de direction, et se porte au sud dans la vallée de Gratz. Il n'existe aucune route sur le col d'Afflent pour descendre avec des voitures vers le nord, soit à Lilliensfeld au bord du Trazen, ou à Neustad au bord de la Legtha; on n'aurait suppléé à ce défaut que par des travaux immenses. L'armée française pouvait remonter le Muer par les défilés de Rottenman, et descendre sur les rives de l'Ens. Alors la route devenait moins difficile sur les deux bords de cette rivière, mais elle était très-longue. Les corps de troupes que *Bonaparte* aurait été obligé de laisser sur ses derrières pour conserver sa communication avec l'Italie, devaient prodigieusement affaiblir son armée. Il est probable que, sur cette spéculation, le sénat de Venise combinait lss succès de l'insurrection à laquelle il se préparait. An 5.

On était instruit, dans l'armée d'Italie, que les généraux *Moreau* et *Hoche* avaient ordre de passer le Rhin, et de se porter rapidement sur les rives du Danube; mais la crue excessive de ce fleuve, causée par la fonte des neiges dans les montagnes helvétiques au mois de germinal, pouvait retarder cette opération, et peut-être la rendre impossible en présence d'une armée qui devait multiplier tous ses efforts pour y mettre obstacle. D'ailleurs le trajet des bords du Rhin aux extré-

mités orientales de la Bavière, avec l'appa-
1797. reil qui doit toujours accompagner une grande armée, était si long, qu'avant que *Bonaparte* eût reçu quelques secours de *Hoche* et de *Moreau*, il pouvait être affamé dans des montagnes stériles.

CHAPITRE XI.

Suspension d'armes entre l'armée de Bonaparte *et celle de l'archiduc.*

DANS cette disposition des choses, *Bonaparte* crut devoir écouter les propositions faites par l'empereur. L'effroi régnait dans Vienne. Les habitans de cette capitale s'empressaient de se soustraire aux horreurs d'un siège regardé comme prochain. Des corps nombreux se ralliaient autour du monarque pour la défense du pays; mais l'exemple des volontaires de Vienne, qui ne s'étaient montrés à l'armée d'Italie que pour y trouver la mort ou pour mettre bas les armes, ne permettait pas aux ministres impériaux de se rassurer sur ce dévoûment.

J'ai rapporté la manière dont l'archiduc avait éludé les pacifiques ouvertures que lui avait faites *Bonaparte* à son arrivée à Cla-

genfurt. Quelques jours après, il fit demander, par un de ses aides-de-camp, au général français une suspension d'armes de quelques heures. C'était une ruse de guerre. L'armée française ne marchait jour et nuit avec la plus grande précipitation, que pour arriver au bord du Muer, assez à tems pour empêcher la jonction du corps de Laudohn à la principale armée autrichienne. L'archiduc demandait cet armistice, pour arrêter la marche des Français, et opérer sans obstacles la jonction projettée. On a vu précédemment comment l'arrivée d'une division française à Scheilling la rendit impossible. An 5.

Alors des négociations furent ouvertes; le lieutenant-général comte de *Bellegarde* et le général-major *Morvel*, envoyés par l'empereur auprès du général français avec des pleins pouvoirs, lui remirent la note suivante, après les premières conférences.

S. M. l'empereur et roi n'ayant rien de plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe, et de terminer une guerre qui désole également les Allemands et les Français, en conséquence de l'ouverture que vous avez faite à l'archiduc *Charles* par votre lettre, datée de Clagenfurt, nous a envoyés vers vous pour nous entendre sur un objet d'une si grande importance.

« Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadés de votre

bonne volonté, comme de l'intention des
1797. deux puissances, de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, S. A. R. desire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir à ce but desiré de tous, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations, soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes nations. »

Bonaparte répondit sur-le-champ : « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est désavantageuse aux Français; mais si elle doit être un acheminement à la paix si desirée et si utile aux deux peuples, je me rends sans peine à vos desirs.

» La république française a plusieurs fois manifesté à S. M. l'Empereur son desir de mettre fin à cette lutte sanglante; elle persiste dans ces sentimens. Je ne doute pas, après la conférence que j'ai eue avec vous, que, sous peu de jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la France et l'Allemagne. Voici les conditions de la suspension d'armes que vous demandez :

» Le général *Bonaparte*, commandant en chef l'armée française d'Italie, et S. A. R. l'archiduc *Charles*, commandant en chef l'armée

impériale, voulant favoriser les négociations de paix qui vont s'ouvrir, conviennent : An 5.

« 1.° Il y aura suspension d'armes entre les armées françaises et impériales, à dater de ce soir dix-huit germinal, sept avril, jusqu'au vingt-quatre germinal, seize avril, au soir.

» 2.° L'armée française gardera la ligne suivante ; les avant-postes de l'aile droite de cette armée resteront dans la position qu'ils occupent aujourd'hui, entre Fiume et Trieste ; la ligne se prolongera en occupant Silley, Windich, Marburch, Secean, la rive droite du Muer, Gratz, Bruch, Léoben, Mantern, la route de Mantern jusqu'à Rottenmann, Irding, la vallée d'Ens jusqu'à Rastadt, St.-Michaël sur le Muer, et la vallée de la Drave, jusqu'à Lients.

» 3.° La suspension d'armes aura lieu également pour le Tyrol. Les généraux des troupes françaises et impériales dans cette province, régleront ensemble les postes qu'ils doivent occuper. Les hostilités ne recommenceront, dans le Tyrol, que vingt-quatre heures après que les généraux en chef en seront convenus, et dans tous les cas, vingt-quatre heures après que les généraux des troupes françaises et impériales en seront prévenus réciproquement. »

En conséquence de la suspension d'armes,

la division du général *Serrurier* occupa la ville
1797. de Gratz et les frontières de Hongrie, depuis cette ville jusqu'à Fiume.

CHAPITRE XII.

L'armée de Sambre et Meuse passe le Rhin. Bataille de Neuwied.

PENDANT que les plénipotentiaires de l'Empereur discutaient avec *Bonaparte* les articles préliminaires de paix, l'armée de Sambre et Meuse avait passé le Rhin en présence des Autrichiens ; et s'avançait dans l'intérieur de l'Allemagne.

Jamais la convention faite par les généraux pour procurer aux troupes de paisibles cantonnemens pendant l'hiver, n'avait été parfaitement exécutée ; violée indirectement par les Autrichiens, par l'envoi qu'ils faisaient successivement, dans le Tyrol, de divisions entières qui, d'après les articles de l'armistice, devaient se reposer jusqu'au printems dans les cercles du Rhin, de Franconie et de Souabe, les Français avaient été contraints de prendre les mêmes mesures, pour conserver à l'armée d'Italie sa supériorité. Ces mouvemens respectifs annonçaient que l'armistice serait

rompu aussitôt que la saison, devenue moins rigoureuse, permettrait aux soldats d'entrer en campagne. An 5.

Dès les premiers jours de germinal, les Autrichiens et les Français se rassemblaient sur les bords du Rhin; le général *Hoche* avait réglé que la droite de l'armée de Sambre et Meuse, commandée par le général *Grenier*, s'étendrait depuis l'embouchure de la Moselle, le long du Rhin, jusqu'à Bingen, et le long de la Nahe jusqu'à Kreutznach. Le centre des deuxième et troisième divisions, sous les ordres du général *Lefebvre*, devait border le Rhin depuis Coblentz jusqu'à Cologne, occuper les îles du Rhin et la tête du pont de Neuwied. La gauche, commandée par le général *Championnet*, et formée par la quatrième division et par la réserve, était chargée d'occuper le pays de Berg, à la droite du Rhin, depuis la ligne de neutralité, Eberfeld, Solingen, jusqu'à l'embouchure de la Wupper, à deux lieues de Cologne. Enfin, le vingt-quatre germinal, le général *Hoche*, après avoir reçu un courrier du directoire, expédia un parlementaire au quartier-général des Autrichiens, commandés par le général *Wernech*, pour déclarer que les hostilités allaient recommencer.

L'embarras éprouvé par l'archiduc *Charles* dans la Haute-Syrie, redoublait les prépa-

ratifs que faisaient sur les bords du Rhin les
1797. Autrichiens, les Allemands et les émigrés, pour opposer aux attaques des Français une vigoureuse résistance. Cependant les détachemens envoyés dans le Tyrol, avaient tellement affaibli les armées du haut et du bas Rhin, que, n'osant pas hasarder le sort d'une bataille dans les plaines entre la Sieg et la Lahn, le général *Wernech* se retirait à la rive gauche de cette dernière rivière, dans les formidables retranchemens qu'il y avait élevés, et renvoyait sur ses derrières, vers Francfort et Wursbourg, les bagages, la grosse artillerie, et les autres objets qui pouvaient retarder sa marche rétrograde, si les circontances l'obligeaient de se retirer vers le centre de la domination autrichienne. Les dispositions de *Wernech* répandaient la terreur et la consternation parmi les habitans de la rive droite du Rhin, et donnaient aux Français la facilité de passer ce fleuve à Mulhein et à Neuwied.

Le directoire, parfaitement informé de la position de *Bonaparte* dans les montagnes de Styrie, savait que deux armées nombreuses, l'une venue de la Souabe et commandée par *Laudohn*, l'autre levée en Hongrie et dont la conduite était confiée à *Alvinzi*, s'avançaient pour prendre de revers l'armée d'Italie, l'une par les bords de l'Adige, l'autre par la Croatie, Fiume et Trieste. Il savait encore

que les révoltes qui se manifestaient contre les Français dans la plupart des provinces vénitiennes, et qui paraissaient combinées avec les mouvemens des Impériaux, exigeaient une prompte diversion, pour favoriser la marche de *Bonaparte*. En conséquence, les généraux *Moreau* et *Hoche* avaient reçu ordre de se porter rapidement, avec toutes leurs forces, dans la Franconie et dans la Souabe. An 5.

L'armée de Sambre et Meuse passa le Rhin sans obstacle, le 27 et le 29 germinal. Les Autrichiens, retranchés sur les deux rives de la Lahn et entourés de fortes redoutes, fraisées et palissadées, demandaient une prolongation d'armistice, sous prétexte que la paix était à la veille d'être signée entre l'Empereur et *Bonaparte*. Mais, lorsqu'on exigea qu'en garantie de leur bonne foi, ils remissent aux Français la forteresse d'Ehrenbreistein et les bords de la Lahn, les conférences furent bientôt abandonnées. Les deux armées étaient en présence ; l'attaque commença par une canonnade très-vive. Bientôt toute l'armée française s'ébranla ; l'infanterie de ligne, soutenue par le feu de l'infanterie légère et par les hussards et les chasseurs, fondit au pas de charge sur les redoutes autrichiennes. *Hoche* enleva en personne celle du centre, tandis que *Lefebvre*, avec l'aile droite, enfonçait

1797. la gauche de l'ennemi, et que *Championnet* mettait en fuite leur aile droite. Le général autrichien passa la Lahn pendant la nuit, et *Hoche*, franchissant la même rivière au-dessous de Wetzlar, vint camper au bord de la Nidda, et menaçait Francfort.

CHAPITRE XIII.

L'armée de Rhin et Moselle passe le Rhin, et s'empare de Kell.

L'ARMÉE de Rhin et Moselle éprouvait plus de difficultés. Il n'existait auprès de Strasbourg qu'un seul équipage de pont, par la perte qu'on avait faite d'une partie de ceux d'Huningue, de Brisach et de Kell.

On manquait aussi de bateaux pour le débarquement; mais la baisse des eaux du Rhin procurait aux Français l'avantage de faire deux ponts avec le seul équipage qui leur restait. Ils avaient encore celui de trouver guéable une partie des bras qui forment les îles depuis Brisach; mais il en naissait l'inconvénient de ne pouvoir conduire que très-difficilement des bateaux sur le grand cours du Rhin du côté de l'Allemagne.

Les troupes dispersées, pour la facilité de

leurs subsistances, depuis Deux-Ponts jusqu'à Huningue, devaient être mises en mouvement le même jour, afin de donner partout de l'inquiétude aux ennemis. Le centre de l'armée cantonnée à Strasbourg, fut destiné aux premiers efforts ; les autres divisions devaient arriver successivement par des marches forcées au lieu du débarquement. An 5.

On enleva militairement, le 30 germinal, les bateaux qui se trouvaient sur la rivière d'Ill, depuis Schelestadt jusqu'à Strasbourg, et on les conduisit vis-à-vis Kilstel, où l'embarquement devait s'exécuter le premier floréal à trois heures du matin. Le gravier sur lequel il fallait traîner les bateaux à force de bras auprès de la tour de Vantzenau, retarda la marche plus qu'on ne l'avait calculé. La rivière ayant encore baissé pendant la journée de quelques pouces, de sorte qu'aucun bateau ne flottait, on ne déboucha qu'à six heures.

Quelques fausses attaques avaient été formées depuis le fort Vauban jusqu'à Brisach, pour égarer l'attention de l'ennemi. La vraie attaque, commandée par le général *Duhem*, se partageait en trois divisions. La première était formée de la cent troisième demi-brigade de ligne et d'un bataillon de la cent soixante-quinzième ; enfin deux bataillons de la cent neuvième de ligne, et un bataillon

de la cent soixantième d'infanterie légère
1797. étaient emp'oyés à la troisième attaque.

Au débouché de la rivière d'Ill, cette flotille naviguait à la vue de l'armée ennemie, rangée en bataille sur la rive droite. Elle aborda sous le feu le plus vif de mousqueterie et de mitraille. Un bataillon et deux compagnies de grenadiers se forment en colonne serrée, et marchent rapidement aux postes ennemis les plus près d'eux ; s'emparent d'une île qui les séparait encore de la terre ferme, passent le bras du Rhin à gué, ayant de l'eau jusqu'au-dessus de la ceinture, et donnent le tems à la centième demi-brigade de débarquer, de se former et de les soutenir.

Tous les bateaux sont aussitôt renvoyés à la rive gauche, pour chercher d'autres troupes. Le général *Vandame* commença par se retrancher au bord du Rhin, et s'y maintint pendant que les généraux *Duhem* et *Davoust*, formant les bataillons à mesure qu'ils débarquaient, les disposaient à l'attaque du village de Diersbein, où les Autrichiens rassemblaient leurs forces.

Duhem, tombant sur les ennemis à la tête d'une colonne, fut mis hors de combat d'un coup de sabre ; *Vandame*, qui le remplaça, emporta le village à la baïonnette.

A onze heures, toute l'infanterie française se trouvait à la droite du fleuve. Elle formait

elors un demi-cercle, sa droite et sa gauche au Rhin, et son centre au village de Diersheim, dont on avait chassé les Impériaux. Les plaines qui entourent ce village, ne permettaient pas au général *Desaix*, qui commandait l'expédition, de quitter cette position jusqu'au passage de la cavalerie et de l'artillerie légère. An 3.

Le pont volant, pouvant contenir environ vingt-cinq chevaux, une pièce d'artillerie avec son caisson, venait d'être établie. Il ne put porter à la rive droite, pendant la journée, que huit pièces de canon et quatre cents chevaux.

A trois heures après midi, le corps autrichien, que les Français combattaient, avait été renforcé par deux divisions venues d'Offembourg et de Stolhozen. Vingt-cinq bouches à feu et seize escadrons de cavalerie lui donnaient la supériorité la plus marquée. Il attaqua le village de Diersheim avec tant de furie, que la moitié des maisons fut incendiée. Les colonnes autrichiennes pénétrèrent dans les retranchemens que *Desaix* avait élevés à la hâte, mais elles furent forcées de faire retraite, laissant couvertes de cadavres les rues dans lesquelles elles avaient combattu.

Le pont du Rhin fut achevé pendant la nuit. Dès la pointe du jour, le quarantième régiment de dragons, commandé par le chef de bataillon *Durfat*, le vingtième de cavalerie,

1797. les compagnies d'artillerie légère des capitaines *Foy* et *Bechard*; la trentième demi-brigade d'artillerie légère, commandée par le général *Cassagne*, la troisième de ligne aux ordres du général *Martilière*, les quarante-quatrième et quatre-vingt-neuvième de la division du général *Dufour*, passèrent sur la rive droite. La réserve de cavalerie était en marche pour s'y rendre.

Les Autrichiens avaient aussi reçu des renforts pendant la nuit; ils recommencèrent leurs attaques, les dirigeant sur la droite de Diershein, où commandaient les généraux *Dufour*, *Gerard* et *Desenfans*. Leur artillerie démonta celle des Français. Le feld-maréchal comte *de Latour*, voulant profiter de ce premier succès, fit attaquer le village par la plus grande partie de son infanterie. Le général de brigade *Cassagne* soutenait cet assaut à la tête de trois demi-brigades. Cependant le général *Davoust* se portait dans la plaine avec deux demi-brigades. Il se jeta sur le flanc gauche des assaillans, malgré le feu de leur artillerie. Cet effort n'empêchait pas les colonnes ennemies de gagner du terrain.

La réserve de la cavalerie française et de son artillerie légère achevait de passer le Rhin. Elle se mit en bataille entre les villages de Diershein et de Honau. Alors les Français étaient en état d'agir à leur tour offensivement.

Le général *Moreau* ne prit que le tems de former les colonnes d'attaque. An 5.

Le centre de l'armée était commandé par le général *Vandame*, ayant sous ses ordres les généraux *Jordis*, *Davoust*, *Demont*, *Heudelet*, *Cassagne* et *Laval*. Le général *Dufour* conduisait la droite, et le général *Lecourbe* la gauche. Le premier devait se diriger sur les villages de Lients et d'Hobine, et en chasser les Autrichiens ; le second avait ordre de s'emparer du fort de Kell, et de se porter sur les bords de la Kintzsg ; le troisième était chargé de combattre l'aile gauche de l'armée impériale. Les Autrichiens, affaiblis par les combats livrés pendant la journée, ne firent pas la résistance qu'on avait lieu d'attendre d'eux. Attaqués à la baïonnette, ils se dispersèrent entiérement avant le coucher du soleil.

Le régiment d'Alton fut pris en entier. Les Français s'emparèrent du parc d'artillerie autrichien. Ils entrèrent le 2 floréal dans Offembourg, Reichen, Fraichiel, Oberkirk, Gegembach, et dans le fort de Kell, dont le feld-maréchal *de Latour* faisait relever les fortifications. Un escadron du 17.e régiment, qui avait passé la Kintzig à gué, somma le gouverneur, qui se rendit en voyant arriver les colonnes françaises.

Le 3 floréal, l'armée de Rhin et Moselle, après avoir poursuivi les ennemis pendant

huit heures, se trouvait dans les montagnes du
1797. Brisgaw. La gauche, sous les ordres du général *Saint-Cyr*, s'emparait de Helmhingen et de Lichteneau. Le centre, commandé par le général *Vandame*, pénétrait dans la vallée de la Kintzig, et la droite s'approchait de Fribourg. Le feld-maréchal *de Latour* se retirait sur les bords du Danube, lorsque *Moreau* reçut un courrier de *Bonaparte*, qui annonçait la signature des préliminaires de *Léoben*.

Cette heureuse nouvelle était parvenue à l'armée de Sambre et Meuse, au moment où, après avoir passé la Nidda, elle brisait les portes de Francfort, que le général *Wernech* défendait en vain. La rapidité avec laquelle, aux cris de guerre, succédèrent les chants de la paix, annonçait la disposition morale des deux armées. Au même instant, officiers et soldats des deux armées se précipitent dans les bras les uns des autres; les doux épanchemens de la joie succèdent aux horreurs du carnage.

Un adjudant-général du comte *de Latour*, accompagnait le courrier envoyé par *Bonaparte* et *Moreau*. Les conditions de la suspension d'armes au bord du Rhin, furent réglées sur-le-champ. Il fut convenu que les Français conserveraient les places qu'ils venaient de conquérir à la droite du fleuve, et qu'ils ne se porteraient pas plus en avant.

Les mêmes arrangemens pacifiques avaient lieu auprès de Francfort. Le Mein et la Nidda furent déclarés ligne de séparation entre les deux armées belligérantes. Le général *Hoche* et le général *Kray* convinrent que les Français se retireraient à un assez grand éloignement de Mayence et d'Ehrenbreistein, pour laisser à ces deux places les moyens de pourvoir à leurs approvisionnemens. La navigation du Rhin, de la Moselle et du Mein, fut déclarée libre. Le quartier-général de Wernech était à Offembach; celui de *Kray* à Bergen. Le général *Lefebvre*, commandant l'avant-garde française, campait à Hoch, deux lieues de Francfort. Mais la plupart des régimens de cette armée retrogradèrent bientôt vers Dusseldorf, la gauche du Rhin et les départemens réunis de la Belgique. An 6.

CHAPITRE XIV.

Préliminaires de paix de Léoben.

Bonaparte avait chargé le général *Massena* d'apporter au directoire les préliminaires qu'il venait de signer à Léoben. L'adjudant-général *Soles*, chargé de la même mission auprès des armées du Rhin, ayant

un espace moins long à parcourir, arriva à
1797. Paris avant *Massena*. Il était porteur d'une lettre dans laquelle le général *Moreau* prévenait le directoire que les hostilités avaient déjà cessé sur toute la ligne du Rhin, et que les armées françaises et impériales s'occupaient à prendre des cantonnemens respectifs, en attendant que les préliminaires fussent changés en une paix solide et durable. Le directoire fit part de cet heureux événement aux deux conseils, par un message du 11 floréal.

Le général *Massena* arriva quelques jours après : il apportait avec le traité préliminaire de paix les drapeaux enlevés aux Autrichiens dans les deux derniers combats que leur avait livrés l'armée d'Italie. Le général *Mermet* apportait en même tems les trophées de l'armée d'Allemagne. Les deux généraux eurent audience publique du directoire, le 20 floréal. On connut alors les bases des stipulations préliminaires, c'étaient la renonciation à la Belgique par l'Empereur ; la reconnaissance des limites de la France, comme elles étaient déterminées par les lois de la république ; l'établissement et l'indépendance d'une république dans la Lombardie.

An 5.

CHAPITRE XV.

Réflexions sur les malheurs qui accompagnent la guerre.

Le président du directoire fit successivement l'éloge de la conduite tenue par toutes les armées depuis le commencement des hostilités. Son discours fut très-applaudi, sur-tout lorsqu'insistant sur les grandes et mémorables victoires remportées par les Français, il présentait la paix comme l'heureux résultat de ces triomphes. Cependant quelques mouvemens d'inquiétude se mêlaient à ceux de la joie, lorsque les directeurs se retirèrent sans avoir donné une connaissance plus circonstanciée des préliminaires de Léoben, dont les détails avaient été présentés avec une ambiguité qui n'expliquait ni l'étendue que devait avoir la nouvelle république italienne, ni la nature des compensations qui décidaient l'Empereur à se réconcilier de bonne foi avec la république française.

Au surplus, l'espoir d'une paix prochaine avait électrisé toutes les ames. L'enthousiasme avec lequel les préliminaires avaient été reçus par les armées d'Allemagne, et le besoin

1797. respectif des Allemands et des Français, s'emblaient assurer que la conclusion d'une paix définitive trouverait de grandes facilités lorsque, le bruit des armes ne se faisant plus entendre, on verrait de sang-froid la plaie profonde qu'il était urgent de fermer.

Lorsque les rois ou leurs ministres attirent sur leurs sujets le plus déplorable des fléaux, pour des raisons les plus frivoles, et quelquefois sans raisons, par de simples motifs d'ambition ou de vengeance, pourquoi ne sont-ils pas condamnés, après chaque bataille, à parcourir lentement ces champs de carnage et d'horreur qu'on ose embellir à leurs yeux sous des formes triomphales ? Qu'ils fixent leurs regards sur une terre abreuvée de sang humain ! Qu'ils envisagent des milliers de mourans faisant de vains et déplorables efforts pour se séparer d'un monceau de morts ! des agonisans, oubliant le parti pour lequel ils avaient versé leur sang, se bandant respectivement leurs plaies, et multipliant leurs efforts pour échapper à une mort inévitable ! et des tas de cadavres préparant une ample pâture aux animaux carnaciers qui suivent les armées ! Quand leurs cœurs seraient de fer, ils verseraient des larmes involontaires arrachées par la nature.

Ce désolant tableau ne renferme cependant pas ce que la guerre traîne à sa suite de plus

funeste pour les peuples. Les guerriers tombent par milliers sous la faulx de la mort ; leur sang est bientôt oublié. Mais il faut les remplacer ; c'est dans les campagnes qu'on va chercher le plus grand nombre des nouveaux soldats destinés au même sort que leurs devanciers. De paisibles agriculteurs sont enlevés des bras de leurs parens désolés, pour aller mourir sur une terre étrangère, les uns par le fer de l'ennemi, d'autres de chagrin et de misère, le plus grand nombre par des maladies, suites inséparables du changement de climat, d'habitudes, de nourriture, d'exercice. On s'aperçoit, au bout de quelques années, que les jeunes gens manquent dans les villages. La terre, n'étant plus cultivée par leurs mains robustes, perd sa fécondité ; le désespoir s'empare des peuples. An 5.

Cependant, pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre, il a fallu surcharger toutes les classes de la societé, précisément dans le tems que, par la diminution de leurs revenus territoriaux, de leur industrie, de leur commerce, et par le concours de plusieurs autres causes accidentelles, on est le moins en état de supporter cette augmentation de charges. Le gouvernement force les ressorts de l'Etat, il crible les citoyens, il les vanne, il les pressure dans ses mains. Toutes les classes refoulant les unes

sur les autres, les surcharges réduisent à la
1797. dernière misère ces familles voisines de l'indigence, qui sont les mères, les nourrices des armées. Bientôt la difficulté d'établir de nouveaux impôts et même de recouvrer les anciens, force de recourir à d'autres expédiens; l'Etat mange les capitaux, il sacrifie les générations futures au besoin du moment.

Ce n'est point dans Paris et dans les autres grandes villes que la misère se manifeste d'abord. Des causes particulières y entretiennent toujours un luxe qui cache long-tems la publique indigence. La pauvreté se promène au milieu des grandes villes en broderies et en rubans, tandis qu'elle se montre nue dans les campagnes.

Le découragement devient général. Une longue paix pourrait seule le faire cesser; mais depuis trois siècles, les traités entre les nations de l'Europe n'ont été que de simples trèves.

On parle avec horreur des siècles de barbarie; cependant la guerre était alors un état violent; c'est presque aujourd'hui un état habituel. Les guerres sont moins sanglantes, il est vrai; il ne se commet que rarement des atrocités après le combat; on respecte les prisonniers, on traite les blessés ennemis avec commisération; les cités, enlevées de vive force, ne sont pas toujours dé-

truites par le fer et par le feu; mais l'excessive multiplication des armées, en Europe, annonce la chûte de son organisation sociale. An 5.

Il viendra un tems, peut-être, où tous les peuples auront en horreur les hommes de sang qui furent la terreur de leurs voisins. Les gouvernans partageront la sagesse de leur siècle. La guerre ne sera jamais entreprise que pour la défense du territoire. L'histoire des gouvernans ne contiendra autre chose que la lugubre nomenclature des malheureux qu'ils ont faits. Les hommes éclairés sur les véritables sujets de leur admiration et de leur reconnaissance, ne conduiront au temple de l'immortalité que ceux qui ont versé leur sang pour la patrie, qui l'ont enrichie par leurs travaux, ou qui ont contribué, par leurs ouvrages, à rendre leurs contemporains plus habiles et plus vertueux.

Les lumières sont assez étendues, en Europe, pour avoir porté dans tous les conseils d'état la conviction de cette vérité, que la prépondérance des grandes nations n'est pas fondée aujourd'hui sur la guerre, mais sur les richesses, fruits d'une grande population, d'une excellente agriculture, des manufactures florissantes, de l'industrie et du commerce. C'est même une mauvaise politique d'affaiblir son ennemi autant qu'on le peut. Aucune na-

millions pour envoyer les hommes à la boucherie, mais jamais aucun ministre n'employa cette somme en améliorations territoriales. Avec deux cents millions, les landes de Bordeaux auraient été mises en valeur ; toutes les rivières de France, contenues dans leurs lits, offriraient de nouvelles provinces à une superbe culture ; la France entière serait coupée en canaux navigables. An 5.

Si chaque peuple européen connaissait ses véritables intérêts, ni la terre, ni la mer ne se feraient mutuellement la loi. Il s'établirait une influence réciproque, un équilibre d'industrie et de puissance entre les nations méditerranées et les nations maritimes ; chacune cultiverait et recueillerait sur l'élément qui lui est propre. Les empires jouiraient de la même liberté d'importation et d'exportation qui règne entre les provinces d'un même empire ; chaque peuple parviendrait à la prospérité à laquelle il est appelé par la nature.

1797.

CHAPITRE XVI.

Observations sur la nature des liaisons de l'Angleterre avec la plupart des puissances de l'Europe.

Il est un peuple, en Europe, plus flatté de dominer par l'étendue de son commerce et par l'immensité de ses richesses, que de posséder sur le continent quelques provinces qui lui seraient fréquemment contestées. Ce peuple, se renfermant dans son île, et affectant un désintéressement dont sa position topographique lui fait une loi, ne manque jamais, en entrant dans toutes les guerres élevées en Europe, de protester qu'il ne veut point faire de conquête, et que s'il prend les armes, c'est uniquement pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Ces grands mots font leur effet, parce que la plupart des hommes sont entraînés par l'arrangement des phrases, autant que par la force des choses. On s'allie avec une puissance dont les intentions se montrent si pures, sans penser qu'elle vole à son but, qu'on se sacrifie pour elle.

Cependant ses armateurs détruisent le commerce, non-seulement des nations belligérantes, mais des neutres. On s'aperçoit trop

tard que la prétendue générosité de cette nation consiste à gêner les échanges de tous les peuples, et à s'enrichir par cette manœuvre. On arrêterait dans leur source la plus grande partie des guerres maritimes, si toute l'Europe était d'accord, par un engagement solemnel, de consacrer pour la guerre de mer les principes adoptés dans les guerres de terre. Les hommes armés n'attaquent que les hommes armés ; et après la conquête, si les vainqueurs s'emparent des biens appartenant au gouvernement vaincu, ils respectent ceux des particuliers, ils protègent le paisible agriculteur, le paisible marchand. An 5.

Ainsi les escadres ne devraient attaquer que les escadres, les vaisseaux armés que les vaisseaux armés, sans attenter à la propriété des paisibles navigateurs, n'ayant ni moyens ni envie d'attaquer personne. Le plus fort, dira-t-on, enfreindrait toujours cette loi bienfaisante ; non sans doute, s'il était unanimement décidé que le transgresseur serait regardé comme l'ennemi de tous les peuples de l'Europe.

Il serait injuste d'attribuer plus de désintéressement à un gouvernement qu'à un autre. Rome et Carthage, Athènes et Sparte, *Pompée* et *César* tendaient à l'augmentation de leur puissance avec une ardeur égale. La dif-

férence était seulement dans la manière d'aller
1797. à leur but. Rome, en guerre contre Chartage, ne parlait que de délivrer les peuples opprimés par la république africaine; *Pompée* se couvrait, contre *Cesar*, du prétexte spécieux de défendre la liberté publique. Au fond, on voulait dominer et avoir beaucoup d'argent. C'est le but des grands comme des petits, des Etats comme des particuliers. L'envie et l'ambition sont deux monstres aussi anciens que le monde; ils habitent les palais et les cabanes.

Lorsque la Grande Bretagne, au commencement de ce siècle, entra dans la guerre de la succession d'Espagne, elle assurait n'avoir aucun projet d'aggrandissement. Cependant, par la paix, elle se fit céder en Amérique la baie d'Hudson, l'île de Terre-Neuve, l'Acadie, dont elle étendit les limites à volonté; en Europe, Minorque et Gibraltar, et enleva presque tout le commerce espagnol par le traité de l'Assiento.

Le gouvernement d'Angleterre, conduit par le desir de se venger de *Louis XVI*, regardé comme l'auteur de l'indépendance des Anglo-Américains, fomenta les troubles élevés en France, sous le régime de l'assemblée constituante, sans prévoir quelles en seraient les suites. Mais lorsque la république fut proclamée, et que le supplice du descendant de

soixante rois eut fixé le caractère de la révolution, le cabinet de Saint-James crut entrevoir un moyen de transformer, en spéculations financières, des dispositions diplomatiques qui n'avaient eu jusqu'alors qu'un but vague de vengeance. An 5.

L'Angleterre, malgré l'étendue de son négoce et de ses ressources, était accablée par une dette nationale à-peu-près égale à celle de la France en 1787. Son système, suivi depuis quarante ans, était d'augmenter perpétuellement chez elle la masse du numéraire, par les reviremens du commerce; de diminuer ainsi peu-à-peu la valeur de l'argent, et par conséquent le capital de sa dette. L'immense, l'incalculable commotion qui devait accompagner la chûte de l'antique monarchie française, offrait l'occasion de parvenir à ce but d'une manière plus prompte. Il s'agissait de s'emparer de tout le commerce de l'Europe. Alors, d'un côté, les énormes profits des commerçans devaient augmenter le revenu public, établi presque tout en Angleterre sur des impôts indirects; de l'autre, le numéraire s'avilissait par la surabondance qui en entrait dans la circulation. Celui qui devait cent francs, n'en doit plus que cinquante, lorsque le numéraire est devenu si commun, que l'écu de six livres ne vaut plus réellement que trois livres;

ou, ce qui revient au même, lorsqu'on paie
1797. douze francs ce qu'on se procurait auparavant pour la moitié de cette somme.

Dans cette vue, la cour de Londres qui, jusqu'aux premiers jours de 1793, était entrée d'une manière indirecte dans les démêlés de la France avec les nations voisines, y joua dès-lors le principal rôle. Non-seulement elle offrit des subsides considérables au roi de Prusse, à l'empereur et au roi de Sardaigne, mais le roi de Sardaigne et l'empereur, dont les Etats étaient contigus à la France, reçurent l'assurance que, dans le cas où ces Etats seraient envahis par les Français, elle ne ferait la paix avec la France, qu'en stipulant leur restitution. Les ministres britanniques prévoyaient que les dépenses incalculables que la France serait obligée de faire pour soutenir la guerre continentale contre les principales puissances de l'Europe, atténueraient les opérations maritimes, d'autant plus qu'une partie des matières premières, nécessaires pour la construction et le gréément des vaisseaux, ne se trouve pas en France. Ils en concluaient qu'il leur serait facile de s'emparer des colonies françaises en Amérique et dans les Indes orientales.

L'effet de ces conquêtes devait être d'abord d'augmenter le commerce britannique, et

d'opérer la diminution de sa dette publique ; elles devaient ensuite offrir des compensations pour faire restituer à l'empereur et au roi de Sardaigne les provinces envahies par les Français, si les événemens de la guerre ne tournaient pas en faveur de la coalition. An 5.

Il est probable que, pour remplir son double systême de s'emparer de tout le commerce de l'Europe pendant la guerre, et d'avoir dans ses mains, au moment de la paix, une masse de compensations à offrir à la France, la cour de Londres aurait cherché quelques prétextes de déclarer la guerre aux Hollandais, comme elle fit pendant la guerre d'Amérique, si les Français ne lui eussent évité cet embarras.

Lorsqu'après la campagne la plus étonnante, les Français furent maîtres de la Hollance, un grand nombre d'observateurs pensaient qu'il était de l'intérêt de la France, et même du véritable intérêt des Bataves, que cette région fût traitée en pays de conquête. Je ne répéterai pas les raisonnemens que je fis à ce sujet, lorsqu'il en était tems. Ils furent recueillis dans quelques journaux, et je les ai insérés dans cet ouvrage. Je ne sais quelles idées de générosité prévalurent. Il en résulta que presque tout le fruit de cette conquête fut pour les Anglais. Les principales

colonies bataves que les Français avaient seuls
1797. défendues pendant la guerre d'Amérique, furent livrées à la grande Bretagne par la connivence des Hollandais. Cet événement resserrait les liens qui attachaient les cours de Vienne et de Turin à celle de Londres ; mais ce système de compensation ne pouvant être d'aucune utilité pour le roi de Prusse, ce prince, malgré les subsides offerts par l'Angleterre, abandonnait une guerre dont les périls étaient pour lui, et les avantages pour d'autres.

Le roi de Sardaigne sépara ses intérêts de ceux de la coalition, lorsque, les Français étant parvenus aux portes de sa capitale, toutes les îles que les Anglais avaient conquises dans les quatre parties du monde, ne pouvaient retarder sa ruine, et le traité de paix ayant remis dans les mains des Français ses principales forteresses, il ne pouvait violer sa foi, quelles que fussent les promesses ultérieures de la cour de Londres.

La situation de la cour de Vienne n'était pas aussi désespérée lorsqu'elle signait les préliminaires de Léoben. Cependant le passage du Rhin par les Français, et les premiers succès qu'ils avaient obtenus sur les généraux *de Latour* et *Warnech*, donnaient un poids immense à l'étonnante expédition de *Bona-*

parte. Une des deux armées de *Moreau* ou de *Hoche* suffisait pour garder les communications, tandis que l'autre, s'avançant rapidement sur les bords du Danube, et chassant devant elle des troupes épouvantées, aurait rendu la position de l'archiduc extrêmement critique. Mais lorsqu'après la signature des préliminaires, *Bonaparte* repassa les monts pour rentrer en Italie, les insinuations des Anglais acquirent du poids sur l'esprit de l'empereur que *Bonaparte* ne tenait plus en échec : de là les difficultés qu'éprouva la conclusion du traité de Campo-Formio. An 5.

CHAPITRE XVII.

Lord Malmesbury *vient en France pour traiter de la paix.*

Lorsque le lord *Malmesbury* vint en France avec le caractère et non les pouvoirs de ministre plénipotentiaire pour traiter de la paix, il développa le système des compensations. Le gouvernement français crut éteindre les avantages sur lesquels se fondaient les Anglais, en déclarant qu'il voulait faire une paix séparée avec chacun de ses ennemis, et; en fer-

mant les barrières de la France à toutes les
1797. marchandises anglaises ; mais par la nature des choses, aucune de ces deux mesures ne pouvait remplir le but desiré.

La séparation diplomatique qu'on établissait entre les intérêts de l'empereur et ceux du roi d'Angleterre, rendait plus étroite, plus serrée la liaison morale existante entre les deux monarques. Il leur restait mille moyens de la manifester dans le cours des négociations. A l'égard de la prohibition des marchandises anglaises en France, elles en obtenaient un plus grand prix. Le gouvernement français ne pouvait empêcher que les denrées coloniales ne fussent importées à Hambourg, d'où elles venaient en France par les pays neutres. Il en était de même de la quincaillerie anglaise et même des draps anglais. Les manufacturiers n'avaient qu'à imiter les fabriques de Prusse et toutes celles qui fournissaient à l'habillement des troupes.

Les écrivains politiques, parfaitement instruits des causes qui devaient retarder la conclusion de la paix, n'osaient les développer dans la crainte de relever les espérances du parti qui voyait, dans toutes les chances de la révolution, la résurrection prochaine de la monarchie. D'ailleurs ces difficultés étaient compensées par des considérations majeures.

L'impératrice de Russie fournissait à la cour de Vienne des subsides ; la mort de cette princesse, arrivée le 27 brumaire an 4, avait privé l'empereur de cette ressource. *Paul I.er* avait déclaré à *François II* que l'épuisement de ses finances ne lui permettait pas de remplir les engagemens pécuniaires que sa mère avait contractés avec lui. Il est même probable que, sans l'expédition des Français en Egypte, la cour de Russie ne se serait plus mêlée de la coalition

An 5.

L'empereur n'avait plus de possessions à perdre en Italie, mais le grand duché de Toscane, possédé par sa famille, n'avait aucun moyen de défense ; il pouvait être envahi non-seulement par les Français, mais par la nouvelle république italienne à laquelle ce superbe pays semblait nécessaire pour son arrondissement. D'autres circonstances engageaient encore la cour de Vienne à ne pas trop se fier aux promesses des Anglais, et confondaient les calculs des royalistes de France, qui, après avoir exercé leur pyronisme sur les succès de *Bonaparte* en Italie, l'accusaient alors de n'avoir pas su profiter de ses victoires.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

TABLE

DES LIVRES ET CHAPITRES

Contenus dans le Tome septième.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAP. I.er *Les conventionnels s'établissent corps électoral de la France, et nomment une partie des députés à la nouvelle législature.* p. 5

CHAP. II. *Constitution de l'an 3.* 10

CHAP. III. *Nomination des cinq directeurs.* 12

CHAP. IV. *Tableau de l'intérieur de la France pendant les premiers mois de l'an 4.* 18

CHAP. V. *Procès de* Lemaître. *Conspiration royaliste.* 26

CHAP. VI. *Evénemens militaires en Allemagne et en Italie. Bataille de Loano.* 35

CHAP. VII. *Armistice sur les bords du Rhin. Cause de cet événement.* 46

CHAP. VIII. Bonaparte *en Italie. Caractère de ce général.* 51

CHAP. IX. *Dispositions des forces françaises et autrichiennes.* 59

CHAP. X. *Dispositions des puissances d'Italie.* 62

CHAP. XI. *Premières opérations militaires de* Bonaparte. 66
CHAP. XII. *Combat de Montenotte.* 70
CHAP. XIII. *Combat de Millesimo.* 72
CHAP. XIV. *Attaque du camp retranché de Ceva.* 76
CHAP. XV. *Les Français entrent dans Ceva. Bataille et prise de Mondovi.* 78
CHAP. XVI. *Traité de paix entre la République française et le roi de Sardaigne.* 84
CHAP. XVII. *Les Français passent le Pô sous Plaisance.* 89
CHAP. XVIII. *Les princes d'Italie font des propositions de paix.* 92
CHAP. XIX. *Bataille de Lodi.* 96
CHAP. XX. *Entrée des Français dans Milan. Expédition de Modène.* 100
CHAP. XXI. *Revolte dans le Milanais.* 102
CHAP. XXII. *Bataille de Borghetta.* 114
CHAP. XXIII. *Disposition de l'armée du général* Beaulieu. 121
CHAP. XXIV. *L'armée française dans Vérone. Fêtes des victoires célébrée à Paris.* 122
CHAP. XXV. *Siège de Mantoue. Révolte dans les Feudi Imperiali.* 131
CHAP. XXVI. *Le ministre de France à Gênes demande que le ministre de l'empereur soit expulsé de cette ville.* 137
CHAP. XXVII. *Armistice avec le pape et le roi de Naples.* 140

CHAP. XXVIII. *Les Français entrent dans Livourne.* 143

LIVRE VINGTIÈME.

CHAP. I.er *Rupture de l'armistice entre les Autrichiens et les Français sur les bords du Rhin. Etat des armées respectives.* 152
CHAP. II. *Retraite de* Pichegru. Moreau *lui succède. Les Autrichiens abandonnent le Palatinat, pour se retirer à la droite du Rhin.* 157
CHAP. III. *Passage du Rhin par l'armée de* Moreau. 162
CHAP. IV. *Prise du fort de Kell sur les Impériaux.* 166
CHAP. V. *Bataille de Rhinchen. Prise de Fribourg. Prise de Francfort.* 168
CHAP. VI. *Les Français s'avancent jusqu'aux Alpes Rhétiques.* 170
CHAP. VII. *Le feld-maréchal* Wurmser *pénètre en Italie. Révolte de Lugo.* 173
CHAP. VIII. *Bataille de Castiglione.* 177
CHAP. IX. *Suite de la bataille de Castiglione. Envoi au directoire des drapeaux pris sur les Autrichiens.* 188
CHAP. X. *Bataille de Roveredo. Les Français se rendent maîtres de Trente.* 192
CHAP. XI. *Organisation du gouvernement de la principauté de Trente.* 197
CHAP. XII. *Les Autrichiens se portent dans*

le Frioul vénitien, derrière la Brenta. Bataille de Bassano. 201
CHAP. XIII. *Le maréchal* Wurmser *se réfugie dans Mantoue.* 205
CHAP. XIV. *Sentimens excités en Italie par l'arrivée du maréchal* Wurmser. 207
CHAP. XV. *Le pape rompt l'armistice qui lui avait été accordé par* Bonaparte. 214
CHAP. XVI. *Modène et Reggio arborent l'étendard de la liberté.* 218
CHAP. XVII. *Les Anglais s'emparent de la ville de Porto-Ferraio, dans l'île d'Elbe.* 224
CHAP. XVIII. *Pouvoir de* Paschal Paoli *dans l'île de Corse.* 229
CHAP. XIX. *Le roi d'Angleterre prend le titre de roi de Corse. Des insurrections se manifestent dans l'île contre les Anglais.* 231
CHAP. XX. *L'île de Corse rentre sous la domination de la république française.* 235

LIVRE VINGT-UNIÈME.

CHAP. I.er *Tableau de l'intérieur de la France pendant les derniers mois de l'an IV.* 240
CHAP. II. *Traité d'alliance entre la France et l'Espagne, et entre la France et la république de Gênes.* 246
CHAP. III. *Vacillations dans l'opinion publique.* 250
CHAP. IV. *Partis qui divisaient la France de-*

puis l'introduction du régime constitutionnel. 254

CHAP. V. *Réflexions sur le rapport entre le régime constitutionnel de France et celui des anciennes républiques.* 264

CHAP. VI. *Conjuration de floréal.* 274

CHAP. VII. *Principes des conspirateurs.* 278

CHAP. VIII. *Lettre de* Gracchus Babeuf. 280

CHAP. IX. *Les conspirateurs sont arrêtés.* 283

CHAP. X. *Papiers de la conspiration saisis chez* Babeuf. 285

CHAP. XI. *Les accusés sont envoyés devant une haute-cour, à Vendôme.* 302

CHAP. XII. *Conspiration de fructidor an IV.* 308

CHAP. XIII. *Entrée des Français en Bavière. L'archiduc* Charles *se porte à la gauche du Danube.* 315

CHAP. XIV. *Bataille de Teming. Retraite de* Jourdan *sur Desseldorf.* 317

CHAP. XV. *Superbe retraite de général* Moreau. *Bataille de Biberach.* 319

CHAP. XVI. *Descente en Irlande.* 333

CHAP. XVII. *Siège de Kell par les Allemands.* 341

CHAP. XVIII. *Prise de Kell.* Hoche *est nommé général de l'armée de Sambre et Meuse.* 346

CHAP. XIX. *Le feld-maréchal* Alvinzi *prend le commandement de l'armée impériale d'Italie.* 348

CHAP. XX. *Bataille d'Arcole.* 350
CHAP. XXI. *Retraite des Autrichiens ; ils reçoivent des renforts. Républiques formées en Italie.* 358
CHAP. XXII. Alvinzi *reparaît au bord de l'Adige. Bataille de Rivoli.* 363

LIVRE VINGT-DEUXIEME.

CHAP. I.er *Reprise des hostilités avec la cour de Rome.* 374
CHAP. II. *Expédition des Français dans la Romagne. Capitulation de Mantoue.* 378
CHAP. III. *Les Français s'emparent du duché d'Urbin. Négociations avec le pape.* 380
CHAP. IV. *Signature de la paix entre la France et le pape. L'archiduc* Charles *prend le commandement de l'armée impériale en Italie.* 387
CHAP. V. *Passage du Tagliamento par les Français. Bataille de Cainin.* 390
CHAP. VI. *Les Français pénètrent dans les Etats autrichiens à travers les Alpes. Prise de la forteresse de Gradisca.* 394
CHAP. VII. *Les Français se rendent maîtres de Trieste.* 399
CHAP. VIII. *Marche des Français dans les Alpes noriques et italiennes ; ils parviennent à Clagenfurt.* 400
CHAP. IX. *Proclamation de* Bonaparte *dans*

Clagenfurt. Lettre du général français à l'archiduc. Réponse de ce prince. 403
CHAP. X. *Situation embarrassante de* Bonaparte *au milieu des Alpes.* 409
CHAP. XI. *Suspension d'armes entre l'armée de* Bonaparte *et celle de l'archiduc.* 414
CHAP. XII. *L'armée de Sambre et Meuse passe le Rhin. Bataille de Neuwied.* 418
CHAP. XIII. *L'armée de Rhin et Moselle passe le Rhin, et s'empare du fort de Kell.* 422
CHAP. XIV. *Préliminaires de paix de Léoben.* 429
CHAP. XV. *Réflexions sur les malheurs qui accompagnent la guerre.* 431
CHAP. XVI. *Observations sur la nature des liaisons de l'Angleterre avec la plupart des puissances de l'Europe.* 438
CHAP. XVII. *Lord* Malmesbury *vient en France pour traiter de la paix.* 445

Fin de la Table.

648591

Digitized by Google